

# SÉNAT

---

## TABLE DES DÉBATS

### TABLE THÉMATIQUE

---

Clôture de la session ordinaire de 1997-1998 ouverte le 1er octobre 1997 .....	30 juin 1998
Session extraordinaire .....	du 1er au 9 juillet 1998
<i>Congrès du Parlement</i> .....	<i>6 juillet 1998</i>
Ouverture de la session ordinaire de 1998-1999 .....	1er octobre 1998

---

NOTA : - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

# SOMMAIRE

Avertissement .....	p. 5
Liste des principales abréviations utilisées.....	p. 6

## PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

### I. - COMPOSITION DU SÉNAT

<b>A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs</b>	
1. - au 26 septembre 1998.....	p. 7
2. - au 31 décembre 1998.....	p. 10
<b>B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs</b>	
1. - au 26 septembre 1998.....	p. 13
2. - au 31 décembre 1998.....	p. 16
<b>C. - Renouvellement triennal par tiers du Sénat .....</b>	<b>p. 20</b>
<b>D. - Elections sénatoriales</b>	
1. - Renouvellement de la série A.....	p. 21
2. - Sièges vacants dans l'année .....	p. 22
3. - Contestations d'opérations électorales .....	p. 22
<b>E. - Sénateurs décédés.....</b>	<b>p. 22</b>
<b>F. - Démissions.....</b>	<b>p. 22</b>
<b>G. - Remplacements de sénateurs .....</b>	<b>p. 22</b>
<b>H. - Vacances de siège.....</b>	<b>p. 22</b>
<b>I. - Sénateurs en mission temporaire .....</b>	<b>p. 22</b>
<b>J. - Anciens sénateurs décédés .....</b>	<b>p. 22</b>

<b>II. - BUREAU DU SÉNAT.....</b>	<b>p. 23</b>
-----------------------------------	--------------

<b>III - SESSIONS.....</b>	<b>p. 23</b>
----------------------------	--------------

<b>IV - COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES.....</b>	<b>p. 23</b>
---	--------------

### V - COMPOSITION DES COMMISSIONS

<b>A. - Commissions permanentes.....</b>	<b>p. 25</b>
<b>B. - Commissions mixtes paritaires .....</b>	<b>p. 26</b>
<b>C. - Commissions d'enquête.....</b>	<b>p. 30</b>

<b>VI -</b>	<b>LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES) .....</b>	<b>p. 31</b>
<b>VII -</b>	<b>DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES .....</b>	<b>p. 32</b>
<b>VIII -</b>	<b>DÉLÉGATION FRANÇAISE A L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE.....</b>	<b>p. 34</b>
<b>IX -</b>	<b>DÉLÉGATION DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD.....</b>	<b>p. 34</b>
<b>X -</b>	<b>HAUTE COUR DE JUSTICE - COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE .....</b>	<b>p. 34</b>
<b>XI -</b>	<b>COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES.....</b>	<b>p. 35</b>
<b>XII -</b>	<b>ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE .....</b>	<b>p. 35</b>
<b>XIII -</b>	<b>MISSIONS D'INFORMATION.....</b>	<b>p. 35</b>
<b>XIV -</b>	<b>ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES.....</b>	<b>p. 37</b>
<b>XV -</b>	<b>MINISTÈRE : Gouvernement Lionel Jospin.....</b>	<b>p. 44</b>
<b>XVI -</b>	<b>TEXTES</b>	
	<b>A. - Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1998.....</b>	<b>p. 45</b>
	<b>B. - Déposés en 1998, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat .....</b>	<b>p. 49</b>
<b>XVII -</b>	<b>DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....</b>	<b>p. 52</b>
<b>XVIII -</b>	<b>PÉTITIONS.....</b>	<b>p. 53</b>
<b>XIX -</b>	<b>TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL.....</b>	<b>p. 54</b>
<b>XX -</b>	<b>PETIT DICTIONNAIRE DES SIGLES.....</b>	<b>p. 55</b>

## **DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE**

**(précédée de la liste des thèmes abordés au cours des travaux du Sénat)**

# AVERTISSEMENT

---

Les Tables des débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La **Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité durant l'année au cours des séances publiques du Sénat.

La **Table thématique** contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**.

## ABRÉVIATIONS

### Groupes politiques :

CRC .....	Groupe Communiste Républicain et Citoyen.
RDSE .....	Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.
RI .....	Groupe des Républicains et Indépendants.
RPR .....	Groupe du Rassemblement pour la République.
SOC .....	Groupe Socialiste.
UC .....	Groupe de l'Union centriste.
NI .....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A .....	Apparenté à un groupe politique.
-R .....	Rattaché administrativement à un groupe politique.

### Divers :

AFCL .....	Commission des affaires culturelles.
ECON .....	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD .....	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI .....	Commission des affaires sociales.
FINC .....	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS .....	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**NOTA :** Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et Décrets* » renvoient à ce *Journal officiel*.

# I. - COMPOSITION DU SÉNAT

## A.1. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 26 septembre 1998

### A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDSE - ETRD.  
Nicolas ABOUT, Yvelines - RI-A - ETRD.  
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.  
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.  
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.  
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ECON.  
Jean-Paul AMOUDRY, Haute-Savoie - UC - LOIS.  
Bernard ANGELS, Val-d'Oise - SOC - FINC.  
Philippe ARNAUD, Charente - UC - AFCL.  
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - ETRD.  
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - ECON.  
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.  
Germain AUTHIÉ, Ariège - SOC - LOIS.

### B

Robert BADINTER, Hauts-de-Seine - SOC - LOIS.  
Denis BADRÉ, Hauts-de-Seine - UC - FINC.  
Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.  
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - LOIS.  
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.  
Janine BARDOU, Lozère - RI - ECON.  
Michel BARNIER, Savoie - RPR - ECON.  
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.  
Jean-Paul BATAILLE, Nord - RI - AFCL.  
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FINC.  
Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - RDSE - ETRD.  
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - CRC - FINC.  
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - CRC - ETRD.  
Michel BÉCOT, Deux-Sèvres - UC-R - ECON.  
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.  
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.  
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.  
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDSE - ECON.  
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - SOC - FINC.  
Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.  
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.  
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.  
Roger BESSE, Cantal - RPR - FINC.  
Jean BESSON, Drôme - SOC - ECON.  
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - SOC - ETRD.  
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - CRC - ETRD.  
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDSE - SOCI.  
Jean BIZET, Manche - RPR - ECON.  
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - LOIS.  
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.  
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.  
Annick BOCANDÉ, Seine-Maritime - UC - SOCI.  
André BOHL, Moselle - UC - LOIS.  
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.  
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.  
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.  
Didier BOROIRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ETRD.  
Nicole BORVO, Paris - CRC - SOCI.  
Joël BOURDIN, Eure - RI - FINC.  
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.  
Philippe de BOURGOING, Calvados - RI - LOIS.  
André BOYER, Lot - RDSE - ETRD.  
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.  
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.  
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.  
Gérard BRAUN, Vosges - RPR-A - ECON.  
Dominique BRAYE, Yvelines - RPR-A - ECON.  
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.

### C

Guy CABANEL, Isère - RDSE - FINC.  
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.  
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ETRD.  
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - FINC.  
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.  
Jean-Claude CARLE, Haute-Savoie - RI - AFCL.  
Jean-Louis CARRÈRE, Landes - SOC - AFCL.  
Robert CASTAING, Gers - SOC - AFCL.  
Francis CAVALIER-BÉNÉZET, Gard - SOC - SOCI.  
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.  
Charles CECCALDI-RAYNAUD, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.  
Monique CERISIER-ben GUIGA, Français établis hors de France - SOC - ETRD.  
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - ECON.  
Gilbert CHABROUX, Rhône - SOC - SOCI.  
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - SOC - FINC.  
Marcel CHARMANT, Nièvre - SOC - LOIS.  
Michel CHARZAT, Paris - SOC - ECON.  
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.  
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.  
William CHERVY, Creuse - SOC - ECON.  
Marcel-Pierre CLÉACH, Sarthe - RI-R - ECON.  
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - FINC.  
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.  
Henri COLLARD, Eure - RDSE - FINC.  
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDSE - FINC.  
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.  
Raymond COURRIÈRE, Aude - SOC - LOIS.  
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.  
Jean-Patrick COURTOIS, Saône-et-Loire - RPR - LOIS.  
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

### D

Philippe DARNICHE, Vendée - NI - SOCI.  
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC - AFCL.  
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - ETRD.  
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.  
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.  
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - AFCL.  
Bertrand DELANOË, Paris - SOC - ETRD.  
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.  
Gérard DELFAU, Hérault - SOC - ECON.  
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.  
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - SOC - ETRD.  
Fernand DEMILLY, Somme - RDSE - ECON.  
Christian DEMUYNCK, Seine-Saint-Denis - RPR-R - LOIS.  
Marcel DENEUX, Somme - UC - ECON.  
Jean DÉRIAN, Côtes-d'Armor - CRC - LOIS.  
Dinah DERYCKE, Nord - SOC - SOCI.  
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.  
Rodolphe DÉSIÉ, Martinique - SOC-A - ECON.  
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.  
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.  
Jacques DOMINATI, Paris - RI - SOCI.  
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.  
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - LOIS.  
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.  
Michel DUFFOUR, Hauts-de-Seine - CRC - LOIS.  
Xavier DUGOIN, Essonne - RPR - ETRD.  
André DULAIT, Deux-Sèvres - UC - ETRD.

Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.  
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI  
- ETRD.  
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - SOC - ETRD.  
Bernard DUSSAUT, Gironde - SOC - ECON.  
Joëlle DUSSEAU, Gironde - RDSE - SOCI.

## E

Daniel ECKENSPIELLER, Haut-Rhin - RPR-A - AFCL.  
André ÉGU, Ille-et-Vilaine - UC - AFCL.  
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.  
Jean-Paul ÉMORINE, Saône-et-Loire - RI - ECON.  
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

## F

Hubert FALCO, Var - RI - ETRD.  
Léon FATOUS, Pas-de-Calais - SOC - ECON.  
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.  
Jean FAURE, Isère - UC - ETRD.  
Gérard FAYOLLE, Dordogne - RPR - AFCL.  
Guy FISCHER, Rhône - CRC - SOCI.  
Hilaire FLANDRE, Ardennes - RPR - ECON.  
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RI - SOCI.  
Bernard FOURNIER, Loire - RPR - AFCL  
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.  
Serge FRANCHIS, Yonne - UC - SOCI.  
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.  
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.

## G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - FINC.  
Aubert GARCIA, Gers - SOC - ECON.  
André GASPARD, Français établis hors de France - RI - ETRD.  
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.  
Patrice GÉLARD, Seine-Maritime - RPR - LOIS.  
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.  
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.  
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.  
Charles GINÉSY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.  
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - RI - LOIS.  
Paul GIROD, Aisne - RDSE - LOIS.  
Daniel GOULET, Orne - RPR - ETRD.  
Alain GOURNAC, Yvelines - RPR - SOCI.  
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.  
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.  
Francis GRIGNON, Bas-Rhin - UC - ECON.  
Louis GRILLOT, Côte-d'Or - RI - SOCI.  
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.

## H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - ETRD.  
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - FINC.  
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.  
Claude HAUT, Vaucluse - SOC - FINC.  
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.  
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.  
Pierre HÉRISSON, Haute-Savoie - UC - ECON.  
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.  
Roger HESLING, Moselle - SOC - AFCL.  
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.  
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.  
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.  
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.

Roland HUGUET, Pas-de-Calais - SOC - SOCI.  
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.  
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ETRD.  
Jean-Jacques HYEST, Seine-et-Marne - UC - LOIS.

## J

Pierre JEAMBRUN, Jura - RDSE - AFCL.  
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.  
Bernard JOLY, Haute-Saône - RDSE - ECON.  
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.  
Alain JOYANDET, Haute-Saône - RPR - AFCL.

## L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - AFCL.  
Jean-Philippe LACHENAUD, Val-d'Oise - RI - FINC.  
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDSE - AFCL.  
Jean-Pierre LAFOND, Bouches-du-Rhône - NI - SOCI.  
Serge LAGAUCHE, Val-de-Marne - SOC - AFCL.  
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.  
Alain LAMBERT, Orne - UC - FINC.  
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.  
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.  
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.  
Dominique LARIFLA, Guadeloupe - SOC-A - SOCI.  
Edmond LAURET, La Réunion - RPR - ECON.  
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.  
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - AFCL.  
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - SOCI.  
Pierre LEFEBVRE, Nord - CRC - ECON.  
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.  
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.  
Guy LEGUEVAQUES, Haute-Garonne - SOC - LOIS.  
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.  
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - AFCL.  
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.  
François LESEIN, Aisne - RDSE - AFCL.  
Claude LISE, Martinique - SOC-A - FINC.  
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ETRD.  
Paul LORIDANT, Essonne - CRC - FINC.  
Jean-Louis LORRAIN, Haut-Rhin - UC - SOCI.  
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.  
Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.  
Hélène LUC, Val-de-Marne - CRC - AFCL.

## M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.  
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.  
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.  
Jacques MAHÉAS, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.  
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - ECON.  
André MAMAN, Français établis hors de France - NI - AFCL.  
Michel MANET, Dordogne - SOC - SOCI.  
Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.  
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - SOCI.  
Pierre MARTIN, Somme - RPR - AFCL.  
Marc MASSION, Seine-Maritime - SOC - FINC.  
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.  
Serge MATHIEU, Rhône - RI - ETRD.  
Pierre MAUROY, Nord - SOC - ETRD.  
Georges MAZARS, Tarn - SOC - SOCI.  
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - SOC - ETRD.  
Jacques de MENO, Finistère - RPR - ECON.  
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.  
Michel MERCIER, Rhône - UC - FINC.  
Lucette MICHAUX-CHEVRY, Guadeloupe - RPR - ETRD.

Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.  
Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - CRC - ECON.  
Gérard MIQUEL, Lot - SOC - FINC.  
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.  
René MONORY, Vienne - UC.  
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - FINC.  
Jean-Baptiste MOTRONI, Haute-Corse - SOC - ECON.  
Georges MOULY, Corrèze - RDSE - SOCI.

## N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.  
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.

## O

Nelly OLIN, Val-d'Oise - RPR - SOCI.  
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.  
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - FINC.  
Georges OTHILY, Guyane - RDSE - LOIS.  
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

## P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - CRC - LOIS.  
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.  
Jean-Marc PASTOR, Tarn - SOC - ECON.  
Lylian PAYET, La Réunion - RDSE - AFCL.  
Michel PELCHAT, Essonne - RI - ETRD.  
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.  
Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.  
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.  
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - SOC - ECON.  
Alain PEYREFITTE, Seine-et-Marne - RPR - ETRD.  
Jean-Claude PEYRONNET, Haute-Vienne - SOC - LOIS.  
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.  
Bernard PIRAS, Drôme - SOC - ECON.  
Bernard PLASAIT, Paris - RI - ETRD.  
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.  
Jean-Marie POIRIER, Val-de-Marne - UC - AFCL.  
Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.  
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.  
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.  
André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - SOCI.  
Danièle POURTAUD, Paris - SOC - AFCL.  
Gisèle PRINTZ, Moselle - SOC - SOCI.  
Jean PUECH, Aveyron - RI - ECON.

## R

Jean-Pierre RAFFARIN, Vienne - RI - ECON.  
Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - SOCI.  
Jack RALITE, Seine-Saint-Denis - CRC - AFCL.  
Paul RAOULT, Nord - SOC - ECON.  
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDSE-R - ECON.  
René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - SOC - FINC.  
Ivan RENAR, Nord - CRC - AFCL.  
Victor REUX, Saint-Pierre-et-Miquelon - RPR - AFCL.  
Charles REVET, Seine-Maritime - RI - ECON.

Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.  
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.  
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - ECON.  
Roger RINCHET, Savoie - SOC - ECON.  
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.  
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - UC - ECON.  
Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - LOIS.  
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.  
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - SOCI.  
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ETRD.  
Michel RUFIN, Meuse - RPR - LOIS.

## S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - SOC - AFCL.  
Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.  
Bernard SEILLIER, Aveyron - RI - SOCI.  
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - SOC - FINC.  
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - AFCL.  
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - AFCL.  
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.  
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.  
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

## T

Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - SOC - ECON.  
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.  
Odette TERRADE, Val-de-Marne - CRC - ECON.  
Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.  
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.  
François TRUCY, Var - RI - FINC.  
Basile TUI, Iles Wallis-et-Futuna - UC - SOCI.  
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

## U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

## V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - AFCL.  
André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDSE - ETRD.  
Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.  
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.  
Paul VERGÈS, La Réunion - CRC - SOCI.  
André VÉZINHET, Hérault - SOC - SOCI.  
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.  
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - RDSE - LOIS.  
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.  
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.

## W

Henri WEBER, Seine-Maritime - SOC - ECON.



## A.2. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1998

### A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDSE - AFCL.  
Nicolas ABOUT, Yvelines - RI-A - LOIS.  
Philippe ADNOT, Aube - NI - FIN.  
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.  
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ECON.  
Jean-Paul AMOUDRY, Haute-Savoie - UC - LOIS.  
Pierre ANDRÉ, Aisne - RPR - ECON.  
Bernard ANGELS, Val-d'Oise - SOC - FIN.  
Philippe ARNAUD, Charente - UC - ECON.  
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - AFCL.  
Henri d'ATTILIO, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.  
Bertrand AUBAN, Haute-Garonne - SOC - ETRD.  
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.

### B

Robert BADINTER, Hauts-de-Seine - SOC - LOIS.  
Denis BADRÉ, Hauts-de-Seine - UC - FIN.  
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - LOIS.  
René BALLAYER, Mayenne - UC - FIN.  
Janine BARDOU, Lozère - RI - ECON.  
Michel BARNIER, Savoie - RPR - ETRD.  
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.  
Jean-Paul BATAILLE, Nord - RI - AFCL.  
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FIN.  
Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - RDSE - ETRD.  
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - CRC - FIN.  
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - CRC - ETRD.  
Michel BÉCOT, Deux-Sèvres - UC - ECON.  
Jean-Pierre BEL, Ariège - SOC - LOIS.  
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.  
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FIN.  
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDSE - ECON.  
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - SOC - FIN.  
Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.  
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.  
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.  
Roger BESSE, Cantal - RPR - FIN.  
Jean BESSON, Drôme - SOC - ECON.  
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - SOC - ETRD.  
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - CRC - ETRD.  
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDSE - SOCI.  
Jean BIZET, Manche - RPR - ECON.  
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.  
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FIN.  
Annick BOCANDÉ, Seine-Maritime - UC - SOCI.  
André BOHL, Moselle - UC - AFCL.  
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.  
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.  
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.  
Didier BOROTRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ETRD.  
Nicole BORVO, Paris - CRC - SOCI.  
Joël BOURDIN, Eure - RI - FIN.  
André BOYER, Lot - RDSE - ETRD.  
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.  
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.  
Yolande BOYER, Finistère - SOC - ECON.  
Jean-Guy BRANGER, Charente-Maritime - UC - ETRD.  
Gérard BRAUN, Vosges - RPR-A - FIN.  
Dominique BRAYE, Yvelines - RPR-A - ECON.  
Robert BRET, Bouches-du Rhône - CRC - LOIS.  
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.  
Louis de BROISSIA, Côte-d'Or - RPR - AFCL.

### C

Guy CABANEL, Isère - RDSE - LOIS.  
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.  
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ETRD.  
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.  
Jean-Claude CARLE, Haute-Savoie - RI - AFCL.  
Jean-Louis CARRÈRE, Landes - SOC - AFCL.  
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FIN.  
Bernard CAZEAU, Dordogne - SOC - SOCI.  
Charles CECCALDI-RAYNAUD, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.  
Monique CERISIER-ben GUIGA, Français établis hors de France - SOC - ETRD.  
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR - ECON.  
Gilbert CHABROUX, Rhône - SOC - SOCI.  
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - SOC - FIN.  
Marcel CHARMANT, Nièvre - SOC - LOIS.  
Michel CHARZAT, Paris - SOC - AFCL.  
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FIN.  
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.  
Marcel-Pierre CLÉACH, Sarthe - RI-R - ECON.  
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - FIN.  
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDSE - FIN.  
Gérard CORNU, Eure-et-Loir - RPR - ECON.  
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.  
Raymond COURRIÈRE, Aude - SOC - LOIS.  
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.  
Jean-Patrick COURTOIS, Saône-et-Loire - RPR - LOIS.  
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

### D

Xavier DARCOS, Dordogne - RPR-R - AFCL.  
Philippe DARNICHE, Vendée - NI - SOCI.  
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - ETRD.  
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.  
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.  
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - SOCI.  
Bertrand DELANOË, Paris - SOC - ETRD.  
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.  
Gérard DELFAU, Hérault - NI - ECON.  
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FIN.  
Robert DEL PICCHIA, Français établis hors de France - RPR-R - ETRD.  
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - SOC - FIN.  
Fernand DEMILLY, Somme - RDSE - AFCL.  
Christian DEMUYNCK, Seine-Saint-Denis - RPR-R - SOCI.  
Marcel DENEUX, Somme - UC - ECON.  
Gérard DERIOT, Allier - UC - LOIS.  
Dinah DERYCKE, Nord - SOC - LOIS.  
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.  
Rodolphe DÉsirÉ, Martinique - SOC-A - ECON.  
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.  
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.  
Claude DOMEIZEL, Alpes de Haute-Provence - SOC - SOCI.  
Jacques DOMINATI, Paris - RI - SOCI.  
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.  
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - AFCL.  
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.  
Michel DUFFOUR, Hauts-de-Seine - CRC - LOIS.  
Xavier DUGOIN, Essonne - RPR - ECON.  
André DULAIT, Deux-Sèvres - UC - ETRD.  
Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.

Jean-Léonce DUPONT, Calvados - RI - AFCL.  
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI  
- ETRD.  
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - SOC - ETRD.  
Bernard DUSSAUT, Gironde - SOC - ECON.

## E

Daniel ECKENSPIELLER, Haut-Rhin - RPR-A - AFCL.  
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.  
Jean-Paul ÉMORINE, Saône-et-Loire - RI - ECON.  
Michel ESNEU, Ille-et-Vilaine - RPR - SOCI.  
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

## F

Hubert FALCO, Var - RI - ETRD.  
Léon FATOUS, Pas-de-Calais - SOC - ECON.  
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.  
Jean FAURE, Isère - UC - ETRD.  
André FERRAND, Français établis hors de France - RI - ECON.  
Guy FISCHER, Rhône - CRC - SOCI.  
Hilaire FLANDRE, Ardennes - RPR - ECON.  
Gaston FLOSSE, Polynésie Française - RPR - LOIS.  
Thierry FOUCAUD, Seine Maritime - CRC - FIN.  
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RDSE - AFCL.  
Bernard FOURNIER, Loire - RPR - AFCL.  
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.  
Serge FRANCHIS, Yonne - UC - SOCI.  
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.  
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.  
Yves FRÉVILLE Yves, Ille-et-Villaine - UC - LOIS.

## G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - FIN.  
René GARREC, Calvados - RI - LOIS.  
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - RI - ETRD.  
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.  
Patrice GÉLARD, Seine-Maritime - RPR - LOIS.  
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - ECON.  
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.  
Charles GINÉSY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.  
Francis GIRAUD, Bouches-du-Rhône - RPR - SOCI.  
Paul GIROD, Aisne - RDSE - LOIS.  
Serge GODARD, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.  
Daniel GOULET, Orne - RPR - ETRD.  
Alain GOURNAC, Yvelines - RPR - SOCI.  
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.  
Francis GRIGNON, Bas-Rhin - UC - ECON.  
Louis GRILLOT, Côte-d'Or - RI - ECON.  
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.  
Jean-Noël GUÉRINI, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.

## H

Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - FIN.  
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - ETRD.  
Claude HAUT, Vaucluse - SOC - FIN.  
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.  
Marcel HENRY, Mayotte - UC - AFCL.  
Pierre HÉRISSON, Haute-Savoie - UC - ECON.  
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.  
Roger HESLING, Moselle - SOC - AFCL.  
Daniel HOFFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.  
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.  
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.

Roland HUGUET, Pas-de-Calais - SOC - SOCI.  
Jean-François HUMBERT, Doubs - RI - LOIS.  
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.  
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ETRD.  
Jean-Jacques HYEST, Seine-et-Marne - UC - LOIS.

## J

Pierre JARLIER, Cantal - UC - LOIS.  
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDSE - AFCL.  
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.  
Bernard JOLY, Haute-Saône - RDSE - ECON.  
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.  
Alain JOURNET, Gard - SOC - ECON.  
Alain JOYANDET, Haute-Saône - RPR - FIN.

## L

Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - SOCI.  
Jean-Philippe LACHENAUD, Val-d'Oise - RI - FIN.  
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDSE - AFCL.  
Serge LAGAUCHE, Val-de-Marne - SOC - AFCL.  
Roger LAGORSSE, Tarn - SOC - SOCI.  
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.  
Alain LAMBERT, Orne - UC - FIN.  
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.  
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.  
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.  
Dominique LARIFLA, Guadeloupe - SOC-A - SOCI.  
Patrick LASSOURD, Ille-et-Vilaine - RPR - ECON.  
Robert LAUFOAULU, Iles Wallis-et-Futuna - RPR-R - AFCL.  
Edmond LAURET, La Réunion - RPR - ECON.  
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.  
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.  
Gérard LE CAM, Côtes-d'Armor - CRC - ECON.  
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - SOCI.  
Pierre LEFEBVRE, Nord - CRC - ECON.  
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.  
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.  
André LEJEUNE, Creuse - SOC - ECON.  
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - ECON.  
Serge LEPELTIER, Cher - RPR - AFCL.  
Louis LE PENSEC, Finistère - SOC - AFCL.  
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.  
Claude LISE, Martinique - SOC-A - FIN.  
Paul LORIDANT, Essonne - CRC - FIN.  
Jean-Louis LORRAIN, Haut-Rhin - UC - SOCI.  
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.  
Roland du LUART, Sarthe - RI - FIN.  
Hélène LUC, Val-de-Marne - CRC - AFCL.

## M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.  
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.  
Jacques MAHÉAS, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.  
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - ECON.  
André MAMAN, Français établis hors de France - UC-R - AFCL.  
François MARC, Finistère - SOC - LOIS.  
Philippe MARINI, Oise - RPR - FIN.  
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - ETRD.  
Pierre MARTIN, Somme - RPR - AFCL.  
Marc MASSION, Seine-Maritime - SOC - FIN.  
Paul MASSON, Loiret - RPR - ETRD.  
Serge MATHIEU, Rhône - RI - ETRD.  
Pierre MAUROY, Nord - SOC - ETRD.  
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - SOC - ETRD.  
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.

Michel MERCIER, Rhône - UC - FIN.  
Lucette MICHAUX-CHEVRY, Guadeloupe - RPR - LOIS.  
Gérard MIQUEL, Lot - SOC - FIN.  
Jean-Luc MIRAUX, Eure - RPR - AFCL.  
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.  
René MONORY, Vienne - UC - ETRD.  
Aymeri de MONTESQUIOU, Gers - RDSE - ETRD.  
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - FIN.  
Georges MOULY, Corrèze - RDSE - SOCI.  
Bernard MURAT, Corrèze - RPR - ECON.

## N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.  
Paul NATALI, Haute-Corse - RPR - ECON.  
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.  
Philippe NOGRIX, Ille-et-Villaine - UC - SOCI.

## O

Nelly OLIN, Val-d'Oise - RPR - SOCI.  
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.  
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - FIN.  
Georges OTHILY, Guyane - RDSE - LOIS.  
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FIN.

## P

Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.  
Jean-Marc PASTOR, Tarn - SOC - ECON.  
Lylïan PAYET, La Réunion - RDSE - SOCI.  
Michel PELCHAT, Essonne - RI - ETRD.  
Jacques PELLETIER, Aisne - RDSE - FIN.  
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.  
Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.  
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.  
Jacques PEYRAT, Alpes Maritimes - RPR - LOIS.  
Alain PEYREFITTE, Seine-et-Marne - RPR - ETRD.  
Jean-Claude PEYRONNET, Haute-Vienne - SOC - LOIS.  
Jean-François PICHERAL, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.  
Xavier PINTAT, Gironde - RI - ETRD.  
Bernard PIRAS, Drôme - SOC - ECON.  
Jean-Pierre PLANCADE, Haute-Garonne - SOC - ECON.  
Bernard PLASAIT, Paris - RI - ETRD.  
Jean-Marie POIRIER, Val-de-Marne - UC - ETRD.  
Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.  
Christian PONCELET, Vosges - RPR.  
Ladislas PONIATOWSKI, Eure - RI - ECON.  
André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - SOCI.  
Danièle POURTAUD, Paris - SOC - AFCL.  
Gisèle PRINTZ, Moselle - SOC - SOCI.  
Jean PUECH, Aveyron - RI - ETRD.

## R

Jean-Pierre RAFFARIN, Vienne - RI - ECON.  
Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - SOCI.  
Jack RALITE, Seine-Saint-Denis - CRC - AFCL.  
Paul RAOULT, Nord - SOC - ECON.  
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDSE-R - ECON.  
Ivan RENAR, Nord - CRC - AFCL.

Victor REUX, Saint-Pierre-et-Miquelon - RPR - AFCL.  
Charles REVET, Seine-Maritime - RI - ECON.  
Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.  
Henri de RICHEMONT, Charente - RPR - LOIS.  
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.  
Roger RINCHET, Savoie - SOC - ECON.  
Yves RISPAT, Gers - RPR-R - ETRD.  
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.  
Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - FIN.  
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.  
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - ETRD.  
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ETRD.  
Michel RUFIN, Meuse - RPR - AFCL.

## S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - SOC - AFCL.  
Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.  
Bernard SEILLIER, Aveyron - NI - SOCI.  
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - SOC - FIN.  
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - SOC - AFCL.  
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - AFCL.  
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.  
Michel SOUPLET, Oise - UC - ECON.  
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.  
Simon SUTOUR, Gard - SOC - LOIS.

## T

Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.  
Odette TERRADE, Val-de-Marne - CRC - ECON.  
Michel TESTON, Ardèche - SOC - ECON.  
Henri TORRE, Ardèche - RI - FIN.  
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FIN.  
Pierre-Yvon TRÉMEL, Côtes d'Armor - SOC - ECON.  
François TRUCY, Var - RI - FIN.  
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

## U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

## V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - AFCL.  
André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDSE - FIN.  
Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.  
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.  
Paul VERGÈS, La Réunion - CRC - SOCI.  
André VÉZINHET, Hérault - SOC - SOCI.  
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.  
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.  
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.  
Guy VISSAC, Haute-Loire - RPR - SOCI.

## W

Henri WEBER, Seine-Maritime - SOC - ECON.

## B.1. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 26 septembre 1998

### a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).  
Jean-Paul Émin.  
Jean Pépin.
- 2 – **AIN** (3 Sénateurs).  
Jacques Braconnier.  
Paul Girod.  
François Lesein.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).  
Bernard Barraux.  
Jean Cluzel.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).  
Fernand Tardy.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).  
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).  
Honoré Baillet.  
José Balarello.  
Charles Ginésy.  
Pierre Laffitte.
- 7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).  
Bernard Hugo.  
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).  
Maurice Blin.  
Hilaire Flandre.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).  
Germain Authié.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).  
Philippe Adnot.  
Yann Gaillard.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).  
Raymond Courrière.  
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).  
Jean Puech.  
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).  
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).  
Jean-Pierre Camoin.  
Jean-Pierre Lafond.  
Louis Minetti.  
Louis Philibert.  
Jacques Rocca Serra.  
André Vallet.  
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).  
Philippe de Bourgoing.  
Ambroise Dupont.  
Jean-Marie Girault.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).  
Roger Besse.  
Roger Rigaudière.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).  
Michel Alloncle.  
Philippe Arnaud.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).  
Claude Belot.  
François Blaizot.  
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).  
Jacques Genton.  
Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).  
Henri Belcour.  
Georges Mouly.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).  
Louis-Ferdinand de Rocca Serra.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).  
Jean-Baptiste Motroni.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).  
Louis Grillot.  
Maurice Lombard.  
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).  
Jean Dérian.  
René Régnauld.  
Claude Saunier.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).  
William Chervy.  
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).  
Gérard Fayolle.  
Michel Manet.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).  
Georges Gruillot.  
Jean Pourchet.  
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).  
Jean Besson.  
Bernard Piras.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).  
Xavier Dugoin.  
Paul Loridant.  
Jean-Luc Mélenchon.  
Michel Pelchat.  
Jean-Jacques Robert.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).  
Joël Bourdin.  
Henri Collard.  
Alain Pluchet.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).  
Jean Grandon.  
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).  
Alphonse Arzel.  
Alain Gérard.  
Edouard Le Jeune.  
Jacques de Menou.
- 30 – **GARD** (2 Sénateurs).  
Francis Cavalier-Bénézet.  
André Rouvière.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).  
Maryse Bergé-Lavigne.  
Guy Leguevaques.  
Jean Peyrafitte.  
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).  
Robert Castaing.  
Aubert Garcia.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).  
Gérard César.  
Bernard Dussaut.  
Joëlle Dusseau.  
Philippe Madrelle.  
Jacques Valade.

- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).  
Robert Badinter.  
Denis Badré.  
Charles Ceccaldi-Raynaud.  
Michel Duffour.  
Jean-Pierre Fourcade.  
Charles Pasqua.  
Jean-Pierre Schosteck.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).  
Gérard Delfau.  
André Vézinhét.  
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).  
Yvon Bourges.  
Marcel Daunay.  
André Égu.  
Jean Madelain.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).  
Daniel Bernardet.  
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
James Bordas.  
Jean Delaneau.  
Dominique Leclerc.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).  
Jean Boyer.  
Guy Cabanel.  
Charles Descours.  
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).  
Pierre Jeambrun.  
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).  
Jean-Louis Carrère.  
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).  
Jacques Bimbenet.  
Pierre Fauchon.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).  
Bernard Fournier.  
Louis Mercier.  
Lucien Neuwirth.  
Guy Poirieux.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).  
Adrien Gouteyron.  
N...
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).  
François Autain.  
Charles-Henri de Cossé-Brissac.  
Luc Dejoie.  
Marie-Madeleine Dieulangard.  
Guy Lemaire.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).  
Louis Boyer.  
Kléber Malécot.  
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).  
André Boyer.  
Gérard Miquéi.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).  
Jean François-Poncet.  
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).  
Janine Bardou.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
Jean Huchon.  
Jean-Paul Hugot.  
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).  
Jean Bizet.  
Anne Heinis.  
Jean-François Le Grand.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).  
Jean Bernard.  
Jacques Machet.  
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).  
Georges Berchet.  
Jacques Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).  
Jean Arthuis.  
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).  
Jacques Baudot.  
Jean Bernadaux.  
Claude Huriet.  
Philippe Nachbar.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).  
Rémi Herment.  
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).  
Christian Bonnet.  
Henri Le Breton.  
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).  
André Bohl.  
Roger Hesling.  
Roger Husson.  
Gisèle Printz.  
Jean-Marie Rausch.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).  
Marcel Charmant.  
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).  
Guy Allouche.  
Jean-Paul Bataille.  
Dinah Derycke.  
André Diligent.  
Alfred Foy.  
Pierre Lefebvre.  
Jacques Legendre.  
Pierre Mauroy.  
Paul Raoult.  
Ivan Renar.  
Alex Türk.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).  
Philippe Marini.  
Michel Souplet.  
Alain Vasselle.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).  
Daniel Goulet.  
Alain Lambert.
- 75 – **PARIS** (12 Sénateurs).  
Nicole Borvo.  
Michel Caldaguès.  
Michel Charzat.  
Jean Chérioux.  
Bertrand Delanoë.  
Jacques Dominati.  
Claude Estier.  
Philippe de Gaulle.  
Christian de La Malène.  
Bernard Plasait.  
Danièle Pourtaud.  
Maurice Ulrich.

- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).  
Jean-Luc Bécart.  
Désiré Debavelaere.  
Jean-Paul Delevoye.  
Léon Fatous.  
Roland Huguët.  
Daniel Percheron.  
Michel Sergent.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).  
Marcel Bony.  
Michel Charasse.  
N...
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).  
Louis Althapé.  
Didier Borotra.  
Auguste Cazalet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).  
François Abadie.  
Josette Durrieu.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).  
Paul Blanc.  
René Marquès.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).  
Francis Grignon.  
Daniel Hoeffel.  
Joseph Ostermann.  
Philippe Richert.
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).  
Daniel Eckenspieller.  
Hubert Haenel.  
Jean-Louis Lorrain.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).  
Gilbert Chabroux.  
Guy Fischer.  
Emmanuel Hamel.  
Serge Mathieu.  
Michel Mercier.  
Franck Sérusclat.  
René Trégouët.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).  
Bernard Joly.  
Alain Joyandet.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
Jean-Patrick Courtois.  
Jean-Paul Emorine.  
André Pourny.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).  
Jacques Chaumont.  
Marcel-Pierre Cléach.  
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).  
Michel Barnier.  
Roger Rinchet.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).  
Jean-Paul Amoudry.  
Jean-Claude Carle.  
Pierre Hérisson.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).  
Annick Bocandé.  
Patrice Gélard.  
Marc Massion.  
Robert Pagès.  
Charles Revet.  
Henri Weber.
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).  
Philippe François.  
Jean-Jacques Hyst.  
Jacques Larché.  
Alain Peyrefitte.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).  
Danielle Bidard-Reydet.  
Robert Calmejane.  
Marcel Debarge.  
Christian Demuynck.  
Jacques Mahéas.  
Jack Ralite.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).  
Michel Bécot.  
André Dulait.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).  
Fernand Demilly.  
Marcel Deneux.  
Pierre Martin.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).  
Georges Mazars.  
Jean-Marc Pastor.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).  
Jean-Michel Baylet.  
Yvon Collin.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).  
Jean Clouet.  
Serge Lagauche.  
Lucien Lanier.  
Hélène Luc.  
Jean-Marie Poirier.  
Odette Terrade.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).  
Bernard Angels.  
Marie-Claude Beaudeau.  
Jean-Philippe Lachenaud.  
Nelly Olin.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).  
Hubert Falco.  
René-Georges Laurin.  
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).  
Alain Dufaut.  
Claude Haut.
- 85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).  
Philippe Darniche.  
Louis Moinard.  
Jacques Oudin.
- 86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).  
René Monory.  
Jean-Pierre Raffarin.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).  
Jean-Pierre Demerliat.  
Jean-Claude Peyronnet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).  
Gérard Braun.  
Christian Poncelet.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).  
Serge Franchis.  
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).  
Nicolas About.  
Jacques Bellanger.  
Dominique Braye.  
Alain Gourmac.  
Gérard Larcher.
- b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GUADELOUPE** (2 Sénateurs).  
Dominique Larifla.  
Lucette Michaux-Chevry.
- GUYANE** (1 Sénateur).  
Georges Othily.

**MARTINIQUE (2 Sénateurs).**

Rodolphe Désiré.  
Claude Lise.

**LA RÉUNION (3 Sénateurs).**

Edmond Lauret.  
Lylian Payet.  
Paul Vergès.

**c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

**NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).**  
Simon Loueckhote.

**POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).**  
Daniel Millaud.

**ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).**  
Basile Tui.

**d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).**

Marcel Henry.

**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).**

Victor Reux.

**e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE**

(12 Sénateurs).

Pierre Biarnès.  
Paulette Brisepierre.  
Jean-Pierre Cantegrit.  
Monique Cerisier-ben Guiga.  
Charles de Cuttoli.  
Hubert Durand-Chastel.  
André Gaspard.  
Jacques Habert.  
André Maman.  
Paul d'Ornano.  
Guy Penne.  
Xavier de Villepin.

**B.2. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1998**

**a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE**

**1 – AIN (2 Sénateurs).**

Jean-Paul Émin.  
Jean Pépin.

**2 – AISNE (3 Sénateurs).**

Pierre André.  
Paul Girod.  
Jacques Pelletier.

**3 – ALLIER (2 Sénateurs).**

Bernard Barraux.  
Gérard Dériot.

**4 – ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (1 Sénateur).**

Claude Domeizel.

**5 – HAUTES-ALPES (1 Sénateur).**

Marcel Lesbros.

**6 – ALPES-MARITIMES (4 Sénateurs).**

José Balarello.  
Charles Ginésy.  
Pierre Laffitte.  
Jacques Peyrat.

**7 – ARDÈCHE (2 Sénateurs).**

Michel Teston.  
Henri Torre.

**8 – ARDENNES (2 Sénateurs).**

Maurice Blin.  
Hilaire Flandre.

**9 – ARIÈGE (1 Sénateur).**

Jean-Pierre Bel.

**10 – AUBE (2 Sénateurs).**

Philippe Adnot.  
Yann Gaillard.

**11 – AUDE (2 Sénateurs).**

Raymond Courrière.  
Roland Courteau.

**12 – AVEYRON (2 Sénateurs).**

Jean Puech.  
Bernard Seillier.

**90 – TERRITOIRE DE BELFORT (1 Sénateur).**

Michel Dreyfus-Schmidt.

**13 – BOUCHES-DU-RHÔNE (7 Sénateurs).**

Henri d'Attilio.  
Robert Bret.  
Jean-Claude Gaudin.  
Francis Giraud.  
Jean-Noël Guérini.  
Jean-François Picheral.  
André Vallet.

**14 – CALVADOS (3 Sénateurs).**

Ambroise Dupont.  
Jean-Léonce Dupont.  
René Garrec.

**15 – CANTAL (2 Sénateurs).**

Roger Besse.  
Pierre Jarlier.

**16 – CHARENTE (2 Sénateurs).**

Philippe Arnaud.  
Henri de Richemont.

- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).  
Claude Belot.  
Jean-Guy Branger.  
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).  
Serge Lepeltier.  
Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).  
Georges Mouly.  
Bernard Murat.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).  
Louis-Ferdinand de Rocca Serra.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).  
Paul Natali.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).  
Louis de Broissia.  
Louis Grillot.  
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).  
Gérard Le Cam.  
Claude Saunier.  
Pierre-Yvon Trémel.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).  
André Lejeune.  
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).  
Bernard Cazeau.  
Xavier Darcos.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).  
Georges Gruillot.  
Jean-François Humbert.  
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).  
Jean Besson.  
Bernard Piras.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).  
Xavier Dugoin.  
Paul Loridant.  
Jean-Luc Mélenchon.  
Michel Pelchat.  
Jean-Jacques Robert.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).  
Joël Bourdin.  
Jean-Luc Miraux.  
Ladislas Poniatowsky.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).  
Gérard Cornu.  
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).  
Yolande Boyer.  
Alain Gérard.  
Louis Le Pensec.  
François Marc.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).  
Alain Jourmet.  
André Rouvière.  
Simon Sutour.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).  
Bertrand Auban.  
Maryse Bergé-Lavigne.  
Jean-Pierre Plancade.  
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).  
Aymeri de Montesquiou.  
Yves Rispat.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).  
Gérard César.  
Bernard Dussaut.  
Philippe Madrelle.  
Xavier Pintat.  
Jacques Valade.
- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).  
Robert Badinter.  
Denis Badré.  
Charles Ceccaldi-Raynaud.  
Michel Duffour.  
Jean-Pierre Fourcade.  
Charles Pasqua.  
Jean-Pierre Schosteck.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).  
Gérard Delfau.  
André Vézinhét.  
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).  
Michel Esneu.  
Yves Fréville.  
Patrick Lassourd.  
Philippe Nogrix.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).  
Daniel Bernardet.  
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
James Bordas.  
Jean Delaneau.  
Dominique Leclerc.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).  
Jean Boyer.  
Guy Cabanel.  
Charles Descours.  
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).  
Pierre Jeambrun.  
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).  
Jean-Louis Carrère.  
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).  
Jacques Bimbenet.  
Pierre Fauchon.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).  
Bernard Fournier.  
Louis Mercier.  
Lucien Neuwirth.  
Guy Poirieux.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).  
Adrien Gouteyron.  
Guy Vissac.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).  
François Autain.  
Charles-Henri de Cossé-Brissac.  
Luc Dejoie.  
Marie-Madeleine Dieulangard.  
Guy Lemaire.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).  
Louis Boyer.  
Kléber Malécot.  
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).  
André Boyer.  
Gérard Miquel.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).  
Jean François-Poncet.  
Raymond Soucaret.



- 48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).  
Janine Bardou.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
Jean Huchon.  
Jean-Paul Hugot.  
Charles Jolibois.
- 50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).  
Jean Bizet.  
Anne Heinis.  
Jean-François Le Grand.
- 51 - **MARNE** (3 Sénateurs).  
Jean Bernard.  
Jacques Machet.  
Albert Vecten.
- 52 - **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).  
Georges Berchet.  
Jacques Delong.
- 53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).  
Jean Arthuis.  
René Ballayer.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).  
Jacques Baudot.  
Jean Bernadoux.  
Claude Huriet.  
Philippe Nachbar.
- 55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).  
Rémi Herment.  
Michel Rufin.
- 56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).  
Christian Bonnet.  
Henri Le Breton.  
Josselin de Rohan.
- 57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).  
André Bohl.  
Roger Hesling.  
Roger Husson.  
Gisèle Printz.  
Jean-Marie Rausch.
- 58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).  
Marcel Charmant.  
René-Pierre Signé.
- 59 - **NORD** (11 Sénateurs).  
Guy Allouche.  
Jean-Paul Bataille.  
Dinah Derycke.  
André Diligent.  
Alfred Foy.  
Pierre Lefebvre.  
Jacques Legendre.  
Pierre Mauroy.  
Paul Raoult.  
Ivan Renar.  
Alex Türk.
- 60 - **OISE** (3 Sénateurs).  
Philippe Marini.  
Michel Souplet.  
Alain Vasselle.
- 61 - **ORNE** (2 Sénateurs).  
Daniel Goulet.  
Alain Lambert.
- 75 - **PARIS** (12 Sénateurs).  
Nicole Borvo.  
Michel Caldaguès.  
Michel Charzat.  
Jean Chérioux.  
Bertrand Delanoë.  
Jacques Dominati.  
Claude Estier.
- Philippe de Gaulle.  
Christian de La Malène.  
Bernard Plasait.  
Danièle Pourtaud.  
Maurice Ulrich.
- 62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).  
Jean-Luc Bécart.  
Désiré Debavelaere.  
Jean-Paul Delevoye.  
Léon Fatous.  
Roland Huguet.  
Daniel Percheron.  
Michel Sergent.
- 63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).  
Marcel Bony.  
Michel Charasse.  
Serge Godard.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).  
Louis Althapé.  
Didier Borotra.  
Auguste Cazalet.
- 65 - **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).  
François Abadie.  
Josette Durrieu.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).  
Paul Blanc.  
René Marquès.
- 67 - **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).  
Francis Grignon.  
Daniel Hoeffel.  
Joseph Ostermann.  
Philippe Richert.
- 68 - **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).  
Daniel Eckenspieller.  
Hubert Haenel.  
Jean-Louis Lorrain.
- 69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).  
Gilbert Chabroux.  
Guy Fischer.  
Emmanuel Hamel.  
Serge Mathieu.  
Michel Mercier.  
Franck Sérusclat.  
René Trégouët.
- 70 - **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).  
Bernard Joly.  
Alain Joyandet.
- 71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).  
Jean-Patrick Courtois.  
Jean-Paul Emorine.  
André Pourny.
- 72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).  
Jacques Chaumont.  
Marcel-Pierre Cléach.  
Roland du Luart.
- 73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).  
Michel Barnier.  
Roger Rinchet.
- 74 - **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).  
Jean-Paul Amoudry.  
Jean-Claude Carle.  
Pierre Hérisson.
- 76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).  
Annick Bocandé.  
Thierry Foucaud.  
Patrice Gélard.  
Marc Massion.  
Charles Revet.  
Henri Weber.

77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).  
Philippe François.  
Jean-Jacques Hyest.  
Jacques Larché.  
Alain Peyrefitte.

93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).  
Danielle Bidard-Reydet.  
Robert Calmejane.  
Marcel Debarge.  
Christian Demuynck.  
Jacques Mahéas.  
Jack Ralite.

79 - **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).  
Michel Bécot.  
André Dulait.

80 - **SOMME** (3 Sénateurs).  
Fernand Demilly.  
Marcel Deneux.  
Pierre Martin.

81 - **TARN** (2 Sénateurs).  
Roger Lagorsse.  
Jean-Marc Pastor.

82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).  
Jean-Michel Baylet.  
Yvon Collin.

94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).  
Jean Clouet.  
Serge Lagauche.  
Lucien Lanier.  
Hélène Luc.  
Jean-Marie Poirier.  
Odette Terrade.

95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).  
Bernard Angels.  
Marie-Claude Beaudeau.  
Jean-Philippe Lachenaud.  
Nelly Olin.

83 - **VAR** (3 Sénateurs).  
Hubert Falco.  
René-Georges Laurin.  
François Trucy.

84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).  
Alain Dufaut.  
Claude Haut.

85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).  
Philippe Darniche.  
Louis Moinard.  
Jacques Oudin.

86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).  
René Monory.  
Jean-Pierre Raffarin.

87 - **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).  
Jean-Pierre Demerliat.  
Jean-Claude Peyronnet.

88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).  
Gérard Braun.  
Christian Poncelet.

89 - **YONNE** (2 Sénateurs).  
Serge Franchis.  
Henri de Raincourt.

78 - **YVELINES** (5 Sénateurs).  
Nicolas About.  
Jacques Bellanger.  
Dominique Braye.  
Alain Gournac.  
Gérard Larcher.

#### b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

**GUADELOUPE** (2 Sénateurs).  
Dominique Larifla.  
Lucette Michaux-Chevry.

**GUYANE** (1 Sénateur).  
Georges Othily.

**MARTINIQUE** (2 Sénateurs).  
Rodolphe Désiré.  
Claude Lise.

**LA RÉUNION** (3 Sénateurs).  
Edmond Lauret.  
Lylian Payet.  
Paul Vergès.

#### c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

**NOUVELLE CALÉDONIE** (1 Sénateur).  
Simon Loueckhote.

**POLYNÉSIE FRANÇAISE** (1 Sénateur).  
Gaston Flosse.

**ILES WALLIS-ET-FUTUNA** (1 Sénateur).  
Robert Laufoaulu.

#### d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MAYOTTE** (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).  
Marcel Henry.

**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON** (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).  
Victor Reux.

#### e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).  
Pierre Biarnès.  
Paulette Brisepierre.  
Jean-Pierre Cantegrit.  
Monique Cerisier-ben Guiga.  
Charles de Cuttoli.  
Robert Del Picchia.  
Hubert Durand-Chastel.  
André Ferrand.  
André Maman.  
Paul d'Ornano.  
Guy Penne.  
Xavier de Villepin.

## C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

### Conformément à l'ordre des séries des départements métropolitains et des territoires d'outre-mer

(Art. L.O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

#### SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 2007

Ain à Indre (\*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (\*\*) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Robert Del Picchia, André Ferrand).

#### SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (\*\*\*).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (\*\*\*\*).

Représentants des Français établis hors de France (\*\*) (4 Sénateurs : M. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles de Cuttoli, André Maman).

#### SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 2004

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (\*\*\*\*\*).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (\*\*) (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

\*  
\* \*

Au 31 décembre 1998, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (Un siège non pourvu : TAI) (\*\*\*\*).

---

(\*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(\*\*) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(\*\*\*) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(\*\*\*\*) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1<sup>er</sup> juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(\*\*\*\*\*) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

## D. - Élections sénatoriales

### 1 - Renouveau de la série A

Liste par département de Mmes et MM. les sénateurs élus dans les départements de la métropole et d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer, le 27 septembre 1998.

Liste communiquée par M. le ministre de l'intérieur en application des articles L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral

### MÉTROPOLE

- 01 - **AIN**  
Jean-Paul ÉMIN.  
Jean PÉPIN.
- 02 - **AISNE**  
Pierre ANDRÉ.  
Paul GIROD.  
Jacques PELLETIER.
- 03 - **ALLIER**  
Bernard BARRAUX.  
Gérard DÉRIOT.
- 04 - **ALPES DE HAUTE-PROVENCE**  
Claude DOMEIZEL.
- 05 - **HAUTES-ALPES.**  
Marcel LESBROS.
- 06 - **ALPES-MARITIMES**  
José BALARELLO.  
Charles GINÉSY.  
Pierre LAFFITTE.  
Jacques PEYRAT.
- 07 - **ARDÈCHE**  
Michel TESTON.  
Henri TORRE.
- 08 - **ARDENNES**  
Maurice BLIN.  
Hilaire FLANDRE.
- 09 - **ARIÈGE**  
Jean-Pierre BEL.
- 10 - **AUBE**  
Philippe ADNOT.  
Yann GAILLARD.
- 11 - **AUDE**  
Raymond COURRIÈRE.  
Roland COURTEAU.
- 12 - **AVEYRON**  
Jean PUECH.  
Bernard SEILLIER.
- 90 - **TERRITOIRE DE BELFORT**  
Michel DREYFUS-SCHMIDT.
- 13 - **BOUCHES-DU-RHÔNE**  
Henri d'ATTILIO.  
Robert BRET.  
Jean-Claude GAUDIN.  
Francis GIRAUD.  
Jean-Noël GUÉRINI.  
Jean-François PICHERAL.  
André VALLET.
- 14 - **CALVADOS**  
Ambroise DUPONT.  
Jean-Léonce DUPONT.  
René GARREC.
- 15 - **CANTAL**  
Roger BESSE.  
Pierre JARLIER.
- 16 - **CHARENTE**  
Philippe ARNAUD.
- Henri de RICHEMOND.
- 17 - **CHARENTE-MARITIME**  
Claude BELOT.  
Jean-Guy BRANGER.  
Michel DOUBLET.
- 18 - **CHER**  
Serge LEPELTIER.  
Serge VINÇON.
- 19 - **CORRÈZE**  
Georges MOULY.  
Bernard MURAT.
- 20A - **CORSE DU SUD**  
Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA.
- 20B - **HAUTE-CORSE**  
Paul NATALI.
- 21 - **CÔTE-D'OR**  
Louis de BROSSIA.  
Louis GRILLOT.  
Henri REVOL.
- 22 - **CÔTES-D'ARMOR**  
Gérard LE CAM.  
Claude SAUNIER.  
Pierre-Yvon TRÉMEL.
- 23 - **CREUSE**  
André LEJEUNE.  
Michel MOREIGNE.
- 24 - **DORDOGNE**  
Bernard CAZEAU.  
Xavier DARCOS.
- 25 - **DOUBS**  
Georges GRUILLOT.  
Jean-François HUMBERT.  
Louis SOUVET.
- 26 - **DRÔME**  
Jean BESSON.  
Bernard PIRAS.
- 27 - **EURE**  
Joël BOURDIN.  
Jean-Luc MIRAUX.  
Ladislas PONIATOWSKI.
- 28 - **EURE-ET-LOIR**  
Gérard CORNU.  
Martial TAUGOURDEAU.
- 29 - **FINISTÈRE**  
Yolande BOYER.  
Alain GÉRARD.  
Louis LE PENSEC.  
Marc FRANÇOIS.
- 30 - **GARD**  
Alain JOURNET.  
André ROUVIÈRE.  
Simon SUTOUR.
- 31 - **HAUTE-GARONNE**  
Bertrand AUBAN.  
Maryse BERGÉ-LAVIGNE.  
Jean-Pierre PLANCADE.  
Gérard ROUJAS.
- 32 - **GERS**  
Aymeri de MONTESQUIOU.  
Yves RISPAT.
- 33 - **GIRONDE**  
Gérard CÉSAR.  
Bernard DUSSAUT.  
Philippe MADRELLE.  
Xavier PINTAT.  
Jacques VALADE.

- 34 - **HÉRAULT**  
Gérard DELFAU.  
André VEZINHET.  
Marcel VIDAL.
- 35 - **ILLE-ET-VILAINE**  
Michel ESNEU.  
Yves FRÉVILLE.  
Patrick LASSOURD.  
Philippe NOGRIX.
- 36 - **INDRE**  
Daniel BERNARDET.  
François GERBAUD.

#### OUTRE-MER

- **GUYANE.**  
Georges OTHILY.
- **POLYNÉSIE FRANÇAISE**  
Gaston FLOSSE.
- **ILES WALLIS-ET-FUTUNA**  
Robert LAUFOAULU.

Liste de Mmes et MM. les sénateurs représentant les Français établis hors de France élus par le Conseil supérieur des Français de l'étranger lors du scrutin du 27 septembre 1998.

Pierre BIARNÈS.  
Paulette BRISPIERRE.  
Robert DEL PICCHIA.  
André FERRAND.

2 - Élections de deux sénateurs aux sièges devenus vacants dans l'année précédant le renouvellement partiel du Sénat (art. L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral) (*JO Lois et décrets du 29 septembre 1998*).

M. Guy Vissac, proclamé élu sénateur de la Haute-Loire, en remplacement de *M. Régis Ploton*, décédé.

M. Serge Godard, proclamé élu sénateur du Puy-de-Dôme, en remplacement de M. Roger Quilliot, démissionnaire.

#### 3 - Contestations d'opérations électorales

a) *Requêtes au Conseil constitutionnel* relatives aux élections sénatoriales du 27 septembre 1998 :

- dans le département de la Charente et de la Corrèze (*JO Lois et décrets du 3 octobre 1998*) ;

- dans les départements des Côtes-d'Armor, du Gers et des Bouches-du-Rhône et pour les opérations électorales de quatre sénateurs représentant les Français établis hors de France (*JO Lois et décrets du 9 octobre 1998*) ;

- en Polynésie française (*JO Lois et décrets du 10 octobre 1998*) ;

- dans le département de l'Aude, à Wallis-et-Futuna (*JO Lois et décrets du 15 octobre 1998*) ;

- dans le département de la Haute-Garonne (*JO Lois et décrets du 16 octobre 1998*) ;

b) *Rejet des requêtes* (communication au Sénat de la décision du Conseil constitutionnel) :

- Une décision du 14 octobre 1998 concernant les élections sénatoriales dans les départements de la Charente et de la Corrèze (*JO Lois et décrets du 16 octobre 1998*).

- trois décisions du 10 novembre 1998 concernant les élections sénatoriales dans les départements des Bouches-du-Rhône et en Polynésie Française, et les opérations électorales relatives à la désignation des sénateurs représentant les Français établis hors de France (*JO Lois et décrets du 13 novembre 1998*) ;

- trois décisions du 19 novembre 1998 concernant les élections sénatoriales dans les départements du Gers, de l'Aude, et à Wallis-et-Futuna (*JO Lois et décrets du 20 novembre 1998*).

- deux décisions du 24 novembre 1998 concernant les élections sénatoriales dans les départements des Côtes-d'Armor et de la Haute-Garonne (*JO Lois et décrets du 25 novembre 1998*).

#### E. - Sénateurs décédés

M. Pierre Croze, sénateur représentant les Français établis hors de France, de 1971 à 1998, le 19 janvier 1998 (*JO Lois et décrets du 20 janvier 1998*).

M. Régis Ploton, sénateur de la Haute-Loire, de 1996 à 1998, le 2 février 1998 (*JO Lois et décrets du 3 février 1998*).

M. Maurice Schumann, sénateur du Nord, de 1974 à 1998, le 9 février 1998 (*JO Lois et décrets du 11 février 1998*).

M. Pierre Lagourgue, sénateur de la Réunion, de 1992 à 1998, le 16 février 1998 (*JO Lois et décrets du 18 février 1998*).

M. Bernard Barbier, sénateur de la Côte-d'Or, de 1979 à 1998, le 25 février 1998 (*JO Lois et décrets du 26 février 1998*).

M. Sosefo Makapé Papilio, sénateur des Iles Wallis-et-Futuna, de 1971 à 1998, le 5 avril 1998 (*JO Lois et décrets du 7 avril 1998*).

M. Georges Mazars, sénateur du Tarn, de 1995 à 1998, le 2 novembre 1998 (*JO Lois et décrets du 4 novembre 1998*).

#### F. - Démissions

De M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, le 14 juillet 1998 (*JO Lois et décrets du 17 juillet 1998*).

De M. Robert Pagès, sénateur de la Seine-Maritime, le 2 octobre 1998 (*JO Lois et décrets du 3 octobre 1998*).

#### G. - Remplacements de sénateurs

M. André Gaspard remplace *M. Pierre Croze\** (Français établis hors de France) le 20 janvier 1998 (*JO Lois et décrets du 22 janvier 1998*).

M. Jean-Paul Bataille remplace *M. Maurice Schumann\** (Nord) le 10 février 1998 (*JO Lois et décrets du 11 février 1998*).

M. Lylian Payet remplace *M. Pierre Lagourgue\** (La Réunion) le 17 février 1998 (*JO Lois et décrets du 19 février 1998*).

M. Louis Grillot remplace *M. Bernard Barbier\** (Côte-d'Or) le 26 février 1998 (*JO Lois et décrets du 27 février 1998*).

M. Basile Tui remplace *M. Sosefo Makapé Papilio\** (Wallis-et-Futuna) le 6 avril 1998 (*JO Lois et décrets du 7 avril 1998*).

M. Thierry Foucaud remplace M. Robert Pagès\*\* (Seine-Maritime) le 3 octobre 1998 (*JO Lois et décrets du 4 octobre 1998*).

M. Roger Lagorsse remplace *M. Georges Mazars\** (Tarn) le 3 novembre 1998 (*JO Lois et décrets du 4 novembre 1998*).

\* Sénateur décédé

\*\* Sénateur démissionnaire

#### H. - Vacances de sièges

Le siège de *M. Régis Ploton* (Haute-Loire), décédé, devient vacant (*JO Lois et décrets du 3 février 1998*).

Le siège de M. Roger Quilliot (Puy-de-Dôme), démissionnaire, devient vacant (*JO Lois et décrets du 17 juillet 1998*).

#### I. - Sénateurs en mission temporaire

Mission de M. Jean-Jacques Hiest, auprès des ministres de l'intérieur et de la défense, le 1<sup>er</sup> décembre 1997 (*JO Lois et décrets du 2 décembre 1997*) ; fin de mission le 10 avril 1998.

Mission de M. Claude Lise auprès du secrétaire d'Etat à l'outre-mer, le 10 décembre 1998 (*JO Lois et décrets du 18 décembre 1998*) ;

#### J. - Anciens sénateurs décédés

M. Roger Courbatere, ancien sénateur de la Corrèze de 1968 à 1971, le 16 février 1998 (24 février 1998) (p. 858).

M. Louis Guillou, ancien sénateur du Finistère de 1962 à 1971, le 7 mars 1998 (24 mars 1998) (p. 1238).

M. Robert Séné, ancien sénateur de l'Oise de 1948 à 1957, le 18 mars 1998 (24 mars 1998) (p. 1238).

Mme Magdeleine Anglade, ancien sénateur de Paris de 1994 à 1995, le 25 mars 1998 (31 mars 1998) (p. 1333).

Mme Claire Saunier, conseiller de la République de 1946 à 1948, le 26 mars 1998 (31 mars 1998) (p. 1333).

M. Jean-Paul de Rocca Serra, ancien sénateur de la Corse de 1955 à 1962, le 6 avril 1998 (7 avril 1998) (p. 1522).

M. Jacques Moutet, ancien sénateur des Pyrénées-Atlantiques de 1980 à 1992, le 23 avril 1998 (23 avril 1998) (p. 1890).

M. Joseph Yvon, sénateur honoraire du Morbihan de 1952 à 1983, le 7 juillet 1998 (8 juillet 1998) (p. 3668).

M. Roger Quilliot, sénateur honoraire du Puy-de-Dôme de 1974 à 1998, le 17 juillet 1998 (1<sup>er</sup> octobre 1998) (p. 3749).

M. Luc Durand-Reville, ancien sénateur du Gabon de 1947 à 1959, le 26 août 1998 (1<sup>er</sup> octobre 1998) (p. 3749).

M. Xavier Trellu, ancien sénateur du Finistère de 1955 à 1958, le 25 septembre 1998 (1<sup>er</sup> octobre 1998) (p. 3749).

M. Charles Lederman, sénateur honoraire du Val-de-Marne de 1977 à 1995, le 26 septembre 1998 (1<sup>er</sup> octobre 1998) (p. 3749).

M. André Monteil, sénateur honoraire du Finistère de 1959 à 1971, le 8 novembre 1998 (10 novembre 1998) (p. 4311).

M. Henri Collette, ancien sénateur du Pas-de-Calais de 1981 à 1992, le 12 décembre 1998 (14 décembre 1998) (p. 6314).

M. M'Hamet Kheirate, ancien sénateur de Mostaganem-Thiaret de 1959 à 1962, le 25 décembre 1998 (20 janvier 1999) (p. 3).

## II. – BUREAU DU SÉNAT

### A. – Bureau d'âge

*Installation du bureau d'âge (JO Lois et décrets du 2 octobre 1998).*

*Président* : M. Klébert Malécot, doyen d'âge.

*Secrétaires d'âge* : MM. Simon Loueckhote, Jean-Léonce Dupont, Pierre Jarlier, Xavier Pintat, Gérard Le Cam, Alain Joyandet.

### B. – Bureau définitif

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir Table thématique 1997 « Informations parlementaires annuelles ».

*Aucune modification n'est intervenue avant les élections du 27 septembre 1998.*

*Composition à l'issue des séances des 1<sup>er</sup> et 6 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 7 octobre 1998).*

*Président* : M. Christian Poncelet.

*Vice-présidents* : MM. Jean Faure, Gérard Larcher, Paul Girod, Jacques Valade, Guy Allouche, Jean-Claude Gaudin.

*Questeurs* : MM. Serge Mathieu, Claude Huriet, François Autain.

*Secrétaires* : MM. Gérard César, Yvon Collin, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Doublet, François Gerbaud, Hubert Haenel, Jacques Machet, Gérard Miquel, Philippe Nachbar, Bernard Piras, Ivan Renar, Philippe Richert.

## III. – SESSIONS

*Session ordinaire de 1997-1998* : clôture (30 juin 1998) (p. 3653).

*Session extraordinaire* : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1998 (JO Lois et décrets du 25 juin 1998) (p. 9622) ; ouverture (8 juillet 1998) (p. 3668) ; ajournement (8 juillet 1998) (p. 3745) ; clôture le 9 juillet 1998 (JO Lois et décrets du 10 juillet 1998) (p. 10599)

*Congrès du Parlement* : convocation du Parlement en Congrès le 6 juillet 1998 (JO Lois et décrets du 3 juillet 1998) (p. 10126) ;

constitution du Parlement en Congrès (6 juillet 1998) (p. 3) ; clôture de la session du Congrès (6 juillet 1998) (p. 20)

*Session ordinaire de 1998-1999* : ouverture (1<sup>er</sup> octobre 1998) (p. 36).

## IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

*Composition des différents groupes au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1997 ».

*Listes des membres des groupes remises à la présidence du Sénat le 5 octobre 1998 en application des articles 5 et 6 du règlement (JO Lois et décrets du 6 octobre 1998).*

### Groupe communiste républicain et citoyen (CRC) (16 sénateurs)

*Aucune modification n'est intervenue avant le 3 octobre 1998* :

*Composition au 31 décembre 1998* (16 membres) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Michel Duffour, Guy Fischer, Thierry Foucaud, Gérard Le Cam, Pierre Lefèbvre, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Mme Odette Terrade, M. Paul Vergès.

*Présidente du groupe* : Mme Hélène Luc.

### Groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE) (22 sénateurs)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *jusqu'au 3 octobre 1998* :

– Le 6 mars 1998, M. Lylian Payet adhère au groupe (JO Lois et décrets du 7 mars 1998) ;

• *depuis le 3 octobre 1998* :

– Le 7 octobre 1998, MM. Jean-Pierre Fourcade et Bernard Seillier adhèrent au groupe (JO Lois et décrets du 8 octobre 1998) ;

– le 8 octobre 1998, M. Bernard Seillier cesse d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 9 octobre 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* (21 membres) :

MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Guy Cabanel, Yvon Collin, Fernand Demilly, Jean-Pierre Fourcade, Jean François-Poncet, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Bernard Joly, Pierre Laffitte, Aymeri de Montesquiou, Georges Mouly, Georges Othily, Lilian Payet, Jacques Pelletier, Raymond Soucaret, André Vallet.

*Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (1 membre) : M. Jean-Marie Rausch.

*Président du groupe* : M. Guy Cabanel.

### Groupe de l'Union centriste (UC) (52 sénateurs)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

– Le 16 février 1998, décès de M. Pierre Lagourgue (JO Lois et décrets du 18 février 1998) ;

– le 9 avril 1998, M. Jacques Rocca Serra cesse d'être rattaché administrativement pour devenir membre (JO Lois et décrets du 10 avril 1998) ;

– le 24 avril 1998, M. Basile Tui adhère au groupe (JO Lois et décrets du 25 avril 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* (49 membres) :

MM. Jean-Paul Amoudry, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Denis Badré, René Ballayer, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Michel Bécot, Jean Bernadaux, Daniel Bernardet, Maurice Blin, Mme Annick Bocandé, MM. André Bohl, Didier Borotra, Jean-Guy Branger, Marcel Deneux, Gérard Dériot, André Diligent, André

Dulait, Pierre Fauchon, Jean Faure, Serge Franchis, Yves Fréville, Francis Grignon, Marcel Henry, Pierre Hérisson, Rémi Herment, Daniel Hoefel, Jean Huchon, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Pierre Jarlier, Alain Lambert, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Kléber Malécot, René Marquès, Louis Mercier, Michel Mercier, Louis Moinard, René Monory, Philippe Nogrix, Jean-Marie Poirier, Philippe Richert, Michel Souplet, Albert Vecten, Xavier de Villepin.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (3 membres) : MM. Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, André Maman.

*Président du groupe* : M. Jean Arthuis.

### **Groupe des Républicains et indépendants (RI)** (47 sénateurs)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *jusqu'au 3 octobre 1998* :

– Le 19 janvier 1998, décès de M. *Pierre Croze* (JO Lois et décrets du 20 janvier 1998) ;

– le 31 janvier 1998, M. André Gaspard adhère au groupe (JO Lois et décrets du 1<sup>er</sup> février 1998) ;

– Le 2 février 1998, décès de M. *Régis Ploton* (JO Lois et décrets du 3 février 1998) ;

– Le 20 février 1998, M. Jean-Paul Bataille adhère au groupe (JO Lois et décrets du 21 février 1998).

– Le 25 février 1998, décès de M. *Bernard Barbier* (JO Lois et décrets du 26 février 1998) ;

– Le 3 mars 1998, M. Louis Grillot adhère au groupe (JO Lois et décrets du 4 mars 1998).

• *depuis le 3 octobre 1998* :

– le 7 octobre 1998, MM. Jean-Pierre Fourcade et Bernard Seillier cessent d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 8 octobre 1998).

*Composition au 31 décembre 1998* (44 membres) :

M. José Balarello, Mme Janine Bardou, MM. Jean-Paul Bataille, Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Jean Boyer, Louis Boyer, Jean-Claude Carle, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean Delaneau, Jacques Dominati, Ambroise Dupont, Jean-Léonce Dupont, Jean-Paul Émin, Jean-Paul Emorine, Hubert Falco, André Ferrand, René Garrec, Jean-Claude Gaudin, Louis Grillot, Mme Anne Heinis, MM. Jean-François Humbert, Charles Jolibois, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Larché, Roland du Luart, Serge Mathieu, Philippe Nachbar, Michel Pelchat, Jean Pépin, Xavier Pintat, Bernard Plasait, Guy Poirieux, Ladislav Poniatowski, Jean Puech, Jean-Pierre Raïfarin, Henri de Raincourt, Charles Revet, Henri Revol, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Henri Torre, François Trucy.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement* (1 membre) : M. Nicolas About.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (2 membres) : MM. Marcel-Pierre Cléach, André Pourny.

*Président du groupe* : M. Henri de Raincourt.

### **Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)** (99 sénateurs)

*Modifications intervenues jusqu'au 3 octobre 1998* :

– Le 9 février 1998, décès de M. *Maurice Schumann* (JO Lois et décrets du 11 février 1998) ;

– Le 5 avril 1998, décès de M. *Sosefo Makapé Papilio* (JO Lois et décrets du 7 avril 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* (89 membres) :

MM. Louis Althapé, Pierre André, Michel Barnier, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Paul Blanc, Mme Paulette Brisepierre, MM. Louis de Broissia, Michel Caldaguès, Robert Calmejan, Auguste Cazalet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Gérard César, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Jean-Patrick Courtois,

Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques-Richard Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Xavier Dugoin, Michel Esneu, Hilaire Flandre, Gaston Flosse, Bernard Fournier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Francis Giraud, Daniel Goulet, Alain Gourmac, Adrien Gouteyron, Georges Guillot, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jourdain, Alain Joyandet, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Edmond Lauret, René-Georges Laurin, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Serge Lepeltier, Simon Loueckhote, Philippe Marini, Pierre Martin, Paul Masson, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Jean-Luc Miraux, Bernard Murat, Paul Natali, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, MM. Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Charles Pasqua, Jacques Peyrat, Alain Peyrefitte, Christian Poncelet, Victor Reux, Henri de Richemont, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Maurice Ulrich, Jacques Valade, Alain Vasselle, Serge Vinçon, Guy Vissac.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement* (5 membres) : MM. Gérard Braun, Dominique Braye, Désiré Debavelaere, Daniel Eckenspieller, Yann Gaillard.

*Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement* (5 membres) : MM. Xavier Darcos, Robert Del Picchia, Christian Demuynck, Robert Lafoaulus, Yves Rispat.

*Président du groupe* : M. Josselin de Rohan.

### **Groupe socialiste (SOC)** (78 sénateurs)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *jusqu'au 3 octobre 1998* :

– Le 14 juillet 1998, M. Roger Quilliot, démissionne, cesse d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 17 juillet 1998) ;

• *depuis le 3 octobre 1998* :

– Le 2 novembre 1998, décès de M. *Georges Mazars* (JO Lois et décrets du 4 novembre 1998) ;

– le 9 novembre 1998, M. Roger Lagorsse devient membre (JO Lois et décrets des 9 et 10 novembre 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* (75 membres) :

MM. Guy Allouche, Bernard Angels, Henri d'Attilio, Bertrand Auban, François Autain, Robert Badinter, Jean-Pierre Bel, Jacques Bellanger, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Besson, Pierre Biarnès, Marcel Bony, Mme Yolande Boyer, MM. Jean-Louis Carrère, Bernard Cazeau, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Marcel Charmant, Michel Charzat, Raymond Courrière, Roland Courteau, Marcel Debarge, Bertrand Delanoë, Jean-Pierre Demerliat, Mmes Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durieux, MM. Bernard Dussaut, Claude Estier, Léon Fatous, Serge Godard, Jean-Noël Guérini, Claude Haut, Roger Hesling, Roland Huguet, Alain Journet, Philippe Labeyrie, Serge Lagauche, Roger Lagorsse, Louis Le Penec, André Lejeune, Philippe Madrelle, Jacques Mahéas, François Marc, Marc Massion, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Jean-Marc Pastor, Guy Penne, Daniel Percheron, Jean-Claude Peyronnet, Jean-François Picheral, Bernard Piras, Jean-Pierre Plancade, Mmes Danièle Pourtaud, Gisèle Printz, MM. Paul Raoult, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Michel Sergent, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Simon Sutour, Michel Teston, Pierre-Yvon Trémel, André Vézinhel, Marcel Vidal, Henri Weber.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement* (3 membres) : MM. Rodolphe Désiré, Dominique Larifla, Claude Lise.

*Président du groupe* : M. Claude Estier.

**Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI) (7 sénateurs)**

*Liste des membres non-inscrits en cours d'année* :

– M. André Gaspard, du 21 au 31 janvier 1998 ;

- M. Jean-Paul Bataille du 10 au 20 février 1998 ;
- M. Lylia Payet du 18 février au 6 mars 1998 ;
- M. Louis Grillot du 26 février 1998 au 3 mars 1998 ;
- M. Basille Tui du 6 au 24 avril 1998 ;
- MM. Guy Vissac et Serge Godard du 27 septembre au 3 octobre 1998 ;
- M. Bernard Seillier depuis le 8 octobre 1998 ;
- M. Roger Lagorsse du 3 au 9 novembre 1998.

*Liste des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1998* : MM. Philippe Adnot, Philippe Darniche, Gérard Delfau, Hubert Durand-Chastel, Alfred Foy, Bernard Seillier, Alex Türk.

*Délégué* : M. Philippe Adnot

## V. - COMPOSITION DES COMMISSIONS

### A. - COMMISSIONS PERMANENTES

*Composition des différentes commissions au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir Table thématique 1997 « Informations parlementaires annuelles ».

Nomination des membres le 6 octobre en application des articles 8 et 103 du règlement (JO Lois et décrets du 7 octobre 1998) et de leur bureau le 7 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 8 octobre 1998).

#### 1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *Avant le 6 octobre 1998* :

- Le 3 mars 1998, nomination de M. Jean-Paul Bataille, en remplacement de M. Jean-Pierre Camoin, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 mars 1998) ;

- le 7 avril 1998, nomination de M. Lylia Payet, en remplacement de M. Henri Le Breton, démissionnaire (JO Lois et décrets du 8 avril 1998) ;

• *Après le 6 octobre 1998* :

- le 20 octobre 1998, nomination de M. Jean-Pierre Fourcade, (JO Lois et décrets du 21 octobre 1998) ;

- le 3 novembre 1998, nomination de M. Marcel Henry, en remplacement de M. René Monory, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 novembre 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* : MM. François Abadie, Jean Arthuis, Jean-Paul Bataille, Jean Bernadaux, Jean Bernard, André Bohl, James Bordas, Louis de Broissia, Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, Michel Charzat, Xavier Darcos, Fernand Demilly, André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, Jean-Léonce Dupont, Daniel Eckenspieller, Jean-Pierre Fourcade, Bernard Fournier, Adrien Gouteyron, Jean-Noël Guérini, Marcel Henry, Roger Hesling, Jean-Paul Hugot, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Serge Lagache, Robert Laufoaulu, Louis Le Pensec, Jacques Legendre, Serge Lepeltier, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Pierre Martin, Jean-Luc Miraux, Philippe Nachbar, Jean-François Picheral, Guy Poirieux, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Victor Reux, Philippe Richert, Michel Rufin, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Jacques Valade, Albert Vecten, Marcel Vidal.

*Bureau* : *Président* : M. Adrien Gouteyron ; *Vice-Présidents* : MM. Jean Bernadaux, James Bordas, Jean-Louis Carrère, Jean-Paul Hugot, Pierre Laffitte, Yvan Renar ; *Secrétaires* : MM. Alain Dufaut, Ambroise Dupont, André Maman, Mme Danièle Pourtaud.

#### 2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *Avant le 6 octobre 1998* :

- Le 27 mai 1998, nomination de M. Jacques Bellanger, en remplacement de Mme Josette Durieu, démissionnaire (JO Lois et décrets du 28 mai 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* : MM. Louis Althapé, Pierre André, Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Baraux, Michel Bécot, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Jean Besson, Jean Bizet, Marcel Bony, Jean Boyer, Mme Yolande Boyer, MM. Dominique Braye, Gérard César, Marcel-Pierre Cléach, Gérard Cornu, Roland Courteau, Désiré Debavelaere, Gérard Delfau, Marcel Deneux, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Xavier Dugoin, Bernard Dussaut, Jean-Paul Emin, Jean-Paul Emorine, Léon Fatous, André Ferrand, Hilaire Flandre, Philippe François, Jean François-Poncet, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Serge Godard, Francis Grignon, Louis Grillot, Georges Guillot, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Joly, Alain Journet, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Edmond Lauret, Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, Pierre Lefèbvre, André Lejeune, Guy Lemaire, Klébert Malécot, Louis Mercier, Louis Moinard, Bernard Murat, Paul Natali, Jean-Marc Pastor, Jean Pépin, Daniel Percheron, Bernard Piras, Jean-Pierre Plancade, Ladislav Poniatowski, Jean-Pierre Raffarin, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Charles Revet, Henri Revol, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Mme Odette Terrade, MM. Michel Teston, Pierre-Yvon Tremel, Henri Weber.

*Bureau* : *Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Philippe François, Jean Huchon, Jean-François Le Grand, Jean-Pierre Raffarin, Jean-Marc Pastor, Pierre Lefèbvre ; *Secrétaires* : MM. Georges Berchet, Jean-Paul Emorine, Léon Fatous, Louis Moinard.

#### 3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *Avant le 6 octobre 1998* :

- Le 4 février 1998, nomination de M. André Gaspard, en remplacement de M. Pierre Croze, décédé (JO Lois et décrets du 5 février 1998) ;

- le 24 février 1998, nomination de M. Serge Mathieu, en remplacement de M. Régis Ploton, décédé (JO Lois et décrets du 25 février 1998) ;

- le 14 mars 1998, nomination de M. Michel Pelchat, en remplacement de M. Jean Clouet, démissionnaire (JO Lois et décrets du 25 mars 1998).

- le 1<sup>er</sup> avril 1998, élection de M. Charles-Henri de Cossé-Brissac comme vice-président, en remplacement de M. Jean Clouet démissionnaire (JO Lois et décrets du 8 avril 1998).

- le 27 mai 1998, nomination de Mme Josette Durieu, en remplacement de M. Jacques Bellanger démissionnaire (JO Lois et décrets du 28 mai 1998).

• *Après le 6 octobre 1998* :

- Le 14 octobre 1998, nomination de M. Paul Masson, en remplacement de Mme Lucette Michaux-Chevry, démissionnaire (JO Lois et décrets du 15 octobre 1998) ;

- le 3 novembre 1998, nomination de M. René Monory, en remplacement de M. Marcel Henry, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 novembre 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* : MM. Bertrand Auban, Michel Barnier, Jean-Michel Baylet, Jean-Luc Bécart, Daniel Bernardet, Pierre Biarnès, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Didier Borotra, André Boyer, Jean-Guy Branger, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Caljemane, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles-Henri de Cossé-Brissac, Marcel Debarge, Robert Del Picchia, Bertrand Delanoë, André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Mme Josette Durieu, MM. Claude Estier, Hubert Falco, Jean Faure, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Daniel Goulet, Emmanuel Hamel, Roger Husson, Christian de La Malène, Philippe Madrelle, René Marquès, Paul Masson, Serge Mathieu, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, René Monory, Aymeri de Montesquiou, Paul d'Ornano, Charles Pasqua, Michel Pelchat, Guy Penne, Alain Peyrefitte, Xavier Pin-



tat, Bernard Plasait, Jean-Marie Poirier, Jean Puech, Yves Rispat, Gérard Roujas, André Rouvière, Xavier de Villepin, Serge Vinçon.

*Bureau* : *Président* : M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents* : MM. Serge Vinçon, Guy Penne, André Dulait, Charles-Henri de Cossé-Brissac, André Boyer, Mme Danielle Bidard-Reydet ; *Secrétaires* : MM. Michel Caldaguès, Daniel Goulet, Bertrand Delanoë, Pierre Biarnès.

#### 4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *Avant le 6 octobre 1998* :

– Le 24 mars 1998, nomination de M. Henri Le Breton, en remplacement de M. *Pierre Lagourgue*, décédé (*JO Lois et décrets* du 25 mars 1998) ;

– le 31 mars 1998, nomination de M. Louis Grillot, en remplacement de M. Serge Mathieu, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 1<sup>er</sup> avril 1998) ;

– le 5 mai 1998, nomination de M. Basile Tui, en remplacement de M. *Sosefo Makapé Papilio*, décédé (*JO Lois et décrets* du 6 mai 1998) ;

– le 23 juin 1998, nomination de M. Jean-Patrick Courtois, en remplacement de M. Simon Loueckhote, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 24 juin 1998) ;

– le 8 juillet 1998, nomination de M. Simon Loueckhote, en remplacement de M. Jean-Patrick Courtois, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 9 juillet 1998) ;

• *Après le 6 octobre 1998* :

– Le 14 octobre 1998, nomination de M. Philippe Labeyrie, en remplacement de M. Simon Sutour, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1998) ;

– le 20 octobre 1998, démission de M. Jean-Pierre Fourcade ;

– le 16 novembre 1998, nomination de M. Roger Lagorsse, en remplacement de M. *Georges Mazars*, décédé (*JO Lois et décrets* du 17 novembre 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* : MM. Henri d'Attilio, François Autain, Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Cazeau, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Philippe Darniche, Jean Delaneau, Christian Demuynck, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Jacques Dominati, Michel Esneu, Guy Fischer, Alfred Foy, Serge Franchis, Francis Giraud, Alain Gournac, Roland Huguët, Claude Huriet, André Jourdain, Philippe Labeyrie, Dominique Larifla, Roger Lagorsse, Henri Le Breton, Dominique Leclerc, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Simon Loueckhote, Jacques Mchet, Georges Mouly, Lucien Neuwirth, Philippe Nogrinx, Mme Nelly Olin, MM. Lylia Payet, André Pourny, Mme Gisèle Printz, MM. Henri de Raincourt, Bernard Seillier, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, Alain Vasselle, Paul Vergès, André Vezinhet, Guy Vissac, N...

*Bureau* : *Président* : M. Jean Delaneau ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Bimbenet, Louis Boyer, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Louis Lorrain, Louis Souvet ; *Secrétaires* : Mme Annick Bocandé, MM. Charles Descours, Alain Gournac, Roland Huguët.

#### 5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *Avant le 6 octobre 1998* :

– le 25 février 1998, nomination de M. Jean-Pierre Camoin, en remplacement de M. *Maurice Schumann*, décédé (*JO Lois et décrets* du 26 février 1998) ;

– le 5 mars 1998, nomination de M. Jean Clouet, en remplacement de M. *Bernard Barbier*, décédé (*JO Lois et décrets* du 6 mars 1998).

*Composition au 31 décembre 1998* : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Denis Badré, René Ballayer, Jacques Baudot, Mme

Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roger Besse, Maurice Blin, Joël Bourdin, Gérard Braun, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Jean Clouet, Yvon Collin, Jacques-Richard Delong, Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Yann Gaillard, Hubert Haenel, Claude Haut, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, Claude Lise, Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, Marc Massion, Michel Mercier, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Michel Sergent, Henri Torre, René Trégouët, François Trucy, André Vallet.

*Bureau* : *Président* : M. Alain Lambert ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Oudin, Claude Belot, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland du Luart, Bernard Angels, André Vallet ; *Secrétaires* : MM. Jacques-Richard Delong, Marc Massion, Michel Sergent, François Trucy ; *Rapporteur général* : M. Philippe Marini.

#### 6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

*Modifications intervenues en cours d'année* :

• *Avant le 6 octobre 1998* :

– Le 23 juin 1998, nomination de M. Simon Loueckhote, en remplacement de M. Jean-Patrick Courtois, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 24 juin 1998) ;

– le 8 juillet 1998, nomination de M. Jean-Patrick Courtois, en remplacement de M. Simon Loueckhote, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 9 juillet 1998) ;

• *Après le 6 octobre 1998* :

– le 14 octobre 1998, nomination de Mme Lucette Michaux-Chervy et de M. Simon Sutour, en remplacement respectivement de MM. Paul Masson et Philippe Labeyrie, démissionnaires (*JO Lois et décrets* du 15 octobre 1998) ;

*Composition au 31 décembre 1998* : MM. Nicolas About, Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Robert Badinter, José Balareello, Jean-Pierre Bel, Christian Bonnet, Robert Bret, Guy-Pierre Cabanel, Charles Ceccaldi-Raynaud, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cutoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Gérard Dériot, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Pierre Fauchon, Gaston Flosse, Yves Fréville, René Garrec, Patrice Gélard, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jean-François Humbert, Jean-Jacques Hyst, Pierre Jarlier, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Jacques Larché, René-Georges Laurin, Jacques Mahéas, François Marc, Mme Lucette Michaux-Chervy, MM. Georges Othily, Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, Simon Sutour, Alex Türk, Maurice Ulrich.

*Bureau* : *Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : M. René-Georges Laurin, Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Georges Othily, Michel Duffour ; *Secrétaires* : MM. Patrice Gélard, Jean-Pierre Schosteck, Jacques Mahéas, Jean-Jacques Hyst.

## B. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

### 1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la nationalité.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 20 janvier 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 14 janvier 1998, cette commission est ainsi composée :

#### Députés

*Titulaires* : Mme Catherine Tasca, MM. Louis Mermaz, Bruno Le Roux, Pierre Mazeaud, Renaud Donnedieu de Vabres, André Gerin, Jean-Pierre Michel.

*Suppléants* : MM. François Colcombet, René Dosière, Mme Christine Lazerges, M. Alain Veyret, Mmes Yvette Benayoun-Nakache, Nicole Catala, M. Henri Plagnol.

#### Sénateurs

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Patrice Gélard,

Paul Masson, Jean-Jacques Hyst, Guy Allouche, Robert Badinter.

*Suppléants* : MM. Philippe de Bourgoing, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Pierre Fauchon, Paul Girod, Lucien Lanier, René-Georges Laurin.

Dans sa séance du mercredi 4 février 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché. *Vice-présidente* : Mme Catherine Tasca. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Louis Mermaux ; au Sénat : M. Christian Bonnet.

**2. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 21 janvier 1998 et par le Sénat dans sa séance du mardi 20 janvier 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. André Lajoinie, Jacques Fleury, Mme Odile Saugues, MM. Michel Bouvard, Dominique Bussereau, Michel Vaxès, Jean-Michel Marchand.

*Suppléants* : MM. Jean-Jacques Filleul, Éric Besson, Daniel Marcovitch, Alain Marleix, Yves Deniaud, Alain Ferry, Marc-Philippe Daubresse.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jean Huchon, Jean-François Le Grand, Lucien Lanier, Mme Anne Heinis, MM. Bernard Joly, Léon Fatous, Pierre Lefèbvre.

*Suppléants* : MM. Jean Bizet, Dominique Braye, Marcel-Pierre Cléach, Fernand Demilly, Aubert Garcia, Pierre Hérisson, Louis Minetti.

Dans sa séance du mercredi 21 janvier 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jean Huchon. *Vice-président* : M. André Lajoinie. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Michel Vaxès ; au Sénat : M. Jean-François Le Grand.

**3. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 28 janvier 1998 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 22 janvier 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : Mme Catherine Tasca, MM. Gérard Gouzes, René Dosière, Robert Pandraud, Claude Goasguen, Jacques Brunhes, Guy Hascoët.

*Suppléants* : MM. Bernard Roman, Jacques Floch, Mme Frédérique Bredin, M. Jacky Darne, Mme Claude Ledoux, MM. Christian Estrosi, Dominique Bussereau.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Patrice Gélard, Lucien Lanier, Jean-Jacques Hyst, Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt.

*Suppléants* : MM. Robert Badinter, François Blaizot, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Michel Duffour, René-Georges Laurin, Paul Masson.

Dans sa séance du mardi 10 février 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Gérard Gouzes. *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Paul Girod.

**4. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 5 février 1998 et par le Sénat dans sa séance du 29 janvier 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : Mme Catherine Tasca, MM. Gérard Gouzes, Christophe Caresche, Henri Cuq, Claude Goasguen, André Gerin, Georges Sarre.

*Suppléants* : Mme Marisol Touraine, MM. Julien Dray, Jacky Darne, Jacques Floch, Jean-Yves Le Déaut, Richard Cazenave, Pascal Clément.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Alain Vasselle, Jean-Jacques Hyst, Paul Girod, Guy Allouche, Michel Duffour.

*Suppléants* : MM. Robert Badinter, André Bohl, Christian Bonnet, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Georges Othily, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du jeudi 12 février 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché. *Vice-président* : M. Christophe Caresche. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Gouzes ; au Sénat : M. Paul Masson.

**5. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 4 février 1998 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Claude Bartolone, Henri Nayrou, Patrick Bloche, Pierre Lasbordes, Marc Reymann, Patrick Leroy, Mme Marie-Hélène Aubert.

*Suppléants* : Mmes Hélène Mignon, Yvette Benayoun-Nakache, MM. Didier Migaud, Patrice Martin-Lalande, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Charles Erhmann, Hubert Grimault.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Adrien Gouteyron, François Lesein, Pierre Martin, Albert Vecten, James Bordas, Franck Sérusclat, Mme Hélène Luc.

*Suppléants* : MM. Philippe Arnaud, Jean-Claude Carle, André Egu, Jacques Legendre, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Victor Reux.

Dans sa séance du jeudi 5 février 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Claude Bartolone. *Vice-président* : M. Adrien Gouteyron. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Henri Nayrou ; au Sénat : M. François Lesein.

**6. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 9 avril 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 8 avril 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Jean Le Garrec, Gaëtan Gorce, Yves Rome, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. François Goulard, Maxime Gremetz, Yves Cochet.

*Suppléants* : Mme Hélène Mignon, M. Alain Néri, Mmes Catherine Génisson, Nicole Catala, M. Bernard Accoyer, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. Germain Gengenwin.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Alain Gournac, Serge Franchis, Jacques Machet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer.

*Suppléants* : M. Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, M. Louis Boyer, Mme Dinah Derycke, MM. Charles Descours, André Jourdain, Jean-Louis Lorrain.

Dans sa séance du mardi 21 avril 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Maxime Gremetz. *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Le Garrec ; au Sénat : M. Louis Souvet.

**7. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 23 avril 1998 et par le Sénat dans sa séance du mardi 21 avril 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : Mme Catherine Tasca, MM. Raymond Forni, Philippe Duron, Mme Nicole Catala, MM. Philippe Houillon, Daniel Paul, Jean-Pierre Michel.

*Suppléants* : MM. Jacques Floch, Jacky Darne, Arnaud Montebourg, André Vallini, Alain Vidalies, Jean-Luc Warsmann, Jacques Barrot.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Pierre Fauchon, Luc Dejoie, Lucien Lanier, Paul Girod, Marcel Charmant, Robert Pagès.

*Suppléants* : MM. Robert Badinter, François Blaizot, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, René-Georges Laurin, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mardi 28 avril 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Présidente* : Mme Catherine Tasca. *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Raymond Forni ; au Sénat : M. Pierre Fauchon.

**8. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 23 avril 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 22 avril 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Augustin Bonrepaux, Gérard Fuchs, Dominique Baert, Jean-Pierre Delalande, Jean-Jacques Jegou, Daniel Feurtet, Yves Cochet.

*Suppléants* : M. Jean-Louis Idiart, Mme Béatrice Marre, MM. Yves Tavernier, Henry Chabert, Hervé Gaymard, Charles de Courson, Gilbert Gantier.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Yann Gaillard, Roland du Luart, Henri Collard, René Régnauld, Paul Loridant.

*Suppléants* : MM. Bernard Angels, Denis Badré, Guy Cabanel, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini, Marc Massion, Joseph Ostermann.

Dans sa séance du jeudi 23 avril 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Augustin Bonrepaux. *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Fuchs ; au Sénat : M. Alain Lambert.

**9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 9 avril 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 29 avril 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : Mmes Catherine Tasca, Frédérique Bredin, Christine Lazerges, MM. Jean-Luc Warsmann, Renaud Dutreil, Mmes Muguette Jacquaint, Gilberte Marin-Moskovitz.

*Suppléants* : MM. Jacques Floch, Gérard Gouzes, François Colcombet, Arnaud Montebourg, André Vallini, Olivier de Chazeaux, Pierre Albertini.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Charles Jolibois, Jacques Bimbenet, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Michel Dreyfus-Schmidt, Robert Pagès.

*Suppléants* : MM. Guy Allouche; Jean-Paul Amoudry, Christian Demuynck, Lucien Lanier, Jacques Mahéas, Georges Othily, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du jeudi 14 mai 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché. *Vice-présidente* : Mme Catherine Tasca. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Frédérique Bredin ; au Sénat : M. Charles Jolibois.

**10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 24 avril 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 29 avril 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Jean Le Garrec, Alain Calmat, Mme Geneviève Perrin-Gaillard, MM. Hervé Gaymard, François Loos, Mme Jacqueline Fraysse, M. André Aschieri.

*Suppléants* : MM. Philippe Nauche, Daniel Chevallier, Mme Catherine Génisson, MM. Jean-Michel Dubernard, André Angot, Jean-Pierre Foucher, Jean-François Mattei.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Dominique Braye, Charles Descours, Jean-Louis Lorrain, François Autain, Mme Nicole Borvo.

*Suppléants* : M. Jacques Bimbenet, Mme Annick Bocandé, MM. Louis Boyer, Jean Chérioux, Mme Dinah Derycke, MM. Guy Fischer, Dominique Leclerc.

Dans sa séance du mardi 12 mai 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Vice-président* : M. Jean Le Garrec. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alain Calmat ; au Sénat : M. Claude Huriet.

**11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le 11 mai 1998 et par le Sénat dans sa séance du 7 mai 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Augustin Bonrepaux, Didier Migaud, Jean-Louis Idiart, Philippe Auberger, Jean-Jacques Jegou, Daniel Feurtet, Alain Tourret.

*Suppléants* : M. Dominique Baert, Mme Nicole Bricq, MM. Yves Tavernier, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Charles de Courson, Marc Laffineur.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Philippe Marini, Jean-Philippe Lachenaud, Guy Cabanel, René Régnauld, Paul Loridant.

*Suppléants* : MM. Bernard Angels, Michel Charasse, Henri Colard, Yann Gaillard, André Jourdain, Roland du Luart, Michel Mercier.

Dans sa séance du mercredi 13 mai 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Christian Poncelet. *Vice-président* : M. Augustin Bonrepaux. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Alain Lambert.

**12. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 26 mai 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 13 mai 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Paul Quilès, Guy-Michel Chauveau, Bernard Grasset, Robert Pandraud, Michel Voisin, Bernard Birsinger, Gérard Charasse.

*Suppléants* : MM. François Lamy, Jean-Claude Viollet, André Vauchez, Charles Cova, Jean-Yves Besselat, Christian Martin, Alain Moyné-Bressand.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Xavier de Villepin, Nicolas About, Jean-Paul Amoudry, Serge Vinçon, Christian de La Malène, Bertrand Delanoë, Jean-Luc Bécart.

*Suppléants* : MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Charles-Henri de Cossé-Brissac, André Dulait, Philippe Madrelle, André Rouvière, André Vallet.

Dans sa séance du mardi 2 juin 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Xavier de Villepin. *Vice-président* : M. Paul Quilès. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Grasset ; au Sénat : M. Nicolas About.

**13. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 17 juin 1998 et par le Sénat dans sa séance du 16 juin 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : M. Jean Le Garrec, Mme Véronique Neiertz, MM. Alain Cacheux, Patrick Devedjian, Denis Jacquat, Georges Hage, Jean-Michel Marchand.

*Suppléants* : M. Alfred Recours, Mme Hélène Mignon, M. Daniel Marcovitch, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Gilbert Meyer, Pierre Cardo, François Goulard.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Gérard Braun, Claude Huriet, Paul Girod, Mme Dinah Derycke, M. Guy Fischer.

*Suppléants* : MM. Alain Gournac, Paul Loridant, Jean-Louis Lorrain, Jacques Oudin, Philippe Richert, Alain Vasselle, André Vezinhet.

Dans sa séance du mercredi 17 juin 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Georges Hage. *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean Le Garrec ; au Sénat : M. Bernard Seillier.

**14. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 28 octobre 1998 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 21 octobre 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : Mme Catherine Tasca, MM. Gérard Gouzes, René Dosière, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. Renaud Donnedieu de Vabres, Jacques Brunhes, Alain Turret.

*Suppléants* : MM. Christian Paul, Arnaud Montebourg, André Valini, Jacques Floch, Mme Nicole Feidt, MM. Christian Estrosi, Pascal Clément.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jacques Larché, Paul Girod, Patrice Gélard, Lucien Lanier, Daniel Hoeffel, Guy Allouche, Michel Duffour.

*Suppléants* : MM. Guy Cabanel, Luc Dejoie, Mme Dinah Derycke, MM. René Garrec, Jean-Jacques Hyst, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mercredi 28 octobre 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jacques Larché. *Vice-président* : M. Gérard Gouzes. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Paul Girod.

**15. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 12 novembre 1998 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Pierre Ducout, Jean-Pierre Blazy, Jean-Paul Chanteguet, Nicolas Dupont-Aignan, Philippe Vasseur, Jacques Brunhes, Georges Sarre.

*Suppléants* : MM. Serge Blisko, Joseph Parrenin, Alain Fabre-Pujol, André Angot, Christian Jacob, Léonce Deprez, Pierre Micaux.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jean Huchon, Dominique Braye, Lucien Lanier, Mme Anne Heinis, MM. Raymond Soucaret, Bernard Dussaut, Gérard Le Cam.

*Suppléants* : MM. Jacques Bellanger, Jean Boyer, Gérard Cornu, Bernard Joly, Patrick Lassourd, Pierre Lefèbvre, Louis Moinard.

Dans sa séance du 17 novembre 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Pierre Ducout. *Vice-président* : M. Jean Huchon. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Georges Sarre ; au Sénat : M. Dominique Braye.

**16. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 18 novembre 1998 et par le Sénat dans sa séance du mardi 17 novembre 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Jean Le Garrec, Alfred Recours, Claude Evin, Bernard Accoyer, Denis Jacquat, Mme Jacqueline Fraysse, M. Bernard Charles.

*Suppléants* : M. Jérôme Cahuzac, Mme Dominique Gillot, MM. Pascal Terrasse, Jean Bardet, Patrick Delnatte, Jean-Luc Prél, Jean-Pierre Foucher.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Jean Delaneau, Charles Descours, Jacques Machet, Alain Vasselle, Jacques Oudin, François Autain, Mme Nicole Borvo.

*Suppléants* : MM. Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Claude Domeizel, Guy Fischer, Serge Franchis, Claude Huriet, Dominique Leclerc.

Dans sa séance du jeudi 19 novembre 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Jean Le Garrec. *Vice-président* : M. Jean Delaneau. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alfred Recours ; au Sénat : M. Charles Descours.

**17. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1999.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 9 décembre 1998 et par le Sénat dans sa séance du mardi 8 décembre 1998, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Augustin Bonrepaux, Didier Migaud, Philippe Auberger, Daniel Feurtet, Jean-Louis Idiart, Pierre Méhaignerie, Michel Suchod.

*Suppléants* : M. Gérard Fuchs, Mme Béatrice Marre, MM. Yves Tavernier, Michel Bouvard, Arthur Dehaine, Gilbert Gantier, Marc Laffineur.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Alain Lambert, Philippe Marini, André Vallet, Roland du Luart, Yann Gaillard, Bernard Angels, Paul Loridant.

*Suppléants* : MM. Denis Badré, Michel Charasse, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Joseph Ostermann, Michel Sergent.

Dans sa séance du jeudi 10 décembre 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Augustin Bonrepaux. *Vice-président* : M. Alain Lambert. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Philippe Marini.

**18. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1998.**

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 15 décembre 1998 et par le Sénat dans sa séance même jour, cette commission est ainsi composée :

**Députés**

*Titulaires* : MM. Augustin Bonrepaux, Didier Migaud, Philippe Auberger, Daniel Feurtet, Jean-Louis Idiart, Gilbert Gantier, Michel Suchod.

*Suppléants* : MM. Dominique Baert, Gérard Bapt, Tony Dreyfus, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Charles de Courson, Jean-Jacques Jegou.

**Sénateurs**

*Titulaires* : MM. Alain Lambert, Philippe Marini, André Vallet, Jean-Philippe Lachenaud, Yann Gaillard, Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau.

*Suppléants* : MM. Denis Badré, Michel Charasse, Roland du Luart, Marc Massion, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Pelletier.

Dans sa séance du mercredi 16 décembre 1998, la commission mixte paritaire a nommé :

*Président* : M. Alain Lambert. *Vice-président* : M. Augustin Bonrepaux. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Philippe Marini.

## C. – COMMISSIONS D'ENQUÊTE

**Commission d'enquête chargée de recueillir des éléments d'information sur les conséquences financières, économiques et sociales de la décision de réduire à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail**

(Voir sa composition dans les Informations parlementaires annuelles 1997).

Rapport de M. Jean Arthuis n° 279 (97-98) (6 février 1998)

**Commission d'enquête chargée de recueillir les éléments relatifs aux conditions d'élaboration de la politique énergétique de la France et aux conséquences économiques, sociales et financières des choix effectués**

(Voir sa composition dans les Informations parlementaires annuelles 1997).

Rapport de M. Henri Revol n° 439 (97-98) (20 mai 1998)

**Commission d'enquête chargée de recueillir des informations sur les régularisations d'étrangers en situation irrégulière opérées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997**

(Voir sa composition dans les Informations parlementaires annuelles 1997).

Rapport de M. José Balarello n° 470 (97-98) (3 juin 1998)

**Commission d'enquête chargée d'examiner le devenir des grands projets d'infrastructure terrestres d'aménagement du territoire, dans une perspective de développement et d'insertion dans l'Union européenne**

*Modifications intervenues en cours d'année :*

– Le 10 février 1998, nomination de M. Roger Rinchet, en remplacement de M. Fernand Tardy, démissionnaire (JO Lois et décrets du 11 février 1998).

*Membres* : Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bellanger, Claude Belot, Roger Besse, Jean Clouet, Jean-Paul Emorine, Léon Fatous, Jean François-Poncet, Aubert Garcia, Alain Gérard, François Gerbaud, Jean Grandon, Francis Grignon, Georges Guillot, Jean Huchon, Gérard Larcher, Michel Mercier, Jacques Oudin, Daniel Percheron, Roger Rinchet, Mme Odette Terrade.

*Bureau* : *Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice présidents* : MM. Jacques Bellanger, Jean Clouet, Jean Huchon ; *Rapporteur* : M. Gérard Larcher ; *Secrétaires* : Mme Odette Terrade, M. Jean Grandon.

Rapport de M. Gérard Larcher n° 479 (97-98) (5 juin 1998)

**Commission d'enquête sur la situation et la gestion des personnels des écoles et établissements d'enseignement du second degré ainsi que de ceux des services centraux et extérieurs des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture, pour l'enseignement agricole**

*Nomination par le Sénat le 18 novembre 1998 (JO Lois et décrets du 19 novembre 1998) :*

*Membres* : MM. Jean Arthuis, Jean Bernadaux, Gérard Braun, Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, Xavier Darcos, Philippe Darniche, Christian Demuynck, Mme Dinah Derycke, MM. Claude Domeizel, Jean-Léonce Dupont, Adrien Gouteyron, Francis Grignon, Jean-Philippe Lachenaud, Serge Lagauche, Jacques Legendre, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Mahéas, Pierre Martin, Jacques Valade, André Vallet.

*Nomination du bureau le 19 novembre 1998 (JO Lois et décrets du 20 novembre 1998), et élargissement du bureau le 9 décembre 1998 par la nomination de deux rapporteurs-adjoints (JO Lois et décrets du 11 décembre 1998)*

*Bureau* : *Président* : M. Adrien Gouteyron ; *Vice-Présidents* : MM. Jacques Legendre, Jean-Léonce Dupont ; *Rapporteur* : M. Francis Grignon ; *Rapporteurs-adjoints* : MM. Jean-Claude Carle, André Vallet ; *Secrétaire* : M. Xavier Darcos.

# VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

**Rapporteur général de la commission des finances :  
M. Philippe Marini**

## A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation

### I. – BUDGETS CIVILS

#### A. – Budget général.

##### Affaires étrangères et coopération :

- I. – Affaires étrangères ..... Jacques Chaumont
- II. – Coopération ..... Michel Charasse

##### Affaires européennes ..... Denis Badré

##### Agriculture et pêche ..... Joël Bourdin

##### Aménagement du territoire et environnement :

- I. – Aménagement du territoire ..... Roger Besse
- II. – Environnement ..... Philippe Adnot

##### Anciens combattants ..... Jacques Baudot

##### Communication :

- Communication audiovisuelle ..... Claude Belot
- Presse ..... Claude Belot

##### Culture ..... Yann Gaillard

##### Economie, finances et industrie :

- I. – Charges communes ..... Louis-Ferdinand de Rocca Serra
- II. – Services financiers ..... Bernard Angels
- III. – Industrie ..... Jean Clouet
- IV. – Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat ..... René Ballayer
  - Commerce extérieur ..... Marc Massion

##### Education nationale, recherche et technologie :

- I. – Enseignement scolaire ..... Jacques-Richard Delong
- II. – Enseignement supérieur ..... Jean-Philippe Lachenaud
- III. – Recherche et technologie ..... René Trégoût

##### Emploi et solidarité :

- I. – Emploi ..... Joseph Ostermann
- II. – Santé et solidarité ..... Jacques Oudin
- III. – Ville et intégration ..... Alain Joyandet

##### Équipement, transports et logement :

- I. – Services communs ..... Jacques Pelletier
- II. – Urbanisme et logement ..... Jacques Pelletier
- III. – Transports :

- Transports terrestres ..... Auguste Cazalet
- Routes et sécurité routière ..... Gérard Miquel
- Transport aérien et météorologie ..... Yvon Collin

##### IV. – Mer :

- Marine marchande ..... Claude Lise
- Ports maritimes ..... Marc Massion

##### V. – Tourisme ..... Marie-Claude Beaudeau

##### Fonction publique et réforme de l'Etat ..... Gérard Braun

##### Intérieur et décentralisation :

- Sécurité ..... André Vallet
- Décentralisation ..... Michel Mercier

##### Jeunesse et sports ..... Michel Sergent

##### Justice ..... Hubert Haenel

##### Outre-mer ..... Henri Torre

##### Services du Premier ministre :

- I. – Services généraux ..... Roland du Luart
- II. – Secrétariat général de la défense nationale ... Michel Moreigne
- III. – Conseil économique et social ..... Claude Lise
- IV. – Plan ..... Claude Haut

### B. – Budgets annexes.

##### Aviation civile ..... Yvon Collin

##### Journaux officiels ..... Thierry Foucaud

##### Légion d'honneur - Ordre de la Libération Jean-Pierre Demerliat

##### Monnaies et Médailles ..... Maryse Bergé-Lavigne

##### Prestations sociales agricoles ..... Joël Bourdin

### II. – DÉFENSE

- Exposé d'ensemble et dépenses en capital ..... Maurice Blin
- Dépenses ordinaires ..... François Trucy

### III. – AUTRES DISPOSITIONS

##### Comptes spéciaux du Trésor ..... Paul Loridant

## B. – Rapporteurs pour avis

### 1. – Commission des Affaires culturelles

##### Culture ..... Philippe Nachbar

##### Cinéma - Théâtre dramatique ..... Marcel Vidal

##### Environnement ..... Ambroise Dupont

##### Enseignement scolaire ..... Jean Bernadaux

##### Enseignement agricole ..... Albert Vecten

##### Enseignement supérieur ..... Jacques Valade

##### Enseignement technique ..... Jean-Marie Rausch

##### Recherche scientifique et technique ..... Pierre Laffitte

##### Jeunesse et sports ..... James Bordas

##### Communication audiovisuelle ..... Jean-Paul Hugot

##### Presse écrite ..... Louis de Broissia

##### Relations culturelles, scientifiques et techniques Danièle Pourtaud

##### Francophonie ..... Jacques Legendre

### 2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

##### Agriculture ..... Gérard César

##### Pêche ..... Alain Gérard

##### Aménagement rural ..... Henri Revol

##### Industries agricoles et alimentaires ..... Bernard Dussaut

##### Industrie ..... Francis Grignon

##### Énergie ..... Jean Besson

##### Recherche ..... Jean-Marie Rausch

##### PME - Commerce et artisanat ..... Jean-Jacques Robert

##### Consommation et concurrence ..... Odette Terrade

##### Commerce extérieur ..... Michel Souplet

##### Aménagement du territoire ..... Jean Pépin

##### Plan ..... Janine Bardou

Routes et voies navigables .....	Georges Gruillot
Logement .....	Jean-Pierre Plancade
Urbanisme .....	Jacques Bellanger
Tourisme .....	Charles Ginésy
Environnement .....	Jean Bizet
Transports terrestres .....	Georges Berchet
Aviation civile et transport aérien .....	Jean-François Le Grand
Mer .....	Jacques Rocca Serra
Technologies de l'information et poste .....	Pierre Hérisson
Outre-mer .....	Rodolphe Désiré
Ville .....	Gérard Larcher

### 3. – Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Affaires étrangères .....	André Dulait
Relations culturelles extérieures et francophonie .....	Guy Penne
Coopération .....	Paulette Brisepierre
Défense - Nucléaire, espace et services communs .....	Jean Faure
Défense - Gendarmerie .....	Paul Masson
Défense - Forces terrestres .....	Serge Vinçon
Défense - Air .....	Jean-Claude Gaudin
Défense - Marine .....	André Boyer

### 4. – Commission des Affaires sociales

Solidarité .....	Jean Chérioux
Santé .....	Louis Boyer
Ville .....	Paul Blanc
Travail et emploi .....	Louis Souvet
Budget annexe des prestations sociales agricoles .....	Louis Boyer
Anciens combattants .....	Marcel Lesbros
Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux) .....	Jean-Louis Lorrain
Logement social .....	Jacques Bimbenet

### 5. – Commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

Intérieur et décentralisation - Décentralisation .....	Daniel Hoeffel
Intérieur et décentralisation - Police et sécurité .....	Jean-Patrick Courtois
Intérieur et décentralisation - Sécurité civile .....	René-Georges Laurin
Justice - Services généraux .....	Dinah Derycke
Justice - Administration pénitentiaire .....	Georges Othily
Justice - Protection judiciaire de la jeunesse .....	Patrice Gélard
Départements d'outre-mer .....	José Balarello
Territoires d'outre-mer .....	Jean-Jacques Hyest

## VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

*Composition des différentes délégations au 1<sup>er</sup> janvier 1998 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1997 ».*

### Délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne

(Lois n° 90-385 du 10 mai 1990 et n° 94-476 du 10 juin 1994 modifiant l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

• *Avant le 14 octobre 1998 :*

Le 16 février 1998, décès de *M. Pierre Lagourgue* (*JO* Lois et décrets du 18 février 1998) ;

le 31 mars 1998, nomination de *M. Bernard Angels*, en remplacement de *M. Marcel Vidal*, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 1<sup>er</sup> avril 1998) ;

le 8 avril 1998, nomination de *M. Daniel Hoeffel*, en remplacement de *M. Pierre Lagourgue*, décédé et de *Mme Marie-Claude Beaudou*, en remplacement de *M. Philippe François* démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1998) ;

• *Après le 14 octobre 1998 :*

le 8 décembre 1998, *élargissement du bureau* : nomination de *Mme Danielle Bidard-Reydet* et de *M. Aymeri de Montesquiou* comme vice-présidents (*JO* Lois et décrets du 10 décembre 1998) ;

*Nomination des membres et du bureau par le Sénat le 14 octobre 1998* (*JO* Lois et décrets du 15 octobre 1998) :

*Composition au 31 décembre 1998 :*

*Bureau : Président : M. Michel Barnier ; Vice-présidents : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. James Bordas, Claude Estier, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Aymeri de Montesquiou ; Secrétaires : MM. Nicolas About, Hubert Durand-Chastel, Emmanuel Hamel.*

*Membres : MM. Bernard Angels, Robert Badinter, Denis Badré, José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudou, MM. Jean Bizet, Maurice Blin, Marcel Deneux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Paul Emin, André Ferrand, Jean-Pierre Fourcade, Philippe François, Yann Gaillard, Hubert Haenel, Daniel Hoeffel, Serge Lagache, Simon Loueckhote, Paul Masson, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. André Rouvière, Simon Sutour, René Trégouët, Xavier de Villepin, Henri Wéber.*

### Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

*Nomination des membres par le Sénat le 14 octobre 1998* (*JO* Lois et décrets du 15 octobre 1998) :

*Représentants du Sénat : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, MM. Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Serge Franchis, Francis Giraud, Paul Vergès.*

## Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

• Avant le 14 octobre 1998 :

Le 8 avril 1998, nomination de M. Joël Bourdin, en remplacement de M. Bernard Barbier, décédé (JO Lois et décrets du 9 avril 1998) ;

*Nomination des membres par le Sénat le 14 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 15 octobre 1998) ;*

*Nomination du bureau le 20 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 21 octobre 1998) ;*

*Composition au 31 décembre 1998 :*

*Bureau : Président : M. Joël Bourdin ; Vice-présidents : MM. Serge Lepeltier, Marcel Lesbros, Georges Mouly, Jean-Pierre Placade ;  
Secrétaires : Mme Odette Terrade, M. Roger Husson.*

*Membres du Sénat : M. Pierre André, Mme Janine Bardou, MM. Michel Charzat, Patrick Lassourd, Henri Le Breton, Daniel Percheron, Roger Rinchet, Alain Vasselle .*

### Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Article 6 *ter* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 83-609 du 8 juillet 1983 et modifié par la loi n° 96-62 du 29 janvier 1996)

*Modifications intervenues en cours d'année :*

Le 20 mai 1998, M. Gérard Miquel est nommé membre titulaire, et M. Jean-Luc Mélenchon est nommé membre suppléant (JO Lois et décrets du 21 mai 1998) ;

*Nomination des membres par le Sénat le 14 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 15 octobre 1998) ;*

*Nomination du bureau le 21 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 23 octobre 1998) ;*

*Composition au 31 décembre 1998 :*

**Membres nommés par le Sénat :**

*Titulaires : MM. Marcel Deneux, Charles Descours, Pierre Laffitte, Gérard Miquel, Henri Revol, Franck Sérusclat, René Trégouët, Jacques Valade.*

*Suppléants (1) : MM. Claude Huriet, Jean Bizet, Jean-Marie Rausch, Ivan Renar, Louis Boyer, Claude Saunier, Paul Blanc, Guy Lemaire.*

**Membres nommés par l'Assemblée nationale :**

*Titulaires : MM. Christian Bataille, Claude Birraux, Bernard Birsinger, Yves Cochet, Robert Galley, Claude Gaignol, Jean-Yves Le Déaut, Serge Poignant.*

*Suppléants (1) : Mme Michèle Rivasi, MM. Christian Kert, Christian Cuvilliez, Noël Mamère, Christian Cabal, Jean-Claude Lenoir, Alain Claeys, Jean-Marie Demange.*

*Bureau : Président : M. Henri Revol, sénateur ; Vice-président : Jean-Yves Le Déaut, député ; Secrétaires : MM. Yves Cochet, député, Pierre Laffitte, sénateur, Gérard Miquel, sénateur, Serge Poignant, député ; Délégué aux relations avec le réseau européen des offices parlementaires d'évaluation : M. René Trégouët, sénateur.*

(1) Le nom de chaque membre suppléant figure au même rang que le nom du membre titulaire qu'il est chargé éventuellement de suppléer.

### Office parlementaire d'évaluation de la législation

(Article 6 *quater* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 96-516 du 14 juin 1996)

*Nomination des membres du Sénat le 21 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 22 octobre 1998) ;*

*Composition au 31 décembre 1998 :*

**Membres nommés par le Sénat :**

*Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Jacques Larché, Jacques Valade, Dominique Braye, Daniel Goulet, Mme Annick Bocandé, MM. Jacques Pelletier, Patrice Gélard .*

*Membres désignés par les groupes : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Jean-Jacques Hyest, Charles Jolibois, Dominique Leclerc, Jacques Mahéas.*

**Membres nommés par l'Assemblée nationale :**

*Membres de droit, représentants des commissions permanentes : Mmes Catherine Tasca, Martine David, Michèle Alliot-Marie, MM. Robert Galy-Dejan, Patrick Devedjian, Christophe Caresche, Jacques Fleury.*

*Membres désignés par les groupes : MM. Pierre Albertini, Jacques Brunhes, Marc Dolez, Roger Franzoni, Dominique Perben, Henri Plagnol, François Sauvadet, André Vallini.*

### Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques

(Article 6 *quinquies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 96-517 du 14 juin 1996)

*Nomination des membres par le Sénat le 21 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 22 octobre 1998)*

*Composition au 31 décembre 1998 :*

**Membres nommés par le Sénat :**

*Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Alain Lambert, Philippe Marini, Guy Poirieux, André Ferrand, Serge Vinçon, Charles Descours, Jacques Oudin, Pierre Fauchon.*



*Membres désignés par les groupes* : Mme Maryse-Bergé Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Michel Charasse, Michel Charzat, Marcel Debarge, Bernard Fournier, Yves Fréville, Paul Loridant.

**Membres nommés par l'Assemblée nationale**

*Membres de droit, représentants des commissions permanentes* : MM. Augustin Bonrepaux, Didier Migaud, Mme Martine David, MM. Patrick Delnatte, Arthur Paecht, Alain Barrau, Didier Quentin, Michel Grégoire.

*Membres désignés par les groupes* : Mme Marie-Hélène Aubert, MM. Gérard Bapt, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Laurent Dominati, Edmond Hervé, Pierre Méhaignerie, Jean Vila.

*Bureau* : *Président* : M. Alain Lambert, sénateur (président de droit) ; *Premier vice-président* : M. Augustin Bonrepaux, député, (vice-président de droit) ; *Vice-présidents* : MM. Guy Poirieux, N..., sénateurs, MM. Laurent Dominati, Didier Migaud, députés ; *Secrétaires* : M. Gérard Bapt, N..., députés ; MM. Pierre Fauchon, Serge Vinçon, sénateurs.

## VIII. – DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

*Composition au 31 décembre 1998* :

*Membres* : MM. Louis Badré, James Bordas, Guy Cabanel, Claude Estier, Christian de La Malène, sénateurs ; MM. Didier Boulaud, Hervé de Charette, Jacques Floch, Jean-Pierre Kucheida, Jean-Claude Lefort, Jacques Myard, Jean-Bernard Raimond, Michel Voisin, députés.

*Bureau* : *Président* : M. Michel Voisin, député ; *Vice-présidents* : MM. Hervé de Charette, Jean-Claude Lefort, députés ; MM. Claude Estier, Christian de La Malène, sénateurs.

## IX. – DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD

*Composition pour la période 1998-2001\** :

*Titulaires* : M. Jean-Guy Branger, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jacques Chaumont, Jean-Pierre Demerliat, Roland du Luart, André Rouvière, André Vallet.

*Suppléants* : MM. Jean-Luc Bécart, André Boyer, Michel Caldaguès, Daniel Goulet, Jacques Legendre, Philippe Madrelle, Michel Peïchat, Jean-Marie Poirier, Gérard Roujas, Xavier de Villepin.

*Présidente* : Mme Paulette Brisepierre.

\* La composition de cette délégation n'est pas publiée au *J.O.* Lois et décrets.

## X. – HAUTE COUR DE JUSTICE (Titre IX de la Constitution)

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir Table thématique et Informations parlementaires annuelles 1997 ».

**Membres élus par le Sénat :**

*Juges titulaires* : MM. Patrice Gélard, Pierre Jeambrun, Hubert Haenel, José Balarello, Charles de Cuttoli, André Diligent, Jean-Louis Carrière, Jean-Marie Poirier, Jacques Larché, Michel Duffour, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson.

*Juges suppléants* : MM. Jean Faure, Roland Courteau, Jean-Marc Pastor, Lucien Lanier, Luc Dejoie, Hubert Falco.

**Membres élus par l'Assemblée nationale :**

*Juges titulaires* : M. Jean-Paul Bacquet, Mme Nicole Catala, MM. Bernard Cazeneuve, François Colcombet, Gérard Gouzes, Georges Hage, Henry Jean-Baptiste, Mme Christine Lazerges, MM. Jacques Limouzy, Patrick Ollier, José Rossi, Alain Turret.

*Juges suppléants* : MM. Christian Bergelin, Jean-Claude Decagny, Xavier Deniau, André Gérin, Jean Michel, André Vallini.

## COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE (Titre X de la Constitution)

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir Table thématique et Informations parlementaires annuelles 1997.

*Nomination des membres par le Sénat le 27 octobre 1998* (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1998).

**Membres élus par le Sénat :**

*Juges titulaires* : MM. François Autain, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hiest, Hubert Falco, Luc Dejoie, Paul Masson.

*Juges suppléants* (1) : M. Claude Saunier, Mme Josette Durrieu, MM. Jean-Marie Poirier, José Balarello, Patrice Gélard, René-Georges Laurin.

**Membres élus par l'Assemblée nationale :**

*Juges titulaires* : MM. Jean-Paul Bacquet, Bernard Cazeneuve, François Colcombet, Xavier Deniau, Philippe Houillon, Patrick Ollier.

*Juges suppléants* (1) : M. Alain Barrau, Mme Laurence Dumont, MM. Alain Vidalies, Christian Cabal, Charles de Courson, Thierry Lazaro.

*Bureau* : *Président* : N... Magistrat du siège à la Cour de Cassation.

(1) Le nom de chaque juge suppléant figure au même rang que le nom du juge titulaire qu'il est chargé éventuellement de suppléer.

## **XI. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES** (nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

*Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir « Informations parlementaires annuelles 1997 ».

*Nomination des membres par le Sénat le 6 octobre 1998* (JO Lois et décrets du 7 octobre 1998) :

*Membres* : MM. Georges Berchet, Joël Bourdin, Michel Charasse, Luc Dejoie, Yves Fréville, Rémi Herment, Philippe Marini, Marc Massion, Jacques Oudin, François Trucy.

*Nomination du bureau le 7 octobre 1998* (JO Lois et décrets du 8 octobre 1998) : *Président* : M. Jacques Oudin ; *Vice-président* : M. Joël Bourdin ; *Secrétaire-rapporteur* : M. Marc Massion.

*Modification intervenue en cours d'année* :

Le 14 octobre 1998, nomination de M. Yann Gaillard, en remplacement de M. Philippe Marini, démissionnaire (JO Lois et décrets du 15 octobre 1998) ;

## **XII. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE**

*Délégués du Sénat et de l'Assemblée nationale au 1<sup>er</sup> janvier 1998* : voir « Informations parlementaires annuelles 1997 ».

**Représentants du Sénat :**

*Election des représentants du Sénat le 20 octobre 1998* (JO Lois et décrets du 21 octobre 1998), *et du bureau le 27 octobre 1998* :

*Délégués titulaires* : MM. Daniel Hoeffel, Lucien Neuwirth, Jean-François Le Grand, Nicolas About, Marcel Debarge, Mme Josette Durrieu.

*Délégués suppléants* : MM. Daniel Goulet, James Bordas, Jean-Guy Branger, Jacques Legendre, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Danièle Pourtaud.

**Représentants de l'Assemblée nationale :**

*Délégués titulaires* : MM. Jacques Baumel, Jean Briane, Claude Evin, Armand Jung, Guy Lengagne, Jean-François Mattei, Gilbert Mitterrand, Henri Nallet, Mme Yvette Roudy, MM. Jean-Claude Sandrier, Bernard Schreiner, Jean Valleix.

*Délégués suppléants* : MM. Claude Birraux, Jean-Marie Bockel, Paul Dhaille, Mme Laurence Dumont, MM. Charles Ehrmann, Maxime Gremetz, Michel Hunault, Jean-Marie Le Guen, Georges Lemoine, Jean-Pierre Michel, Jean-Claude Mignon, Philippe Seguin.

*Bureau* : *Présidente* : Mme Josette Durrieu, sénateur ; *Premier Vice-président* : M. Bernard Schreiner, député ; *Vice-Présidents* : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur ; Georges Lemoine, député ; Marcel Debarge, sénateur ; Jean-François Mattei, député ; *Secrétaire général* : M. Daniel Hoeffel, sénateur ; *Secrétaire général adjoint* : M. Claude Evin, député.

## **XIII. – MISSIONS D'INFORMATION** (autorisées par le Sénat)

*a) Mission commune d'information*

1 – Demande conjointe des présidents des commissions des finances, des lois, des affaires culturelles, des affaires économiques et des affaires sociales tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information commune chargée de dresser le **bilan de la décentralisation** et de proposer les améliorations de nature à faciliter l'exercice des **compétences locales** (10 décembre 1998) (p. 6236). Octroi de l'autorisation demandée (17 décembre 1998) (p. 6556).

*b) Commission des affaires économiques et du Plan*

1 – Rapport d'information de MM. Jean Huchon et Louis Minetti fait au nom de la commission sur les relations franco-espagnoles dans le secteur des fruits et légumes à la suite d'un déplacement en Espagne du 1<sup>er</sup> au 6 février 1998 [n° 323 (97-98)] (4 mars 1998) (p. 1194).

2 – Rapport d'information de MM. Jean François-Poncet, Philippe François, Louis Minetti, Bernard Barraux, Michel Bécot, Gérard Braun, Jean Boyer, Roland Courteau et Léon Fatous fait au nom de la commission à la suite d'une mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan du 20 au 30 septembre 1997, chargée d'étudier la situation de l'économie de ces pays ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 412 (97-98)] (29 avril 1998) (p. 1923).

3 – Rapport d'information de MM. Marcel Deneux et Jean-Paul Emorine fait au nom de la commission par la mission d'information chargée d'étudier l'avenir de la réforme de la Politique agricole commune [n° 466 (97-98)] (2 juin 1998) (p. 2670).

*c) Commission des affaires étrangères*

1 – Rapport d'information de *MM. Xavier de Villepin, Guy Penne et Mme Paulette Brisepierre*, fait au nom de la commission à la suite d'une mission effectuée au **Cameroun** et au **Congo** du 15 au 20 février 1998 [n° 376 (97-98)] (7 avril 1998) (p. 1583).

2 – Rapport d'information de *M. Xavier de Villepin, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Michel Alloncle, André Boyer, Jean-Pierre Demerliat et André Dulait* fait au nom de la commission à la suite d'une mission effectuée en **Indonésie** du 11 au 18 avril 1998 [n° 457 (97-98)] (27 mai 1998) (p. 2563).

3 – Demande de *M. Xavier de Villepin*, président de la commission tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Mexique** afin de recueillir des informations sur la situation politique et économique de ce pays et sur les relations bilatérales franco-mexicaines (14 décembre 1998) (p. 6314). Octroi de l'autorisation demandée (17 décembre 1998) (p. 6556).

*d) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation*

1 – Rapport d'information de *M. Marc Massion* fait au nom de la commission sur la situation des ports maritimes français au regard des ports du **Benelux** [n° 295 (97-98)] (13 février 1998-24 février 1998) (p. 922).

2 – Rapport d'information de *M. Jacques-Richard Delong* fait au nom de la commission sur la mission de contrôle sur les crédits de l'enseignement scolaire effectuée à **Saint-Pierre et Miquelon** du 11 au 14 mai 1997 [n° 507 (97-98)] (17 juin 1998) (p. 3340).

3 – Rapport d'information de *M. René Régnault* fait au nom de la commission sur la mission de contrôle relative à la **situation de l'enseignement maritime en France** [n° 536 (97-98)] (8 juillet 1998) (p. 3744).

4 – Demande de *M. Christian Poncelet*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information à **Hong Kong et au Japon** afin d'apprécier la gravité de la crise économique dans le **Sud-est asiatique** (8 juillet 1998) (p. 3669). Octroi de l'autorisation demandée (8 juillet 1998) (p. 3669).

5 – Rapport d'information de *M. Jean-Philippe Lachenaud*, fait au nom de la commission à la suite de la mission de contrôle budgétaire sur la **situation des bibliothèques universitaires françaises** [n° 59 (97-98)] (12 novembre 1998) (p. 4419).

*e) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale*

1 – Rapport d'information de *M. Alex Türk*, fait au nom de la commission par la mission d'information chargée d'étudier le suivi, par les ministères intéressés, du **processus européen de coopération policière** [n° 523 (97-98)] (25 juin 1998) (p. 3547).

## XIV. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		
Conseil national des politiques de <b>lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale</b> (décret N° 93-650 du 26 mars 1993)	MM. Bernard Seillier	Louis Souvet
<b>AFFAIRES ÉTRANGÈRES</b>		
Conseil d'administration de l'Agence pour l' <b>enseignement français à l'étranger</b>	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l' <b>enseignement français à l'étranger</b>	Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de <b>coopération</b>	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du <b>fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger</b>	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour l' <b>éducation, la science et la culture</b> (UNESCO)	MM. Xavier Darcos Daniel Goulet	
<b>AGRICULTURE</b>		
Comité consultatif du fonds national des <b>abattoirs</b>	N...	
Comité de contrôle du <b>fonds forestier national</b>	M. Jacques Delong	
Conseil supérieur de la <b>forêt et des produits forestiers</b>	MM. Philippe François	Jean-Paul Emin
Conseil national de la <b>montagne</b>	MM. Jean-Pierre Bel André Jourdain Jean Faure Mme Janine Bardou	
<b>ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE</b>		
Conseil d'administration de l'office national des <b>anciens combattants</b> et victimes de guerre	M. Marcel Lesbros	
Commission d'étude sur la retraite anticipée des <b>anciens combattants d'Afrique du Nord</b> (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995)	MM. Jacques Baudot Auguste Cazalet Marcel-Pierre Cléach	
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la <b>valeur du point de pension</b>	MM. Auguste Cazalet Marcel-Pierre Cléach Léon Fatous Bernard Joly	Emmanuel Hamel Jean-Pierre Fourcade Rémi Herment Jacques Bimbenet Guy Fischer
<b>COLLECTIVITÉS LOCALES</b>		
Fonds national pour le développement des <b>adductions d'eau</b> dans les communes rurales	MM. Joël Bourdin Louis Moinard	
Comité des <b>finances</b> locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Michel Mercier André Bohl

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil national des services publics départementaux et communaux	MM. Jean-François Humbert Jean-Claude Peyronnet René-Georges Laurin André Bohl	
Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (décret n° 95-1066 du 29 septembre 1995)	MM. Jean François-Poncet Gérard Larcher Claude Belot René Garrec	
<b>COMMUNICATION</b>		
France 2	M. Philippe Nachbar	
France 3	M. André Diligent	
Institut national de l'audiovisuel	M. Daniel Eckenspieller	
Radio-France	M. Michel Dreyfus-Schmidt	
Radio-France internationale	M. Charles de Cuttoli	
Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer	M. Philippe Richert	
Conseil d'administration de la société Télévision du savoir (décret n° 95-70 du 20 janvier 1995)	M. Pierre Laffitte	
Comité d'orientation des programmes de la société Télévision du savoir (article 24 du décret n° 95-70 du 20 janvier 1995)	M. René Trégoüet	
<b>CULTURE ET ÉDUCATION</b>		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture Georges-Pompidou	MM. Michel Pelchat Yann Gaillard Marcel Vidal	
Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette	Mme Lucette Michaux-Chevry	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	MM. Jacques Valade	Jean-Philippe Lachenaud
Conseil national des fondations	M. Fernand Demilly	
Conseil national de l'enseignement supérieur privé	MM. Jean-Philippe Lachenaud	Jacques Legendre
Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur (décret n° 95-591 du 6 mai 1995)	MM. Alain Dufaut	Jean Bernadaux Mme Hélène Luc
Conseil d'administration de la Fondation du patrimoine	M. Jean-Paul Hugot	
<b>DÉFENSE</b>		
Comité des prix de revient des fabrications d'armement	M. François Trucy	
Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale	M. Denis Badré	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER</b>		
Comité directeur du <b>FIDESTOM</b>	MM. Roland du Luart	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du <b>FIDOM</b>	MM. Edmond Lauret Roland du Luart Rodolphe Désiré	
Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ( <b>FEDOM</b> ) (décret n° 95-984 du 25 août 1995)	MM. Edmond Lauret Georges Othily Mme Lucette Michaux-Chevry	
<b>ÉCONOMIE ET FINANCES</b>		
Conseil national des <b>assurances</b>	M. Joseph Ostermann	
Commission de surveillance de la <b>Caisse des dépôts et consignations</b>	M. Alain Lambert	
Conseil de surveillance du Centre national des <b>caisses d'épargne et de prévoyance</b>	M. Joël Bourdin	
Commission des <b>comptes et budgets économiques de la nation</b>	MM. Philippe Marini Alain Lambert	
Conseil supérieur de la <b>coopération</b>	MM. Jean-Paul Emorine Roger Lagorsse	
Comité central d'enquête sur le <b>coût et le rendement des services publics</b>	MM. René Trégouët Jacques Oudin	Alain Joyandet Mme Maryse Bergé-Lavigne
Conseil national du <b>crédit</b>	MM. Jean-Philippe Lachenaud Paul Loridant	
Commission supérieure du <b>crédit maritime mutuel</b>	MM. Alain Gérard Josselin de Rohan Mme Anne Heinis	
Commission centrale de classement des <b>débts de tabac</b>	M. Auguste Cazalet	
Comité national de l' <b>euro</b> (arrêté du 24 décembre 1996)	MM. Christian Poncelet Alain Lambert	
Commission consultative du <b>secret de la défense nationale</b> (art. 2 de la loi n° 98-567 du 8 juillet 1998)	M. Paul Masson	
Commission du suivi du <b>mémorandum d'accord</b> signé le 26 novembre 1996 entre la <b>France et la Fédération de Russie</b> (article 2 du décret n° 97-134 du 12 février 1997)	N...	
Conseil national de l' <b>information statistique</b>	MM. Hilaire Flandre	Bernard Joly
Haut Conseil du <b>secteur public</b>	MM. Alain Gournac Maurice Blin Yves Fréville Philippe Adnot	
Caisse française de <b>développement</b>	MM. Jacques Chaumont	Michel Charasse

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration (loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs)	M. Jean-Philippe Lachenaud	
Conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaisance (loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs)	M. Henri Torre	
Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale	MM. Charles Descours Jacques Oudin	
<b>ÉNERGIE</b>		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l'électricité et du gaz	M. Dominique Braye	
Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie	M. Henri Revol	
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures	M. Henri Revol	
Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire	M. Henri Revol	
<b>ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME</b>		
Conseil national du bruit	M. Paul Blanc	
Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	MM. Raymond Courrière Ambroise Dupont	Jean-Paul Amoudry Marcel Vidal
Conseil d'administration de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	M. Jean-Jacques Robert	
Conseil national de l'habitat	MM. Louis Moinard	Marcel-Pierre Cléach
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	MM. Jean Bizet Jean-Léonce Dupont Bernard Joly Jean-François Picheral	
Commission nationale du débat public	M. Jean-François Le Grand	
<b>INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES</b>		
Commission d'accès aux documents administratifs	M. Pierre Fauchon	
Commission consultative des droits de l'homme	M. Jean Delaneau	
Commission nationale consultative des gens du voyage	M. Jean-Paul Delevoye	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission nationale de l'informatique et des libertés	MM. Alex Türk Jean-Marie Poirier	
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité	M. Pierre Fauchon	
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux	N...	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	MM. Daniel Eckenspieller Roger Hesling	Ivan Renar Guy Poirieux
<b>JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE</b>		
Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Adrien Gouteyron	
Comité de l'éthique du loto sportif	M. Jean Delaneau	
Commission nationale du sport de haut niveau	MM. Michel Sergent Jacques Bordas	
Conseil national du tourisme	MM. Charles Ginésy Paul Loridant Claude Belot Jean Besson Ambroise Dupont	Bernard Joly Jacques Chaumont Mme Maryse Bergé-Lavigne M. Pierre Hérisson Mme Lucette Michaux-Chevry
Fonds national pour le développement de la vie associative	M. André Maman	
<b>JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE</b>		
Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.	MM. Hubert Haenel Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l'adoption	M. Michel Rufin	
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice	M. Robert Badinter	
Commission supérieure de codification	MM. Patrice Gélard	Henri de Richemont
Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation de Fresnes	M. Guy-Pierre Cabanel	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V <sup>e</sup> République	M. Jacques Larché	
<b>POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>		
Commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications	MM. Gérard Delfau Pierre Hérisson René Trégouët François Trucy Gérard Larcher Pierre Laffitte Jean-Marie Rausch	



Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
<b>SANTÉ</b>		
Conseil supérieur de l'établissement national des <b>invalides de la marine</b>	Mme Anne Heinis M. Marcel Lesbros	
Comité national de l' <b>organisation sanitaire et sociale</b>	MM. Jean-Pierre Fourcade	Serge Franchis
Conseil d'administration de l'hôpital des <b>Quinze-Vingt</b>	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Conseil d'administration de l'hôpital de <b>Saint-Maurice</b>	M. Lucien Lanier	
Comité consultatif national d' <b>éthique</b> pour les sciences de la vie et de la santé	M. Claude Huriet	
Conseil national du <b>syndrome immunodéficientaire acquis</b>	M. Jean-Louis Lorrain	
Comité de liaison pour le <b>transport des personnes handicapées</b>	M. Pierre André	
Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux <b>personnes âgées dépendantes</b> (arrêté du 10 mars 1995)	MM. Lucien Neuwirth	Roland Huguet
<b>SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL</b>		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des <b>conditions de travail</b>	M. Guy Fischer	
Commission des <b>comptes de la sécurité sociale</b>	MM. Louis Boyer Charles Descours Jacques Oudin	
Conseil de surveillance de la <b>Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés</b>	MM. Louis Boyer Jacques Oudin François Autain	
Conseil de surveillance de la <b>Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés</b>	MM. Alain Vasselle Michel Mercier Jacques Bimbenet	
Conseil de surveillance de la <b>Caisse nationale des allocations familiales</b>	MM. Claude Huriet Jean Chérioux Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
Conseil de surveillance de l' <b>Agence centrale des organismes de sécurité sociale</b>	MM. Charles Descours François Trucy Paul Loridant	
Conseil supérieur de la <b>mutualité</b>	M. André Jourdain	
Conseil supérieur des <b>prestations sociales agricoles</b>	MM. Louis Boyer Joël Bourdin	Roger Lagorsse Jacques Machet
Section de l'assurance des <b>salariés agricoles</b> contre les accidents du travail et les maladies professionnelles	MM. Joël Bourdin	Roger Lagorsse
Conseil pour la protection sociale des <b>Français de l'étranger</b>	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des <b>retraités et des personnes âgées</b>	M. Alain Vasselle	Mme Marie-Madeleine Dieulangard

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des <b>travailleurs handicapés</b>	MM. Paul Blanc	Roland Huguet
Comité de surveillance du <b>fonds de solidarité vieillesse</b>	MM. Alain Vasselle Charles Descours	
Conseil supérieur de la <b>participation</b> (article L. 444-2 du code du travail et décret n° 95-378 du 11 avril 1995)	M. Jean Chérioux	
Commission nationale des comptes de la <b>formation professionnelle</b>	Mme Marie-Madelaine Dieulangard	
<b>TRANSPORTS</b>		
Conseil d'administration de l'établissement public « <b>Autoroutes de France</b> »	M. Roland du Luart	
Conseil supérieur de l' <b>aviation marchande</b>	MM. François Gerbaud	Léon Fatous
Conseil national des <b>transports</b>	MM. Bernard Joly François Gerbaud	Léon Fatous Georges Gruillot
Comité de gestion du <b>Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables</b>	MM. Jean François-Poncet Philippe Marini	
Fonds de péréquation des <b>transports aériens</b>	MM. François Gerbaud Yvon Collin	

## XV. – MINISTÈRE

### Gouvernement Lionel JOSPIN

(Nommé le 4 juin 1997)

(J.O. des 5 juin 1997, 25 novembre 1997, 17 février 1998 et 31 mars 1998)

#### 1. – Composition au 1<sup>er</sup> janvier 1998 :

Premier ministre .....	Lionel Jospin
Ministre de l'emploi et de la solidarité .....	Martine Aubry
Garde des Sceaux, ministre de la justice .....	Elisabeth Guigou
Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie .....	Claude Allègre
Ministre de l'intérieur .....	Jean-Pierre Chevènement
Ministre des affaires étrangères .....	Hubert Védrine
Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie .....	Dominique Strauss-Kahn
Ministre de la défense .....	Alain Richard
Ministre de l'équipement, des transports et du logement .....	Jean-Claude Gayssot
Ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement .....	Catherine Trautmann
Ministre de l'agriculture et de la pêche .....	Louis Le Pensec
Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	Dominique Voynet
Ministre des relations avec le Parlement .....	Daniel Vaillant
Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation .....	Emile Zuccarelli
Ministre de la jeunesse et des sports .....	Marie-George Buffet
Ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes .....	Pierre Moscovici
Ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire .....	Ségolène Royal
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur .....	Jean-Jack Queyranne
Secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité .....	Bernard Kouchner
Secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères .....	Charles Josselin
Secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement .....	Louis Besson
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie .....	Jacques Dondoux
Secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie .....	Christian Sautter
Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie .....	Marylise Lebranchu
Secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie .....	Christian Pierret
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense .....	Jean-Pierre Masseret
Secrétaire d'Etat au tourisme, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement .....	Michelle Demessine

#### 2. – Modifications intervenues entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1998 :

- *Décret du 13 février 1998 (JO Lois et décrets du 17 février 1998)*  
M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, est nommé ministre délégué à la coopération et à la francophonie.
- *Décret du 30 mars 1998 (JO Lois et décrets du 31 mars 1998)*  
Il est mis fin sur sa demande, aux fonctions de porte-parole du gouvernement exercées par Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.  
M. Claude Bartolone est nommé auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, ministre délégué à la ville.  
Mme Nicole Pery est nommée auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.
- *Décret du 20 octobre 1998 (JO Lois et décrets du 21 octobre 1998)*  
Il est mis fin sur sa demande, aux fonctions de M. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche.  
M. Jean Glavany est nommé ministre de l'agriculture et de la pêche.
- *Décret du 17 novembre 1998 (JO Lois et décrets du 18 novembre 1998)*  
M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, est nommé secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale  
Mme Nicole Pery, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, est nommée secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle.

#### 3. – Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 1<sup>er</sup> janvier 1998

- *Décret n° 98-240 du 2 avril 1998* relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (JO Lois et décrets du 3 avril 1998).
- *Décret n° 98-242 du 2 avril 1998* relatif aux attributions déléguées au ministre délégué à la ville (JO Lois et décrets du 3 avril 1998).
- *Décret du 3 septembre 1998* chargeant le secrétaire d'Etat à l'outre-mer de l'intérim du ministère de l'intérieur (JO Lois et décrets du 4 septembre 1998).

- Décret n° 98-1068 du 27 novembre 1998 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale (JO Lois et décrets du 28 novembre 1998).
- Décret n° 98-1069 du 27 novembre 1998 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle (JO Lois et décrets du 28 novembre 1998).

## XVI. – TEXTES

### A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1998

(avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de première inscription à l'ordre du jour)

#### Session parlementaire ordinaire unique

**13 janvier 1998.** – Projet de loi relatif à la nationalité et modifiant le code civil (première partie de la discussion générale, le 17 décembre 1997). – **Nationalité française.**

**14 janvier 1998.** – Projet de loi portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire. – **Justice.**

**15 janvier 1998.** – Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale (1ère lecture le 12 décembre 1996). – **Créances.**

– Proposition de loi tendant à diminuer les risques de lésions auditives lors de l'écoute de baladeur et de la fréquentation des discothèques. – **Santé.**

– Proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs. – **Chasse.**

**20 janvier 1998.** – Projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier. – **Transports routiers.**

**21 janvier 1998.** – Projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile. – **Etrangers.**

**22 janvier 1998.** – Déclaration du gouvernement sur la réforme de la justice. – **Gouvernement (déclarations).**

– Proposition de loi portant réforme du mode de vote des budgets régionaux (1ère lecture le 19 novembre 1997). – **Conseils régionaux.**

**3 février 1998.** – Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse. – **Retraites.**

**4 février 1998.** – Proposition de loi portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives. – **Sports.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Albanie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Mongolie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

**5 février 1998.** – Projet de loi portant habilitation du gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Ordonnances.**

– Proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux. – **Responsabilité civile.**

**10 février 1998.** – Proposition de loi tendant à autoriser les élus des communes comptant 3500 habitants au plus à conclure avec leur collectivité des baux ruraux. – **Baux.**

– Proposition de loi permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location. – **Logement.**

**11 février 1998.** – Projet de loi relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. – **Traités et conventions.**

**24 février 1998.** – Projet de loi portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territoriale de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte. – **Collectivités territoriales d'outre-mer.**

**25 février 1998.** – Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code civil relatives à la prestation compensatoire en cas de divorce. – **Divorce ou séparation de corps.**

**26 février 1998.** – Proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme (1ère lecture le 24 septembre 1997). – **Santé.**

**3 mars 1998.** – Projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail. – **Travail.**

**5 mars 1998.** – Proposition de loi visant à étendre aux centres de santé gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L.162-32 du code de la sécurité sociale. – **Mutualité sociale agricole (MSA).**

– Proposition de loi visant à élargir les possibilités d'utilisation des crédits obligatoires d'insertion des départements. – **Economie sociale.**

**17 mars 1998.** – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques en application de l'article 73 bis du règlement, sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane ;

- la recommandation de décision du Conseil autorisant la Commission à négocier un accord avec les pays ayant un intérêt substantiel à la fourniture de bananes pour la répartition des contingents tarifaires et de la quantité ACP traditionnelle (n° E-1004). – **Union européenne.**

– Résolution adoptée en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement sur la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement 3094/95 et prorogeant les dispositions pertinentes de la septième directive du Conseil concernant les aides à la construction navale, et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil établissant de nouvelles règles pour les aides à la construction navale (n° E 936). – **Union européenne.**

**24 mars 1998.** – Projet de loi instituant une commission du secret de la défense nationale. – **Défense.**

**25 mars 1998.** – Projet de loi portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de publicité foncière (1ère lecture le 17 octobre 1996). – **Comptabilité.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 9 septembre 1966 et modifiée par l'avenant du 3 décembre 1969, et au protocole final annexé à la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions signée le 31 décembre 1953. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Namibie sur la coopération culturelle, scientifique et technique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Inde sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1995 sur le caoutchouc naturel (ensemble trois annexes). – **Traités et conventions.**

**31 mars 1998.** – Projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs (1ère lecture le 28 octobre 1997). – **Droit pénal.**

**2 avril 1998.** – Proposition de loi relative au régime local d'assurance-maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (1ère lecture le 21 octobre 1997). – **Sécurité sociale.**

– Projet de loi relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural. – **Agriculture.**

**7 avril 1998.** – Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière. – **Circulation routière.**

**9 avril 1998.** – Projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer (1ère lecture le 27 février 1997). – **Départements d'outre-mer.**

**21 avril 1998.** – Projet de loi relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994 (1ère lecture le 17 septembre 1997). – **Elections municipales.**

– Proposition de loi relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats (1ère lecture le 21 octobre 1997). – **Examens, concours et diplômes.**

– Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 13 bis, alinéa 8 du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 89/48/CEE et 92/51/CEE concernant le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles et complétant les directives concernant les professions d'infirmier responsable de soins généraux, de praticien de l'art dentaire, de vétérinaire, de sage-femme, d'architecte, de pharmacien et de médecin (E-994). – **Union européenne.**

– Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 13 bis, alinéa 8 du règlement, sur :

- la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative au traitement des anciens pays n'ayant pas une économie de marché dans les procédures antidumping ;

- la proposition de règlement (CE) du Conseil portant modification du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (n° E 1001). – **Union européenne.**

**22 avril 1998.** – Projet de loi modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales. – **Banques et établissements financiers.**

**23 avril 1998.** – Proposition de loi tendant à préciser le mode de calcul de la durée maximale de détention provisoire autorisée par le code de procédure pénale. – **Procédure pénale.**

– Résolution, adoptée par la commission des finances, sur la recommandation au Conseil relative au rapport sur l'état de la convergence et à la recommandation associée en vue du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (E-1045). – **Union européenne.**

– Résolution rectifiée, adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, sur la recommandation au Conseil relative au rapport sur l'état de la convergence et à la recommandation associée en vue du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (E-1045). – **Union européenne.**

**29 avril 1998.** – Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles. – **Culture.**

– Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données. – **Propriété intellectuelle.**

– Proposition de loi permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille. – **Famille.**

– Projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural (1ère lecture le 18 septembre 1997). – **Code rural.**

**5 mai 1998.** – Projet de loi portant transposition de la directive 94/47 CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 1994 concernant la protection des acquéreurs pour certains aspects des contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers (1ère lecture le 23 octobre 1997). – **Logement.**

**6 mai 1998.** – Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. – **Economie et finances.**

**13 mai 1998.** – Proposition de loi tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger. – **Commerce et artisanat.**

**19 mai 1998.** – Projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques. – **Animaux.**

**20 mai 1998.** – Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Pologne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République tchèque. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République d'Azerbaïdjan. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République libanaise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins spécifiques (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Namibie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

**26 mai 1998.** – Proposition de loi tendant à compléter l'article L.30 du code électoral relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites (première lecture le 28 janvier 1997). – **Logement et habitat.**

**28 mai 1998.** – Projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage. – **Sports.**

**2 juin 1998.** – Projet de loi relatif aux polices municipales. – **Police municipale.**

**4 juin 1998.** – Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi tendant à l'élimination des mines antipersonnel. – **Armes et munitions.**

**9 juin 1998.** – Projet de loi relatif à la lutte contre les exclusions. – **Politique sociale.**

**16 juin 1998.** – Déclaration du gouvernement relative à la politique de réduction des risques en matière de toxicomanie. – **Gouvernement (déclarations).**

**17 juin 1998.** – Projet de loi relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale. – **Procédure pénale.**

**23 juin 1998.** – Projet de loi constitutionnelle relatif au Conseil supérieur de la magistrature. – **Justice.**

**25 juin 1998.** – Déclaration d'orientation budgétaire du gouvernement. – **Gouvernement (déclarations).**

**29 juin 1998.** – Proposition de loi tendant à alléger les charges sur les bas salaires. – **Salaires, traitements et indemnités.**

– Proposition de loi tendant à accorder la retraite anticipée pour les anciens combattants chômeurs en fin de droits, justifiant de quarante années de cotisations diminuées du temps passé en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

– Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du réseau écologique européen, dénommé Natura 2000. – **Environnement.**

– Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire. – **Enseignement.**

**30 juin 1998.** – Projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

**20 octobre 1998.** – Projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux. – **Elections.**

**21 octobre 1998.** – Proposition de loi visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural. – **Aquaculture.**

**22 octobre 1998.** – Proposition de loi permettant à des fonctionnaires de participer à la création d'entreprises innovantes. – **Fonctionnaires et agents publics.**

**27 octobre 1998.** – Projet de loi organique limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives. – **Elections.**

– Projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives. – **Elections.**

**29 octobre 1998.** – Projet de loi autorisant la ratification du sixième protocole additionnel à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'homme. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1995. – **Lois de règlement.**

– Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1996. – **Lois de règlement.**

**3 novembre 1998.** – Déclaration du gouvernement sur la décentralisation. – **Gouvernement (déclarations).**

**4 novembre 1998.** – Proposition de loi portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale. – **Police.**

– Projet de loi relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits. – **Justice.**

**5 novembre 1998.** – Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la situation et la gestion des personnels enseignants et non enseignants de l'éducation nationale. – **Enseignement.**

**10 novembre 1998.** – Projet de loi relatif à l'organisation de certains services au transport aérien. – **Transport aérien.**

**12 novembre 1998.** – Projet de loi relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction. – **Logement.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999. – **Sécurité sociale.**

**19 novembre 1998.** – Projet de loi de finances pour 1999. – **Lois de finances.**

**10 décembre 1998.** – Déclaration du gouvernement sur l'aménagement du territoire. – **Gouvernement (déclarations).**

– Proposition de loi tendant à sanctionner de peines aggravées les infractions commises sur les agents des compagnies de transport collectif de voyageurs en contact avec le public. – **Transports.**

– Proposition de loi portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs pompiers. – **Sécurité civile.**

**14 décembre 1998.** – Projet de loi de finances rectificative pour 1998. – **Lois de finances rectificatives.**

– Résolution adoptée, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, sur la proposition d'acte communautaire relative à la réforme des Fonds structurels (E-1061). – **Union européenne.**

**16 décembre 1998.** – Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution. – **Constitution.**

**22 décembre 1998.** – Proposition de loi relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du ministère des affaires étrangères. – **Ministères.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord d'adhésion du Royaume de Suède à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord d'adhésion de la République de Finlande à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'Accord et à la Convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Géorgie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services. – **Commerce.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative au personnel scientifique de l'Institut Max-von Laue-Paul-Langevin. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République togolaise. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Hong Kong. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement français et le gouvernement macédonien pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République hongroise. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

**28 décembre 1998.** – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur les propositions de règlements (CE) du Conseil relatifs à la réforme de la politique agricole commune (n° E-1052). – **Union européenne.**

**29 décembre 1998.** – Résolution adoptée par la commission des affaires sociales, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du règlement, sur la communication de la commission : proposition de lignes directrices pour les politiques de l'emploi des Etats membres pour 1999 (E-1171). – **Union européenne.**

**B. – Textes déposés en 1998, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat  
(avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de dépôt).**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 18 décembre 1997)**

**8 janvier 1998.** – Proposition de loi relative au mode d'élection des sénateurs. – **Elections sénatoriales.**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 12 février 1998)**

**19 février 1998.** – Proposition de loi organique tendant à renforcer la limitation du cumul des fonctions exécutives locales et nationales. – **Elections.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'alinéa premier de l'article 23 de la Constitution. – **Elections**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 5 mars 1998)**

**6 mars 1998.** – Proposition de loi tendant à créer un fonds national de prêts d'honneur aux étudiants. – **Enseignement supérieur.**

**9 mars 1998.** – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les agissements et objets du groupement de fait dit « Département Protection Sécurité ». – **Ordre public.**

**17 mars 1998.** – Proposition de loi visant à organiser de grandes campagnes nationales d'information en faveur du don bénévole du sang. – **Santé.**

**19 mars 1998.** – Proposition de loi relative à la qualité d'artisan boulanger. – **Commerce et artisanat.**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 9 avril 1998).**

**10 avril 1998.** – Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

**17 avril 1998.** – Proposition de loi tendant à faciliter et à améliorer l'indemnisation des victimes de violences urbaines. – **Action sociale et solidarité nationale**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 30 juin 1998)**

**1er juillet 1998.** – Proposition de loi tendant à réglementer le paiement en matière de marchés de travaux. – **Marchés publics.**

– Proposition de loi tendant à interdire la concomitance d'élections. – **Elections**

**2 juillet 1998.** – Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la protection des droits de l'homme et la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine - convention sur les droits de l'homme et la biomédecine. – **Traités et conventions**

– Proposition de loi relative à la titularisation des personnels de la mission générale d'insertion de l'éducation nationale. – **Education nationale**

– Proposition de loi relative à l'extinction de la caisse d'amortissement de la dette sociale. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (E-1011). – **Union européenne.**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 8 juillet 1998)**

**9 juillet 1998.** – Proposition de loi tendant à la création d'une dotation jeune entrepreneur. – **Commerce et artisanat.**

**16 juillet 1998.** – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la gestion de la Mutuelle nationale des étudiants de France. – **Mutualité.**

**23 juillet 1998.** – Projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. – **Vente aux enchères.**

**27 juillet 1998.** – Proposition de loi tendant à permettre l'extension du dispositif de surclassement démographique de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 aux communes à vocation touristique non classées. – **Collectivités territoriales.**

**30 juillet 1998.** – Proposition de loi tendant à modifier le code des débits de boissons pour tenir compte des impératifs de l'aménagement rural. – **Boissons et alcools.**

**8 septembre 1998.** – Proposition de loi relative aux apports en industrie. – **Sociétés .**

**16 septembre 1998.** – Proposition de loi tendant à abroger le neuvième alinéa de l'article 47 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Audiovisuel.**

**18 septembre 1998.** – Proposition de loi portant réforme de l'impôt de solidarité sur la fortune. – **Impôt de solidarité sur la fortune.**

**(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal  
de la séance du 22 décembre 1998)**

**23 décembre 1998.** – Proposition de loi tendant à autoriser la vente des boissons alcoolisées lors de certaines compétitions sportives et de manifestations à caractère agricole ou touristique. – **Boissons et alcools.**

**7 janvier 1999.** – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour la prévention, la recherche, la constatation et la répression des infractions douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

**14 janvier 1999.** – Projet de loi sur l'innovation et la recherche. – **Recherche scientifique et technique.**

– Projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. – **Administrations (relations avec le public).**

*Retrait de propositions de lois*

**4 mars 1998.** – Proposition de loi tendant à protéger et valoriser la qualité artisanale (déposée le 27 novembre 1997). – **Commerce et artisanat.**

**8 avril 1998.** – Proposition de loi relative à la taxe professionnelle de La Poste et de France Télécom (déposée le 27 janvier 1998). – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi tendant à alléger les charges sur les bas salaires (déposée le 13 janvier 1998). – **Salaires, traitements et indemnités.**

**28 avril 1998.** – Proposition de loi relative à la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine (déposée le 31 mars 1998). – **Cérémonies et fêtes légales.**



**19 mai 1998.** – Proposition de loi relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales (déposée le 19 juin 1996). – **Collectivités territoriales.**

**26 mai 1998.** – Proposition de loi tendant à actualiser le régime juridique des associations constituées selon le code civil local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (déposée le 20 janvier 1998). – **Associations.**

**17 juin 1998.** – Proposition de loi relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales (déposée le 1er décembre 1997). – **Collectivités territoriales**

### *Textes déposés au cours de la session*

#### **Session parlementaire ordinaire 1997-1998**

**13 janvier 1998.** – Proposition de loi relative à l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de démence sénile et, en particulier, de la maladie d'Alzheimer. – **Santé publique.**

– Proposition de loi tendant à mieux réglementer les pratiques du marchandisage, afin d'éviter certaines pratiques abusives constatées dans le secteur de la grande distribution. – **Commerce et artisanat.**

– Proposition de loi relative aux modalités de participation des collectivités locales au capital des sociétés financières. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi relative aux aides au développement économique des établissements publics de coopération intercommunale. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi tendant à répartir plus équitablement le produit de la taxe professionnelle payée localement par les centrales nucléaires productrices d'énergie et génératrices de déchets à plus ou moins longue durée de radioactivité. – **Impôts et taxes.**

**21 janvier 1998.** – Proposition de loi relative aux pouvoirs de police des maires en matière de messages écrits ou illustrés à caractère violent, pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine. – **Ordre public.**

– Proposition de loi relative à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation. – **Mines et carrières.**

**22 janvier 1998.** – Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages liés à l'exploitation minière. – **Mines et carrières.**

– Proposition de loi visant à réprimer la conduite automobile sous l'empire de produits stupéfiants, de substances psychotropes ou de somnifères. – **Circulation routière.**

– Proposition de loi visant à suspendre le versement des allocations familiales aux parents d'enfants mineurs délinquants. – **Action sociale et solidarité nationale.**

– Proposition de loi visant à exonérer de la taxe d'habitation les chômeurs de longue durée non imposables. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi permettant aux travailleurs handicapés titulaires de la carte d'invalidité à 80 % de bénéficiaire de la retraite à taux plein à partir de cinquante ans. – **Handicapés.**

**27 janvier 1998.** – Proposition de loi visant à favoriser l'emploi des jeunes dans les petites et moyennes entreprises. – **Entreprises (petites et moyennes) (PME).**

– Proposition de loi relative à la conservation des noms de rues qui évoquent la résistance au nazisme. – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

– Proposition de loi relative à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation. – **Mines et carrières.**

– Proposition de loi visant à modifier le troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. – **Fonction publique territoriale.**

**4 février 1998.** – Proposition de loi relative à l'élection des membres français du Parlement européen. – **Elections.**

– Proposition de loi relative à la délégation aux greffiers des attributions dévolues par la loi aux greffiers en chef. – **Justice.**

**5 février 1998.** – Proposition de loi visant à supprimer la répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes. – **Communes.**

– Proposition de loi visant à diminuer le taux de la Contribution sociale généralisée applicable aux indemnités des élus locaux non affiliés au régime général de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi visant à accorder aux collectivités territoriales le remboursement de la TVA sur leurs dépenses de fonctionnement. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi tendant à organiser le remboursement immédiat de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux collectivités territoriales. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi visant à baisser le taux de recouvrement de la surcompensation versée par la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. – **Retraites : fonctionnaires civils et militaires.**

– Proposition de loi tendant à garantir la stabilité du régime électoral des assemblées parlementaires et des assemblées des collectivités territoriales. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à utiliser partiellement les cotisations d'assurance chômage dues par les employeurs au titre de l'article L. 351-3-1 du code du travail pour recruter des personnes visées par l'article L. 351-1 du code du travail. – **Travail.**

**10 février 1998.** – Proposition de loi tendant à étendre la dotation de solidarité rurale aux communes situées dans un parc régional. – **Communes.**

– Proposition de loi visant à étendre à certains agents de la fonction publique de l'Etat la possibilité de se voir attribuer la médaille d'honneur régionale, départementale et communale. – **Fonction publique.**

– Proposition de loi relative à la prime de fin d'année attribuée aux fonctionnaires des collectivités territoriales. – **Fonction publique territoriale.**

– Proposition de loi tendant à créer un minimum contributif pour les retraites agricoles. – **Mutualité sociale agricole (MSA).**

**3 mars 1998.** – Proposition de loi organique tendant à modifier les articles 1er et 2 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature. – **Magistrature.**

– Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 65 de la Constitution. – **Constitution.**

– Proposition de loi relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi. – **Taxis.**

– Proposition de loi pour la défense et la valorisation de la profession d'artisan boulanger-pâtissier. – **Commerce et artisanat.**

**5 mars 1998.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement sur la proposition de règlement (CE) du Conseil instaurant un mécanisme d'intervention de la Commission pour l'élimination de certaines entraves aux échanges (n° E 989). – **Union européenne.**

– Proposition de loi tendant à unifier le délai de prescription de l'action en responsabilité civile des avocats. – **Professions judiciaires et juridiques.**

**31 mars 1998.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement sur EURO 1999 - 25 mars 1998 - Rapport sur l'état de la convergence et recommandation associée en vue du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (Partie 1 : Recommandation - Partie 2 : Rapport) (n° E 1045). – **Union européenne.**

**1<sup>er</sup> avril 1998.** – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement sur EURO 1999 - 25 mars 1998 - Rapport sur l'état de la convergence et recommandation associée en vue du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (Partie 1 : Recommandation. Partie 2 : Rapport). – **Union européenne.**

**7 avril 1998.** – Proposition de loi tendant à limiter la détention provisoire. – **Droit pénal.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement sur EURO 1999 - 25 mars 1998 - Rapport sur l'état de la convergence et recommandation associée en vue du pas-

sage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (Partie 1 : Recommandation - Partie 2 : Rapport) (n° E 1045). – **Union européenne.**

**21 avril 1998.** – Proposition de loi relative au multisalariat en temps partagé. – **Travail.**

**22 avril 1998.** – Proposition de loi tendant à substituer au pacte de stabilité financière entre l'Etat et les collectivités locales un pacte financier de croissance en faveur des collectivités locales pour les années 1999 à 2001. – **Finances locales.**

**23 avril 1998.** – Proposition de loi pour l'interdiction de la fabrication, du stockage, de la commercialisation et de l'utilisation des mines antipersonnel. – **Armement.**

**28 avril 1998.** – Proposition de loi relative à la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine. – **Cérémonies et fêtes légales.**

**12 mai 1998.** – Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 en matière de communication audiovisuelle extérieure de la France. – **Audiovisuel.**

**14 mai 1998.** – Proposition de résolution en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil portant ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour l'orge de brasserie relevant du code NC 1003 00 (n° E-1019). – **Union européenne.**

**19 mai 1998.** – Proposition de loi tendant à améliorer la représentation parlementaire au sein de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau. – **Cours d'eau, étangs et lacs.**

– Proposition de loi relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

**20 mai 1998.** – Proposition de résolution tendant à modifier l'article 24, alinéa 3, du règlement du Sénat. – **Parlement.**

**26 mai 1998.** – Projet de loi organique relatif au régime communal applicable dans le territoire de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

– Projet de loi relatif au régime communal applicable dans le territoire de la Polynésie française. – **Polynésie française.**

**27 mai 1998.** – Proposition de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des sénateurs. – **Elections sénatoriales.**

– Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements et à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs. – **Elections sénatoriales.**

– Proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 6, annexé à l'article L. 279 du code électoral fixant le nombre de sénateurs représentant les départements, ainsi que le tableau n° 5 annexé à l'article L.O. 276 du code électoral relatif à la répartition des sièges de sénateurs entre les séries. – **Elections sénatoriales.**

**2 juin 1998.** – Proposition de loi visant à généraliser l'interdiction des candidatures multiples aux élections. – **Elections.**

– Proposition de loi fixant le régime des armes et munitions. – **Armes et munitions.**

– Proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915. – **Droits de l'homme.**

**3 juin 1998.** – Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'exercice de certains mandats électoraux par les fonctionnaires. – **Fonctionnaires et agents publics.**

– Proposition de loi tendant à rendre inéligible de façon définitive tout élu ayant manqué à son devoir de probité. – **Elections.**

**4 juin 1998.** – Proposition de loi portant modification de l'article 38 de la loi civile du 1er juin 1924, pour permettre l'inscription au Livre foncier des servitudes administratives instituées dans le cadre des périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine. – **Santé.**

**9 juin 1998.** – Projet de loi portant création d'une commission nationale de déontologie de la sécurité. – **Aménagement du territoire.**

– Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux élections municipales, cantonales et législatives. – **Elections.**

– Proposition de loi pour l'extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale. – **Police.**

**11 juin 1998.** – Projet de loi portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale. – **Justice.**

– Proposition de loi tendant à assurer un service minimum en cas de grève dans les services et entreprises publics. – **Service public.**

– Proposition de loi tendant à interdire les candidatures multiples aux élections cantonales. – **Elections cantonales.**

– Proposition de loi relative à l'élection des députés et à l'élection des conseillers généraux. – **Elections.**

– Proposition de loi relative au contrôle de constitutionnalité des projets d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne. – **Constitution.**

**12 juin 1998.** – Proposition de loi organique tendant à abaisser l'âge d'éligibilité des sénateurs. – **Elections sénatoriales.**

**18 juin 1998.** – Proposition de loi visant à conférer une plus forte reconnaissance au vote blanc. – **Elections.**

**23 juin 1998.** – Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux nouvelles technologies de l'information. – **Audiovisuel.**

– Projet de loi relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile. – **Transports aériens.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition d'acte communautaire relative à la réforme des fonds structurels (n° E-1061). – **Union européenne.**

– Proposition de loi créant un ordre national des infirmières et des infirmiers. – **Professions paramédicales.**

**30 juin 1998.** – Proposition de loi portant création d'un fonds de garantie destiné à l'indemnisation des Français établis hors de France victimes d'événements politiques graves dans leur pays de résidence. – **Français de l'étranger.**

– Proposition de loi relative à la sécurité des piscines. – **Equipements sportifs.**

#### Session extraordinaire de 1997-1998

**8 juillet 1998.** – Proposition de loi constitutionnelle relative au Conseil économique et social. – **Conseil économique et social.**

– Proposition de loi organique relative au Conseil économique et social. – **Conseil économique et sociale.**

– Proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité des candidats aux élections cantonales et aux déclarations de candidatures au deuxième tour des élections cantonales et législatives. – **Elections.**

– Proposition de loi visant à supprimer les triangulaires lors des élections cantonales et législatives. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à corriger les effets de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée par la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, qui alourdit les charges de certaines collectivités en cas de suppression de poste consécutive à une décision de l'Etat. – **Collectivités territoriales.**

#### Textes déposés au cours de la session parlementaire ordinaire 1998-1999

**7 octobre 1998.** – Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature. – **Justice.**

**8 octobre 1998.** – Projet de loi portant création de l'autorité de contrôle technique de l'environnement sonore aéroportuaire. – **Environnement.**

**14 octobre 1998.** – Projet de loi d'orientation agricole. – **Agriculture.**

– Proposition de loi tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage. – **Droits de l'homme.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. – **Traités et conventions.**

**20 octobre 1998.** – Proposition de loi visant à réformer le mode d'attribution de la dotation particulière élu local. – **Impôts et taxes.**

**27 octobre 1998.** – Proposition de loi constitutionnelle relative à l'incompatibilité des fonctions de membre du gouvernement avec l'exercice de toute fonction élective locale et l'exercice par délégation de ces fonctions. – **Elections.**

– Proposition de loi portant création d'une délégation aux droits des femmes au Parlement. – **Parlement.**

**4 novembre 1998.** – Proposition de loi tendant à rendre possible l'application de l'article 313-5 du code pénal aux actions de filouterie commises envers l'hôtellerie de plein air. – **Crimes, délits et contraventions.**

**12 novembre 1998.** – Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagements du titre Ier de la convention du voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947. – **Traités et conventions.**

**19 novembre 1998.** – Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud. – **Traités et conventions.**

**20 novembre 1998.** – Proposition de loi instituant un Médiateur des enfants. – **Enfance (protection).**

– Proposition de loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants. – **Enfance (protection).**

– Proposition de loi visant à renforcer les moyens d'expulsion du préfet et du maire, en cas d'occupation illégale de locaux industriels, commerciaux ou professionnels par les gens du voyage. – **Ordre public.**

– Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements à caractère sectaire qui constituent, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'Etat. – **Ordre public.**

**23 novembre 1998.** – Proposition de loi visant à inciter au respect des droits de l'enfant dans le monde, notamment lors de l'achat des fournitures scolaires. – **Enfance (protection).**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord la durée du temps passé au-delà de la durée légale du service militaire entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962. – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

**24 novembre 1998.** – Proposition de loi relative aux ventes hors taxes. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi relative à la représentation des professions libérales au Conseil économique et social. – **Conseil économique et social.**

**9 décembre 1998.** – Proposition de loi relative au pacte civil de solidarité. – **Droit civil.**

**10 décembre 1998.** – Proposition de loi tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans. – **Travail.**

**14 décembre 1998.** – Proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires pour créer une délégation parlementaire aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. – **Parlement.**

– Proposition de loi assurant la parité des femmes et des hommes dans la vie publique. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à assurer la présence d'une infirmière ou d'un infirmier dans chaque groupe scolaire. – **Etablissements scolaires.**

**16 décembre 1998.** – Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes. – **Femmes.**

– Proposition de loi relative à l'organisation d'une police intercommunale. – **Police municipale.**

**17 décembre 1998.** – Projet de loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance. – **Banques et établissements financiers.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (ensemble sept appendices). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. – **Traités et conventions.**

**18 décembre 1998.** – Projet de loi autorisant l'approbation de la Charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération ». – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

**22 décembre 1998.** – Projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie. – **Territoires d'outre-mer (TOM)**

## XVII. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

- 1 – Décision n° 98-396 DC du 19 février 1998 (*JO Lois et décrets* du 26 février 1998) qui déclare, sous les réserves énoncées dans la décision, les dispositions de la **loi organique portant recrutement de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire** conformes à la Constitution – Saisine du Premier ministre, le 27 janvier 1998, conformément aux dispositions des articles 46 et 61 de la Constitution.
- 2 – Décision n° 98-397 DC du 6 mars 1998 (*JO Lois et décrets* du 8 mars 1998) qui déclare le II de l'article I<sup>er</sup> et l'article 3 de la **loi relative au fonctionnement des conseils régionaux** non contraires à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs le 3 mars 1998.
- 3 – Décision n° 98-398 DC du 3 avril 1998 (*JO Lois et décrets* du 5 avril 1998) qui déclare la **résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale**, conforme à la Constitution – Saisine du président de l'Assemblée nationale le 26 mars 1998, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.
- 4 – Décision n° 98-399 DC du 5 mai 1998 (*JO Lois et décrets* du 12 mai 1998) qui déclare l'article 13 de la **loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile contraire à la Constitution** – Lettre de saisine de députés le 9 avril 1998.
- 5 – Décision n° 98-400 DC du 20 mai 1998 (*JO Lois et décrets* du 26 mai 1998) qui déclare la **loi organique déterminant les**

conditions d'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994 conforme à la Constitution – Saisine du Premier ministre, le 23 avril 1998, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

- 6 – Décision n° 98-401 DC du 10 juin 1998 (*JO* Lois et décrets du 14 juin 1998) qui déclare conformes à la Constitution les articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 13 de la loi d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail – Lettre de saisine de députés le 20 mai 1998.
- 7 – Décision n° 98-402 DC du 25 juin 1998 (*JO* Lois et décrets du 3 juillet 1998) qui déclare les articles 61, 69, 72 et 114 de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés le 4 juin 1998 et de sénateurs le 5 juin 1998.
- 8 – Décision n° 98-403 DC du 29 juillet 1998 (*JO* Lois et décrets du 31 juillet 1998) qui déclare contraires à la Constitution les articles 17, 29, 107, 109, 110, 119 et 159 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions – Lettres de saisine de députés les 9, 10, 15, 16, 17 et 21 juillet 1998.
- 9 – Décision n° 98-404 DC du 18 décembre 1998 (*JO* Lois et décrets du 27 décembre 1998) qui déclare contraires à la Constitution les articles 10, 26, 27, le I de l'article 28, l'article 32 et le second alinéa de l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 – Lettres de saisine de députés et de sénateurs le 4 décembre 1998.
- 10 – Décision n° 98-405 DC du 29 décembre 1998 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1998) qui déclare en ce qui concerne la loi de finances pour 1999 : le 2° du I de l'article 2, les articles 7, 13, 18, 19, 23, 24, 29, 38, 41, 44, 51, 52, 64, 77 et 136, ainsi que l'article 107 sous les réserves indiquées dans la décision, conformes à la Constitution, et les articles 15 et 99 contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés et de sénateurs du 18 décembre 1998.
- 11 – Décision n° 98-406 DC du 29 décembre 1998 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1998) qui déclare conformes à la Constitution les articles 2, 3, 4 et 12 de la loi de finances rectificative pour 1998 – Lettre de saisine de sénateurs le 23 décembre 1998.

12 – Décision n° 98-407 DC du 14 janvier 1999 (*JO* Lois et décrets du 20 janvier 1999) qui déclare le troisième alinéa de l'article 4, les articles 17 et 24 de la loi relative au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés et sénateurs le 24 décembre 1998.

## XVIII. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 bis du règlement)

N° 70-145 du 27 avril 1998 – Pétition des magistrats du siège et du parquet du tribunal de grande instance de Saintes sur les projets de réforme de la justice présentés par Mme le garde des Sceaux, ministre de la justice (feuilleton n° 85 du 20 mai 1998).

N° 70-146 du 5 mai 1998 – Pétition des magistrats du siège et du parquet du tribunal de grande instance de Quimper sur les projets de réforme de la justice, présentés par Mme le garde des Sceaux, ministre de la justice (feuilleton n° 85 du 20 mai 1998).

N° 70-147 du 5 mai 1998 – Pétition des magistrats du siège et du parquet du tribunal de grande instance de Morlaix sur les projets de réforme de la justice présentés par Mme le garde des Sceaux, ministre de la justice (feuilleton n° 85 du 20 mai 1998).

N° 70-148 du 5 mai 1998 – Pétition des magistrats du siège et du parquet du tribunal de grande instance d'Albertville sur les projets de réforme de la justice présentés par Mme le garde des Sceaux, ministre de la justice (feuilleton n° 85 du 20 mai 1998).

N° 70-149 du 5 mai 1998 – Pétition des magistrats du siège et du parquet du tribunal de grande instance de Carpentras sur les projets de réforme de la justice présentés par Mme la garde des Sceaux, ministre de la justice (feuilleton n° 89 du 2 juin 1998).

N° 70-150 du 9 octobre 1998 – M. Jo Papazian et autres pétitionnaires, en date du 9 octobre 1998, demandent l'inscription à l'ordre du jour du Sénat du texte reconnaissant le génocide du peuple arménien voté à l'Assemblée nationale (feuilleton n° 4 du 14 octobre 1998).

N° 70-151 du 30 novembre 1998 – M. Mehmet Goker, Président de l'Union des Associations turques de France et autres pétitionnaires demandent que la proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien ne soit pas inscrite à l'ordre du jour du Sénat (feuilleton n° 39 du 14 décembre 1998).

## XIX. – TABLEAUX DE CONCORDANCE

**A. – De la date des séances avec la date de la publication,  
la pagination, les numéros des JO Débats et des microfiches.  
(Compte rendu)**

**ANNÉE 1998**

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
13 janvier.....	14 janvier.....	1 à 70	1	16 juin.....	17 juin.....	3203 à 3298	54
14 janvier.....	15 janvier.....	71 à 150	2	17 juin.....	18 juin.....	3299 à 3340	55
15 janvier.....	16 janvier.....	151 à 228	3	18 juin.....	19 juin.....	3341 à 3386	56
20 janvier.....	21 janvier.....	229 à 300	4	23 juin.....	24 juin.....	3387 à 3454	57
21 janvier.....	22 janvier.....	301 à 344	5	24 juin.....	25 juin.....	3455 à 3478	58
22 janvier.....	23 janvier.....	345 à 418	6	25 juin.....	26 juin.....	3479 à 3548	59
27 janvier.....	28 janvier.....	419 à 456	7	29 juin.....	30 juin.....	3549 à 3626	60
28 janvier.....	29 janvier.....	457 à 502	8	30 juin.....	1 <sup>er</sup> juillet.....	3627 à 3662	61
29 janvier.....	30 janvier.....	503 à 574	9	8 juillet.....	9 juillet.....	3663 à 3746	62
3 février.....	4 février.....	575 à 622	10	1 <sup>er</sup> octobre.....	2 octobre.....	3747 à 3766	63
4 février.....	5 février.....	623 à 666	11	6 octobre.....	7 octobre.....	3767 à 3782	64
5 février.....	6 février.....	667 à 734	12	7 octobre.....	8 octobre.....	3783 à 3798	65
10 février.....	11 février.....	735 à 782	13	14 octobre.....	15 octobre.....	3799 à 3836	66
11 février.....	12 février.....	783 à 834	14	15 octobre.....	16 octobre.....	3837 à 3854	67
12 février.....	13 février.....	835 à 854	15	20 octobre.....	21 octobre.....	3855 à 3914	68
24 février.....	25 février.....	855 à 928	16	21 octobre.....	22 octobre.....	3915 à 3944	69
25 février.....	26 février.....	929 à 966	17	22 octobre.....	23 octobre.....	3945 à 3964	70
26 février.....	27 février.....	967 à 1058	18	27 octobre.....	28 octobre.....	3965 à 4012	71
3 mars.....	4 mars.....	1059 à 1130	19	28 octobre.....	29 octobre.....	4013 à 4060	72
4 mars.....	5 mars.....	1131 à 1200	20	29 octobre.....	30 octobre.....	4061 à 4132	73
8 mars.....	6 mars.....	1201 à 1234	21	3 novembre.....	4 novembre.....	4133 à 4196	74
24 mars.....	25 mars.....	1235 à 1270	22	4 novembre.....	5 novembre.....	4197 à 4248	75
25 mars.....	26 mars.....	1271 à 1308	23	5 novembre.....	6 novembre.....	4249 à 4274	76
26 mars.....	27 mars.....	1309 à 1328	24	10 novembre.....	11 novembre.....	4275 à 4334	77
31 mars.....	1 <sup>er</sup> avril.....	1329 à 1392	25	12 novembre.....	13 novembre.....	4335 à 4422	78
1 <sup>er</sup> avril.....	2 avril.....	1393 à 1424	26	16 novembre.....	17 novembre.....	4423 à 4504	79
2 avril.....	3 avril.....	1425 à 1500	27	17 novembre.....	18 novembre.....	4505 à 4568	80
7 avril.....	8 avril.....	1501 à 1586	28	18 novembre.....	19 novembre.....	4569 à 4600	81
8 avril.....	9 avril.....	1587 à 1632	29	19 novembre.....	20 novembre.....	4601 à 4680	82
9 avril.....	10 avril.....	1633 à 1678	30	20 novembre.....	21 novembre.....	4681 à 4704	83
21 avril.....	22 avril.....	1679 à 1740	31	23 novembre.....	24 novembre.....	4705 à 4820	84
22 avril.....	23 avril.....	1741 à 1814	32	24 novembre.....	25 novembre.....	4821 à 4920	85
23 avril.....	24 avril.....	1815 à 1898	33	25 novembre.....	26 novembre.....	4921 à 5026	86
28 avril.....	29 avril.....	1899 à 1940	34	26 novembre.....	27 novembre.....	5027 à 5144	87
29 avril.....	30 avril.....	1941 à 2000	35	27 novembre.....	28 novembre.....	5145 à 5250	88
5 mai.....	6 mai.....	2001 à 2040	36	28 novembre.....	29 novembre.....	5251 à 5340	89
6 mai.....	7 mai.....	2041 à 2116	37	30 novembre.....	1 <sup>er</sup> décembre.....	5341 à 5454	90
7 mai.....	8 mai.....	2117 à 2252	38	1 <sup>er</sup> décembre.....	2 décembre.....	5455 à 5534	91
12 mai.....	13 mai.....	2253 à 2273	39	2 décembre.....	3 décembre.....	5535 à 5658	92
13 mai.....	14 mai.....	2275 à 2304	40	3 décembre.....	4 décembre.....	5659 à 5754	93
14 mai.....	15 mai.....	2305 à 2322	41	4 décembre.....	5 décembre.....	5755 à 5830	94
19 mai.....	20 mai.....	2323 à 2412	42	5 décembre.....	6 décembre.....	5831 à 5940	95
20 mai.....	21 mai.....	2413 à 2444	43	6 décembre.....	7 décembre.....	5941 à 5978	96
26 mai.....	27 mai.....	2445 à 2472	44	7 décembre.....	8 décembre.....	5979 à 6096	97
27 mai.....	28 mai.....	2473 à 2566	45	8 décembre.....	9 décembre.....	6097 à 6192	98
28 mai.....	29 mai.....	2567 à 2626	46	9 décembre.....	10 décembre.....	6193 à 6232	99
2 juin.....	3 juin.....	2627 à 2670	47	10 décembre.....	11 décembre.....	6233 à 6310	100
3 juin.....	4 juin.....	2671 à 2720	48	14 décembre.....	15 décembre.....	6311 à 6386	101
4 juin.....	5 juin.....	2721 à 2782	49	15 décembre.....	16 décembre.....	6387 à 6448	102
9 juin.....	10 juin.....	2783 à 2854	50	16 décembre.....	17 décembre.....	6449 à 6520	103
10 juin.....	11 juin.....	2855 à 2936	51	17 décembre.....	18 décembre.....	6521 à 6592	104
11 juin.....	12 juin.....	2937 à 3052	52	18 décembre.....	19 décembre.....	6593 à 6612	105
12 juin.....	13 juin.....	3053 à 3202	53	22 décembre.....	23 décembre.....	6613 à 6705	106

**B. – De la date de la publication avec la pagination,  
les numéros des JO Questions et des microfiches.  
(Questions)**

**ANNÉE 1998**

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
1 <sup>er</sup> janvier .....	1 à 48	1	2 juillet .....	2101 à 2176	27
8 janvier .....	49 à 116	2	9 juillet .....	2177 à 2270	28
15 janvier .....	117 à 176	3	16 juillet .....	2271 à 2334	29
22 janvier .....	177 à 258	4	23 juillet .....	2335 à 2386	30
29 janvier .....	259 à 328	5	30 juillet .....	2387 à 2500	31
5 février .....	329 à 420	6	6 août .....	2501 à 2586	32
12 février .....	421 à 496	7	20 août .....	2587 à 2746	33
19 février .....	497 à 608	8	27 août .....	2747 à 2786	34
26 février .....	609 à 686	9	3 septembre .....	2787 à 2862	35
5 mars .....	687 à 778	10	10 septembre .....	2863 à 2924	36
12 mars .....	779 à 852	11	17 septembre .....	2925 à 3014	37
19 mars .....	853 à 920	12	24 septembre .....	3015 à 3080	38
26 mars .....	921 à 998	13	1 <sup>er</sup> octobre .....	3081 à 3140	39
2 avril .....	999 à 1080	14	8 octobre .....	3141 à 3206	40
9 avril .....	1081 à 1172	15	15 octobre .....	3207 à 3276	41
16 avril .....	1173 à 1278	16	22 octobre .....	3277 à 3382	42
23 avril .....	1279 à 1334	17	29 octobre .....	3383 à 3484	43
30 avril .....	1335 à 1428	18	5 novembre .....	3485 à 3562	44
7 mai .....	1429 à 1490	19	12 novembre .....	3563 à 3662	45
14 mai .....	1491 à 1570	20	19 novembre .....	3663 à 3726	46
21 mai .....	1571 à 1654	21	26 novembre .....	3727 à 3810	47
28 mai .....	1655 à 1724	22	3 décembre .....	3811 à 3890	48
4 juin .....	1725 à 1830	23	10 décembre .....	3891 à 3978	49
11 juin .....	1831 à 1892	24	17 décembre .....	3979 à 4048	50
18 juin .....	1893 à 1976	25	24 décembre .....	4049 à 4142	51
25 juin .....	1977 à 2100	26	31 décembre .....	4143 à 4184	52

**XX. – PETIT DICTIONNAIRE DES SIGLES**

**A**

ACOFA ..... Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole.  
 ACP (pays) ..... Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.  
 ACTA ..... Association de coordination technique agricole.  
 ACTIA ..... Association de coordination technique des industries agricoles et alimentaires.  
 ACTIM ..... Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.  
 ACUCES ..... Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.  
 ADASEA ..... Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.  
 ADEME ..... Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.  
 ADEP ..... Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente.  
 ADI ..... Agence pour le développement de l'informatique.  
 ADRAF ..... Agence de développement rural et d'aménagement foncier.  
 AELE ..... Association européenne de libre échange.  
 AFA ..... Association foncière agricole.  
 AFAT ..... Association française d'action touristique.  
 AFEI ..... Association française pour l'étiquetage d'informations.

AFERNOD ..... Association française pour l'étude et la recherche des nodules polymétalliques.  
 AFME ..... Agence française pour la maîtrise de l'énergie.  
 AFNOR ..... Association française de normalisation.  
 AFP ..... Agence France-Presse.  
 AFPA ..... Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.  
 AGEAM ..... Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.  
 AGIRC ..... Association générale des institutions de retraites des cadres.  
 AIEA ..... Agence internationale de l'énergie atomique.  
 AMEXA ..... Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.  
 AMF ..... Accords multifibres.  
 AMG ..... Assistance médicale gratuite.  
 ANACT ..... Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.  
 ANAES ..... Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé.  
 ANAH ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.  
 ANCE ..... Agence nationale pour la création d'entreprises.  
 ANDA ..... Association nationale pour le développement agricole.

ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale.
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANIL	Association nationale d'information logement.
ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AP	Assistance publique.
APCM	Assemblée permanente des chambres de métiers.
APE	Allocation parentale d'éducation.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
APL	Aide personnalisée au logement.
APRODI	Association pour la promotion et le développement industriel.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs routiers de la région parisienne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
ARIM	Association de restauration immobilière.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.
ARRCO	Association des régimes de retraite complémentaire.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.
ASE	Agence spatiale européenne.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.
ATC	Assistants techniques au commerce.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.

## B

BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BCA	Bureau central d'alerte.
BCC	Banque centrale de compensation.
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale.
BEI	Banque européenne d'investissement.
BEP	Brevet d'études professionnelles.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.
BIT	Bureau international du travail.
BNM	Bureau national de météorologie.
BPA	Brevet professionnel agricole.
BPI	Bibliothèque publique d'information (Centre Pompidou).
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.
BTP	Bâtiment et travaux publics.
BTS	Brevet de technicien supérieur.
BUMIDOM	Bureau des migrations pour les départements d'outre-mer.

## C

CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.
CAPES	Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.
CAT	Centre d'aide par le travail.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
CCI	Centre de création industrielle (Centre Pompidou). Chambre de commerce et d'industrie.
CDC	Caisse des dépôts et consignations.
CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
CDF	Charbonnages de France.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CECOS	Centres d'études et de conservation du sperme.
CEE	Communauté économique européenne.
CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).
CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et des consultants.
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
CEO	Centre d'études d'opinion.
CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CEPME	Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises.
CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
CES	Contrat d'emploi solidarité.
CES	Collège d'enseignement secondaire.
CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
CET	Collège d'enseignement technique.
CFA	Centre de formation d'apprentis.
CFCE	Centre français du commerce extérieur.
CFDT	Confédération française démocratique du travail.
CFE-CGC	Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres.
CFP	Compagnie française des pétroles.
CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
CGCT	Compagnie générale de construction téléphonique.
CGE	Compagnie générale d'électricité.
CGI	Code général des impôts.
CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
CGT	Confédération générale du travail.
CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
CHEAR	Centre des hautes études de l'armement.
CHR	Centre hospitalier régional.
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
CHU	Centre hospitalier universitaire.
CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.





DGA	Délégation générale pour l'armement.
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.
DGCL	Direction générale des collectivités locales.
DGD	Dotations générales de décentralisation.
DGE	Dotations globales d'équipement.
DGF	Dotations globales de fonctionnement.
DGRST	Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques.
DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure.
DGT	Direction générale des télécommunications.
DICCILEC	Direction centrale du contrôle de l'immigration et de lutte contre l'emploi des clandestins.
DIHP	Délégation de l'information historique pour la paix.
DIJA	Dotations d'installation aux jeunes agriculteurs.
DJA	Dotations aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
DMF	Direction des musées de France.
DOM	Département d'outre-mer.
DOT	Défense opérationnelle du territoire.
DSIN	Direction de la sûreté des installations nucléaires.
DST	Direction de la surveillance du territoire.

## E

EARL	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.
ECU	European currency unit. Unité de compte européenne.
EDF	Électricité de France.
EID	Entente interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen.
ENA	École nationale d'administration.
ENIM	Établissement national des invalides de la marine.
ENM	École nationale de la magistrature.
ENS	École normale supérieure.
EPA	Établissements publics à caractère administratif.
EPAD	Établissement public pour l'aménagement de la Défense.
EPIC	Établissements publics industriels et commerciaux.
EPS	Éducation physique et sportive.
ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
EUMETSAT	European Meteorology Satellite. Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
EUREKA	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne.
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
EUTELSAT	European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite.

## F

FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAO	Food and agriculture organisation. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FAR	Force d'action rapide.
FARI	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASS	Fonds d'action sanitaire et sociale.
FATAC	Force aérienne tactique.
FAU	Fonds d'aménagement urbain.
FBCF	Formation brute de capital fixe.
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA.
FDES	Fonds de développement économique et social.
FEC	Fonds d'égalisation des charges.

FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED	Fonds européen de développement.
FEDER	Fonds européen de développement régional.
FEDOM	Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAC	Foire internationale d'art contemporain.
FIAM	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FIC	Fonds d'intervention culturelle.
FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA	Fonds international pour le développement avicole.
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.
FIDIL	Fonds pour l'intervention et le développement des initiatives locales.
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIM	Fonds industriel de modernisation.
FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban.
FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV	Fonds interministériel pour la qualité de la vie.
FIR	Fonds d'investissement routier.
FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation des marchés du sucre.
FLNC	Front de libération nationale de la Corse.
FLNKS	Front de libération nationale kanak socialiste.
FMF	Fédération des médecins de France.
FMI	Fonds monétaire international.
FMO	Force multinationale et d'observateurs.
FNAC	Fédération d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain.
FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL	Fonds national d'aide au logement.
FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.
FNDA	Fonds national de développement agricole.
FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.
FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FNDAT	Fonds national de développement et d'aménagement du territoire.
FNDS	Fonds national pour le développement du sport.
FNE	Fonds national de l'emploi.
FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FNS	Fonds national de solidarité.
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FNULAD	Fonds des Nations unies pour la lutte antidrogue.
FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FOST	Force océanique stratégique.
FPA	Formation professionnelle des adultes.
FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FR2	France 2.
FR3	France 3.
FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FSIR	Fonds spécial d'intervention routière.

## G

GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun.
GANIL	Grand accélérateur national d'ions lourds.
GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
GATT	General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
GDF	Gaz de France.
GEIE	Groupement européen d'intérêt économique.
GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
GERDAT	Groupe d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
GFA	Groupement foncier agricole.
GIAT	Groupement des industries d'armement terrestre.
GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
GIE	Groupement d'intérêt économique.
GIP	Groupement d'intérêt public (recherche et développement technologique).
GIRZOM	Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières.
GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
GREF	Génie rural des eaux et forêts.
GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.

## H

HLM	Habitations à loyer modéré.
-----	-----------------------------

## I

IAD	Indemnité annuelle de départ.
IATA	Association internationale des transports aériens.
IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
ICC	Institut du commerce et de la consommation.
IDES	Institut de développement économique et social.
IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.
IDI	Institut de développement industriel.
IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.
IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.
IDS	Initiative de défense stratégique.
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.
IEP	Institut d'études politiques.
IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
IFP	Institut français du pétrole.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
IGAS	Inspection générale des affaires sociales.
IGN	Institut géographique national.
IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
IHEDN	Institut des hautes études de la défense nationale.
IHESI	Institut des hautes études de sécurité intérieure.
ILM	Immeuble à loyer moyen.
ILN	Immeuble à loyer normal.
INA	Institut national de l'audiovisuel.
INAO	Institut national des appellations d'origine des vins et eaux de vie.
INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.
INC	Institut national de la consommation.
INED	Institut national d'études démographiques.
INEP	Institut national d'éducation populaire.
INMARSAT	International maritime satellite organisation. Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.

INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
INSA	Institut national des sciences appliquées.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium. Organisation internationale de télécommunications par satellite.
IRA	Instituts régionaux d'administration.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
IRCANTEC	Institut de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.
IUT	Institut universitaire de technologie.
IVD	Indemnité viagère de départ.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.

## J

JAM	Juges des affaires matrimoniales.
JAP	Juges de l'application des peines.
JO	Journal officiel.

## L

LBU	Ligne budgétaire unique (DOM).
LEP	Lycées d'enseignement professionnel.
LICRA	Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.
LKS	Mouvement de libération kanak.
LNE	Laboratoire national d'essais.
LTS	Logement très social.

## M

MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.
MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.
MCM	Montants compensatoires monétaires.
MEDEF	Mouvement des entreprises de France (ex. CNPF).
MFR	Maisons familiales rurales.
MIDEM	Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo-musique.
MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
MIN	Marché d'intérêt national (Rungis).
MJC	Maisons des jeunes et de la culture.
MNAM	Musée national d'art moderne (Centre Pompidou).
MSA	Mutualité sociale agricole.
MSF	Médecins sans frontières.

## N

NBC	Protection nucléaire bactériologique, chimique.
-----	---

## O

OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.

OCORA	Office de coopération radiophonique.
ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.
OECE	Organisation européenne de coopération économique.
OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
OFRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
OIT	Organisation internationale du travail.
OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
OMI	Organisation maritime internationale. Office des migrations internationales.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
ONDAM	Objectif national des dépenses d'assurance maladie.
ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
ONF	Office national des forêts.
ONG	Organisations non gouvernementales.
ONI	Office national de l'immigration.
ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ONU	Organisation des Nations unies.
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
OPA	Offres publiques d'achat.
OPAH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
ORGANIC	(Caisse de compensation de l') Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
ORSEC	Organisation des secours.
ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.
ORT	Obligations renouvelables du Trésor.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.
OTASE	Organisation du traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est.
OUA	Organisation de l'unité africaine.

## P

PAC	Politique agricole commune.
PACS	Pacte civil de solidarité.
PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.
PAIO	Permanences d'accueil, d'information et d'orientation.
PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage local et à occupation sociale.
PAP	Prêt d'accession à la propriété. Programme d'action prioritaire.
PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.
PAR	Plans d'aménagement ruraux.

PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.
PEP	Plans d'épargne populaire.
PER	Plans d'exposition aux risques.
PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.
PIG	Projets d'intérêt général.
PIL	Programme d'insertion locale.
PIM	Programmes intégrés méditerranéens.
PLA	Prêt locatif aidé.
PLD	Plafond légal de densité.
PLR	Programmes de logements à loyer réduit.
PMA	Pays moins avancés.
PME	Petites et moyennes entreprises.
PMI	Petites et moyennes industries. Protection maternelle et infantile
PMS	Préparation militaire supérieure.
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information.
PMU	Pari mutuel urbain.
PNB	Produit national brut.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.
POA	Prime d'orientation agricole.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.
POS	Plan d'occupation des sols.
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer.
PPE	Programmes prioritaires d'exécution. Programmes prioritaires d'équipement.
PPI	Plan particulier d'intervention.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.
PRDE	Plan régional de développement économique.
PSR	Programmes sociaux de relogement.
PTE	Postes, télécommunications et espace.
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.
PVD	Pays en voie de développement.

## Q

QHS	Quartiers de haute sécurité.
-----	------------------------------

## R

RATP	Régie autonome des transports parisiens.
RBE	Résultats brut d'exploitation.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.
RDS	Remboursement de la dette sociale.
RER	Réseau express régional.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.
RFI	Radio France internationale.
RFO	Société nationale de radiotélévision française d'outre-mer.
RFP	Régie française de publicité.
RMI	Revenu minimum d'insertion.
RMN	Résonance magnétique nucléaire. Réunion des musées nationaux.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.

## S

SA	Société anonyme.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.
SALT (accords)	Strategic arms limitation treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.
SAMU	Service d'aide médicale urgente.
SARL	Société à responsabilité limitée.
SALTESE	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.
SCA	Sociétés coopératives agricoles. Syndicats communautaires d'aménagement.

SCI ..... Sociétés civiles immobilières.  
 SCIC ..... Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts.  
 SCOP ..... Sociétés coopératives ouvrières de production.  
 SCPI ..... Société civile de placement immobilier.  
 SCPRI ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.  
 SDAU ..... Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.  
 SDDS ..... Schéma directeur départemental des structures.  
 SDECE ..... Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.  
 SDF ..... Sans domicile fixe.  
 SDIS ..... Service départemental d'incendie et de secours.  
 SDR ..... Société de développement régional.  
 SEATER ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.  
 SEATM ..... Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.  
 SEFA ..... Société d'épargne foncière agricole.  
 SEFRANE ..... Service pour l'emploi des Français à l'étranger.  
 SEITA ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.  
 SEPT ..... Société européenne de programmes de télévision.  
 SESAME ..... Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.  
 SFP ..... Société française de production et création audiovisuelle.  
 SFR ..... Société de financement régional.  
 SGDN ..... Secrétariat général de la défense nationale.  
 SICA ..... Société d'intérêt collectif agricole.  
 SICAV ..... Société d'investissement à capital variable.  
 SICOMI ..... Société immobilière pour le commerce et l'industrie.  
 SIDA ..... Syndrome immunodéficitaire acquis.  
 SIDO ..... Société interprofessionnelle des oléagineux.  
 SIFE ..... Stage d'insertion et de formation à l'emploi.  
 SIRPA ..... Service d'information et de relations publiques des armées.  
 SIVOM ..... Syndicat intercommunal à vocations multiples.  
 SIVP ..... Stage d'initiation à la vie professionnelle.  
 SMA ..... Service militaire adapté.  
 SME ..... Système monétaire européen.  
 SMI ..... Surface minimum d'installation (agriculture).  
 SMI ..... Système monétaire international.  
 SMIC ..... Salaire minimum interprofessionnel de croissance.  
 SMUR ..... Service médical d'urgence et de réanimation.  
 SMVM ..... Schéma de mise en valeur de la mer.  
 SNCF ..... Société nationale des chemins de fer français.  
 SNCM ..... Société nationale maritime Corse-Méditerranée.  
 SNECMA ..... Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation.  
 SNEP ..... Société nationale des entreprises de presse.  
 SNI ..... Syndicat national des instituteurs.  
 SNIAS ..... Société nationale industrielle aérospatiale.  
 SNLE ..... Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.  
 SNPA ..... Société nationale des pétroles d'Aquitaine.  
 SNSM ..... Société nationale de sauvetage en mer.  
 SOFARIS ..... Société française pour l'assurance du capital risque des PME.  
 SOFERGIE ..... Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.  
 SOFICA ..... Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.  
 SOFINOVA ..... Société financière d'innovation.  
 SOFIRAD ..... Société financière de radiodiffusion.  
 SOFIREM ..... Société financière pour l'industrialisation des régions minières.  
 SOFRATEV ..... Société française d'études et de réalisations d'équipement de radiodiffusion et de télévision.  
 SOMIVAC ..... Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.  
 SONACOTRA ..... Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.  
 SOPEXA ..... Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.

SOREFI ..... Sociétés régionales de financement.  
 SPA ..... Société protectrice des animaux.  
 SS ..... Sécurité sociale.  
 STAR ..... Système téléphonique d'alerte aux risques.  
 STO ..... Service du travail obligatoire.

## T

TAAF ..... Terres australes et antarctiques françaises.  
 TDF ..... Télédiffusion de France.  
 TEF ..... Techniciens d'études et de fabrication.  
 TFI ..... Télévision française 1.  
 TGI ..... Tribunaux de grande instance.  
 TGV ..... Train à grande vitesse.  
 TIG ..... Travaux d'intérêt général.  
 TIPP ..... Taxe intérieure sur les produits pétroliers.  
 TLE ..... Taxe locale d'équipement.  
 TOM ..... Territoire d'Outre-mer.  
 TPFA ..... Tribunaux permanents des forces armées.  
 TPG ..... Trésoriers-payeurs généraux.  
 TPS ..... Taxe sur les prestations de services.  
 TRACFIN ..... Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins.  
 TUC ..... Travaux d'utilité collective.  
 TVA ..... Taxe sur la valeur ajoutée.  
 TVHD ..... Télévision haute définition.

## U

UCANSS ..... Union des caisses nationales de sécurité sociale.  
 UEO ..... Union de l'Europe occidentale.  
 UER ..... Unité d'enseignement et de recherche.  
 UFAC ..... Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.  
 UGAP ..... Union des groupements d'achats publics.  
 UGB ..... Unité de gros bétail.  
 UGC ..... Union générale cinématographique.  
 ULM ..... Ultra-légers motorisés.  
 UNAF ..... Union nationale des associations familiales.  
 UNEDIC ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.  
 UNESCO ..... Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.  
 UNIL ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.  
 UNSS ..... Union nationale du sport scolaire.  
 URSSAF ..... Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.  
 UTA ..... Union des transports aériens.  
 UTN ..... Unité touristique nouvelle.

## V

VRP ..... Voyageurs, représentants, placiers.  
 VRTS ..... Versement représentatif de la taxe sur les salaires.  
 VSNA ..... Volontaires du service national actif.

## Z

ZAC ..... Zone d'aménagement concerté.  
 ZAD ..... Zone d'aménagement différé.  
 ZAN ..... Zones d'agglomération nouvelle.  
 ZEE ..... Zone économique exclusive.  
 ZEP ..... Zone d'éducation prioritaire.  
 ZEP ..... Zone d'environnement protégé.  
 ZIF ..... Zone d'intervention foncière.  
 ZUP ..... Zone à urbaniser en priorité.

**DEUXIÈME PARTIE**  
**TABLE THÉMATIQUE**

---

**ANNÉE 1998**

## TABLE THEMATIQUE

Accidents de la route .....	1	Boulangerie .....	9
Accidents du travail et maladies professionnelles .....	1	Bourses et marchés financiers .....	9
Accord de Schengen .....	1	Brésil .....	9
Action sociale .....	1	Budget de l'Etat .....	9
Administration (relations avec le public) .....	1	Budgets annexes .....	9
Administration territoriale .....	1	Bulgarie .....	9
Affaires étrangères .....	1	Bureau du Sénat .....	9
Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP) .....	1	Burkina Faso .....	9
Agriculture .....	1	Caisse des dépôts et consignations (CDC) .....	10
Aide au développement .....	1	Canada .....	10
Aide judiciaire .....	1	Caoutchouc (industrie) .....	10
Aides à domicile .....	1	Certificats d'hébergement .....	10
Aides au logement .....	1	Chasse .....	10
Albanie .....	1	Chili .....	10
Alcoolisme .....	1	Chômage .....	10
Algérie .....	1	Code civil .....	10
Allemagne .....	1	Code de la consommation .....	10
Alliance atlantique .....	1	Code de la construction et de l'habitation .....	10
Allocations d'insertion et de solidarité spécifique .....	1	Code de la famille et de l'aide sociale .....	10
Allocations familiales .....	1	Code de la propriété intellectuelle .....	10
Allocutions et communications .....	1	Code de la route .....	10
Alsace-Moselle .....	2	Code de la santé publique .....	10
Aménagement du territoire .....	2	Code de la sécurité sociale .....	10
Anciens combattants et victimes de guerre .....	2	Code de l'organisation judiciaire .....	10
Animaux .....	2	Code de procédure pénale .....	10
Apprentissage .....	5	Code des débits de boissons .....	11
Arménie .....	6	Code du travail .....	11
Armes .....	6	Code électoral .....	11
Armes chimiques .....	6	Code général des collectivités territoriales .....	11
Assemblée nationale .....	6	Code général des impôts .....	11
Associations .....	6	Code minier .....	11
Assurance maladie maternité .....	6	Code pénal .....	11
Assurance vieillesse .....	6	Code rural .....	11
Assurances .....	6	Collectivités territoriales .....	12
Automobiles .....	6	Commerce et artisanat .....	13
Aviation civile .....	6	Commerce extérieur .....	13
Avocats .....	6	Commerce international .....	13
Azerbaïdjan .....	7	Commissions parlementaires .....	13
Banque de France .....	8	Communauté européenne .....	13
Banques et établissements financiers .....	8	Communautés urbaines .....	13
Baux .....	8	Communication audiovisuelle .....	13
		Communications du Gouvernement .....	13

## DEBATS DU SENAT

Comptabilité.....	14	Education nationale.....	25
Comptes bancaires.....	14	Elections et référendums.....	25
Congrès du Parlement.....	14	Eloges funèbres.....	29
Conseil constitutionnel.....	14	Elus locaux.....	30
Conseil d'Etat.....	14	Emploi.....	30
Conseil de l'Europe.....	14	Emploi des jeunes.....	30
Conseil économique et social.....	14	Emprunts russes.....	30
Conseil supérieur de la magistrature (CSM).....	14	Energie nucléaire.....	30
Conseils généraux.....	14	Enfance (protection).....	30
Conseils municipaux.....	14	Enfants.....	30
Conseils régionaux.....	14	Enseignants.....	30
Constitution.....	15	Enseignement.....	30
Construction.....	15	Enseignement agricole.....	31
Contribution sociale de solidarité.....	15	Enseignement primaire.....	31
Coopération.....	15	Enseignement secondaire.....	31
Coopération judiciaire.....	15	Enseignement supérieur.....	31
Corse.....	15	Enseignement technique et professionnel.....	31
Cotisations sociales.....	15	Entreprises (charges).....	31
Coupe du monde de football.....	15	Entreprises (création).....	31
Cour des comptes.....	15	Entreprises (fiscalité).....	31
Cour européenne des droits de l'homme.....	15	Entreprises (petites et moyennes) (PME).....	31
Créances.....	15	Environnement.....	31
Crimes, délits et contraventions.....	16	Espagne.....	31
Cuba.....	16	Etablissements sociaux et médico-sociaux.....	32
Culture.....	16	Ethique et déontologie médicales.....	32
Décentralisation.....	18	Etrangers.....	32
Déchets.....	18	Examens et concours.....	32
Déclarations du Gouvernement.....	18	Famille.....	33
Défense.....	18	Fédérations sportives.....	33
Délinquance.....	19	Finances publiques.....	33
Démographie.....	19	Finlande.....	33
Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM).....	19	Fiscalité.....	33
Détention provisoire.....	21	Fiscalité locale.....	33
Discussion commune (procédure parlementaire).....	21	Fonction publique.....	33
Divorce.....	21	Fonction publique territoriale.....	33
Dopage.....	21	Fonctionnaires et agents publics.....	33
Douanes.....	22	Formation professionnelle.....	33
Droit civil.....	22	Francophonie.....	33
Droit d'asile.....	22	Fraude et évasion fiscales.....	33
Droit pénal.....	22	Géorgie.....	34
Eau et assainissement.....	25	Grande-Bretagne.....	34
Economie et finances.....	25	Guyane.....	34

TABLE THEMATIQUE

Habitat insalubre.....	35	Médiateur de la République.....	63
Habitations à loyer modéré (HLM).....	35	Mer.....	63
Handicapés.....	35	Mexique.....	63
Haute Cour de justice.....	35	Mineurs (d'âge).....	63
Hong Kong.....	35	Ministères et secrétariats d'Etat.....	63
Hongrie.....	35	Moldavie.....	63
Hôpitaux.....	35	Mongolie.....	63
Hôpitaux psychiatriques.....	35	Monnaie unique.....	63
Impôts et taxes.....	36	Motions (procédure parlementaire).....	63
Inde.....	36	Mutualité sociale agricole.....	63
Insertion sociale.....	36	Namibie.....	65
Installations nucléaires.....	36	Nationalité.....	65
Institut d'études politiques de Paris.....	36	Norvège.....	68
Instituteurs et professeurs des écoles.....	36	Nouvelle-Calédonie.....	68
Instruction (procédure pénale).....	36	Nouvelle-Zélande.....	68
Irak.....	36	Oiseaux migrateurs.....	69
Irlande.....	36	Ordonnances.....	69
Irrecevabilité (procédure parlementaire).....	36	Ordre de la Libération.....	69
Islande.....	36	Ordre du jour du Sénat.....	69
Israël.....	36	Ordre public.....	69
Jeunesse et sports.....	37	Ouzbékistan.....	69
Jeux et paris.....	37	Pakistan.....	70
Journalisme.....	37	Paris.....	70
Journaux officiels.....	37	Parlement européen.....	70
Justice.....	37	Participation des salariés.....	70
Langue française.....	40	Patrimoine.....	70
Légion d'honneur.....	40	Patrimoine naturel.....	70
Lettonie.....	40	Pêche maritime et produits de la mer.....	70
Liban.....	40	Permis de conduire.....	70
Logement.....	40	Plan.....	70
Lois de finances.....	41	Police.....	70
Lois de finances rectificatives.....	59	Politique économique et sociale.....	71
Lois de programmation militaire.....	61	Politique monétaire et financière.....	87
Lois de règlement.....	61	Pollutions et nuisances.....	87
Lycées.....	62	Pologne.....	87
Macédoine.....	63	Presse.....	87
Magistrats.....	63	Prestation compensatoire (divorce).....	87
Marins-pêcheurs.....	63	Prestations familiales.....	87
Maroc.....	63	Prestations sociales agricoles.....	87
Mayotte.....	63	Prix.....	87
Médecine et pharmacie vétérinaires.....	63	Procédure pénale.....	87
Médecine sportive.....	63	Produits agricoles et alimentaires.....	89



DEBATS DU SENAT

Produits chimiques et parachimiques .....	89	Stupéfiants (trafic) .....	110
Produits défectueux .....	89	Suède.....	110
Propriété intellectuelle.....	90	Suisse .....	110
Publicité.....	90	Taxe professionnelle.....	111
Qatar .....	91	Télécommunications.....	111
Question préalable (procédure parlementaire) .....	91	Télévision (chaînes).....	111
Rappels au règlement .....	92	Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) .....	111
Rapports au Parlement.....	92	Terrorisme.....	111
Rapports d'information.....	92	Togo.....	111
Rapports du Gouvernement.....	94	Tourisme et loisir .....	111
Recherche scientifique et technique .....	95	Toxicomanie .....	111
Redevance de radiodiffusion télévision.....	95	Traité d'Amsterdam.....	111
Régions.....	95	Traités et conventions .....	111
République tchèque .....	95	Transports .....	125
Réseau routier et autoroutier .....	95	Transports aériens .....	125
Responsabilité civile.....	95	Transports routiers .....	126
Retraites.....	96	Travail.....	127
Revenu minimum d'insertion (RMI) .....	97	Travailleurs sociaux .....	128
Risques naturels.....	97	Tunisie .....	128
Russie .....	98	Ukraine .....	129
Saint-Pierre-et-Miquelon.....	99	Union européenne.....	129
Saisies.....	99	Université française du Pacifique .....	129
Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)99		Urbanisme.....	129
Salaires, traitements et indemnités .....	99	Validation législative .....	130
Santé.....	99	Vignette automobile.....	130
Sapeurs pompiers .....	101	Villes.....	130
Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) .....	101		
Sectes.....	101		
Secteur public.....	101		
Sécurité.....	101		
Sécurité civile.....	101		
Sécurité publique.....	102		
Sécurité routière .....	102		
Sécurité sociale.....	103		
Sénat.....	107		
Service national .....	107		
Services du Premier ministre.....	107		
Sessions parlementaires extraordinaires.....	107		
Sessions parlementaires ordinaires.....	107		
Spectacles .....	107		
Sports.....	107		
Structures agricoles .....	109		

# A

## Accidents de la route

Voir *Sécurité routière*, 1

## Accidents du travail et maladies professionnelles

Voir *Sécurité sociale*, 2 Section 4

## Accord de Schengen

Voir *Traités et conventions*, 37; 38; 39; 40

## Action sociale

Voir *Lois de finances*  
*Rapports du Gouvernement*

## Administration (relations avec le public)

Voir *Politique économique et sociale*, 2 TITRE Ier

## Administration territoriale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5

## Affaires étrangères

Voir *Lois de finances*  
*Ministères et secrétariats d'Etat*, 1

## Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays ACP)

Voir *Traités et conventions*, 1; 2; 3

## Agriculture

Voir *Lois de finances*

## Aide au développement

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1 Art. 25

## Aide judiciaire

Voir *Justice*, 3

## Aides à domicile

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Après l'art. 1er

## Aides au logement

Voir *Politique économique et sociale*, 3

## Albanie

Voir *Traités et conventions*, 4

## Alcoolisme

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 2  
*Politique économique et sociale*, 2 Art. 49

## Algérie

Voir *Traités et conventions*, 31

## Allemagne

Voir *Traités et conventions*, 46

## Alliance atlantique

Voir *Traités et conventions*, 17; 18; 19

## Allocations d'insertion et de solidarité spécifique

Voir *Rapports au Parlement*

## Allocations familiales

Voir *Lois de finances*

## Allocutions et communications

**Communication du rejet par l'Assemblée nationale de la motion adoptée par le Sénat tendant à proposer au Président de la République de soumettre à référendum le projet de loi sur la nationalité (13 janvier 1998) (p. 4) - M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.**

**Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Burkina Faso (15 janvier 1998) (p. 180) - M. René Monory, président du Sénat.**

**Hommage à trois policiers morts en service (28 janvier 1998) (p. 460) - MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur ; Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.**

**Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat chilien (4 février 1998) (p. 626) - M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance**

**Hommage à Claude Erignac, préfet de Corse (10 février 1998) (p. 737) - M. René Monory, président du Sénat.**

**Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Mongolie (4 mars 1998 (p. 1134) - M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance.**

**Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Maroc (26 mars 1998) (p. 1311) - M. René Monory, président du Sénat.**

**Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires néo-zélandais** (21 avril 1998) (p. 1724) - *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Hommage solennel à Victor Schoelcher** (28 avril 1998) (p. 1921, 1936) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jacques Habert, Gérard Larcher, président du parrainage de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, Mmes Hélène Luc, Lucette Michaux-Chevry, MM. René Monory, président du Sénat, Philippe Nachbar, Georges Othily, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

**Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires irakiens** (6 mai 1998) (p. 2062) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Russie** (13 mai 1998) (p. 2279) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs espagnols** (2 juin 1998) (p. 2654) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Convocation du Parlement en session extraordinaire** (25 juin 1998) (p. 3481) - *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Allocution de M. René Monory, président du Sénat** (25 juin 1998) (p. 3509, 3511) - *MM. René Monory, président du Sénat ; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

**Fixation de l'ordre du jour de la session extraordinaire** (25 juin 1998) (p. 3514) - *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Clôture de la session ordinaire** (30 juin 1998) (p. 3653) - *M. René Monory, président du Sénat.*

**Ouverture de la session extraordinaire** (8 juillet 1998) (p. 3668) - *M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Ajournement du Sénat** (8 juillet 1998) (p. 3745) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Ouverture de la session ordinaire de 1998-1999** (1er octobre 1998) (p. 3749) - *M. Kléber Malécot, doyen d'âge, président de séance.*

**Allocution du président d'âge, M. Kléber Malécot, doyen du Sénat** (1er octobre 1998) (p. 3750, 3751).

**Allocution de M. Christian Poncelet, à la suite de son élection en tant que président du Sénat** (1er octobre 1998) (p. 3753).

**Communication de M. le président de l'Assemblée nationale** : nouvelle composition du bureau de l'Assemblée nationale (6 octobre 1998) (p. 3772) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

**Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat** (7 octobre 1998) (p. 3785, 3787).

**Communication du Gouvernement** : plan d'action pour l'avenir des lycées présenté par M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (21 octobre 1998) (p. 3917, 3924) : *MM. Claude Allègre, ministre; Jean Arthuis, James Bordas, Guy Cabanel, Mme Hélène Luc, MM. Christian Poncelet, président du Sénat; Franck Sérusclat, Jacques Valade.*

**Communication de M. le président de l'Assemblée nationale** : nouvelle composition du bureau de l'Assemblée nationale (29 octobre 1998) (p. 4127) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires bulgares** (18 novembre 1998) (p. 4593) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

**Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires pakistanais** (23 novembre 1998) (p. 4736, 4737) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires israéliens** (25 novembre 1998) (p. 4946) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Souhaits de bienvenue à M. le président du parlement letton** (2 décembre 1998) (p. 5566) - *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance.*

**Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat** (22 décembre 1998) (p. 6694) : vœux pour 1999.

## Alsace-Moselle

Voir *Police, 1*  
*Sécurité sociale, 1*

## Aménagement du territoire

Voir *Déclarations du Gouvernement, 5*  
*Lois de finances*

## Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Lois de finances*

**1. - Proposition de loi tendant à accorder la retraite anticipée pour les anciens combattants chômeurs en fin de droit, justifiant de quarante années de cotisations diminuées du temps passé en Afrique du Nord, PRESENTÉE AU SENAT** par MM. Robert PAGES et Guy FISCHER, sénateurs (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 9 avril 1998 - 10 avril 1998) [n° 390 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Guy FISCHER (24 juin 1998) [n° 521 (97-98)] - Discussion (29 juin 1998) - Texte irrecevable (29 juin 1998).

### Discussion (première lecture)

(29 juin 1998) (p. 3570, 3581).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3570, 3581) : *MM. Marcel-Pierre Cléach, Guy Fischer, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Edmond Lauret, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Robert Pagès, Mme Gisèle Printz.*

**Irrecevabilité de cette proposition de loi (article 40 de la Constitution)** (29 juin 1998) (p. 3581).

## Animaux

**1. - Projet de loi relatif aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux domestiques, PRÉSENTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Louis LE PENSEC, ministre de l'agriculture et de la pêche (11 mars 1998) [n° 772 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Georges SARRE (8 avril 1998) [n° 826 (97-98)] - Discussion (22 avril 1998) - Adoption (22 avril 1998) [n° 124].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1998) [n° 409 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Dominique BRAYE (13 mai 1998) [n° 429 (97-98)] - Avis commun de M. Lucien LANIER, avec ceux des propositions de loi n° 358 (95-96) du 14 mai 1996, n° 70 (96-97) du 7 novembre 1996, n° 105 rect. (96-97) du 26 novembre 1996, n° 182 (96-97) du 21 janvier 1997 - Animaux - (13 mai 1998) [n° 431 (97-98)] - Discussion (19 mai 1998) - Adoption (19 mai 1998) [n° 132].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 mai 1998) [n° 910 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Georges SARRE (3 juin 1998) [n° 952 (97-98)] - Discussion (16 juin 1998) - Adoption (16 juin 1998) [n° 160].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 juin 1998) [n° 509 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Dominique BRAYE (4 novembre 1998) [n° 48 (98-99)] - Discussion (10 novembre 1998) - Adoption (10 novembre 1998) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (10 novembre 1998) [n° 1185 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Dominique BRAYE - (17 novembre 1998) [n° 64 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Georges SARRE (17 novembre 1998) [n° 1199 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (10 novembre 1998) [n° 1185 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Georges SARRE (17 novembre 1998) [n° 1207 (98-99)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 216].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (10 décembre 1998) [n° 111 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Dominique BRAYE (10 décembre 1998) [n° 115 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 33].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1285 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Georges SARRE (22 décembre 1998) [n° 1287 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 237].

PROMULGATION : loi n° 99-5 du 6 janvier 1999 (J. O. Lois et décrets du 7 janvier 1999).

#### Discussion (première lecture)

(19 mai 1998) (p. 2346, 2405).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2346, 2363) : MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Christian Demuyneck, Bernard Dussaut, Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois; Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Louis Minetti, Louis Souvet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2363, 2402) : MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Christian Demuyneck, Bernard Dussaut, Patrice Gélard, Francis Grignon, Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois; Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Joseph Ostermann.

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Des animaux dangereux et errants

Art. 1<sup>er</sup> (mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal) (p. 2363) - Adopté après modification (p. 2366).

Art. 2 (mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux) (p. 2366).

Art. 211-1 du code rural (classification des chiens potentiellement dangereux) (p. 2367) - Adopté après modification (p. 2370).

Art. 211-2 du code rural (interdiction faite à certaines catégories de personnes de détenir des chiens potentiellement dangereux) (p. 2370) - Adopté après modification (p. 2378 ; précédemment réservé p. 2373).

Art. 211-3 du code rural (formalités imposées aux détenteurs de chiens potentiellement dangereux) (p. 2373) - Adopté après modification (p. 2377).

Art. 211-4 du code rural (mesures spécifiques concernant les chiens d'attaque) (p. 2378) - Supprimé.

Art. 211-5 du code rural (mesures restreignant la circulation des chiens potentiellement dangereux) (p. 2378) - Adopté après modification (p. 2380).

Art. 211-6 du code rural (mesures relatives au dressage des chiens d'attaque) (p. 2380) - Adopté après modification.

Art. 211-7 du code rural (non-application à certains services publics des mesures prévues pour les chiens potentiellement dangereux) (p. 2380) - Adopté.

Art. 211-8 du code rural (dispositions pénales) (p. 2380) - Supprimé.

Art. 211-9 du code rural (décrets en Conseil d'Etat) (p. 2380) - Adopté.

Adoption de l'article 2 modifié (p. 2380).

Art. 3 (modification de l'intitulé du titre II du livre II du code rural) (p. 2380) - Adopté.

Art. 4 (mesures visant à lutter contre la divagation d'animaux d'espèce sauvage) (p. 2381) - Adopté après modification.

Art. 5 (mesures visant à lutter contre la divagation des chiens et des chats) (p. 2382) - Adopté.

Art. 6 (coordination) (p. 2382) - Adopté.

Art. 7 (mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants) (p. 2382).

Art. 213-3 du code rural (principes applicables à l'existence et au fonctionnement des fourrières) (p. 2383) - Adopté après modification (p. 2386).

Art. 213-4 du code rural (fonctionnement du service de la fourrière pour les animaux identifiés) (p. 2386) - Adopté après modification (p. 2387).

Art. 213-5 du code rural (fonctionnement du service de fourrière pour les animaux non identifiés) (p. 2387) - Adopté après modification.

Art. 213-6 du code rural (mesures encadrant l'entretien de communautés de chats dans les lieux publics) (p. 2387) - Adopté après modification (p. 2388).

Adoption de l'article 7 modifié (p. 2388).

Art. 8 (mesures conservatoires à l'égard des animaux en cas de procédure judiciaire) (p. 2388) - Adopté après modification (p. 2389).

Art. 8 bis (bilan relatif à la distinction entre deux catégories de chiens) (p. 2389) - Adopté après modification.

Après l'art. 8 bis (p. 2389).

Art. additionnel (instauration auprès du préfet du département d'un comité départemental d'orientation de la protection des animaux et de lutte contre les animaux dangereux et errants) (p. 2389) - Adopté (p. 2390).

## Chapitre 2

### De la vente et de la détention des animaux de compagnie

**Art. 9** (*identification des chiens et chats et de certaines espèces animales non domestiques protégées*) (p. 2390) - Adopté (p. 2392).

**Art. 10** (*mesures fixant les conditions d'exercice des activités liées aux animaux de compagnie*) (p. 2392) - Adopté après modification (p. 2394).

**Art. 10 bis** (*autorité habilitée à délivrer le certificat de capacité*) (p. 2394) - Supprimé.

**Art. 11** (*renumération de l'article 267-4 du code rural*) (p. 2394) - Adopté.

**Art. 12** (*expositions et manifestations accueillant des animaux de compagnie dans les lieux publics*) (p. 2394) - Adopté après modification (p. 2395).

**Art. 13** (*cession et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats*) (p. 2395) - Adopté après modification (p. 2397).

**Art. 14** (*autorités habilitées à rechercher et constater les infractions aux articles 276-4 et 276-5*) (p. 2397) - Adopté.

**Art. 15** (*sanctions des infractions à l'article 267-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels*) (p. 2397).

**Art. 276-8** du code rural (*poursuite et sanction administrative en raison du non-respect de l'article 267-3*) (p. 2397) - Adopté après modification (p. 2398).

**Art. 276-9** du code rural (*sanctions pénales en cas d'infractions à l'article 267-3*) (p. 2398) - Adopté après modification.

**Art. 276-10** du code rural (*sanction en cas de mauvais traitements envers les animaux de compagnie*) (p. 2398) - Adopté après modification.

**Art. 276-11** du code rural (*amende forfaitaire*) (p. 2398) - Adopté.

**Art. 276-12** du code rural (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 2398) - Adopté.

**Adoption de l'article 15 modifié** (p. 2398).

**Après l'art. 15** (p. 2398).

**Art. additionnel** (*dépôt par le Gouvernement d'un rapport dressant le bilan du présent chapitre dans les cinq ans qui suivent la promulgation de cette loi*) (p. 2399) - Adopté.

## Chapitre 3

### Du transport des animaux

**Art. 16** (*transport des animaux*) (p. 2399) - Adopté.

## Chapitre 4

### De l'exercice des contrôles

**Art. 17** (*renforcement des pouvoirs de contrôle des agents des services vétérinaires en matière de protection des animaux*) (p. 2399) - Adopté après modification (p. 2400).

**Art. 18** (*sanctions en cas d'entrave à l'exercice des fonctions d'inspection des services vétérinaires*) (p. 2400) - Adopté.

## Chapitre 5

### Dispositions diverses

**Avant l'art. 19** (p. 2400).

**Art. additionnel** (*obligation pour le vétérinaire qui a été amené à soigner des animaux ayant participé à des combats d'en aviser le maire*) (p. 2401) - Adopté.

**Art. 19** (*peines complémentaires d'interdiction de détenir un animal*) (p. 2401) - Adopté après modification (p. 2402).

**Art. 20** (*statut des animaux placés pour le service et l'exploitation d'un fonds*) (p. 2402) - Adopté.

**Art. 21** (*statut des animaux en droit civil*) (p. 2402) - Adopté.

**Art. 22** (*ouverture de la garantie pour défaut de la chose vendue en cas de vice rédhibitoire*) (p. 2402) - Adopté.

**Art. 23** (*inapplicabilité de l'action en garantie*) (p. 2402) - Adopté.

**Art. 24** (*application de la loi dans les départements d'outre-mer*) (p. 2402) - Adopté.

**Art. 25** (*application de la loi à Paris*) (p. 2402) - Adopté.

**Art. 26** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2402) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2402, 2405) : *MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Bernard Dussaut, Philippe François, Mme Anne Heinis, MM. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Louis Minetti.*

**Adoption** (19 mai 1998) (p. 2405).

### Discussion (deuxième lecture)

(10 novembre 1998) (p. 4289, 4311).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 4289, 4297) : *MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Jean-Marc Pastor.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4297, 4310) : *MM. Nicolas About, Jean Bernard, Jean Bizet, Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Gérard Cornu, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche.*

## Chapitre 1<sup>er</sup>

### Des animaux dangereux et errants

**Art. 1<sup>er</sup>** (*mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal*) (p. 4297) - Adopté après modification (p. 4300).

**Art. 2** (*mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux*) (p. 4300).

**Art. 211-1** du code rural (*classification des chiens potentiellement dangereux*) (p. 4301) - Adopté après modification (p. 4302).

**Art. 211-2** du code rural (*interdiction faite à certaines catégories de personnes de détenir des chiens potentiellement dangereux*) (p. 4302) - Adopté après modification.

**Art. 211-3** du code rural (*formalités imposées aux détenteurs de chiens potentiellement dangereux*) (p. 4302) - Adopté après modification (p. 4303).

**Art. 211-4** du code rural (*mesures spécifiques concernant les chiens d'attaque*) (p. 4303) - Supprimé.

**Art. 211-5** du code rural (*mesures restreignant la circulation des chiens potentiellement dangereux*) (p. 4303) - Adopté après modification.

**Art. 211-8** du code rural (*dispositions pénales*) (p. 4304) - Adopté.

**Art. 211-9** du code rural (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 4304) - Adopté.

**Adoption de l'article 2 modifié** (p. 4304).

**Art. 7** (*mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants*) (p. 4304).

**Art. 213-3** du code rural (*principes applicables à l'existence et au fonctionnement des fourrières*) (p. 4304) - Adopté.

Art. 213-4 du code rural (*fonctionnement du service de la fourrière pour les animaux identifiés*) (p. 4304) - Adopté après modification (p. 4305).

Art. 213-5 du code rural (*fonctionnement du service de fourrière pour les animaux non identifiés*) (p. 4305) - Adopté.

Art. 213-6 du code rural (*mesures encadrant l'entretien de communautés de chats dans les lieux publics*) (p. 4306) - Adopté.

**Adoption de l'article 7 modifié** (p. 4306).

**Art. 8 bis A** (*codification d'une disposition en code suiveur au sein du code rural*) (p. 4306) - Adopté.

**Art. 8 bis** (*bilan relatif à la distinction entre deux catégories de chiens*) (p. 4306) - Adopté après modification.

**Art. 8 ter** (*comité départemental d'orientation de la protection des animaux et de lutte contre les animaux dangereux et errants*) (p. 4306) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

## Chapitre 2

**De la vente et de la détention des animaux de compagnie**

**Art. 10** (*mesures fixant les conditions d'exercice des activités liées aux animaux de compagnie*) (p. 4306) - Adopté après modification (p. 4307).

**Art. 12** (*expositions et manifestations accueillant des animaux de compagnie dans les lieux publics*) (p. 4307) - Adopté.

**Art. 13** (*cession et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats*) (p. 4307) - Adopté après modification (p. 4308).

**Art. 15** (*sanctions des infractions à l'article 267-3 et pour mauvais traitements envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire*) (p. 4308) - Adopté après modification (p. 4309).

**Art. 15 bis** (*dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur le bilan de l'application du chapitre relatif à la vente et à la détention des animaux de compagnie*) (p. 4309) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 19 A** (*obligation du vétérinaire en cas de constatation d'un combat animal*) (p. 4309) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Après l'art. 19** (p. 4309).

**Art. additionnel** (*validation des résultats des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires en 1998 et rapport sur la clarification et la simplification des procédures d'admission au concours vétérinaire*) (p. 4309) - Adopté (p. 4310).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4310, 4311) : MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Gérard Cornu.

**Adoption** (10 novembre 1998) (p. 4311).

### Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6618, 6629).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 6618, 6619) : MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6619, 6627) : MM. Dominique Braye, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche.

## Chapitre 1 er

### Des animaux dangereux et errants

**Art. 1<sup>er</sup>** (*mesures visant à prévenir le danger susceptible d'être présenté par un animal*) (p. 6619) - Adopté après modification.

**Art. 2** (*mesures applicables aux chiens potentiellement dangereux*) (p. 6619).

**Art. 211-1** du code rural (*classification des chiens potentiellement dangereux*) (p. 6620) - Adopté après modification (p. 6621).

**Art. 211-2** du code rural (*interdiction faite à certaines catégories de personnes de détenir des chiens potentiellement dangereux*) (p. 6621) - Adopté après modification.

**Art. 211-3** du code rural (*formalités imposées aux détenteurs de chiens potentiellement dangereux*) (p. 6621) - Adopté après modification.

**Art. 211-4** du code rural (*mesures spécifiques concernant les chiens d'attaque*) (p. 6621) - Supprimé.

**Art. 211-5** du code rural (*mesures restreignant la circulation des chiens potentiellement dangereux*) (p. 6621) - Adopté après modification (p. 6622).

**Adoption de l'article 2 modifié** (p. 6622).

**Art. 2 bis** (*interdiction de posséder ou de détenir dans les logements un chien d'attaque*) (p. 6622) - Supprimé.

**Art. 7** (*mesures relatives à la mise en fourrière et aux communautés de chats errants*) (p. 6622).

**Art. 213-4** du code rural (*fonctionnement du service de fourrière pour les animaux identifiés*) (p. 6622) - Adopté après modification (p. 6623).

**Art. 213-5** du code rural (*fonctionnement du service de fourrière pour les animaux non identifiés*) (p. 6623) - Adopté après modification.

**Adoption de l'article 7 modifié** (p. 6623).

**Art. 8 bis** (*bilan relatif à la distinction entre deux catégories de chiens*) (p. 6623) - Adopté après modification.

## Chapitre 2

**De la vente et de la détention des animaux de compagnie**

**Art. 10** (*mesures fixant les conditions d'exercice des activités liées aux animaux de compagnie*) (p. 6623) - Adopté après modification (p. 6624).

**Art. 13** (*cession et publication d'offres de cession d'animaux de compagnie - protection des races de chiens et chats*) (p. 6624) - Adopté après modification.

**Art. 15** (*sanctions des infractions à l'article 276-3 du code rural et pour mauvais traitement envers animaux dans des établissements professionnels - amende forfaitaire*) (p. 6624) - Adopté après modification (p. 6625).

**Art. 19 bis** (*validation des concours d'entrée dans les écoles vétérinaires*) (p. 6625) - Adopté après modification (p. 6627).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6627, 6629) : M. Jean Bernard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Dominique Braye, André Dulait, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Jean-Marc Pastor.

**Adoption** (22 décembre 1998) (p. 6629).

## Apprentissage

Voir *Lois de finances*

## Arménie

Voir *Traités et conventions*, 43

## Armes

Voir *Rapports du Gouvernement*  
*Traités et conventions*, 28

**1. - Proposition de loi tendant à l'élimination des mines antipersonnel**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Robert GAÏA et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1997) [n° 561 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Robert GAÏA (22 avril 1998) [n° 853 (97-98)] - Discussion (24 avril 1998) - Adoption (24 avril 1998).

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 avril 1998) [n° 410 (97-98)] - renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Daniel GOULET avec ceux des propositions de loi n° 365 (95-96) du 12 juillet 1995 et 403 (97-98) du 23 avril 1998 - Armes et munitions - (27 mai 1998) [n° 451 (97-98)] - Discussion (4 juin 1998) - Adoption (4 juin 1998) [n° 150].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 juin 1998) [n° 962 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Robert GAÏA (18 juin 1998) [n° 994 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 173].

PROMULGATION : loi n° 98-564 du 8 juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 9 juillet 1998).

### Discussion (première lecture)

(4 juin 1998) (p. 2724, 2736 ; 2737, 2747).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2724, 2736) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 424 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Claude Huriet, Guy Penne, Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2737, 2746) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Claude Huriet, Alain Richard, ministre de la défense.*

Avant l'art. 1<sup>er</sup> (p. 2737).

**Art. additionnel (définitions)** (p. 2737) - Adopté (p. 2738).

**Art. 1<sup>er</sup> (interdiction des mines antipersonnel)** (p. 2738) - Adopté après modification (p. 2739).

**Art. 2 (exceptions)** (p. 2741) - Adopté après modification.

**Art. 3 (définitions)** (p. 2741) - Supprimé (p. 2742).

**Art. 4 (peines principes encourues par des personnes physiques)** (p. 2742) - Adopté après modification.

**Art. 5 (peines complémentaires encourues par les personnes physiques)** (p. 2742) - Adopté après modification.

**Art. 6 (peines encourues par les personnes morales)** (p. 2743) - Adopté après modification (p. 2744).

**Art. 7 (fonctionnaires habilités à constater les infractions)** (p. 2743) - Adopté.

**Art. 8 (dérogation au principe de territorialité de la loi pénale)** (p. 2743) - Adopté après modification.

**Art. 9 (Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel)** (p. 2743) - Adopté.

**Art. 10 (attributions de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel)** (p. 2743) - Adopté.

**Art. 11 (conditions de détention du stock autorisé)** (p. 2743) - Supprimé.

**Art. 11 bis (déclarations)** (p. 2743) - Adopté après modification (p. 2744).

**Art. 11 ter (missions d'établissement des faits : inspecteurs et accompagnateurs)** (p. 2744) - Adopté après modification (p. 2745).

**Art. 11 quater (droit d'accès de la mission d'établissement des faits)** (p. 2745) - Adopté.

**Art. 11 quinquies (protection de la confidentialité et des droits de la personne)** (p. 2746) - Adopté après modification.

**Art. 12 (entrée en vigueur de la loi)** (p. 2746) - Adopté.

**Art. 13 (applicabilité aux territoires d'outre-mer)** (p. 2746) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2746, 2747) : *MM. Daniel Hoeffel, Guy Penne, François Trucy.*

Adoption (4 juin 1998) (p. 2747).

## Armes chimiques

Voir *Traités et conventions*, 7

## Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*

## Associations

Voir *Lois de finances*  
*Nationalité*, 2  
*Politique économique et sociale*, 2

## Assurance maladie maternité

Voir *Sécurité sociale*, 2; 2 TITRE III

## Assurance vieillesse

Voir *Sécurité sociale*, 2; 2 TITRE III

## Assurances

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Automobiles

Voir *Sécurité routière*, 1

## Aviation civile

Voir *Lois de finances*

## Avocats

Voir *Examens et concours*, 1

**Azerbaïdjan**

Voir *Traités et conventions*, 20; 34; 41



## B

### Banque de France

Voir *Banques et établissements financiers, 1*  
*Politique économique et sociale, 2* Après l'art. 27

### Banques et établissements financiers

Voir *Politique économique et sociale, 2*  
*Rapports au Parlement*

**1. - Projet de loi modifiant le statut de la Banque de France en vue de sa participation au système européen de banques centrales, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (25 mars 1998) [n° 779 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Gérard FUCHS (2 avril 1998) [n° 819 (97-98)] - Urgence - Discussion (7 avril 1998) - Adoption (7 avril 1998) [n° 118].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 avril 1998) [n° 383 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (9 avril 1998) [n° 388 (97-98)] - Discussion (22 avril 1998) - Adoption (22 avril 1998) [n° 118].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 avril 1998) [n° 854 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Gérard FUCHS (23 avril 1998) [n° 858 (97-98)] - Discussion (28 avril 1998) - Adoption (28 avril 1998) [n° 128].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (23 avril 1998) [n° 402 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (29 avril 1998) [n° 125].

PROMULGATION : loi n° 98-357 du 12 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 13 mai 1998).

#### Discussion (première lecture)

(22 avril 1998) (p. 1744, 1804).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1744, 1778) : MM. Denis Badré, Michel Barnier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Guy Cabanel, Gérard Delfau, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Paul Loricant, Philippe Marini, Charles Pasqua, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1778, 1804) : M. Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Delfau, Yann Gaillard, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Paul Loricant, Philippe Marini, Jean-Luc Mélenchon, Robert Pagès, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.**

**Art. 1<sup>er</sup> (intégration de la Banque de France au système européen de banques centrales) (p. 1778) - Adopté après modification (p. 1785).**

**Art. 2 (transfert de la mise en oeuvre de la politique de change au SEBC) (p. 1786) - Adopté après modification (p. 1788).**

Après l'art. 2 (p. 1788).

**Art. additionnel (adaptation des dispositions de l'article 4 de la loi de 1993 relatives à la surveillance par la Banque de France du bon fonctionnement et de la sécurité des systèmes de paiement) (p. 1788) - Adopté (p. 1789).**

**Art. 3 (émission des billets sur le territoire français) (p. 1789) - Adopté après modification (p. 1791).**

**Art. 4 (adaptation des compétences du Conseil de la politique monétaire) (p. 1791) - Adopté.**

**Art. 5 (modalités des délibérations du conseil de la politique monétaire) (p. 1793) - Adopté (p. 1794).**

**Art. 6 (exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions du SEBC en matière de politique monétaire) (p. 1794) - Adopté.**

**Art. 6 bis (missions d'intérêt général de la Banque de France) (p. 1794) - Supprimé (p. 1795).**

**Art. 6 ter (prestations de la Banque de France) (p. 1795) - Supprimé (p. 1796).**

**Art. 7 (rapport au président de la République et contrôle du Parlement) (p. 1798) - Adopté après modification (p. 1799).**

**Art. 7 bis (études, analyses et statistiques) (p. 1799) - Supprimé (p. 1800).**

**Art. 7 ter (réseau de succursales) (p. 1800) - Adopté après modification (p. 1802).**

**Art. 8 (adaptation des compétences du comité de la réglementation bancaire et financière) (p. 1803) - Adopté.**

**Art. 9 (entrée en vigueur de la loi) (p. 1803) - Adopté après modification (p. 1804).**

**Art. 10 (conventions entre l'Etat et la Banque de France) (p. 1804) - Adopté.**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 1804, 1808) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Charles Ceccaldi-Raynaud, Emmanuel Hamel, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Machet, Jean-Luc Mélenchon, Michel Sergent.**

**Scrutin public n° 86 (p. 1808).**

**Adoption (22 avril 1998) (p. 1808).**

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(29 avril 1998) (p. 1989, 1993).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1989, 1990) : MM. Alain Lambert, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1990, 1991).**

**Art. 2, 2 bis, 3, 6 bis, 7 (p. 1990).**

**Art. 7 bis (p. 1990) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.**

**Art. 7 ter, 9 (p. 1991).**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 1991, 1992) : MM. Bernard Angels, Emmanuel Hamel, Paul Loricant, François Trucy.**

**Scrutin public n° 89 (p. 1993).**

**Adoption (29 avril 1998) (p. 1993).**

### Baux

Voir *Logement, 1*  
*Rapports du Gouvernement*

**1. - Proposition de loi tendant à autoriser les élus des communes comptant 3500 habitants au plus à conclure avec leur collectivité des baux ruraux, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Serge VINÇON et plusieurs de ses collègues (21 février 1996) [n° 239 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (17 avril 1996) [n° 314 (95-96)] - Discussion (10 février 1998) - Adoption (10 février 1998) [n° 79].**

**Discussion (première lecture)**

(10 février 1998) (p. 738, 746).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 738, 744) : MM. Guy Allouche, Jean-Paul Delevoe, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Serge Vinçon.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 744, 746).**

**Art. 1<sup>er</sup> (autorisation donnée aux élus des communes de conclure des baux d'habitation ou des baux ruraux avec leur collectivité) (p. 744) - Adopté.**

**Art. 2 (conditions d'autorisation de conclure un contrat de bail dans une commune de 3500 habitants au plus) (p. 744) - Adopté.**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 744, 756) : MM. Guy Allouche, Jean Dérian, Michel Dreyfus-Schmidt, Serge Vinçon.**

**Scrutin public n° 74 (p. 746).**

**Adoption (10 février 1998) (p. 746).**

## **Boulangerie**

Voir *Commerce et artisanat, 1*

## **Bourses et marchés financiers**

Voir *Politique économique et sociale, 2*

## **Brésil**

Voir *Traités et conventions, 11; 35; 36*

## **Budget de l'Etat**

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*  
*Lois de règlement, 2*

## **Budgets annexes**

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*  
*Lois de règlement, 1*

## **Bulgarie**

Voir *Allocutions et communications*

## **Bureau du Sénat**

Voir *Rappels au règlement*

## **Burkina Faso**

Voir *Allocutions et communications*

**C****Caisse des dépôts et consignations (CDC)**

Voir *Rapports au Parlement*

**Canada**

Voir *Traités et conventions*, 5

**Caoutchouc (industrie)**

Voir *Traités et conventions*, 16

**Certificats d'hébergement**

Voir *Nationalité*, 2 Art. 2

**Chasse**

Voir *Environnement*, 1  
*Rappels au règlement*  
*Rapports du Gouvernement*

**1. - Proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du LUART et plusieurs de ses collègues (28 mai 1997) [n° 346 (96-97) rect.] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport commun de Mme Anne HEINIS avec ceux des propositions de loi n° 359 (96-97) du 13 juin 1997 et n° 135 (97-98) du 1er décembre 1997 - Chasse - (16 décembre 1997) [n° 177 (97-98)] - Discussion (15 janvier 1998) - Adoption (15 janvier 1998) [n° 64].**

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 janvier 1998) [n° 638 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Ladislas PONIATOWSKI (10 juin 1998) [n° 974 (97-98)] - Discussion (18, 19 juin 1998) - Adoption (19 juin 1998) [n° 165]**

**Discussion (première lecture)**

(15 janvier 1998) (p. 201, 220).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 201, 211) : M. Jean-Louis Carrère, Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques; MM. Pierre Lefebvre, Roland du Luart, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.**

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 211, 216) : MM. Jean-Louis Carrère, Philippe François, Jacques Habert, Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques; MM. Pierre Lefebvre, Roland du Luart, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 217, 220) : MM. Jean-Louis Carrère, Philippe François, Jacques Habert, Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques; MM. Pierre Lefebvre, Roland du Luart.**

**Scrutin public n° 72 (p. 220).**

**Adoption (15 janvier 1998) (p. 220).**

**Chili**

Voir *Traités et conventions*, 22  
*Allocutions et communications*

**Chômage**

Voir *Retraites*, 1  
*Travail*, 1

**Code civil**

Voir *Droit civil*, 1  
*Politique économique et sociale*, 3  
*Responsabilité civile*, 1

**Code de la consommation**

Voir *Politique économique et sociale*, 3

**Code de la construction et de l'habitation**

Voir *Politique économique et sociale*, 3

**Code de la famille et de l'aide sociale**

Voir *Politique économique et sociale*, 3

**Code de la propriété intellectuelle**

Voir *Propriété intellectuelle*, 1

**Code de la route**

Voir *Sécurité routière*, 1

**Code de la santé publique**

Voir *Politique économique et sociale*, 3  
*Santé*, 2

**Code de la sécurité sociale**

Voir *Politique économique et sociale*, 3  
*Sécurité sociale*, 1, 2  
*Travail*, 1

**Code de l'organisation judiciaire**

Voir *Justice*, 3

**Code de procédure pénale**

Voir *Droit pénal*, 1  
*Police*, 1  
*Procédure pénale*, 1

## Code des débits de boissons

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1

## Code du travail

Voir *Politique économique et sociale*, 3  
*Travail*, 1

## Code électoral

Voir *Elections et référendums*, 2

## Code général des collectivités territoriales

Voir *Police*, 1  
*Politique économique et sociale*, 3

## Code général des impôts

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1  
*Politique économique et sociale*, 2; 3

## Code minier

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 3

## Code pénal

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1; 2  
*Droit pénal*, 1  
*Politique économique et sociale*, 3  
*Santé*, 2  
*Transports*, 1

## Code rural

Voir *Travail*, 1

**1. - Projet de loi relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Louis LE PENSEC, ministre de l'agriculture et de la pêche (31 juillet 1997) [n° 397 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard SEILLIER (25 mars 1998) [n° 353 (97-98)] - Discussion (2 avril 1998) - Adoption (2 avril 1998) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 avril 1998) [n° 820 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

### Discussion (première lecture)

(2 avril 1998) (p. 1434, 1496).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1434, 1436) : MM. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1436, 1495) : MM. Guy Fischer, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (*dispositions constituant la partie législative du livre VII nouveau du code rural*) (p. 1436) - Adoptés après modification (p. 1492).

**Art. 2** (*coordination avec l'adoption du livre VII nouveau du code rural*) (p. 1493) - Adopté.

**Art. 3** (*abrogation des dispositions codifiées dans le livre VII du code rural*) (p. 1493) - Adopté après modification (p. 1494).

**Art. 4** (*abrogation des dispositions de forme législative et de nature réglementaire*) (p. 1494) - Adopté après modification (p. 1495).

**Art. 5** (*abrogation des articles L. 353-1 et L. 353-2 du livre III nouveau du code rural*) (p. 1495) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1495, 1496) : MM. Guy Fischer, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Jacques Machet, Alain Pluchet, Mme Gisèle Printz.

Adoption (2 avril 1998) (p. 1496).

**2. - Projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Alain VASSEUR, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (9 novembre 1995) [n° 62 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Alain PLUCHET (10 septembre 1997) [n° 414 (96-97)] - Discussion (18 septembre 1997) - (voir Table thématique 1997 - Code rural) - Adoption (18 septembre 1997) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 septembre 1997) [n° 226 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Bernard NAYRAL (21 janvier 1998) [n° 640 (97-98)] - Discussion (3 mars 1998) - Adoption (3 mars 1998) [n° 99].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 mars 1998) [n° 332 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Alain PLUCHET (8 avril 1998) [n° 381 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (29 avril 1998) [n° 124].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 avril 1998) [n° 864 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Bernard NAYRAL (27 mai 1998) [n° 928 (97-98)] - Discussion (16 juin 1998) - Adoption (16 juin 1998) [n° 159].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (16 juin 1998) [n° 498 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Alain PLUCHET (23 juin 1998) [n° 519 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 158].

PROMULGATION : loi n° 98-565 du 8 juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 9 juillet 1998).

### Discussion (deuxième lecture)

(29 avril 1998) (p. 1975, 1989).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1975, 1976) : MM. Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1976, 1989) : M. Alain Pluchet.

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées** (*livre VI nouveau du code rural : "Production et marchés"*) (p. 1976) - Adoptés après modification (p. 1985).

**Art. 4** (*modification du code de la consommation*) (p. 1985) - Adopté après modification (p. 1987).

**Art. 4 bis** (*1er alinéa de l'article 21 de la loi n° 82-647 du 6 octobre 1982 relative à la création d'offices d'intervention et à l'organisation des marchés*) (p. 1987) - Adopté.

**Art. 5, 6 et 7 (abrogations)** (p. 1987) - Adoptés (p. 1988).

**Adoption** (29 avril 1998) (p. 1989).

#### Discussion (troisième lecture)

(25 juin 1998) (p. 3543, 3547).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3543) : *MM. Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Christian Sauter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 3543, 3546).

**Art. 1<sup>er</sup> et dispositions annexées (livre VI nouveau du code rural : "Production et marchés")** (p. 3543) - Adoptés (p. 3546).

**Adoption** (25 juin 1998) (p. 3547).

### Collectivités territoriales

Voir *Déclarations du Gouvernement, 4 Environnement, 1 Politique économique et sociale, 2; 3 Rapports du Gouvernement Sécurité civile, 1*

**1. - Proposition de loi portant réforme du mode de vote des budgets régionaux, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, par M. Jean-Marc AYRAULT (11 septembre 1997) [n° 216 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (7 octobre 1997) [n° 299 (97-98)] - Discussion (9 octobre 1997) - Adoption (9 octobre 1997) [n° 14].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux.**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (14 octobre 1997) [n° 27 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (20 novembre 1997) [n° 94 (97-98)] - Discussion (19 et 20 novembre, 16 et 18 décembre 1997) - (voir *Table thématique 1997 - Collectivités territoriales*) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 59].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (19 décembre 1997) [n° 605 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (7 janvier 1998) [n° 609 (97-98)] - Discussion (7 janvier 1998) - Adoption (7 janvier 1998) [n° 68].

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)** (8 janvier 1998) [n° 207 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (13 janvier 1998) [n° 214 (97-98)] - Discussion (22 janvier 1998) - Adoption (22 janvier 1998) [n° 66].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE)** (22 janvier 1998) [n° 654 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE)** - Rapport de M. René DOSIERE (10 février 1998) [n° 690 (97-98)].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. Paul GIROD (11 février 1998) [n° 285 (97-98)].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE)** - (22 janvier 1998) [n° 654 (97-98)] - Rapport de M. René DOSIERE (11 février 1998) [n° 691 (97-98)] - Discussion (11 février 1998) - Adoption (11 février 1998) [n° 83].

**TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE)** - (12 février 1998) [n° 290 (97-98)] - Rapport de M. Paul GIROD [n° 291 (97-98)] - Discussion (24 février 1998) - Adoption (24 février 1998) [n° 83].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE)** - (25 février 1998) [n° 719 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE [n° 722 (97-98)] - Discussion (25 février 1998) - Adoption (25 février 1998) [n° 96].

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL** : Décision n° 98-397 DC du 6 mars 1998 (J. O. Lois et décrets du 8 mars 1998) qui déclare que le II de l'article 1er et l'article 3 ne sont pas contraires à la Constitution.

**PROMULGATION** : loi n° 98-135 du 7 mars 1998 (J.O. Lois et décrets du 8 mars 1998).

#### Discussion (deuxième lecture)

(22 janvier 1998) (p. 347, 362).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 347, 351) : *MM. Guy Allouche, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 351, 361) : *MM. Guy Allouche, Jean Chérioux, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoye, Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Alain Gournac, Daniel Hoeffel, Charles Pasqua, Jacques Valade.*

**Art. 3 (obligation pour les candidats à la présidence du conseil régional de présenter une déclaration écrite - article L. 4133-1 du code général des collectivités territoriales)** (p. 351) - Supprimé (p. 352).

**Art. 4 A (délai prévu pour la tenue du débat sur les orientations budgétaires de la région - art. L. 4311-1 du code général des collectivités territoriales)** (p. 353) - Adopté après modification.

**Art. 4 (nouvelle procédure d'adoption du budget régional - Art. L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales)** (p. 353) - Adopté après modification (p. 358).

**Art. 8 (déroulement des séances de la commission permanente - Art. L. 4133-4 du code général des collectivités territoriales)** (p. 358) - Supprimé (p. 360).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 361, 362) : *MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois.*

**Adoption** (22 janvier 1998) (p. 362).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(24 février 1998) (p. 884, 893).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** : *MM. Guy Allouche, Philippe Arnaud, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Paul Girod, rapporteur de la commission des lois.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** : *MM. Guy Allouche, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois.*

**Art. 3 (obligation pour les candidats à la présidence du conseil régional de présenter une déclaration écrite - article L. 4133-1 du code général des collectivités territoriales)** (p. 887) - Supprimé (p. 888).

**Art. 4 (nouvelle procédure d'adoption du budget régional - Art. L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales)** (p. 888) - Adopté après modification (p. 891).

**Explications de vote sur l'ensemble** : *MM. Guy Allouche, Guy Cabanel, Michel Duffour, Patrice Gélard, Daniel Hoeffel.*

**Adoption** (24 février 1998) (p. 892).

## Commerce et artisanat

Voir *Lois de finances*  
*Politique économique et sociale, 2*  
*Rapports du Gouvernement*

**1. - Proposition de loi tendant à la détermination des conditions juridiques de l'exercice de la profession d'artisan boulanger, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel CREPEAU (26 février 1998) [n° 748 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Georges SARRE (31 mars 1998) [n° 809 (97-98)] - Discussion (3 avril 1998) - Adoption (3 avril 1998) [n° 117].**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1998) [n° 375 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport commun de M. Jean-Pierre RAFFARIN avec ceux des propositions de loi n° 321 (97-98) du 3 mars 1998 et n° 350 (97-98) du 19 mars 1998 - Commerce et artisanat - (6 mai 1998) [n° 417 (97-98)] - Discussion (13 mai 1998) - Adoption (13 mai 1998) [n° 131].**

**PROMULGATION : loi n° 98-405 du 25 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 26 mai 1998).**

### Discussion (première lecture)

(13 mai 1998) (p. 2287, 2300).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2287, 2295) : MM. Alphonse Arzel, Bernard Barreau, Mmes Joëlle Dusseau, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Jean-Marc Pastor, Jean-Pierre Raffarin, rapporteur de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2295, 2298) : Mmes Joëlle Dusseau, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; M. Jean-Pierre Raffarin, rapporteur de la commission des affaires économiques.**

**Article unique (appellation de boulanger et enseigne de boulangerie) (p. 2295).**

**Art. L. 121-80 du code de la consommation (protection de l'appellation de boulanger et de l'enseigne commerciale de boulangerie) (p. 2295) - Adopté (p. 2296).**

**Art. L. 121-81 du code de la consommation (vente itinérante de pain) (p. 2296) - Adopté.**

**Art. L. 121-82 du code de la consommation (obligation d'affichage lorsque le pain a été fabriqué à partir de pâtes surgelées ou congelées) (p. 2296) - Adopté.**

**(Art. L. 121-83 du code de la consommation) (contrôle et sanctions) (p. 2297) - Adopté.**

**Adoption de l'art. unique (p. 2297).**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 2298, 2300) : Mme Janine Bardou, MM. Paul Blanc, Jacques Habert, Louis Moinard.**

**Adoption (13 mai 1998) (p. 2300).**

## Commerce extérieur

Voir *Lois de finances*

## Commerce international

**1. - Projet de loi autorisant l'approbation du cinquième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services, PRESENTE AU SENAT, au**

**nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (14 octobre 1998) [n° 22 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (9 décembre 1998) [n° 103 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 44].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1321 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6640, 6642).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6640, 6642) : MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.**

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6642).**

**Adoption (22 décembre 1998) (p. 6642).**

## Commissions parlementaires

Voir *Elections et référendums, 5*

## Communauté européenne

Voir *Nationalité, 2 Art. 2 bis*  
*Politique économique et sociale, 2 TITRE II*  
*Traités et conventions, 1; 2; 3; 22; 40; 41; 42; 43; 44*

## Communautés urbaines

Voir *Déclarations du Gouvernement, 4*

## Communication audiovisuelle

Voir *Lois de finances*  
*Sports, 1*

## Communications du Gouvernement

**Communication du Gouvernement, en date du 15 janvier 1998, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna, sur le projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (15 janvier 1998) (p. 200).**

**Communications du Gouvernement, en date du 22 janvier 1998, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie sur les projets de loi autorisant l'approbation d'accords avec la Moldavie, l'Inde et la Georgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (22 janvier 1998) (p. 416).**

**Communications du Gouvernement, en date du 13 février 1998, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie sur les projets de loi autorisant l'approbation d'accords avec le Qatar et le Liban sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (24 février 1998) (p. 858).**

**Communication du Gouvernement**, en date du 19 mars 1998, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (24 mars 1998) (p. 1238).

**Communication du Gouvernement**, en date du 25 mai 1998, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur le projet de loi organique et sur le projet de loi ordinaire relatifs aux communes de Polynésie française (26 mai 1998) (p.2452).

**Communication du Gouvernement**, en date du 25 novembre 1998, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française sur les projets de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi 98-145 du 6 mars 1998 (25 novembre 1998) (p 4988).

## Comptabilité

**1. - Projet de loi portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de publicité foncière**, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (29 août 1996) [n° 499 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (15 octobre 1996) [n° 30 (96-97)] - Avis de M. Philippe MARINI (9 octobre 1996) [n° 22 (96-97)] - Discussion (17 octobre 1996) - (voir Table thématique 1996 - Comptabilité) - Adoption (17 octobre 1996) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1996) [n° 3049 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul BARETY (15 janvier 1997) [n° 3294 (96-97)] - Discussion (23 janvier 1997) - Adoption (23 janvier 1997) [n° 642].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 janvier 1997) [n° 189 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (26 février 1997) [n° 230 (96-97)] - Avis de M. Philippe MARINI (12 mars 1997) [n° 257 (96-97)] - Discussion (18 mars 1997) - (voir Table thématique 1997 - Comptabilité) - Adoption (18 mars 1997) [n° 83].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 191 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (3 décembre 1997) [n° 500 (97-98)] - Discussion (21 janvier 1998) - Adoption (21 janvier 1998) [n° 75].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (22 janvier 1998) [n° 241 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (25 février 1998) [n° 310 (97-98)] - Avis de M. Philippe MARINI (3 mars 1998) [n° 322 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 95].

PROMULGATION : loi n° 98-261 du 6 avril 1998 (J.O. Lois et décrets du 7 avril 1998).

### Discussion (troisième lecture)

(25 mars 1998) (p. 1278, 1281).

**1 - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1278, 1280) : *MM. Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des*

*finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1280, 1281).

**Art. 2** (*institution d'un Comité de la réglementation comptable*) (p. 1280) - Adopté (p. 1281).

**Art. 6** (*dérogation à l'application des règles françaises en matière de comptes consolidés*) (p. 1281) - Adopté.

**Art. 19** (*entrée en vigueur*) (p. 1281) - Adopté.

**Adoption** (25 mars 1998) (p. 1281).

## Comptes bancaires

Voir *Politique économique et sociale*, 3

## Congrès du Parlement

Voir *In fine*  
*Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 4

## Conseil constitutionnel

Voir *Nationalité*, 2

## Conseil d'Etat

Voir *Nationalité*, 2

## Conseil de l'Europe

Voir *Traités et conventions*, 29; 30

## Conseil économique et social

Voir *Lois de finances*

## Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

Voir *Justice*, 2

## Conseils généraux

Voir *Elections et référendums*, 5  
*Politique économique et sociale*, 2 Après l'art. 52

## Conseils municipaux

Voir *Elections et référendums*, 5

## Conseils régionaux

Voir *Collectivités territoriales*, 1  
*Elections et référendums*, 3; 5  
*Politique économique et sociale*, 2 Art. 52

## Constitution

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 4  
*Justice*, 2  
*Rappels au règlement*

**1. - Projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (30 juillet 1998) [n° 1072 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Henri NALLET (18 novembre 1998) [n° 1212 (98-99)] - Avis de M. Michel VAUZELLE [n° 1209 (98-99)] - Discussion (24, 25, novembre et 1er décembre 1998) - Adoption (1er décembre 1998) [n° 203].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er décembre 1998) [n° 92 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (9 décembre 1998) [n° 102 (98-99)] - Discussion (16, 17 décembre 1998) - Adoption (17 décembre 1998) [n° 31].

### Discussion (première lecture)

(16 décembre 1998) (p. 6493, 6516) ; (17 décembre 1998) (p. 6524, 6546) ; (p. 6556, 6583).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6493, 6542) : MM. Robert Badinter, Michel Barnier, président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne; Yvon Collin, Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Loridant, Paul Masson, Aymeri de Montesquiou, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.

Motion n° 1 de M. Charles Pasqua, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 6542).

Rejet de la motion (p. 6557 ; scrutin public n° 56).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable (p. 6557).

Rejet de la motion (p. 6560).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6561, 6580) : MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, Robert Badinter, Michel Barnier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Luc Bécart, Robert Bret, Michel Caldaguès, Jean Chérioux, Philippe Darniche, Claude Estier, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Pierre Lefebvre, Jacques Legendre, Mme Hélène Luc, MM. Paul Masson, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Michel Pelchat, Jacques Pelletier, Ivan Renar, Josselin de Rohan.

Art. 1<sup>er</sup> (article 88-2 de la Constitution - autorisation de transferts de compétences) (p. 6568) - Adopté (p. 6573).

Art. 2 (article 88-4 de la Constitution - résolutions des assemblées parlementaires sur les propositions d'actes communautaires) (p. 6573) - Adopté (p. 6579).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6580, 6583) : MM. Jean Arthuis, Charles Ceccaldi-Raynaud, Michel Duffour, Claude Estier, Christian de La Malène, Paul Masson, Charles Pasqua, Josselin de Rohan.

Scrutin public à la tribune n° 60 (p. 6583).

Adoption (17 décembre 1998) (p. 6583).

## Construction

Voir *Logement*, 3

## Contribution sociale de solidarité

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Coopération

Voir *Lois de finances*

## Coopération judiciaire

Voir *Procédure pénale*, 2

## Corse

Voir *Elections et référendums*, 3; 5  
*Allocutions et communications*

## Cotisations sociales

Voir *Sécurité sociale*, 2; 2 Art. 3 bis; 2 Art. 3 ter; 2 Art. 4

## Coupe du monde de football

Voir *Rappels au règlement*

## Cour des comptes

Voir *Rapports au Parlement*

## Cour européenne des droits de l'homme

Voir *Traités et conventions*, 29; 30

## Créances

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Art. 9

**1. - Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale**, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Michel PERICARD (25 mars 1996) [n° 2680 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (16 avril 1996) [n° 2704 (95-96)] - Discussion (18 avril 1996) - Adoption (18 avril 1996) [n° 519].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1996) [n° 319 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (3 décembre 1996) [n° 114 (96-97)] - Discussion (12 décembre 1996) - (voir Table thématique 1996 - Créances et privilèges) - Adoption (12 décembre 1996) [n° 39].



TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 1996) [n° 3235 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (5 février 1997) [n° 3330 (96-97)] - Discussion (12 mars 1997) - Adoption (12 mars 1997) [n° 672].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (13 mars 1997) [n° 259 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (23 avril 1997) [n° 325 (96-97)] - Discussion (15 janvier 1998) - Adoption (15 janvier 1998) [n° 62].

PROMULGATION : loi n° 98-46 du 23 janvier 1998 (J.O. Lois et décrets du 24 janvier 1998).

#### Discussion (deuxième lecture)

(15 janvier 1998) (p. 171, 180).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 171, 176) : *MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 176, 179) : *MM. Guy Allouche, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*information du débiteur lors de la signification du commandement*) (p. 176) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*délai pour procéder à la vente amiable du logement principal*) (p. 176) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 177).

**Art. 2** (*formulation d'un dire sur le montant de la mise à prix*) (p. 177) - Adopté (p. 178).

**Art. 3 bis** (*remise en vente sur baisses successives du prix fixées par le juge*) (p. 178) - Adopté (p. 179).

**Art. 4** (*répartition des compétences en matière de suspension des procédures d'exécution*) (p. 179) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 179, 180) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès.*

**Adoption** (15 janvier 1998) (p. 180).

## Crimes, délits et contraventions

Voir *Droit pénal*, 1

## Cuba

Voir *Traités et conventions*, 13

## Culture

Voir *Lois de finances*

**1. - Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Catherine TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement (10 septembre 1997) [n° 207 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Patrick BLOCHE (26 février 1998) [n° 736 (97-98)] - Discussion (5 mars 1998) - Adoption (5 mars 1998) [n° 104].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 mars 1998) [n° 343 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe NACHBAR

(22 avril 1998) [n° 397 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (29 avril 1998) [n° 121].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 avril 1998) [n° 865 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Patrick BLOCHE (10 juin 1998) [n° 973 (97-98)] - Discussion (17 juin 1998) - Adoption (17 juin 1998) [n° 162].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1998) [n° 512 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe NACHBAR (3 juillet 1998) [n° 543 (97-98)].

#### Discussion (première lecture)

(29 avril 1998) (p. 1944, 1963).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1944, 1953) : *MM. Philippe Arnaud, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Philippe Nachbar, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Franck Sérusclat, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1954, 1962) : *MM. Jean Bernard, Philippe Nachbar, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, M. Ivan Renar, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*champ d'application de l'ordonnance*) (p. 1954) - Adopté après modification.

**Art. 2** (*définition de l'entrepreneur de spectacles vivants et conditions d'octroi de subventions publiques aux entreprises de spectacles vivants*) (p. 1954).

**Art. 1er-1** de l'ordonnance du 13 octobre 1945 (*définition de l'entrepreneur de spectacles vivants*) (p. 1954) - Adopté après modification (p. 1956).

**Art. 1er-2** de l'ordonnance du 13 octobre 1945 (*conditions d'octroi de subventions publiques aux entreprises de spectacles vivants*) (p. 1956) - Adopté après modification.

**Adoption de l'article 2 modifié** (p. 1956).

**Art. 3** (*extension du dispositif de protection des salles de spectacles vivants*) (p. 1956) - Adopté.

**Art. 3 bis** (*autorisation des baux et cessions des salles de spectacles*) (p. 1957) - Adopté.

**Art. 4** (*conditions de délivrance et de retrait de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants*) (p. 1957) - Adopté après modification (p. 1960).

**Art. 5** (*définition du titulaire de la licence*) (p. 1960) - Adopté après modification.

**Art. 6** (*spectacles occasionnels*) (p. 1960) - Adopté après modification.

**Art. 7** (*sanctions pénales*) (p. 1961) - Adopté.

**Art. 8** (*application aux départements d'outre-mer*) (p. 1961) - Adopté.

**Art. 9** (*modalités d'application de l'ordonnance*) (p. 1961) - Supprimé.

**Art. 10** (*intitulé des chapitres - abrogation*) (p. 1961) - Supprimé.

**Art. 11 et 12** (*coordination*) (p. 1961) - Adoptés (p. 1962).

**Art. 12 bis** (*régime d'incompatibilité entre les activités d'agent artistique et celles d'entrepreneur de spectacles vivants*) (p. 1962) - Adopté.

**Art. 13** (*non-rétroactivité*) (p. 1962) - Adopté après modification.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1962, 1963) : *MM.*  
*Philippe Arnaud, Jean Bernard, François Trucy.*

**Adoption** (29 avril 1998) (p. 1963).

## D

**Décentralisation**

Voir *Lois de finances*

**Déchets**

Voir *Lois de finances*  
*Politique économique et sociale, 2* Après l'art. 11

**Déclarations du Gouvernement**

**1. - Déclaration du Gouvernement sur la réforme de la justice, suivie d'un débat PRONONCÉE AU SENAT** par Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice (22 janvier 1998) (p. 371, 416) [n° 242 (97-98)] : *MM. Robert Badinter, Guy Cabanel, Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Georges Othily, Robert Pagès, Bernard Placat.*

**2. - Déclaration du Gouvernement relative à la politique de réduction des risques en matière de toxicomanie suivie d'un débat, PRONONCÉE AU SENAT** par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé (16 juin 1998) (p. 3263, 3293) [n° 499 (97-98)] : *Mme Nicole Borvo, MM. Gilbert Chabroux, Philippe Darniche, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jean-Marie Girault, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, Paul Masson, Franck Sérusclat.*

**3. - Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire PRONONCÉE AU SENAT** par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances (25 juin 1998) (p. 3486, 3543) [n° 525 (97-98)] : *M. Denis Badré, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, Michel Mercier, Michel Moreigne, Georges Othily, Jacques Oudin, Christian Poncelet, président de la commission des finances; René Régnauld, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

**4. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la décentralisation PRONONCÉE AU SENAT** par M. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (3 novembre 1998) (p. 4139, 4186) [n° 47 (98-99)] : *MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Amoudry, Jean Arthuis, Joël Bourdin, Robert Bret, Louis de Broissia, Bernard Cazeau, Yvon Collin, Jean-Paul Delevoye, Daniel Hoeffel, Alain Lambert, président de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Loridant, Philippe Marini, Pierre Mauroy, Michel Mercier, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Jean-Pierre Raffarin, Charles Revet, André Vallet, Emile Zuccarelli,*

*ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

**5. - Déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire, suivie d'un débat . PRONONCÉE AU SENAT** par Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (10 décembre 1998) (p. 6236, 6261 ; 6272, 6286) [n° 110 (98-99)] : *MM. Jacques Bellanger, Roger Besse, Gérard Cornu, Jean-Paul Delevoye, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Paul Girod, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Alain Lambert, président de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Gérard Larcher, Gérard Le Cam, Jean-Marc Pastor, Jean Puech, Jean-Pierre Raffarin, Paul Raoult, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

**Défense**

Voir *Lois de finances*

**1. - Projet de loi instituant une commission du secret de la défense nationale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Alain RICHARD, ministre de la Défense (17 décembre 1997) [n° 593 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Bernard GRASSET (5 février 1998) [n° 684 (97-98)] - Avis de M. Bernard DEROSIER (4 février 1998) [n° 679 (97-98)] - Discussion (12 février 1998) - Adoption (12 février 1998) [n° 84].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi instituant une commission consultative du secret de la défense nationale**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (13 février 1998) [n° 297 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Nicolas ABOUT (5 mars 1998) [n° 337 (97-98)] - Avis de M. Jean-Paul AMOUDRY (4 mars 1998) [n° 327 (97-98)] - Discussion (24 mars 1998) - Adoption (24 mars 1998) [n° 94].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (25 mars 1998) [n° 778 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Bernard GRASSET (7 avril 1998) [n° 824 (97-98)] - Discussion (23 avril 1998) - Adoption (23 avril 1998) [n° 125].

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)** (28 avril 1998) [n° 404 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT (6 mai 1998) [n° 422 (97-98)] - Discussion (13 mai 1998) - Adoption (13 mai 1998) [n° 130].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE)** (13 mai 1998) [n° 901 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE)** - Rapport de M. Bernard GRASSET (2 juin 1998) [n° 943 (97-98)].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. Nicolas ABOUT (2 juin 1998) [n° 467 (97-98)]

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE)** (13 mai 1998) [n° 901 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Bernard GRASSET (3 juin 1998) [n° 958 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 147].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (10 juin 1998) [n° 487 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT (17 juin 1998) [n° 501 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 157].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (25 juin 1998) [n° 1022 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Bernard GRASSET (30 juin 1998) [n° 1030 (97-98)] - Discussion (30 juin 1998) - Adoption (30 juin 1998) [n° 180].

PROMULGATION : loi n° 98-567 du 8 juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 9 juillet 1998).

#### Discussion (première lecture)

(24 mars 1998) (p. 1239, 1261).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1239, 1248) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Paul Amoudry, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean-Luc Bécart, Bertrand Delanoë, Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1248, 1260) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Paul Amoudry, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean-Luc Bécart, Aubert Garcia, Jacques Habert, Alain Richard, ministre de la défense.

**Art. 1** (création d'une nouvelle autorité administrative indépendante : la commission consultative du secret de la défense nationale) (p. 1248) - Adopté après modification (p. 1250).

**Art. 2** (composition de la commission) (p. 1250) - Adopté après modification (p. 1253).

**Art. 3** (les moyens de fonctionnement de la commission) (p. 1253) - Adopté.

**Art. 4** (saisine de la commission) (p. 1253) - Adopté après modification (p. 1254).

**Art. 5** (le pouvoir des membres de la commission) (p. 1254) - Adopté après modification (p. 1255).

**Art. 6** (les garanties à l'action de la commission) (p. 1255) - Adopté.

**Art. 7** (l'avis de la commission) (p. 1256) - Adopté après modification (p. 1259; précédemment réservé p. 1255).

**Art. 8** (la décision de l'autorité administrative) (p. 1255) - Adopté après modification (p. 1256).

**Art. 9** (dispositions provisoires concernant les premiers membres de la commission) (p. 1259) - Adopté (p. 1260).

**Art. 10** (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) (p. 1260) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1260, 1261) : MM. Aubert Garcia, Jacques Habert, François Trucy, Serge Vinçon.

Adoption (24 mars 1998) (p. 1261).

#### Discussion (deuxième lecture)

(13 mai 1998) (p. 2277, 2300).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2277, 2281) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Luc Bécart, Bertrand Delanoë, Alain Richard, ministre de la défense.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2281, 2286) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Bertrand Delanoë, Guy Penne, Alain Richard, ministre de la défense.

**Art. 1** (création et compétence de la commission consultative du secret de la défense nationale) (p. 2281) - Adopté après modification (p. 2282).

**Art. 2** (composition de la commission) (p. 2282) - Adopté après modification (p. 2283).

**Art. 4** (procédures de saisine de la commission consultative) (p. 2283) - Adopté après modification (p. 2285).

**Art. 5** (pouvoirs de la commission) (p. 2285) - Adopté après modification.

**Art. 7** (avis de la commission) (p. 2285) - Adopté après modification (p. 2286).

**Art. 8** (décision de l'autorité administrative et publication du sens de l'avis de la commission) (p. 2286) - Adopté après modification.

Adoption (13 mai 1998) (p. 2286).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(25 juin 1998) (p. 3481, 3486).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3481, 3483) : MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Bertrand Delanoë, Alain Richard, ministre de la défense.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3484, 3485) : MM. Nicolas About, Alain Richard, ministre de la défense.

**Art. 1<sup>er</sup>** (institution et rôle de la commission consultative du secret de la défense nationale) (p. 3484) - Adopté après modification.

**Art. 4** (procédure de saisine de la commission) (p. 3484) - Adopté après modification (p. 3485).

**Art. 7** (avis de la commission) (p. 3485) - Adopté après modification.

**Art. 8** (décision de l'autorité administrative) (p. 3485) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3485, 3486) : MM. Jean-Luc Bécart, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jacques Habert.

Adoption (25 juin 1998) (p. 3486).

## Délinquance

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1  
*Droit pénal*, 1  
*Transports*, 1

## Démographie

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Elections et référendums*, 1  
*Justice*, 3  
*Lois de finances*  
*Rapports du Gouvernement*

**1.** - **Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer (12 novembre 1997) [n° 428 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (17 décembre 1997) [n° 590 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 54].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1997) [n° 196 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (4 février 1998) [n° 264 (97-98)] - Discussion (5 février 1998) - Adoption (5 février 1998) [n° 77].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 février 1998) [n° 687 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (25 février 1998) [n° 721 (97-98)] - Discussion (25 février 1998) - Adoption (25 février 1998) [n° 94].

PROMULGATION : loi n° 98-145 du 6 mars 1998 (J.O. Lois et décrets du 10 mars 1998).

#### Discussion (première lecture)

(5 février 1998) (p. 692, 709).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 692, 707) : *MM. Guy Allouche, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Simon Loueckhote, Daniel Millaud, Georges Othily, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur; Victor Reux.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 707, 709) : *MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur; Victor Reux.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*champ de l'habilitation et consultation des assemblées locales*) (p. 707) - Adopté après modification (p. 708).

**Art. 2** (*délais d'adoption des ordonnances et de dépôt des projets de loi de ratification*) (p. 708) - Adopté.

**Art. 3** (*remise en vigueur du régime transitoire applicable à l'Université française du Pacifique*) (p. 708) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 708).

**Art. additionnel** (*validation des actes relatifs à l'Université française du Pacifique*) (p. 708) - Adopté.

**Art. 4** (*validation des concessions d'endiguage du port autonome de Nouméa*) (p. 708) - Adopté après modification (p. 709).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 709) : *Mme Odette Terrade.*

Adoption (5 février 1998) (p. 709).

2. - **Projet de loi portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre Ier du livre VII du code de santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territorial de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer (23 juillet 1997) [n° 190 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Odette GRZEGRZULKA (2 décembre 1997) [n° 497 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 55].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique à Mayotte.**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1997) [n° 195 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (12 février 1998) [n° 293 (97-98)] - Discussion (24 février 1998) - Adoption (24 février 1998) [n° 84].

PROMULGATION : loi n° 98-144 du 06 mars 1998 (J.O. Lois et décrets du 10 mars 1998).

#### Discussion (première lecture)

(24 février 1998) (p. 893, 908).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 893, 896) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Marcel Henry, Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 896, 908).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*ratification de l'ordonnance*) (p. 897) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*modification du titre de l'ordonnance*) (p. 897) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup> ter** (*création d'un titre premier bis relatif à Mayotte au sein du livre VII du code de la santé publique*) (p. 897) - Adopté (p. 906).

**Art. 1<sup>er</sup> quater** (*décrets d'application des dispositions législatives du livre VII du code de la santé publique applicables à Mayotte*) (p. 906) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup> quinquies** (*abrogation des articles 1er à 12 et 31 de l'ordonnance*) (p. 906) - Adopté.

**Art. 2** (*rectifications et modifications de l'ordonnance*) (p. 906) - Adopté (p. 907).

**Art. 3** (*organisation du contentieux de la sécurité sociale à Mayotte*) (p. 907) - Adopté.

**Art. 4** (*incompatibilité entre le mandat de conseiller général et la fonction de directeur de l'établissement public de santé de Mayotte*) (p. 908) - Adopté.

**Art. 5** (*institution d'un rapport évaluant la mise en oeuvre de l'ordonnance*) (p. 908) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 908) : *Mme Dinah Derycke.*

Adoption (24 février 1998) (p. 908).

3. - **Projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Franck BOROTRA, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications (5 septembre 1996) [n° 501 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON (19 février 1997) [n° 216 (96-97)] - Discussion (27 février 1997) - (voir Table thématique 1997 - Départements et territoires d'outre-mer) - Adoption (27 février 1997) [n° 74].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 février 1997) [n° 3399 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Yvon JACOB (18 mars 1997) [n° 3449 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 690] -

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 mars 1997) [n° 296 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON (1er avril 1998) [n° 367 (97-98)] - Discussion (9 avril 1998) - Adoption (9 avril 1998) [n° 112].

PROMULGATION : loi n° 98-297 du 21 avril 1998 (J. O. Lois et décrets du 22 avril 1998).

#### Discussion (deuxième lecture)

(9 avril 1998) (p. 1641, 1643).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1641, 1642) : *MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1642, 1643).

**Art. 5** (*dispositions adaptant le code minier aux départements d'outre-mer*) (p. 1642) - Adopté (p. 1643).

Adoption (9 avril 1998) (p. 1643).

**4. - Projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (27 mai 1998) [n° 937 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine TASCIA (9 juin 1998) [n° 972 (97-98)] - Discussion (11, 16 juin 1998) - Adoption (16 juin 1998) [n° 158].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (16 juin 1998) [n° 497 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (24 juin 1998) [n° 522 (97-98)] - Discussion (30 juin 1998) - Adoption (30 juin 1998) [n° 162] - **Adoption définitive : Congrès du Parlement le 6 juillet 1998.**

**PROMULGATION : loi n° 98-610 du 20 juillet 1998 (J.O. Lois et décrets du 21 juillet 1998).**

#### Discussion (première lecture)

(30 juin 1998) (p. 3629, 3652).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3629, 3650) : *MM. Guy Allouche, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Simon Loueckhote, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Georges Othily, Robert Pagès, Charles Pasqua, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 3650, 3652).

**Art. 1<sup>er</sup>** (rétablissement d'un titre XIII dans la Constitution) (p. 3650) - Adopté.

**Art. 2** (principe et modalités du scrutin portant sur l'accord de Nouméa) (p. 3650) - Adopté (p. 3651).

**Art. 3** (champ de la loi organique définissant, pour une période de vingt ans, le statut de la Nouvelle-Calédonie) (p. 3651) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3651, 3652) : *MM. Lucien Lanier, Roland du Luart, Basile Tui.*

**Scrutin public à la tribune n° 113** (p. 3652).

**Adoption** (30 juin 1998) (p. 3652).

**Adoption définitive en Congrès du Parlement (6 juillet 1998) - Voir in fine.**

## Détention provisoire

Voir *Procédure pénale*, 1; 2

## Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Armes*, 1  
*Traités et conventions*, 1; 2; 3; 17; 18; 19; 26; 27; 28; 29; 30; 37; 38; 39; 40; 41; 42; 43; 44

## Divorce

**1. - Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code civil relatives à la prestation compensatoire en cas de divorce, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Nicolas ABOUT (12 décembre 1996) [n° 151 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Daniel HOEFFEL avec celui de la proposition de loi n° 400 (96-97) du 6 août 1997 (9 octobre 1997) [n° 20 (97-98)] - Divorce ou séparation de corps - Rapport supplémentaire commun de M. Jean-Jacques HYEST avec celui de la

proposition de loi n° 400 (96-97) du 6 août 1997 - Divorce ou séparation de corps - (25 février 1998) [n° 309 (97-98)] - Discussion (10, 25 février 1998) - Adoption (25 février 1998) [n° 87].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (25 février 1998) [n° 735 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

#### Discussion (première lecture)

(10 février 1998) (p. 746, 756); (25 février 1998) (p. 942, 960).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 746, 756) : *MM. Nicolas About, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyest, en remplacement de M. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 942, 960) : *MM. Nicolas About, Robert Badinter, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois, Jacques Larché, président de la commission des lois; Robert Pagès.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (caractère forfaitaire de la prestation compensatoire et conditions de sa révision) (p. 942) - Adopté après modification (p. 947).

Après l'art. 1<sup>er</sup> (p. 947).

**Art. additionnel** (compétence du juge délégué aux affaires familiales pour la révision de la prestation compensatoire) (p. 947) - Adopté.

**Art. additionnel** (extension des possibilités d'abandon de biens en matière de prestation compensatoire en capital) (p. 949) - Adopté.

**Art. additionnel** (possibilité de conversion de la rente en capital à la demande du débiteur ou du créancier à tout moment) (p. 949) - Adopté.

**Art. 2** (fixation de la durée de la rente par le juge) (p. 950) - Adopté après modification (p. 952).

**Art. 2 bis** (possibilité pour les héritiers du débiteur de la rente compensatoire de demander sa révision) (p. 952) - Adopté (p. 957).

Après l'art. 2 (p. 957).

**Art. additionnel** (élargissement des garanties susceptibles d'assurer le paiement de la rente) (p. 957) - Adopté.

**Art. 3** (relèvement du seuil d'exonération du droit de mutation à titre gratuit applicable aux versements en capital entre époux lorsqu'ils proviennent des biens propres de l'un d'eux) (p. 957) - Retiré (p. 958).

**Art. 4** (révision des rentes allouées avant l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 958) - Adopté.

**Intitulé de la proposition de loi** (proposition de loi relative à la prestation compensatoire en matière de divorce) (p. 958) - Adopté (p. 959).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 959, 960) : *MM. Nicolas About, Louis Althapé, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Robert Pagès.*

**Scrutin public n° 77** (p. 960).

**Adoption** (25 février 1998) (p. 960).

## Dopage

Voir *Sports*, 2

## Douanes

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Art. 57  
*Traités et conventions*, 50; 51; 52

## Droit civil

**1. - Proposition de loi permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, par M. Renaud DONNEDIEU DE VABRES (4 novembre 1997) [n° 412 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Renaud DONNEDIEU DE VABRES (12 novembre 1997) [n° 431 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997) [n° 31].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi permettant à l'enfant orphelin de participer au conseil de famille**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE)** (20 novembre 1997) [n° 99 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Luc DEJOIE (22 avril 1998) [n° 396 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (29 avril 1998) [n° 123].

**PROMULGATION** : loi n° 98-381 du 14 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 19 mai 1998).

### Discussion (première lecture)

(29 avril 1998) (p. 1971, 1975).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1971, 1974) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Mme Joëlle Dusseau, M. Robert Pagès, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1975).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*convocation du conseil de famille à la demande du mineur âgé de moins de seize ans*) (p. 1975) - Adopté.

**Art. 2 et 3** (*articles 411 et 415 du code civil*) (p. 1975) - Adoptés.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1975) : *M. François Trucy.*

**Adoption** (29 avril 1998) (p. 1975).

## Droit d'asile

Voir *Nationalité*, 2

## Droit pénal

Voir *Traités et conventions*, 48; 49

**1. - Projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (3 septembre 1997) [n° 202 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (24 septembre 1997) [n° 228 (96-97)] - Discussion (1er octobre 1997) - Adoption (1er octobre 1997) [n° 9].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE)** (2 octobre 1997) [n° 11 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jacques BIMBENET (23 octobre 1997) [n° 51 (97-98)] - Discussion (28, 29, 30 octobre 1997) - Adoption (30 octobre 1997) [n° 28] - (voir *Table thématique 1997 - droit pénal 1*).

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE)** (30 octobre 1997) [n° 397 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (14 janvier 1998) [n° 622 (97-98)] - Discussion (20 janvier 1998) - Adoption (20 janvier 1998) [n° 74].

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE)** (22 janvier 1998) [n° 234 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles JOLIBOIS (4 février 1998) [n° 265 (97-98)] - Discussion (31 mars 1998) - Adoption (31 mars 1998) [n° 105].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE)** (1er avril 1998) [n° 812 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. Charles JOLIBOIS (19 mai 1998) [n° 435 (97-98)] - Discussion (4 juin 1998) - Adoption (4 juin 1998) [n° 152].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE)** - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (14 mai 1998) [n° 906 (97-98)] - Discussion (3 juin 1998) - Adoption (3 juin 1998) [n° 143].

**PROMULGATION** : loi n° 98-468 du 17 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 18 juin 1998).

### Discussion (deuxième lecture)

(31 mars 1998) (p. 1356, 1384).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1356, 1361) : *M. Guy Allouche, Mmes Joëlle Dusseau, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Robert Pagès.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1361, 1383) : *MM. Guy Allouche, Philippe Darniche, Michel Dreyfus-Schmidt, Mmes Joëlle Dusseau, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois, Robert Pagès.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*suivi socio-judiciaire*) (p. 1361).

**Art. 131-36-1 du code pénal** (*instauration d'un suivi socio-judiciaire relevant de la juridiction de jugement*) (p. 1361) - Adopté après modification (p. 1363).

**Art. 131-36-1-1 du code pénal** (*mesures de surveillance applicables à la personne condamnée à un suivi socio-judiciaire*) (p. 1363) - Adopté après modification.

**Art. 131-36-1-2 du code pénal** (*mesures d'assistance pour la personne condamnée à un suivi socio-judiciaire*) (p. 1363) - Adopté après modification (p. 1364).

**Art. 131-36-2 du code pénal** (*injonction de soins*) (p. 1364) - Adopté après modification.

**Adoption de l'article 1er modifié** (p. 1364).

**Art. 5 A** (*création d'un fichier national d'empreintes génétiques des délinquants sexuels*) (p. 1364) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 5** (*exécution du suivi socio-judiciaire*) (p. 1364).

**Art. 763-5 du code de procédure pénale** (*possibilité, pendant la durée du suivi socio-judiciaire, de modifier ou de compléter les mesures d'assistance*) (p. 1365) - Adopté après modification.

**Art. 763-8 du code de procédure pénale** (*conditions dans lesquelles le condamné peut être relevé de la mesure de suivi socio-judiciaire*) (p. 1365) - Adopté après modification.

**Art. 763-9 du code de procédure pénale** (*exécution de la peine privative de liberté frappant une personne également astreinte au suivi judiciaire dans un établissement spécialisé*) (p. 1365) - Adopté après modification (p. 1366).

Art. 763-10 du code de procédure pénale (*hypothèse du prononcé d'un suivi socio-judiciaire par une juridiction pour mineurs*) (p. 1366) - Adopté après modification.

**Adoption de l'article 5 modifié** (p. 1366).

**Art. 6** (*mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire*) (p. 1366).

Art. L.355-33 du code de la santé publique (*obligation pour le juge d'application des peines de désigner un médecin coordonnateur pour la mise en oeuvre de l'injonction de soins*) (p. 1367) - Adopté après modification (p. 1368).

Art. L.355-34 du code de la santé publique (*information du médecin traitant par le médecin coordonnateur et justification du suivi du traitement*) (p. 1368) - Adopté après modification.

Art. L.355-35 du code de la santé publique (*levée de l'obligation de secret professionnel pour les médecins concourant à l'exécution du suivi socio-judiciaire*) (p. 1368) - Adopté.

**Adoption de l'article 6 modifié** (p. 1368).

**Art. 7 A** (*assimilation des délits à caractère sexuel au regard de la récidive*) (p. 1368) - Adopté.

**Art. 7** (*définition du délit de harcèlement sexuel*) (p. 1369) - Supprimé (p. 1370).

**Art. 9** (*utilisation d'un réseau de télécommunications pour commettre des délits de proxénétisme, de corruption de mineurs ou d'atteintes sexuelles sur mineurs*) (p. 1370) - Adopté après modification.

**Art. 10** (*création d'un délit de bizutage*) (p. 1370) - Supprimé (p. 1372).

**Art. 12** (*aggravation des sanctions de certaines infractions commises en milieu scolaire à l'égard de mineurs*) (p. 1372) - Adopté.

**Art. 12 bis** (*diffusion d'une image à caractère pédophile*) (p. 1372) - Adopté (p. 1373).

**Art. 12 ter** (*diffusion d'une image à caractère pédophile*) (p. 1373) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 14 bis** (*établissements offrant des biens ou des services à caractère pornographique*) (p. 1373) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 15** (*établissements offrant des biens ou des services à caractère pornographique*) (p. 1373) - Adopté.

**Art. 16 bis** (*établissements, offrant des biens ou des services à caractère pornographique*) (p. 1373) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 18 A** (*recevabilité de la constitution de partie civile de certaines associations*) (p. 1373) - Adopté après modification (p. 1374).

**Art. 18 ter** (*délai de prescription de l'action publique pour certains délits commis contre les mineurs*) (p. 1374) - Adopté (p. 1376).

**Art. 18 quater** (*décisions de classement sans suite*) (p. 1376) - Supprimé.

**Art. 18 quinquies** (*décisions de classement sans suite*) (p. 1376) - Supprimé.

**Art. 19** (*protection des mineurs victimes*) (p. 1376).

Art. 706-48-1 du code de procédure pénale (*nécessité pour le mineur victime d'être assisté d'un avocat*) (p. 1377) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 706-49 du code de procédure pénale (*expertise médico-psychologique des mineurs victimes d'une infraction sexuelle*) (p. 1377) - Adopté.

Art. 706-50 du code de procédure pénale (*conséquences de l'ouverture d'une enquête pour infraction sexuelle sur la procédure d'assistance éducative dont peut faire l'objet le*

*mineur victime d'une infraction sexuelle*) (p. 1377) - Adopté après modification (p. 1378).

Art. 706-51 du code de procédure pénale (*désignation d'un administrateur ad hoc chargé d'assister les mineurs victimes*) (p. 1378) - Adopté.

Art. 706-51-1 du code de procédure pénale (*conditions de désignation d'un administrateur ad hoc*) (p. 1378) - Adopté.

Art. 706-52 du code de procédure pénale (*conditions dans lesquelles le juge d'instruction procède aux auditions et confrontations de mineurs victimes d'une infraction sexuelle*) (p. 1378) - Supprimé.

Art. 706-53 du code de procédure pénale (*enregistrement audiovisuel de l'audition du mineur victime*) (p. 1378) - Adopté après modification (p. 1380).

Art. 706-54 du code de procédure pénale (*présence d'un psychologue, ou d'un médecin spécialiste de l'enfance, ou d'un membre de la famille du mineur, ou de l'administrateur ad hoc, ou d'une personne mandatée par le juge des enfants, lors des auditions et des confrontations d'un mineur victime d'une infraction sexuelle*) (p. 1380) - Adopté.

Art. 706-55 du code de procédure pénale (*dispositif relatif au fichier national d'empreintes génétiques des délinquants sexuels*) (p. 1380) - Adopté.

**Adoption de l'article 19 modifié** (p. 1380).

**Art. 19 bis** (*réductions de peines susceptibles d'être accordées aux auteurs d'infractions sexuelles*) (p. 1380) - Supprimé.

**Art. 24** (*interdiction de céder aux mineurs des vidéocassettes pornographiques ou d'incitation à la violence*) (p. 1380) - Adopté.

**Art. 30 bis** (*mention au casier judiciaire de la condamnation à une peine de suivi socio-judiciaire*) (p. 1380) - Adopté.

**Art. 31 bis** (*réparation du dommage causé à un mineur victime de violences ou d'atteintes sexuelles*) (p. 1380) - Supprimé (p. 1381).

**Art. 31 quater** (*preuve de la vérité des faits diffamatoires lorsqu'ils sont constitutifs d'infractions sexuelles*) (p. 1381) - Adopté après modification (p. 1382).

**Art. 32 bis** (*conditions de sortie d'un établissement psychiatrique d'une personne pénalement irresponsable*) (p. 1382) - Supprimé.

**Art. 33 bis** (*application immédiate des nouvelles dispositions relatives à la prescription*) (p. 1383) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1383, 1384) : *Mme Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Jacques Habert.*

**Adoption** (31 mars 1998) (p. 1384).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(4 juin 1998) (p. 2753, 2761).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2753, 2756) : *M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2757, 2761) : *Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Charles Jolibois, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*suivi socio-judiciaire*) (p. 2757).

**Art. 5** (*exécution du suivi socio-judiciaire*) (p. 2757).

**Art. 6** (*mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire*) (p. 2758).

**Art. 7** (*définition du délit de harcèlement sexuel*) (p. 2759).



**Art. 9** (*utilisation d'un réseau de télécommunications pour commettre des délits de proxénétisme, de corruption de mineurs ou d'atteintes sexuelles sur mineurs*) (p. 2759).

**Art. 10** (*création d'un délit de bizutage*) (p. 2759).

**Art. 18 A** (*recevabilité de la constitution de partie civile de certaines associations*) (p. 2759).

**Art. 18 quater** (*décisions de classement sans suite*) (p. 2759) - Supprimé par la CMP.

**Art. 18 quinquies** (*décisions de classement sans suite*) (p. 2759).

**Art. 19 bis** (*réductions de peines susceptibles d'être accordées aux auteurs d'infractions sexuelles*) (p. 2760).

**Art. 31 bis** (*réparation du dommage causé à un mineur victime de violences ou d'atteintes sexuelles*) (p. 2760).

**Art. 32 bis** (*conditions de sortie d'un établissement psychiatrique d'une personne pénalement irresponsable*) (p. 2760) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

**Adoption** (4 juin 1998) (p. 2761).

# E

## Eau et assainissement

Voir *Lois de finances*

## Economie et finances

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Education nationale

Voir *Allocutions et communications*  
*Enseignement, 2*  
*Rappels au règlement*

## Elections et référendums

Voir *Allocutions et communications*  
*Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 4*  
*Rappels au règlement*

**1. - Projet de loi organique relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (2 juillet 1997) [n° 381 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (12 septembre 1997) [n° 415 (96-97)] - Discussion (17 septembre 1997) - (voir Table Thématique 1997 - Elections et référendums) - Adoption (17 septembre 1997) [n° 107].**

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 septembre 1997) [n° 223 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christophe CARESCHE (24 septembre 1997) [n° 232 (96-97)] - Discussion (8 octobre 1997) - Adoption (8 octobre 1997) [n° 11].**

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994**

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 1997) [n° 21 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (16 octobre 1997) [n° 38 (97-98)] - Discussion (23 octobre 1997) - Adoption (23 octobre 1997) [n° 25].**

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France,**

**autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 octobre 1997) [n° 388 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christophe CARESCHE (17 décembre 1997) [n° 589 (97-98)] - Discussion (7 janvier 1998) - Adoption (7 janvier 1998) [n° 67].**

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994**

**TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (8 janvier 1998) [n° 208 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (1er avril 1998) [n° 368 (97-98)] - Discussion (21 avril 1998) - Adoption (21 avril 1998) [n° 117].**

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-400 DC du 20 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 26 mai 1998) qui déclare la loi conforme à la Constitution.**

**PROMULGATION : loi n° 98-404 du 25 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 26 mai 1998).**

### Discussion (troisième lecture)

(21 avril 1998) (p. 1722, 1727).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1722, 1726) : MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1726, 1727) : MM. Guy Cabanel, Pierre Fauchon, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.**

**Art. 1<sup>er</sup> (insertion dans le code électoral d'une section spécifique relative à l'exercice du droit de vote aux élections municipales par les ressortissants communautaires) (p. 1726) - Adopté.**

**Art. 2 (conditions générales de l'éligibilité des ressortissants communautaires comme conseiller municipal) (p. 1726) - Adopté.**

**Art. 12 (extension de la loi organique aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 1726) - Adopté (p. 1727).**

**Scrutin public n° 84 (p. 1727).**

**Adoption (21 avril 1998) (p. 1727).**

**2. - Proposition de loi tendant à compléter l'article L.30 du code électoral relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision, PRESENTEE AU SENAT, par M. Michel DREYFUS-SCHMIDT (2 octobre 1997) [n° 13 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel DREYFUS-SCHMIDT (25 février 1998) [n° 311 (97-98)] - Discussion (26 mai 1998) - Adoption (26 mai 1998) [n° 144].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mai 1998) [n° 924 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.**

### Discussion (première lecture)

(26 mai 1998) (p. 2448, 2452).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2448, 2452) : MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur de la commission des lois.**

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2452).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2452) : *M. Michel Duffour*.

**Adoption** (26 mai 1998) (p. 2452).

**3. - Projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse et au fonctionnement des conseils régionaux**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (10 juin 1998) [n° 975 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (18 juin 1998) [n° 993 (97-98)] - Discussion (23, 24 juin 1998) - Adoption (24 juin 1998) [n° 168].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (25 juin 1998) [n° 524 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (14 octobre 1998) [n° 17 (97-98)] - Discussion (20 et 21 octobre 1998) - Rejet (21 octobre 1998) [n° 1].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (21 octobre 1998) [n° 1142 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE)** - Rapport de M. René DOSIERE (28 octobre 1998) [n° 1152 (98-99)].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. Paul GIROD (28 octobre 1998) [n° 40 (98-99)].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE)** (21 octobre 1998) [n° 1142 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (4 novembre 1998) [n° 1177 (98-99)] - Discussion (19 novembre 1998) - Adoption (19 novembre 1998) [n° 200].

**TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE)** (23 novembre 1998) [n° 81 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (3 décembre 1998) [n° 95 (98-99)] - Discussion (9, 16 décembre 1998) - Adoption (16 décembre 1998) [n° 30].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse.**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE)** (16 décembre 1998) [n° 1278 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (22 décembre 1998) [n° 1286 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 236].

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL** : Décision n° 98-407 DC du 14 janvier 1999 (J. O. Lois et décrets du 20 janvier 1999) qui déclare le troisième alinéa de l'article 4, l'article 17 et l'article 24 contraires à la Constitution.

**PROMULGATION** : loi n° 99-36 du 19 janvier 1999 (J. O. Lois et décrets du 20 janvier 1999).

#### Discussion (première lecture)

(20 octobre 1998) (p. 3884, 3907) ; (21 octobre 1998) (p. 3925, 3934).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3884, 3907) : *MM. Guy Allouche, Guy Cabanel, Michel Duffour, Pierre Fauchon, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Daniel Hoeffel, Michel Mercier, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Jean-Pierre Raffarin, Josselin de Rohan.*

**Motion n° 54 de M. Josselin de Rohan tendant à opposer la question préalable** (p. 3925, 3934).

**Adoption de la motion** (scrutin public n° 1 ; p. 3934).

**Rejet** (21 octobre 1998) (p. 3934).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(9 décembre 1998) (p. 6195, 6227) ; (16 décembre 1998) (p. 6452, 6493).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 6195, 6216) : *MM. Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Michel Duffour, Patrice Gélard, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Masson, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6216, 6229 ; 6452, 6488) : *MM. Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Jean Arthuis, Christian Bonnet, Robert Bret, Jean Clouet, Michel Duffour, Claude Estier, Hilaire Flandre, Serge Franchis, Jean-Claude Gaudin, Patrice Gélard, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Legendre, Michel Mercier, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS RELATIVES AU MODE D'ELECTION DES CONSEILLERS REGIONAUX ET DES CONSEILLERS A L'ASSEMBLEE DE CORSE

**Art. 1<sup>er</sup>** (*réduction à cinq ans de la durée du mandat de conseiller régional*) (p. 6216) - Supprimé (p. 6219).

**Art. 2** (*effectif des conseils régionaux*) (p. 6456) - Adopté après modification (p. 6458 ; précédemment réservé p. 6219).

**Art. 3** (*mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux*) (p. 6219) - Adopté après modification (p. 6229 ; 6452, 6456).

**Art. 4** (*conditions de recevabilité des déclarations de candidature*) (p. 6458) - Adopté après modification (p. 6467).

**Art. 5** (*contenu de la déclaration de candidature*) (p. 6467) - Adopté après modification.

Après l'art. 5 (p. 6467).

**Art. additionnel** (*candidatures multiples : interdiction de figurer sur plusieurs sections départementales d'une même liste*) (p. 6467) - Adopté (p. 6468).

**Art. 6** (*dépôt et enregistrement des déclarations de candidature*) (p. 6468) - Adopté.

**Art. 7** (*contentieux de l'enregistrement des candidatures*) (p. 6468) - Adopté.

**Art. 8** (*retrait et remplacement de candidats*) (p. 6468) - Adopté.

**Art. 9** (*campagne électorale*) (p. 6468) - Adopté.

**Art. 10** (*recensement des votes*) (p. 6468) - Adopté.

**Art. 11** (*remplacement des conseillers régionaux*) (p. 6468) - Adopté après modification (p. 6469).

**Art. 12** (*contentieux des élections régionales*) (p. 6469) - Adopté après modification.

**Art. 13** (*conséquence de l'annulation des élections*) (p. 6469) - Adopté.

**Art. 14** (*abrogation*) (p. 6469) - Adopté.

**Art. 15** (*durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Corse*) (p. 6469) - Supprimé.

**Art. 16** (*mode de scrutin pour l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse*) (p. 6469) - Adopté après modification (p. 6470).

**Art. 16 bis** (*parité sur les listes pour l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse*) (p. 6470) - Rejeté par l'adoption de la motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à cet article (p. 6471).

**Art. 17** (*abrogations*) (p. 6471) - Adopté.

**Art. 18** (*remplacement des conseillers à l'Assemblée de Corse*) (p. 6471) - Adopté après modification (p. 6472).

## TITRE II

### DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMPOSITION DU COLLEGE ELECTORAL ELISANT LES SENATEURS

**Art. 19** (*composition du collège électoral des sénateurs*) (p. 6472) - Adopté après modification.

**Art. 20** (*désignation des délégués des conseils régionaux et de l'Assemblée de Corse dans le collège électoral des sénateurs*) (p. 6472) - Supprimé.

## TITRE III

### DISPOSITIONS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT DES CONSEILS REGIONAUX

**Art. 21** (*modalités de vote du budget de la région*) (p. 6473) - Rejeté par l'adoption de la motion n° 3, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à cet article (p. 6476).

**Art. 22** (*procédure d'adoption sans vote du budget de la région*) (p. 6476) - Supprimé (p. 6477).

**Art. 22 bis** (*caractère public des débats de la commission permanente*) (p. 6477) - Supprimé (p. 6482).

**Art. 22 ter** (*obligation de constituer un bureau*) (p. 6482) - Supprimé (p. 6483).

**Art. 22 quater** (*obligation pour le président d'accorder des délégations*) (p. 6483) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS FINALES

**Art. 23** (*coordination*) (p. 6483) - Adopté après modification.

**Art. 24** (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 6483) - Adopté après modification (p. 6487).

**Intitulé du projet de loi** (*projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers de l'Assemblée de Corse*) (p. 6487) - Adopté (p. 6488).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6488, 6492) : MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Lucien Lanier, Jean-Pierre Raffarin, Josselin de Rohan, Serge Vinçon.

**Adoption** (16 décembre 1998) (p. 6493).

**4. - Projet de loi organique limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (8 avril 1998) [n° 827 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN [n° 909 (97-98)] - Discussion (26, 27 mai 1998) - Adoption (27 mai 1998) [n° 138].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif à la limite du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (28 mai 1998) [n° 463 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jacques LARCHE avec celui du projet de loi n° 464 (97-98) du 2 juin 1998 - Elections - (21 octobre 1998) [n° 29 (98-99)] - Discussion (27, 28 octobre 1998) - Adoption (28 octobre 1998) [n° 4].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux.**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (29 octobre 1998) [n° 1157 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

### Discussion (première lecture)

(27 octobre 1998) (p.3983, 4008); (28 octobre 1998) (p. 4016, 4056).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3983, 4008; 4016, 4025) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 464 (97-98) - Elections et référendums) : MM. Philippe Adnot, Guy Allouche, André Boyer, Dominique Braye, Robert Bret, Jean-Paul Delevoye, Pierre Fauchon, Gaston Flosse, Paul Girod, Daniel Hoefel, Jean-Jacques Hyest, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Joseph Ostermann, Jacques Peyrat, Bernard Plasait, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Philippe Richert.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4026, 4056) : MM. Guy Allouche, Philippe Arnaud, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Christian Bonnet, Dominique Braye, Robert Bret, Michel Charasse, Jean Chérioux, Michel Duffour, Pierre Fauchon, Gaston Flosse, Serge Franchis, Patrice Gélard, Paul Girod, Jean-Jacques Hyest, Charles Jolibois, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Louis Moinard, Jacques Pelletier, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Alain Vasselle.

**Art. 1<sup>er</sup>** (*incompatibilité entre un mandat de parlementaire national et le mandat de parlementaire européen*) (p. 4026) - Adopté après modification (p. 4027).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*incompatibilité du mandat parlementaire avec la fonction de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France*) (p. 4027) - Supprimé.

**Art. 1<sup>er</sup> ter** (*incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de juge des tribunaux de commerce*) (p. 4027) - Supprimé (p. 4028).

**Art. 2** (*incompatibilité d'un mandat parlementaire avec une fonction d'exécutif d'une collectivité territoriale ou avec plus d'un mandat local*) (p. 4028) - Adopté après modification (p. 4036).

**Art. 2 bis** (*incompatibilité d'un mandat parlementaire avec les fonctions de membre de cabinet du président de la République ou d'un cabinet ministériel*) (p. 4036) - Supprimé (p. 4037).

**Art. 2 ter** (*incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de membre du directoire de la Banque centrale européenne et de membre de la Commission européenne*) (p. 4037) - Supprimé.

**Art. 2 quater** (*missions confiées à un parlementaire*) (p. 4037) - Supprimé.

**Art. 2 quinquies** (*incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de membre d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture*) (p. 4037) - Supprimé (p. 4038).

**Art. 2 sexies** (*incompatibilité avec des fonctions de direction de sociétés ayant un objet financier et faisant publiquement appel à l'épargne*) (p. 4038) - Supprimé.

**Art. 2 septies** (*interdiction pour un parlementaire d'exercer les droits attachés à la propriété de tout ou partie d'une société visée à l'article LO 146 du code électoral*) (p. 4038) - Supprimé (p. 4039).

**Art. 2 octies** (*interdiction faite au parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article LO 146 du code électoral*) (p. 4039) - Supprimé (p. 4040).

**Art. 2 nonies** (*interdiction pour un parlementaire non élu local d'exercer des fonctions non rémunérées au sein du conseil d'administration d'une société d'économie mixte locale*) (p. 4040) - Supprimé.

**Art. 2 decies** (*limitation pour les parlementaires du droit d'exercer la profession d'avocat*) (p. 4040) - Supprimé (p. 4042).

**Art. 3** (*harmonisation des délais de règlement des incompatibilités. Publication au Journal Officiel des déclarations d'activités professionnelles et d'intérêt général*) (p. 4042) - Adopté après modification.

**Art. 4** (*règlement des incompatibilités survenant postérieurement à l'élection du parlementaire*) (p. 4042) - Adopté après modification (p. 4043).

**Art. 4 bis** (*âge d'éligibilité des sénateurs*) (p. 4043) - Supprimé (p. 4044).

**Art. 4 ter** (*participation des parlementaires aux commissions constituées dans leur département d'élection*) (p. 4044) - Supprimé (p. 4045).

**Art. 4 quater** (*association des parlementaires à la préparation et à l'exécution des "contrats locaux"*) (p. 4045) - Supprimé (p. 4046).

**Art. 4 quinquies** (*communication pour avis avant leur publication des décrets d'ouvertures et arrêtés d'annulations de crédits*) (p. 4046) - Supprimé (p. 4047).

**Art. 5** (*application de la loi dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 4047) - Adopté après modification.

**Art. 6** (*incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 4047) - Adopté après modification.

**Art. 7** (*incompatibilités applicables à Mayotte*) (p. 4047) - Adopté après modification (p. 4048).

**Art. 8** (*assimilation du mandat de conseiller territorial de la Polynésie française avec le mandat de conseiller général*) (p. 4048) - Adopté après modification.

Après l'art. 8 (p. 4048).

**Art. additionnel** (*assimilation des fonctions de président du gouvernement et de membre du gouvernement de la Polynésie française avec les fonctions de président du conseil général*) (p. 4048) - Adopté (p. 4049).

**Art. additionnel** (*assimilation du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna avec le mandat de conseiller général*) (p. 4048) - Adopté (p. 4049).

**Art. additionnel** (*assimilation du mandat de membre d'une assemblée de province de Nouvelle-Calédonie avec le mandat de conseiller général*) (p. 4049) - Adopté.

**Art. 9** (*abrogation*) (p. 4049) - Adopté.

**Art. 10** (*dispositions transitoires*) (p. 4049) - Adopté après modification (p. 4050).

**Intitulé du projet de loi organique** (*projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux*) (p. 4050) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4050, 4056) : MM. Guy Allouche, Philippe Arnaud, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Louis Boyer, Dominique Braye, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Patrice Gélard, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois, Alain Peyrefitte.

**Scrutin public de droit n° 2** (p. 4056).

**Adoption** (28 octobre 1998) (p. 4056).

**5. - Projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel**

JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (8 avril 1998) [n° 828 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (20 mai 1998) [n° 909 (97-98)] - Discussion (26, 27, 28 mai 1998) - Adoption (28 mai 1998) [n° 139].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (2 juin 1998) [n° 464 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jacques LARCHE avec celui du projet de loi organique n° 463 (97-98) du 28 mai 1998 - Elections - (21 octobre 1998) [n° 29 (98-99)] - Discussion (27, 28, 29 octobre 1998) - Adoption (29 octobre 1998) [n° 5].

**NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (29 octobre 1998) [n° 1158 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

#### Discussion (première lecture)

(27 octobre 1998) (p. 3983, 4008); (28 octobre 1998) (p. 4016, 4025); (29 octobre 1998) (p. 4065, 4086).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3983, 4008; 4016, 4025) (discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 463 (97-98) - Elections et référendums) : MM. Philippe Adnot, Guy Allouche, André Boyer, Dominique Braye, Robert Bret, Jean-Paul Delevoye, Pierre Fauchon, Gaston Flosse, Paul Girod, Daniel Hoëffel, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Gérard Larcher, Joseph Ostermann, Jacques Peyrat, Bernard Plasait, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Philippe Richert.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4065, 4086) : MM. Guy Allouche, Jean Chérioux, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Jacques Larché, président de la commission des lois et rapporteur; Marcel Lesbros, Jacques Pelletier, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer ministre de l'intérieur par intérim.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ELECTORAL

**Art. 1<sup>er</sup> A** (*fixation à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité*) (p. 4065) - Supprimé (p. 4066).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*généralisation de la limitation à deux du nombre des mandats locaux exercés simultanément*) (p. 4066) - Adopté après modification (p. 4067).

**Art. 2** (*reprise dans le code électoral de dispositions du code général des collectivités territoriales*) (p. 4067) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 2 bis** (*incompatibilité entre un mandat local et la fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire et d'une chambre d'agriculture*) (p. 4067) - Supprimé.

**Art. 2 ter** (*fixation à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité des conseils généraux*) (p. 4067) - Supprimé (p. 4068).

**Art. 2 quater** (*inélégibilité aux élections municipales des membres du cabinet du président du conseil général, du conseil régional ou du conseil exécutif de Corse*) (p. 4068) - Supprimé.

**Art. 2 quinquies** (*éligibilité des conseillers régionaux à dix-huit ans*) (p. 4069) - Supprimé.

#### TITRE II

### DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Art. 3** (*éligibilité du maire à dix-huit ans, fonctions incompatibles avec celles du maire*) (p. 4069) - Adopté après modification (p. 4070).

**Art. 3 bis** (*interdiction de recevoir une délégation pour le conseiller municipal ayant démissionné de ses fonctions de maire afin de se conformer à la législation sur les incompatibilités*) (p. 4070) - Supprimé (p. 4071).

**Art. 3 ter** (*bénéfice d'un crédit d'heures pour les conseillers municipaux des communes de plus de 3500 habitants*) (p. 4071) - Supprimé (p. 7072).

**Art. 3 quater** (*barème du crédit d'heures pour les conseillers municipaux des communes de moins de 100 000 habitants*) (p. 4043) - Supprimé.

**Art. 3 quinquies** (*suspension du contrat de travail des élus municipaux*) (p. 4073) - Supprimé.

**Art. 3 sexies** (*revalorisation de l'indemnité maximale de fonction des maires*) (p. 4073) - Supprimé (p. 4076).

**Art. 4** (*fonctions incompatibles avec celles de président de conseil général*) (p. 4076) - Adopté après modification (p. 4077).

**Art. 4 bis** (*interdiction de recevoir une délégation pour le conseiller général ayant démissionné de ses fonctions de président du conseil général afin de se conformer à la législation sur les incompatibilités*) (p. 4077) - Supprimé.

**Art. 5** (*fonctions incompatibles avec celles de président du conseil régional*) (p. 4077) - Adopté après modification (p. 4078).

**Art. 5 bis** (*interdiction de recevoir une délégation pour le conseiller régional ayant démissionné de ses fonctions de président du conseil régional afin de se conformer à la législation sur les incompatibilités*) (p. 4078) - Supprimé.

**Art. 6** (*incompatibilités applicables au président du conseil exécutif de Corse*) (p. 4078) - Adopté (p. 4079).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 77-729 DU 7 JUILLET 1977 RELATIVE A L'ELECTION DES REPRESENTANTS AU PARLEMENT EUROPEEN

**Art. 7** (*incompatibilité du mandat de représentant au Parlement européen avec des fonctions non électives*) (p. 4079) - Adopté.

**Art. 8** (*incompatibilité du mandat de représentant au Parlement européen avec des mandats et fonctions électives*) (p. 4079).

**Art. 6-1** de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (*incompatibilité avec le mandat de parlementaire national*) (p. 4079) - Adopté.

**Art. 6-2** de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (*incompatibilité avec l'exercice d'une fonction de président d'un conseil régional, général, maire, président d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre*) (p. 4079) - Supprimé (p. 4080).

**Art. 6-3** de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (*incompatibilité avec le mandat de conseiller régional, conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller général, conseiller de Paris, conseiller municipal*) (p. 4080) - Adopté après modification.

**Art. 6-3-1** de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (*incompatibilité avec les fonctions de membre de la commission européenne, du directoire de la Banque centrale européenne ou du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France*) (p. 4080) - Supprimé.

**Art. 6-3-2** de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (*incompatibilité avec la fonction du juge de tribunal de commerce*) (p. 4080) - Supprimé.

**Art. 6-4** de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 (*cas de contestation de l'élection*) (p. 4080) - Adopté après modification (p. 4081).

**Adoption de l'article 8 modifié** (p. 4081).

**Art. 9** (*incompatibilités applicables au remplaçant du parlementaire européen*) (p. 4081) - Adopté après modification.

### TITRE III BIS

#### DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 58-1100 DU 17 NOVEMBRE 1958 RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

**Art. 9 bis** (*information des parlementaires par les commissions permanentes des assemblées*) (p. 4081) - Supprimé (p. 4082).

**Art. 9 ter** (*communication au Parlement de documents relatifs à la préparation et à l'exécution des lois - pouvoir d'entendre tout fonctionnaire*) (p. 4082) - Supprimé.

**Art. 9 quater** (*communication des décrets d'application avant leur publication*) (p. 4082) - Supprimé.

**Art. 9 quinquies** (*moyens d'information du Parlement*) (p. 4082) - Supprimé.

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER

**Art. 10** (*principe de l'application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 4083) - Adopté après modification.

**Art. 11** (*modalités d'application de la loi en Polynésie française*) (p. 4083) - Adopté après modification.

**Après l'art. 11** (p. 4083).

**Art. additionnel** (*modalités d'application de la loi en Nouvelle-Calédonie*) (p. 4083) - Adopté (p. 4084).

**Art. 12** (*modalités d'application de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 4084) - Adopté après modification.

**Art. 13** (*modalités d'application de la loi à Mayotte*) (p. 4084) - Adopté après modification (p. 4085).

**Art. 14** (*abrogation*) (p. 4085) - Adopté.

### TITRE V

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**Art. 15** (*dispositions transitoires*) (p. 4085) - Adopté.

**Intitulé du projet de loi** (*projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives*) (p. 4085) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4085, 4086) : M. Guy Allouche, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyest.

**Adoption** (29 octobre 1998) (p. 4086).

### Eloges funèbres

**Eloge funèbre de Pierre Croze**, sénateur représentant les Français établis hors de France, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement (24 février 1998) (p. 880, 881).

**Eloge funèbre de Régis Ploton**, sénateur de la Haute-Loire, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget (25 mars 1998) (p. 1274, 1275).

**Eloge funèbre de Maurice Schumann**, sénateur du Nord, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Lionel Jospin, Premier ministre (21 avril 1998) (p. 1682, 1684).

**Eloge funèbre de Pierre Lagourgue**, sénateur de la Réunion, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice (5 mai 1998) (p. 2016, 2018).

**Eloge funèbre de Bernard Barbier**, sénateur de la Côte-d'Or, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement (26 mai 1998) (p. 2464, 2466).

**Eloge funèbre de Sosefo Makapé Papilio**, sénateur de Wallis-et-Futuna, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget (27 mai 1998) (p. 2477, 2478).

**Eloge funèbre de Georges Mazars**, sénateur du Tarn, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget (15 décembre 1998) (p. 6406, 6407).

## Elus locaux

Voir *Baux*, 1

## Emploi

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3  
*Lois de finances*  
*Nationalité*, 2  
*Politique économique et sociale*, 2 Art. 5; 3  
*Rapports du Gouvernement*

## Emploi des jeunes

Voir *Lois de finances*  
*Rappels au règlement*

## Emprunts russes

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Art. 43

## Energie nucléaire

Voir *Traités et conventions*, 8  
*Rapports du Gouvernement*

## Enfance (protection)

Voir *Enseignement*, 1

## Enfants

Voir *Droit civil*, 1

## Enseignants

Voir *Enseignement*, 2

## Enseignement

**1. - Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire**, PRESENTÉE AU SENAT par M. Nicolas ABOUT, sénateur (29 janvier 1998) [n° 260 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles. - Rapport commun de M. Jean-Claude CARLE avec celui de la proposition de loi n° 391 (96-97) du 24 juillet 1997 - Enseignement - (17 juin 1998) [n° 504 (97-98)] - Discussion (29 juin 1998) - Adoption (29 juin 1998) [n° 161].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1998) [n° 1032 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Patrick LEROY (8 décembre 1998) [n° 1250 (98-99)] - Discussion (10 décembre 1998) - Adoption (10 décembre 1998) [n° 218].

PROMULGATION : loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1998).

### Discussion (première lecture)

(29 juin 1998) (p. 3604, 3621).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3604, 3612) : MM. Nicolas About, Jean-Claude Carle, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Serge Lagache, Mmes Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; Odette Terrade.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3612, 3620) : MM. Nicolas About, Jean-Claude Carle, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Serge Lagache, Robert Pagès, Mme Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire.

Avant l'art. 1<sup>er</sup> (p. 3612).

**Art. additionnel** (rappel solennel du droit de l'enfant à l'instruction, en affirmant le rôle de l'école) (p. 3612) - Adopté.

**Art. additionnel** (obligation de déclaration d'instruction à chaque rentrée scolaire et en cas de changement de choix d'instruction en cours d'année) (p. 3612) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup>** (renforcement du contrôle de l'enfant instruit dans sa famille ou dans un établissement hors contrat) (p. 3612) - Adopté après modification (p. 3615).

**Art. 2** (autorisation de l'évaluation de l'enseignement dispensé dans les classes hors contrat des établissements privés) (p. 3615) - Adopté (p. 3616).

**Art. 3** (atteintes portées au principe de l'instruction obligatoire) (p. 3616) - Adopté après modification (p. 3618).

**Art. 4** (amende consécutive au défaut de déclaration d'instruction dans la famille ou dans un établissement privé hors contrat) (p. 3618) - Adopté après modification (p. 3619).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3620, 3621) : MM. Hilaire Flandre, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Mme Anne Heinis.

Adoption (29 juin 1998) (p. 3621).

**2. - Proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur la situation et la gestion des personnels enseignants et non enseignants de l'éducation nationale**, PRESENTÉE AU SENAT par M. Jean ARTHUIS, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 octobre 1998) [n° 30 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Jean BERNADAUX (3 novembre 1998) [n° 46 (98-99)] - Avis de M. Pierre FAUCHON (4 novembre 1998) [n° 52 (98-99)] - Discussion (5 novembre 1998) - Adoption (5 novembre 1998) [n° 12]. (5 novembre 1998) (p. 4251, 4260)

**Discussion**

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4251, 4256) : *MM. Jean Arthuis, Jean Bernadoux, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Jean-Claude Carle, Pierre Fauchon, rapporteur pour avis de la commission des lois; Ivan Renar*

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 4256, 4260) : *MM. Jean Arthuis, Dominique Braye, Michel Dreyfus-Schmidt, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jean-Jacques Hyest, Ivan Renar.*

Adoption (5 novembre 1998) (p. 4260).

**Enseignement agricole**

Voir *Lois de finances*  
*Enseignement, 2*

**Enseignement primaire**

Voir *Lois de finances*  
*Enseignement, 2*

**Enseignement secondaire**

Voir *Lois de finances*

**Enseignement supérieur**

Voir *Lois de finances*

**Enseignement technique et professionnel**

Voir *Lois de finances*

**Entreprises (charges)**

Voir *Salaires, traitements et indemnités, 1*

**Entreprises (création)**

Voir *Fonctionnaires et agents publics, 1*

**Entreprises (fiscalité)**

Voir *Lois de finances*

**Entreprises (petites et moyennes) (PME)**

Voir *Lois de finances*

**Environnement**

Voir *Lois de finances*  
*Politique économique et sociale, 2 TITRE IV*

1. - Proposition de loi relative à la mise en oeuvre du réseau écologique européen, dénommé Natura 2000, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-François LE GRAND (18 décembre 1997) [n° 194 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (17 juin 1998) [n° 503 (97-98)] -

Discussion (29 juin 1998) - Adoption (29 juin 1998) [n° 160].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1998) [n° 1031 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production.

**Discussion (première lecture)**

(29 juin 1998) (p. 3581, 3604).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3581, 3591) : *Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bellanger, Francis Grignon, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Mmes Odette Terrade, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3591, 3602) : *MM. Denis Badré, au nom de la commission des finances; Jacques Bellanger, Francis Grignon, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Souplet, Alain Vasselle, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Art. 1<sup>er</sup> (objet de la loi) (p. 3591) - Adopté.

**TITRE PREMIER****DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU PATRIMOINE NATUREL**

Art. 2 (composition et rôle du conseil départemental du patrimoine naturel) (p. 3591) - Adopté après modification (p. 3594).

Art. 3 (compétences du conseil départemental du patrimoine naturel) (p. 3594) - Adopté (p. 3595).

**TITRE II****DES COMITES DE PILOTAGE LOCAUX DES SITES NATURA 2000**

Art. 4 (création du comité local d'étude) (p. 3595) - Adopté.

Art. 5 (composition et rôle du comité local d'étude) (p. 3595) - Adopté après modification (p. 3596).

Art. 6 (contenu du document d'objectifs) (p. 3596) - Adopté après modification (p. 3598).

Art. 7 (consultation des collectivités locales) (p. 3598) - Adopté après modification.

Art. 8 (procédure d'enquête publique) (p. 3598) - Adopté (p. 3599).

Art. 9 (désignation des sites retenus par arrêté ministériel) (p. 3599) - Adopté.

Art. 10 (indemnisation de servitudes résultant de Natura 2000) (p. 3599) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 3602).

Art. 11 (application par décret en Conseil d'Etat) (p. 3602) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3602, 3604) : *Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bellanger, Hilaire Flandre, Mme Anne Heinis, MM. Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques, Michel Souplet, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Scrutin public n° 112 (p. 3604).

Adoption (29 juin 1998) (p. 3604).

**Espagne**

Voir *Allocutions et communications*



Adoption (21 avril 1998) (p. 1721).

## Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Lois de finances*

## Ethique et déontologie médicales

Voir *Sports, 2*

## Etrangers

Voir *Nationalité, 1; 2*

## Examens et concours

**1. - Proposition de loi relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques LARCHE (25 mars 1997) [n° 284 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (15 avril 1997) [n° 306 (96-97)] - Discussion (21 octobre 1997) - (voir Table Thématique 1997 - Examens et concours) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 22].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1997) [n° 380 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Nicole FEIDT (25 février 1998) [n° 726 (97-98)] - Discussion (4 mars 1998) - Adoption (4 mars 1998) [n° 102].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 mars 1998) [n° 336 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (1er avril 1998) [n° 369 (97-98)] - Discussion (21 avril 1998) - Adoption (21 avril 1998) [n° 116].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à la formation professionnelle des avocats**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 avril 1998) [n° 851 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Nicole FEIDT (29 avril 1998) [n° 862 (97-98)] - Discussion (30 avril 1998) - Adoption (30 avril 1998) [n° 131].

PROMULGATION : loi n° 98-388 du 14 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 21 mai 1998).

### Discussion (deuxième lecture)

(21 avril 1998) (p. 1714, 1721).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1714, 1718) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice ; M. Robert Pagès.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1718, 1721) : MM. Guy Cabanel, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice ; M. Jean-Jacques Hyest.

**Art. 3** (validation de la perception des droits mis à la charge des élèves avocats par délibération des conseils d'administration des centres régionaux de formation professionnelle d'avocats) (p. 1718) - Adopté après modification (p. 1719).

**Intitulé de la proposition de loi** (proposition de loi portant diverses dispositions relatives à la formation professionnelle des avocats) (p. 1719) - Adopté (p. 1721).

# F

## Famille

Voir *Politique économique et sociale*, 3

## Fédérations sportives

Voir *Sports*, 1; 2

## Finances publiques

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3

## Finlande

Voir *Traités et conventions*, 38

## Fiscalité

Voir *Lois de finances rectificatives*, 1  
*Politique économique et sociale*, 2  
*Rapports du Gouvernement*

## Fiscalité locale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4; 5

## Fonction publique

Voir *Lois de finances*  
*Rapports du gouvernement*

## Fonction publique territoriale

Voir *Police*, 1  
*Politique économique et sociale*, 2 Après l'art. 38  
quinquies

## Fonctionnaires et agents publics

**1. - Proposition de loi permettant à des fonctionnaires de participer à des entreprises innovantes, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Pierre LAFFITTE (20 novembre 1997) [n° 98 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Adrien GOUTEYRON (17 juin 1998 [n° 505 (97-98)] - Discussion (22 octobre 1998) - Adoption (22 octobre 1998) [n° 3].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 octobre 1998) [n° 1146 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

### Discussion (première lecture)

(22 octobre 1998) (p. 3947, 3959).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3947, 3955) : *MM. Adrien Gouteyron, président et rapporteur de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Jean-Louis Lorrain, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du*

*ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Franck Sérusclat.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3955, 3969) (articles 25-1 et 25-2 nouveaux de la loi du 15 juillet 1982) : *MM. James Bordas, Thierry Foucaud, Adrien Gouteyron, président et rapporteur de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Lucien Lanier, Philippe Nogrix, Franck Sérusclat.*

Adoption (22 octobre 1998) (p. 3959).

## Formation professionnelle

Voir *Lois de finances*  
*Police*, 2

## Francophonie

Voir *Lois de finances*

## Fraude et évasion fiscales

Voir *Traités et conventions*, 53

## G

### **Géorgie**

Voir *Traités et conventions*, 15; 44; 45

### **Grande-Bretagne**

Voir *Traités et conventions*, 46

### **Guyane**

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 3

# H

## **Habitat insalubre**

Voir *Risques naturels*, 1

## **Habitations à loyer modéré (HLM)**

Voir *Logement*, 1

## **Handicapés**

Voir *Lois de finances*

## **Haute Cour de justice**

**Prestation de serment de juges de la Haute Cour de justice** (4 novembre 1998) (p. 4200).

**Prestation de serment d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice** (10 novembre 1998) (p. 4279).

**Prestation de serment d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice** (12 novembre 1998) (p. 4363).

## **Hong Kong**

Voir *Traités et conventions*, 48

## **Hongrie**

Voir *Traités et conventions*, 17; 52

## **Hôpitaux**

Voir *Lois de finances*

## **Hôpitaux psychiatriques**

Voir *Rapports du Gouvernement*

## I

**Impôts et taxes**

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3  
*Lois de finances rectificatives*, 1  
*Politique économique et sociale*, 2

**Inde**

Voir *Traités et conventions*, 12

**Insertion sociale**

Voir *Politique économique et sociale*, 3

**Installations nucléaires**

Voir *Rappels au règlement*

**Institut d'études politiques de Paris**

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Art. 44

**Instituteurs et professeurs des écoles**

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Après l'art. 47

**Instruction (procédure pénale)**

Voir *Procédure pénale*, 2

**Irak**

Voir *Allocutions et communications*  
*Rappels au règlement*

**Irlande**

Voir *Traités et conventions*, 46

**Irrecevabilité (procédure parlementaire)**

Voir *Lois de finances*

**Islande**

Voir *Traités et conventions*, 40

**Israël**

Voir *Allocutions et communications*

## J

**Jeunesse et sports**

Voir *Lois de finances*  
*Rapports du Gouvernement*

**Jeux et paris**

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Après l'art. 47; 2  
Après l'art. 62

**Journalisme**

Voir *Lois de finances*

**Journaux officiels**

Voir *Lois de finances*

**Justice**

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1  
*Lois de finances*  
*Politique économique et sociale*, 2  
*Rappels au règlement*  
*Rapports du Gouvernement*

**1. - Projet de loi portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire et modifiant les conditions de recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (3 décembre 1997) [n° 501 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raymond FORNI (18 décembre 1997) [n° 596 (97-98)] - Discussion (7 janvier 1998) - Adoption (7 janvier 1998) [n° 66].**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 janvier 1998) [n° 206 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (13 janvier 1998) [n° 216 (97-98)] - Discussion (14 janvier 1998) - Adoption (14 janvier 1998) [n° 60].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 janvier 1998) [n° 632 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raymond FORNI (20 janvier 1998) [n° 639 (97-98)] - Discussion (20 janvier 1998) - Adoption (20 janvier 1998) [n° 73].**

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-396 DC du 19 février 1998 (J. O. Lois et décrets du 26 février 1998) qui déclare la loi conforme à la Constitution.**

**PROMULGATION : loi n° 98-105 du 24 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 26 février 1998).**

**Discussion (première lecture)**

(14 janvier 1998)(p. 91, 102).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 91, 98) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Robert Pagès.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 98, 102) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Larché, président de la commission des lois; François Lesein.**

**Art. 1<sup>er</sup> (recrutement exceptionnel de magistrats du second grade) (p. 98) - Adopté après modification (p. 100).**

**Art. 2 (recrutement exceptionnel de conseillers de cour d'appel du second grade) (p. 100) - Adopté.**

**Art. 3 (recrutement exceptionnel de conseillers de cour d'appel du premier groupe du premier grade) (p. 100) - Adopté (p. 101).**

**Art. 4 (formation et nomination des magistrats) (p. 101) - Adopté.**

**Art. 5 (reprise partielle des années d'activité professionnelle pour le classement indiciaire et l'avancement) (p. 101) - Adopté.**

**Art. 6 (assouplissement du recrutement des conseillers de cour d'appel en service extraordinaire) (p. 101) - Adopté.**

**Art. 7 (dispositions transitoires concernant les conseillers de cour d'appel en service extraordinaire) (p. 101) - Adopté.**

**Après l'art. 7 (p. 101).**

**Art. additionnel (assouplissement des conditions de recrutement des magistrats exerçant à titre temporaire) (p. 101) - Adopté (p. 102).**

**Art. 8 (mesures réglementaires d'application) (p. 102) - Adopté.**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 102) : M. Robert Badinter.**

**Scrutin public n° 70 (p. 102).**

**Adoption (14 janvier 1998) (p. 102).**

**2. - Projet de loi constitutionnelle relatif au Conseil supérieur de la magistrature, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (15 avril 1998) [n° 835 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (27 mai 1998) [n° 930 (97-98)] - Discussion (2, 3 juin 1998) - Adoption (3 juin 1998) [n° 142].**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1998) [n° 476 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Charles JOLIBOIS avec celui de la proposition de loi n° 319 (97-98) du 3 mars 1998 - Constitution - (18 juin 1998) [n° 511 (97-98)] - Discussion (23, 24 juin 1998) - Adoption (24 juin 1998) [n° 156].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 juin 1998) [n° 1017 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (1er octobre 1998) [n° 1104 (98-99)] - Discussion (6 octobre 1998) - Adoption (6 octobre 1998) [n° 186].**

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 octobre 1998) [n° 6 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles JOLIBOIS (5 novembre 1998) [n° 57 (98-99)] - Discussion (18 novembre 1998) - Adoption (18 novembre 1998) [n° 23].**

**Discussion (première lecture)**

(23 juin 1998) (p. 3411, 3449) (24 juin 1998) (p. 3457, 3474).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3411, 3444) : *MM. Robert Badinter, Jean-Paul Bataille, Jean-Michel Baylet, Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Robert Pagès, Alain Peyrefitte.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3445, 3449 ; 3457, 3471) : *MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Charles Ceccaldi-Raynaud, Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Robert Pagès.*

**Avant l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 3445).

**Art. additionnel** (*nomination des membres du CSM par le président de la République sans contreseing*) (p. 3445) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup>** (*composition et attributions du CSM - Art. 65 de la Constitution*) (p. 3457) - Adopté après modification (p. 3471).

**Art. 2** (*dispositions transitoires*) (p. 3471) - Adopté après modification.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3471, 3474) : *MM. Robert Badinter, Philippe de Bourgoing, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Robert Pagès.*

**Scrutin public** n° 110 (p. 3474).

**Adoption** (24 juin 1998) (p. 3474).

#### Discussion (deuxième lecture)

(18 novembre 1998) (p. 4572, 4593).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4572, 4587) : *MM. Robert Badinter, Robert Bret, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4587, 4593) : *MM. Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*composition et attributions du Conseil supérieur de la magistrature - Art. 65 de la Constitution*) (p. 4590) - Adopté (p. 4593).

**Art. 2** (*Dispositions transitoires*) (p. 4593) - Adopté.

**Scrutin public de droit** n° 6 (p. 4593).

**Adoption** (18 novembre 1998) (p. 4593).

**3. - Projet de loi relatif à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (3 juin 1998) [n° 956 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques BRUNHES (25 juin 1998) [n° 1019 (97-98)] - Discussion (29 juin 1998) - Adoption (29 juin 1998) [n° 179].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (30 juin 1998) [n° 530 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Luc DEJOIE (28 octobre 1998) [n° 41 (98-99)] - Discussion (4 novembre 1998) - Adoption (4 novembre 1998) [n° 11].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (5 novembre 1998) [n° 1179 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M.

Jacques BRUNHES (2 décembre 1998) [n° 1241 (98-99)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 208].

**PROMULGATION** : loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(4 novembre 1998) (p. 4211, 4245).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4211, 4224) : *MM. Robert Bret, Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Mmes Dinah Derycke, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4224, 4245) : *MM. François Autain, Robert Bret, Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Mme Dinah Derycke, M. Pierre Fauchon, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hyst, Serge Mathieu.*

#### TITRE 1<sup>er</sup>

### DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI DU 10 JUILLET 1991 RELATIVE A L'AIDE JURIDIQUE

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### De l'aide juridictionnelle

**Art. 1<sup>er</sup>** (*extension de l'aide juridictionnelle à la transaction avant instance*) (p. 4226) - Adopté après modification.

**Art. 2** (*rôle du vice-président du bureau d'aide juridictionnelle*) (p. 4226) - Adopté.

**Art. 3** (*examen des demandes ne présentant manifestement pas de difficulté sérieuse*) (p. 4227) - Adopté après modification.

**Art. 4** (*demande d'honoraires en cas de retour à meilleure fortune par suite du gain du procès*) (p. 4227) - Adopté.

**Art. 5** (*délai de perception de la contribution de l'Etat en cas de condamnation à des frais irrépétibles*) (p. 4227) - Adopté.

**Art. 6** (*procédures de retrait de l'aide juridictionnelle*) (p. 4228) - Adopté.

**Art. 7** (*information du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle sur les conditions de retrait*) (p. 4228) - Adopté.

**Après l'art. 7** (p. 4228).

**Art. additionnel** (*aide juridictionnelle accordée de plein droit aux anciens combattants pour les instances devant les juridictions compétentes en matière de pensions militaires*) (p. 4228) - Adopté.

#### Chapitre 2

##### De l'aide à l'accès au droit

**Art. 8** (*définition de l'aide à l'accès au droit*) (p. 4228) - Adopté après modification (p. 4230).

**Art. 9** (*mise en oeuvre de l'aide à l'accès au droit*) (p. 4230).

**Art. 54 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique** (*missions du conseil départemental de l'accès au droit et de la résolution amiable des litiges*) (p. 4231) - Adopté après modification (p. 4232).

**Art. 55 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique** (*statut et constitution du conseil départemental*) (p. 4232) - Adopté après modification (p. 4234).

**Art. 56 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique** (*représentants siégeant au conseil départemental avec voix consultative*) (p. 4234) - Adopté après modification (p. 4235).

Art. 57 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (*réception et répartition des ressources pour le financement de l'aide à l'accès au droit - conventions conclues par le conseil départemental*) (p. 4235) - Adopté après modification.

Art. 58 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (*établissement du barème du montant des frais de consultation pouvant rester à la charge du bénéficiaire*) (p. 4235) - Adopté après modification.

Art. 59 et 60 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (*aide à l'accès au droit en faveur des Français de l'étranger*) (p. 4235) - Adoptés après modification (p. 4236).

**Adoption de l'article 9 modifié** (p. 4236).

**Art. 10** (*tarification des consultations juridiques organisées dans le cadre de l'aide à l'accès au droit*) (p. 4237) - Adopté après modification.

**Art. 11** (*coordination*) (p. 4237) - Adopté après modification.

### Chapitre 3

**De l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue et en matière de médiation pénale**

**Art. 12** (*extension du champ de l'aide juridique à l'intervention de l'avocat en matière de médiation pénale*) (p. 4237) - Adopté.

**Art. 13** (*modification de l'intitulé de la troisième partie de la loi du 10 juillet 1991*) (p. 4238) - Adopté.

**Art. 14** (*aide à l'intervention de l'avocat en matière de médiation pénale*) (p. 4238) - Adopté après modification.

### Chapitre 4

#### Dispositions diverses et transitoires

**Art. 15** (*abrogations*) (p. 4238) - Adopté.

**Art. 15 bis** (*suppression de divisions dans la deuxième partie de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique*) (p. 4238) - Supprimé.

**Art. 16** (*maintien transitoire des conseils départementaux de l'aide juridique déjà constitués*) (p. 4238) - Adopté après modification (p. 4239).

**Après l'art. 16** (p. 4239).

**Art. additionnel** (*prorogation du recrutement complémentaire de magistrats des juridictions administratives pour une nouvelle période de cinq ans, jusqu'au 31 décembre 2004*) (p. 4240) - Adopté.

**Art. additionnel** (*dans le respect de la chose jugée, validation des décisions limitant, pour la détermination de l'ancienneté des fonctionnaires du Sénat au moment de leur titularisation, la prise en compte de leurs services militaires au service national obligatoire, ainsi qu'aux services de guerre et assimilés*) (p. 4240) - Adopté.

### TITRE II

#### DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE ET RELATIVES AUX MAISONS DE JUSTICE ET DU DROIT

**Avant l'art. 17** (p. 4240)

**Art. additionnel** (*insertion, dans le livre VII du code de l'organisation judiciaire, d'un titre XI ainsi rédigé : "Assistance du juge par le secrétaire de la juridiction - néant"*) (p. 4240) - Adopté (p. 4241).

**Art. 17** (*institutionnalisation des maisons de justice et du droit*) (p. 4241).

**Art. L. 7-12-1-1** du code de l'organisation judiciaire (*missions des maisons de justice et du droit*) (p. 4242) - Adopté après modification.

**Art. L. 7-12-1-2** du code de l'organisation judiciaire (*modalités de création et de fonctionnement des maisons de justice et du droit, définies par un décret en Conseil d'Etat*) (p. 4242) - Adopté.

**Art. L. 7-12-1-3** du code de l'organisation judiciaire (*extension aux territoires d'outre-mer et à Mayotte du champ d'application des nouvelles dispositions relatives aux maisons de la justice et du droit*) (p. 4242) - Adopté après modification.

**Adoption de l'art. 17 modifié** (p. 4242).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER

**Art. 18** (*aide juridictionnelle à Mayotte*) (p. 4243) - Adopté après modification (p. 4244).

**Art. 19** (*aide juridictionnelle dans les territoires d'outre-mer*) (p. 4244) - Adopté après modification (p. 4245).

**Adoption** (4 novembre 1998) (p. 4245).



L

## Langue française

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Légion d'honneur

Voir *Lois de finances*

## Lettonie

Voir *Allocutions et communications*

## Liban

Voir *Traités et conventions, 23*

## Logement

Voir *Lois de finances*  
*Politique économique et sociale, 2; 3*  
*Rapports du Gouvernement*

**1. - Proposition de loi permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Gilbert MEYER (23 juillet 1997) [n° 92 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jacques PELISSARD (17 décembre 1997) [n° 548 (97-98)] - Discussion (17 décembre 1997) - Adoption (17 décembre 1997) [n° 46].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1997) [n° 185 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard BRAUN (4 février 1998) [n° 262 (97-98)] - Discussion (10 février 1998) - Adoption (10 février 1998) [n° 80].

PROMULGATION : loi n° 98-87 du 19 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 20 février 1998).

### Discussion (première lecture)

(10 février 1998) (p. 759, 773).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 759, 772) : *MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Gérard Braun, rapporteur de la commission des affaires économiques; Dominique Braye, Marcel-Pierre Cléach, Daniel Eckenspieller, Georges Mouly, Robert Pagès, Bernard Piras, Alain Vasselle.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 772, 773).

**Art. 1<sup>er</sup>** (prise à bail de logements vacants par les organismes d'habitations à loyer modéré) (p. 772).

Art. L. 444-1 du code de la construction (définition des organismes HLM ayant la faculté d'intervenir sur les logements vacants) (p. 772) - Adopté.

Art. L. 444-2 du code de la construction (conditions fixées pour la prise à bail de logements vacants) (p. 772) - Adopté.

Art. L. 444-3 du code de la construction (normes minimales de confort et d'habitabilité des logements pris à bail et prise

en charge des travaux de mise aux normes) (p. 772) - Adopté.

Art. L. 444-4 du code de la construction (conditions d'attribution du logement donné à bail) (p. 772) - Adopté.

Art. L. 444-5 du code de la construction (règles applicables à l'exécution du contrat de sous-location) (p. 772) - Adopté.

Art. L. 444-6 du code de la construction (règles applicables en fin de bail) (p. 772) - Adopté.

Adoption de l'article 1er (p. 772).

**Art. 2** (dispositions diverses et de coordination) (p. 772) - Adopté (p. 773).

Adoption (10 février 1998) (p. 773).

**2. - Projet de loi portant transposition de la directive 94/47 CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 1994 concernant la protection des acquéreurs pour certains aspects des contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des Sceaux, ministre de la justice (5 février 1997) [n° 208 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (23 avril 1997) [n° 322 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1997) - (voir Table thématique 1997 - Logement) - Adoption (23 octobre 1997) [n° 27].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 octobre 1997) [n° 389 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (11 février 1998) [n° 694 (97-98)] - Discussion (4 mars 1998) - Adoption (4 mars 1998) [n° 101].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (5 mars 1998) [n° 335 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (29 avril 1998) [n° 411 (97-98)] - Discussion (5 mai 1998) - Adoption (5 mai 1998) [n° 126].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 mai 1998) [n° 872 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (25 juin 1997) [n° 1020 (97-98)] - Discussion (29 juin 1998) - Adoption (29 juin 1998) [n° 178].

PROMULGATION : loi n° 98-566 du 8 juillet 1998 (J.O. Lois et décrets du 9 juillet 1998).

### Discussion (deuxième lecture)

(5 mai 1998) (p. 2020, 2027).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2020, 2023) : *M. José Balarello, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2023, 2026) : *M. José Balarello, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (introduction dans le Titre II du Livre 1er du code de la consommation d'une section 9 intitulée "Contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé") (p. 2023).

Art. L. 121-61 du code de la consommation (mentions obligatoires figurant dans l'offre) (p. 2024) - Adopté après modification (p. 2025).

Art. L. 121-63 du code de la consommation (conditions de remise ou d'envoi et de maintien de l'offre) (p. 2025) - Adopté.

Art. L. 121-64 du code de la consommation (conditions d'acceptation de l'offre et d'exercice de la faculté de rétractation) (p. 2025) - Adopté.

Art. L. 121-65 du code de la consommation (interdiction de tout versement préalable) (p. 2025) - Adopté.

Art. L. 121-66 du code de la consommation (*obtention du crédit, condition suspensive de la formation du contrat*) (p. 2025) - Adopté.

Art. L. 121-67 du code de la consommation (*langue utilisée pour la rédaction de l'offre*) (p. 2025) - Adopté.

Art. L. 121-68 du code de la consommation (*publicité*) (p. 2025) - Adopté.

Art. L. 121-69 du code de la consommation (*dispositif répressif*) (p. 2025) - Adopté après modification (p. 2026).

Art. L. 121-69-1 du code de la consommation (*dispositif répressif*) (p. 2026) - Adopté après modification.

Adoption de l'art. 1er modifié (p. 2026).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2026, 2027) : MM. Jean-Louis Carrère, Robert Pagès.

Adoption (5 mai 1998) (p. 2027).

**3. - Projet de loi relatif à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (29 octobre 1998) [n° 43 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Marcel-Pierre CLEACH (4 novembre 1998) [n° 49 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1192 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Daniel MARCOVITCH (25 novembre 1998) [n° 1217 (98-99)] - Avis de M. Jacques GUYARD (2 décembre 1998) [n° 1242 (98-99)] - Discussion (9, 10 décembre 1998) - Adoption (10 décembre 1998) [n° 220].

PROMULGATION : loi n° 98-1164 du 18 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(12 novembre 1998) (p. 4338, 4350).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4338, 4345) : MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Marcel-Pierre Cléach, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Plancade, Mme Odette Terrade.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4345, 4349) : MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Marcel-Pierre Cléach.

Art. 1<sup>er</sup> (*définition des emplois réglementés de la participation des employeurs à l'effort de construction*) (p. 4345) - Adopté après modification (p. 4346).

Art. 2 (*l'intervention de l'UESL à travers un mécanisme de garantie pour les accédants à la propriété*) (p. 4347) - Adopté après modification.

Art. 3 (*modalités d'organisation financière du fonds de soutien*) (p. 4347) - Adopté après modification (p. 4348).

Après l'art. 3 (p. 4348).

Art. additionnel (*information des accédants*) (p. 4348) - Adopté (p. 4349).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4349, 4350) : MM. Gérard Cornu, Serge Franchis, André Vézinhet.

Adoption (12 novembre 1998) (p. 4350).

## Lois de finances

Voir *Rapports au Parlement*

## Rapports du Gouvernement

**1. - Projet de loi de finances pour 1999, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par MM. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Christian SAUTTER, secrétaire d'Etat au budget (9 septembre 1998) [n° 1078 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense nationale, des lois, de la production - Rapport général de M. Didier MIGAUD (8 octobre 1998) [n° 1111 (98-99)] - Discussion (13 octobre au 18 novembre 1998) - Adoption (18 novembre 1998) [n° 193].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1998) [n° 65 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales, des lois - Rapport général de M. Philippe MARINI [n° 66 (98-99)] - Discussion (19 au 30 novembre et 1er au 8 décembre 1998) - Adoption (8 décembre 1998) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 décembre 1998) [n° 1252 (98-99)] Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (10 décembre 1998) [n° 1256 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (10 décembre 1998) [n° 113 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 décembre 1998) [n° 1252 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD [n° 1269 (98-99)] - Discussion (16 décembre 1998) - Adoption (16 décembre 1998) [n° 226].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 décembre 1998) [n° 137 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (17 décembre 1998) [n° 138 (98-99)] - Discussion (18 décembre 1998) - Rejet (18 décembre 1998) [n° 32].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1998) [n° 1283 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (18 décembre 1998) [n° 1284 (98-99)] - Discussion (18 décembre 1998) - Adoption (18 décembre 1998) [n° 232].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-405 DC du 29 décembre 1998 (J.O. lois et décrets du 31 décembre 1998) qui déclare le 2° du I de l'article 2, les articles 7, 13, 18, 19, 23, 24, 29, 38, 44, 51, 52, 64, 77 et 136, ainsi que l'article 107, conformes à la Constitution, sous les réserves indiquées dans la décision. Les articles 15 et 99 sont déclarés contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1998).

## SENAT

### Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 66 (98-99)] fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 1999 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Philippe Marini, rapporteur général.

Tome I. – Le budget de 1999 et son contexte économique et financier.

Tome II. – Fascicule 1. – Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Fascicule 2. – Affaires européennes et article 42 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. Denis Badré).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Tome IV. – Analyse synthétique des crédits et principales observations des rapporteurs spéciaux.

### Rapporteurs spéciaux

#### I. - BUDGETS CIVILS

##### A - Budget général

#### Annexes

#### Affaires étrangères et coopération :

I. - Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont. 1

II. - Coopération : M. Michel Charasse 2

Agriculture et pêche : M. Joël Bourdin 3

#### Aménagement du territoire et environnement :

I. - Aménagement du territoire : M. Roger Besse 4

II. - Environnement : M. Philippe Adnot 5

Anciens combattants : M. Jacques Baudot 6

#### Culture et communication

Culture : M. Yann Gaillard 7

Communication audiovisuelle : M. Claude Belot 8

Presse : M. Claude Belot 9

#### Economie, finances et industrie :

I. - Charges communes : M. Louis-Ferdinand de Rocca Serra 10

II. - Services communs et finances : M. Bernard Angels 11

III. - Industrie : M. Jean Clouet 12

IV. - Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat : M. René Ballayer 13

• Commerce extérieur : M. Marc Massion 14

#### Education nationale, recherche et technologie :

I. - Enseignement scolaire : M. Jacques-Richard Delong 15

II. - Enseignement supérieur : M. Jean-Philippe Lachenaud 16

III. - Recherche et technologie : M. René Trégouët 17

#### Emploi et solidarité :

I. - Emploi : M. Joseph Ostermann 18

II. - Santé et solidarité : M. Jacques Oudin 19

III. - Ville : M. Alain Joyandet 20

#### Equipement, transports et logement :

I. - Services communs : M. Jacques Pelletier 21

II. - Urbanisme et logement : M. Jacques Pelletier 22

#### III. - Transports :

• Transports terrestres : M. Auguste Cazalet 23

• Routes et sécurité routière : M. Gérard Miquel 24

• Transport aérien et météorologie : M. Yvon Collin 25

#### IV. - Mer :

• Marine marchande : M. Claude Lise 26

• Ports maritimes : M. Marc Massion	27
V. - Tourisme : Mme Marie-Claude Beaudou	28
Fonction publique et réforme de l'Etat : M. Gérard Braun	29
Intérieur et décentralisation :	
• Sécurité : M. André Vallet	30
• Décentralisation : M. Michel Mercier	31
Jeunesse et sports : M. Michel Sergent	32
Justice : M. Hubert Haenel	33
Outre-mer : M. Henri Torre	34
Services du Premier ministre :	
I. - Services généraux : M. Roland du Luart	35
II. - Secrétariat général de la défense nationale : M. Michel Moreigne	36
III. - Conseil économique et social : M. Claude Lise	37
IV. - Plan : M. Claude Haut	38

### B. - Budgets annexes

Aviation civile : M. Yvon Collin	25
Journaux officiels : M. Thierry Foucaud	39
Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Jean-Pierre Demerliat	40
Monnaies et médailles : Mme Maryse Bergé-Lavigne	41
Prestations sociales agricoles : M. Joël Bourdin	42

### II. - DEFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin	43
Dépenses ordinaires : M. François Trucy	44

### III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor : M. Paul Loridant	45
---	----

### Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 67 (98-99)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1999, adopté par l'Assemblée nationale :

#### Tomes

- I. - Culture : M. Philippe Nachbar
- II. - Cinéma - Théâtre dramatique : M. Marcel Vidal
- III. - Environnement : M. Ambroise Dupont
- IV. - Enseignement scolaire : M. Jean Bernadaux
- V. - Enseignement supérieur : M. Jacques Valade
- VI. - Enseignement technique : Mme Hélène Luc
- VII. - Enseignement agricole : M. Albert Vecten
- VIII. - Recherche scientifique et technique : M. Pierre Laffitte
- IX. - Jeunesse et sports : M. James Bordas
- X. - Communication audiovisuelle : M. Jean-Paul Hugot
- XI. - Presse écrite : M. Louis de Broissia
- XII. - Relations culturelles, scientifiques et techniques : Mme Danièle Pourtaud
- XIII. - Francophonie : M. Jacques Legendre

AVIS [n° 68 (98-99)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1999, adopté par l'Assemblée nationale

#### Tomes

- I. - Agriculture : M. Gérard César
- II. - Pêche : M. Alain Gérard
- III. - Aménagement rural : M. Henri Revol
- IV. - Industries agricoles et alimentaires : M. Bernard Dussaut
- V. - Industrie : M. Francis Grignon
- VI. - Energie : M. Jean Besson
- VII. - Recherche : M. Jean-Marie Rausch

- VIII. - PME - Commerce et artisanat : M. Jean-Jacques Robert
- IX. - Consommation et concurrence : Mme Odette Terrade
- X. - Commerce extérieur : M. Michel Souplet
- XI. - Aménagement du territoire : M. Jean Pépin
- XII. - Plan : Mme Janine Bardou
- XIII. - Routes et voies navigables : M. Georges Gruillot
- XIV. - Logement : M. Jean-Pierre Plancade
- XV. - Urbanisme : M. Jacques Bellanger
- XVI. - Tourisme : M. Charles Ginésy
- XVII. - Environnement : M. Jean Bizet
- XVIII. - Transports terrestres : M. Georges Berchet
- XIX. - Aviation civile : M. Jean-François Le Grand
- XX. - Mer : Mme Anne Heinis
- XXI. - Technologies de l'information et Poste : M. Pierre Hérisson
- XXII. - Outre-mer : M. Rodolphe Désiré
- XXIII. - Ville : M. Gérard Larcher

AVIS [n° 69 (98-99)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1999, adopté par l'Assemblée nationale

#### Tomes

- I. - Affaires étrangères : M. André Dulait
- II. - Relations culturelles extérieures et francophonie : M. Guy Penne
- III. - Aide au développement : Mme Paulette Brisepierre
- IV. - Défense - Nucléaire, espace et services communs : M. Jean Faure
- V. - Défense - Gendarmerie : M. Paul Masson
- VI. - Défense - Forces terrestres : M. Serge Vinçon
- VII. - Défense - Air : M. Jean-Claude Gaudin
- VIII. - Défense - Marine : M. André Boyer

AVIS [n° 70 (98-99)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1999, adopté par l'Assemblée nationale

#### Tomes

- I. - Solidarité : M. Jean Chérioux
- II. - Santé : M. Louis Boyer
- III. - Ville : M. Paul Blanc
- IV. - Travail, emploi et formation professionnelle : M. Louis Souvet et Mme Annick Bocandé
- V. - Budget annexe des prestations sociales agricoles : M. Louis Boyer
- VI. - Anciens combattants : M. Marcel Lesbros
- VII. - Outre-mer (aspects sociaux) : M. Jean-Louis Lorrain
- VIII. - Logement social : M. Jacques Bimbenet

AVIS [n° 71 (97-98)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1999, adopté par l'Assemblée nationale

#### Tomes

- I. - Intérieur - Décentralisation : M. Daniel Hoeffel
- II. - Intérieur - Police et sécurité : M. Jean-Patrick Courtois
- III. - Intérieur - Sécurité civile : M. René-Georges Laurin
- IV. - Justice - Services généraux : Mme Dinah Derycke
- V. - Justice - Administration pénitentiaire : M. Georges Othily
- VI. - Justice - Protection judiciaire de la jeunesse : M. Patrice Gélard
- VII. - Départements d'outre-mer : M. José Balarello
- VIII. - Territoires d'outre-mer : M. Jean-Jacques Hyest

## TABLEAU DE CONCORDANCE

des articles du projet de loi de finances pour 1999 ( AN n° 1078 et Sénat n°65, 1998-1999) et  
des articles de la loi de finances pour 1999 (n ° 98-1266 du 30 décembre 1998)

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
PREMIERE PARTIE					
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER					
TITRE PREMIER					
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES					
I.- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES					
<i>A.- Dispositions antérieures.</i>					
<b>1</b>		Autorisation de percevoir les impôts existants	23 novembre	4709	<b>1</b>
<i>B. - Mesures fiscales</i>					
<b>2</b>		Barème de l'impôt sur le revenu	23 novembre	4709	<b>2</b>
	<b>2 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial	23 novembre	4743	<b>3</b>
	<b>2 ter</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Exonération de la taxe sur les salaires pour les associations agréées d'aide à domicile (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	23 novembre	4744	-
<b>3</b>		Extension de la réduction d'impôt relative aux dons pour les personnes physiques qui participent au financement d'entreprises	23 novembre	4747	<b>4</b>
	<b>3 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Institution d'une réduction d'impôt pour les dons à certaines organisations humanitaires (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	23 novembre	4747	-
<b>4</b>		Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et report d'imposition des plus-values de cession de titres dont le produit est investi dans les fonds propres des PME : extension de ces avantages aux sociétés créées depuis moins de 15 ans	23 novembre	4749	<b>5</b>
	<b>4 bis A</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Déduction pour investissement outre-mer en cas de prise de participation dans des productions audiovisuelles et cinématographiques (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	23 novembre	4749	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	<b>4 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial	23 novembre	4751	<b>6</b>
<b>5</b>		Extension du régime fiscal des micro-entreprises	23 novembre	4752	<b>7</b>
	<b>5 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Barème de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés	23 novembre	4764	<b>8</b>
<b>6</b>		Aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée	23 novembre	4767	<b>9</b>
	<b>6 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Continuité du régime fiscal de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole	23 novembre	4768	<b>10</b>
<b>7</b>		Relèvement de seuils de mise en recouvrement ou de perception	23 novembre	4768	<b>11</b>
	<b>7 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Coordination avec la loi de lutte contre les exclusions en matière fiscale des associations	23 novembre	4771	<b>12</b>
<b>8</b>		Augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune	23 novembre	4774	<b>13</b>
<b>9</b>		Limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé	23 novembre	4780	<b>14</b>
<b>10</b>		<i>Imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembreée</i> <i>(Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 98-405 DC du 29 décembre 1998)</i>	23 novembre	4783	<b>15</b>
<b>11</b>		Aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune	23 novembre	4788	<b>16</b>
<b>12</b>		Modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit	23 novembre	4791	<b>17</b>
<b>13</b>		Renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune	23 novembre	4794	<b>18</b>
<b>14</b>		Modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit	23 novembre	4796	<b>19</b>
	<b>14 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Relèvement de l'abattement pour la perception des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant	23 novembre	4797	<b>20</b>
	<b>14 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse	23 novembre	4798	<b>21</b>
	<b>14 quater</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Réactivation de la commission mixte créée par la loi du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse	23 novembre	4804	<b>22</b>

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
15		Régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France	23 novembre	4805	23
16		Imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France	23 novembre	4805	24
17		Gratuité de la délivrance des cartes nationales d'identité et du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire	23 novembre	4807	25
18		Modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de TIPP aux transporteurs routiers	23 novembre	4807	26
	<b>18 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Modification du régime fiscal de l'aquazole	23 novembre	4810	27
	<b>18 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Augmentation du volume de GPL défiscalisé pour les taxis	23 novembre	4810	28
19		Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité	24 novembre	4908	29
20		Application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés	24 novembre	4913	30
21		Application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectifs des ordures ménagères	25 novembre 26 novembre	4946 5061	31
22		Application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat	25 novembre	4950	32
	<b>22 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale	25 novembre	4951	33
	<b>22 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme	25 novembre	4954	34
	<b>22 quater</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Application du taux réduit de la TVA aux travaux relatifs à certains casernements de gendarmerie (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)	25 novembre	4970	-
	<b>22 quinquies</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Application du taux réduit de 5,5% de la TVA sur le droit d'utilisation de certaines installations sportives (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)	25 novembre	4977	-
	<b>22 sexies</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Présentation d'un rapport sur l'application de la directive communautaire n° 92/77 du 19 octobre 1992 et le passage au régime définitif de TVA	25 novembre	4981	35



ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
23		Augmentation des taux de réduction de droits sur les donations	25 novembre	4982	36
24		Moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance-vie	25 novembre	4988	37
25		<i>Réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	25 novembre	4987	-
26		Aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Île-de France	25 novembre	4991	38
27		Suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels	24 novembre	4824	39
	<b>27 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif	24 novembre	4838	40
28		Réduction du taux de l'avoir fiscal	25 novembre	5008	41
	<b>28 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelles	25 novembre	5012	42
	<b>28 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Réintégration d'une quote-part des frais et charges afférents aux dividendes versés par une société fille à sa mère	25 novembre	5012	43
29		Réforme de la taxe professionnelle	24 novembre	4852	44
	<b>29 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bénéficiaires de certaines prestations sociales (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	24 novembre	4904	-
	<b>29 ter</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les salines et marais salants exploités à titre individuel (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	24 novembre	4905	-
30		Taxe générale sur les activités polluantes	25 novembre	5013	45
31		Amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburant et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement	25 novembre	5021	46
32		Suppression de diverses taxes	26 novembre	5030	47
33		Suppression de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles	26 novembre	5033	48
34		Suppression du prélèvement sur les bénéfices des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures	26 novembre	5033	49
35		Suppression de la taxe perçue pour toute demande d'autorisation administrative d'exploitation d'eau minérale naturelle	26 novembre	5033	50

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	<b>35 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Création de la taxe de l'aviation civile	26 novembre	5033	<b>51</b>
<i>B. - Mesures diverses</i>					
<b>36</b>		Prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne	26 novembre	5037	<b>52</b>
	<b>36 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux	26 novembre	5040	<b>53</b>
II.- RESSOURCES AFFECTÉES					
<b>37</b>		Dispositions relatives aux affectations	26 novembre	5042	<b>54</b>
<b>38</b>		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA	26 novembre	5042	<b>55</b>
<b>39</b>		Versement d'une contribution des organismes collecteurs du 1% logement	26 novembre	5042	<b>56</b>
<b>40</b>		Enveloppe normée des concours de l'État aux collectivités territoriales	24 novembre	4881	<b>57</b>
	<b>40 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Compensation intégrale des pertes de DCTP aux communes les moins favorisées	24 novembre	4890	<b>58</b>
<b>41</b>		Majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine (DSU)	24 novembre	4893	<b>59</b>
	<b>41 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Elargissement des critères d'éligibilité au FCTVA	24 novembre	4893	<b>60</b>
	<b>41 ter</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Éligibilité au FCTVA des travaux réalisés par certains syndicats mixtes	24 novembre	4895	<b>61</b>
	<b>41 quater</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Éligibilité au FCTVA des travaux de réhabilitation réalisés sur des biens de section	24 novembre	4896	<b>62</b>
<b>42</b>		Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes	25 novembre	4924	<b>63</b>
TITRE II					
DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES					

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et <i>seconde délibération</i> )	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
43		Équilibre général du budget	26 novembre <i>26 novembre</i> <i>8 décembre</i>	5043 <i>5061</i> <i>6158</i>	64
<p>DEUXIEME PARTIE</p> <p>MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES</p> <p>TITRE PREMIER</p> <p>DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1998</p> <p>I.- OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF</p> <p><i>A.- Budget général.</i></p>					
44		Budget général. Services votés	7 décembre	6008	65
45		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services civils	7 décembre <i>8 décembre</i>	6009 <i>6155</i>	66
46		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services civils	7 décembre <i>8 décembre</i>	6011 <i>6156</i>	67
47		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services militaires	2 décembre	5628	68
48		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services militaires	2 décembre	5628	69
<i>B.- Budgets annexes.</i>					
49		Budgets annexes. Services votés	7 décembre	6015	70
50		Budgets annexes. Mesures nouvelles	7 décembre	6015	71
<i>C.- Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.</i>					
51		Clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-12 "Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés" (FSH)	28 novembre	5270	72
52		Modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France" (FARIF)	28 novembre	5270	73

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
<b>53</b>		Modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété" et programmation de la clôture du compte	28 novembre	5270	<b>74</b>
	<b>53 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Création du fonds d'intervention dans les aéroports et les transports aériens (FIATA)	28 novembre	5270	<b>75</b>
<b>54</b>		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés	28 novembre	5271	<b>76</b>
<b>55</b>		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles	28 novembre <i>8 décembre</i>	5271 <i>6158</i>	<b>77</b>
<b>II.- OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE</b>					
<b>56</b>		Comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés	28 novembre	5272	<b>78</b>
<b>57</b>		Comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles	28 novembre	5272	<b>79</b>
<b>58</b>		Comptes de prêts. Mesures nouvelles	28 novembre	5272	<b>80</b>
<b>III.- DISPOSITIONS DIVERSES</b>					
<b>59</b>		Autorisation de perception des taxes parafiscales	7 décembre	6015	<b>81</b>
<b>60</b>		Crédits évaluatifs	7 décembre	6026	<b>82</b>
<b>61</b>		Crédits provisionnels	7 décembre	6028	<b>83</b>
<b>62</b>		Reports de crédits	7 décembre	6029	<b>84</b>
<b>63</b>		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle	5 décembre	5932	<b>85</b>
<b>TITRE II</b>					
<b>DISPOSITIONS PERMANENTES</b>					
<b>A.- MESURES FISCALES</b>					
	<b>64 AA</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Exonération, à partir de 1999, des prestations en espèces versées aux femmes bénéficiant d'un congé de maternité (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)	7 décembre	6033	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	<b>64 AB</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Maintien à 20.000 F du montant de l'abattement de 10% dont bénéficient les retraités et pensionnés	7 décembre	6036	<b>86</b>
	<b>64 AC</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Allègement du barème de l'impôt sur le revenu pour les années 1999, 2000, 2001 et 2002 (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	7 décembre	6038	-
	<b>64 AD</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Rapport, avant le 1 <sup>er</sup> octobre 1999, du Gouvernement au Parlement relatif aux réductions d'impôt en matière d'impôt sur le revenu	7 décembre	6045	<b>87</b>
	<b>64 AE</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Rapport annuel de la Cour des Comptes sur l'évolution du produit des impôts autres que les taxes parafiscales (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	7 décembre	6046	-
	<b>64 A</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer	7 décembre	6048	<b>88</b>
	<b>64 B</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables	7 décembre	6050	<b>89</b>
	<b>64 C</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés	7 décembre	6053	<b>90</b>
<b>64</b>		Reconduction du crédit d'impôt recherche	7 décembre	6055	<b>91</b>
	<b>64 bis A</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Retour au taux d'imposition de droit commun pour les plus-values sur options de souscription ou d'achat d'actions (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	7 décembre	6058	-
	<b>64 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Éligibilité au crédit d'impôt recherche des opérations confiées aux stylistes extérieurs à l'entreprise	7 décembre	6061	<b>92</b>
<b>65</b>		Reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation	7 décembre	6061	<b>93</b>
	<b>65 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Éligibilité au crédit d'impôt formation des dépenses de formation des chefs d'entreprises (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	7 décembre	6062	-
<b>66</b>		Prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation	7 décembre	6063	<b>94</b>
<b>67</b>		Amélioration du dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation des paiements	7 décembre	6071	<b>95</b>
	<b>67 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts sociales des sociétés à responsabilité limitée (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	7 décembre	6073	-
<b>68</b>		Avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire	7 décembre	6075	<b>96</b>

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
69		Reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie	7 décembre	6086	97
	<i>69 bis A (Sénat 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	<i>Biens amortissables constituant une charge (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	7 décembre	6087	-
	<i>69 bis (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	<i>Possibilité pour les communes (et les groupements de communes à fiscalité propre) de supprimer l'exonération de la taxe foncière sur le non bâti dont bénéficient les terrains reboisés (Supprimé par le Sénat en première lecture)</i>	8 décembre	6100	-
	<i>69 ter (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Faculté donnée aux conseils régionaux d'exonérer les véhicules « propres » de taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	8 décembre	6101	98
	<i>69 quater (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	<i>Taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial (Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 98-405 DC du 29 décembre 1998)</i>	8 décembre	6102	99
	<i>69 quinquies (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Rapport au Parlement sur les fonds départementaux de la taxe professionnelle	8 décembre	6103	100
	<i>69 sexies (Sénat 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	<i>Taxe professionnelle de France Télécom (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	8 décembre	6103	-
70		Gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques	8 décembre	6112	101
	<i>70 bis (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Abaissement du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants	8 décembre	6116	102
	<i>70 ter (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Renforcement des contrôles en matière de TVA communautaire	8 décembre	6117	103
	<i>70 quater (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Possibilité pour les agents de la direction générale des douanes et droits indirects, de se faire assister par des agents de la direction générale des impôts lors des contrôles à la circulation	8 décembre	6117	104
	<i>70 quinquies (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Renforcement des échanges de renseignements entre les agents de la direction générale des impôts et de la direction générale des douanes et droits indirects	8 décembre	6117	105
	<i>70 sexies (AN 1<sup>ère</sup> lecture)</i>	Communication à l'administration fiscale de tous les résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales	8 décembre	6117	106

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	<b>70 septies</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Utilisation par les administration fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques	8 décembre	6118	<b>107</b>
	<b>70 octies</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal	8 décembre	6128	<b>108</b>
	<b>70 nonies</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux	8 décembre	6129	<b>109</b>
	<b>70 decies</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Indexation du taux d'intérêt de retard (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	8 décembre	6129	-
<b>71</b>		Extension du champ d'application de la formalité fusionnée aux actes dits mixtes	8 décembre	6131	<b>110</b>
<b>72</b>		Composition de la commission départementale des impôts et des taxes sur le chiffre d'affaires pour les associations	8 décembre	6131	<b>111</b>
	<b>72 bis A</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Application du taux réduit de TVA au chocolat présenté en tablettes ou en bâtons (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	8 décembre	6133	-
	<b>72 bis B</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Application du taux réduit de TVA au prestations de collecte, de tri et de traitement des déchets (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	8 décembre	6139	-
	<b>72 bis C</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Éligibilité à la DGE des groupements exerçant la compétence de voirie au nom leurs communes membres (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	8 décembre	6141	-
	<b>72 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Païement de la TVA pour les acquisitions intra-communautaires de véhicules neufs	8 décembre	6144	<b>112</b>
<b>73</b>		Exonération facultative de taxe professionnelle des entreprises de spectacles	8 décembre	6144	<b>113</b>
<b>74</b>		Prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles	8 décembre	6148	<b>114</b>
	<b>74 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux	8 décembre	6148	<b>115</b>
	<b>74 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Modification de l'assiette de la taxe locale d'équipement	8 décembre	6150	<b>116</b>
	<b>74 quater</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Dépôt d'un rapport annexé au projet de loi de finances sur les pensions de retraite	8 décembre	6152	<b>117</b>
	<b>74 quinquies</b> (AN nouvelle lecture)	Majoration de la dotation forfaitaire des communes en faveur des communes qui ont contribué à partir de 1991 au financement de la dotation de solidarité urbaine	-	-	<b>118</b>

B.- AUTRES MESURES

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	<b>75 AA</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	Contrôle sur les crédits délégués par le Fonds d'aide et de coopération (FAC) à l'Agence Française de Développement (AFD) (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)	2 décembre	5651	
<i>Agriculture et pêche</i>					
	<b>75 A</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Conséquences de la réintégration au budget général des dépenses de fonctionnement du BAPSA	27 novembre	5202	<b>119</b>
	<b>75 B</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Revalorisation des petites retraites agricoles	27 novembre	5202	<b>120</b>
<i>Anciens combattants</i>					
<b>75</b>		Modification de l'article 2 de la loi n° 96-126 du 21 février 1996, en vue de rendre automatique le bénéfice de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) pour les salariés anciens combattants cessant leur activité	30 novembre	5437	<b>121</b>
<b>76</b>		Relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant	30 novembre	5441	<b>122</b>
	<b>76 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Assouplissement des conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant d'Afrique du Nord	30 novembre	5444	<b>123</b>
	<b>76 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation à la préparation à la retraite	30 novembre	5444	<b>124</b>
<i>Économie, finances et industrie</i>					
<b>77</b>		Majoration légale des rentes viagères	28 novembre	5268	<b>125</b>
<b>78</b>		Mise à disposition de La Poste des fonds des comptes courants postaux	28 novembre	5269	<b>126</b>
<b>79</b>		Actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers	28 novembre	5320	<b>127</b>
	<b>79 bis</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Prorogation et extension du congé de fin d'activité	26 novembre	5116	<b>128</b>
<i>Education nationale, recherche et technologie</i>					
	<b>79 ter A</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Actualisation de la majoration annuelle de la dotation au Fonds national de péréquation	-	-	<b>129</b>
	<b>79 ter</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Intégration dans l'enseignement public d'un établissement de l'enseignement privé (Felletin, Creuse)	27 novembre	5244	<b>130</b>
<i>Emploi et solidarité</i>					



ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
<b>80</b>		Recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage	3 décembre	5691	<b>131</b>
<b>81</b>		Suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales	3 décembre	5693	<b>132</b>
<b>82</b>		Prise en charge par l'État du financement de l'allocation de parent isolé	3 décembre	5722	<b>133</b>
<b>83</b>		Limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocataires relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale	3 décembre	5723	<b>134</b>
	<b>83 bis</b> (Sénat 1 <sup>ère</sup> lecture)	<i>Régulation des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par les départements (Supprimé par l'AN en nouvelle lecture)</i>	<i>3 décembre</i>	<i>5724</i>	-
	<b>84</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Encadrement des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'Etat	3 décembre	5725	<b>135</b>
<i>Equipement, transports et logement</i>					
	<b>85</b> (AN 1 <sup>ère</sup> lecture)	Création d'une taxe d'aéroport	6 décembre	5955	<b>136</b>

**Discussion (première lecture)**

(19 novembre 1998) (p. 4620, 4673) ; (20 novembre 1998) (p. 4683, 4701) ; (23 novembre 1998) (p. 4709, 4813) ; (24 novembre 1998) (p. 4824, 4914) ; (25 novembre 1998) (p. 4924, 5021) ; (26 novembre 1998) (p. 5030, 5076 ; 5085, 5136) ; (27 novembre 1998) (p. 5148, 5244) ; (28 novembre 1998) (p. 5254, 5333) ; (30 novembre 1998) (p. 5344, 5444) ; (1er décembre 1998) (p. 5457, 5528) ; (2 décembre 1998) (p. 5539, 5553 ; 5603, 5654) ; (3 décembre 1998) (p. 5662, 5752) ; (4 décembre 1998) (p. 5757, 5825) ; (5 décembre 1998) (p. 5834, 5933) ; (6 décembre 1998) (p. 5943, 5974) ; (7 décembre 1998) (p. 5982, 6088) ; (8 décembre 1998) (p. 6100, 6182).

**I - DISCUSSION GENERALE** (p. 4620, 4673 ; 4683, 4701) : *MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Paul Girod, Alain Lambert, président de la commission des finances, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances ; Marc Massion, Jacques Oudin, Alain Peyrefitte, Josselin de Rohan, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

**PREMIERE PARTIE.****CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE** (23 novembre 1998) (p. 4709, 4813) ; (24 novembre 1998) (p. 4824, 4914) ; (25 novembre 1998) (p. 4924, 5021) ; (26 novembre 1998) (p. 5030, 5076 ; 5085, 5091) : *MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Denis Badré, Mme Janine Bardou, MM. Michel Barnier, président de la délégation pour l'Union européenne ; Jean-Michel Baylet, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Jean Bernard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Bimbenet, Jean Bizet, James Bordas, Gérard Braun, Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Auguste Cazalet, Gérard César, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Jean Clouet, Yvon Collin, Bertrand Delanoë, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Marcel Deneux, Michel Dreyfus-Schmidt, Ambroise Dupont, Hubert Durand-Chastel, Daniel Eckenspieller, Claude Estier, Guy Fischer, Thierry Foucaud, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Paul Girod, Alain Gournac, Francis Grignon, Hubert Haenel, Claude Haut, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Christian de La Malène, Alain Lambert, président de la commission des finances ; Lucien Lanier, Dominique Leclerc, Claude Lise, Paul Loridant, Roland du Luart, Jacques Machet, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances ; Marc Massion, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Michel Mercier, Gérard Miquel, Aymeri de Montequiou, Pierre Moscovici, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes ; Philippe Nachbar, Paul Natali, Lucien Neuwirth, Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Victor Reux, Charles Revet, Henri Revol, Philippe Richert, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Jean-Pierre Schosteck, Michel Sergent, Raymond Soucaret, Mme Odette Terrade, MM. René Trégouët, Alain Vasselle, Paul Vergès, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

**TITRE I<sup>er</sup>.****DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.****I Impôts et revenus autorisés.****A. Dispositions antérieures.**

**Art. 1<sup>er</sup>** (*autorisation de percevoir les impôts existants*) (p. 4709) - Adopté.

**B. Mesures fiscales.**

**Art. 2** (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 4709) - Adopté après modification (p. 4726).

**Art. 2 bis** (*réduction d'impôt au bénéfice de certains titulaires de demi-parts additionnelles de quotient familial*) (p. 4743) - Supprimé (p. 4744).

Après l'art. 2 bis (p. 4744).

**Art. additionnel** (*exonération des associations d'aide à domicile à but non lucratif agréées pour l'aide sociale, du paiement de la taxe sur les salaires*) (p. 4744) - Adopté (p. 4747).

**Art. 3** (*extension de la réduction d'impôt relative aux dons pour les personnes physiques qui participent au financement d'entreprises*) (p. 4747) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 4747).

**Art. additionnel** (*majoration de la déduction d'impôt sur le revenu pour les dons de particuliers et d'entreprises à des organismes humanitaires intervenant en faveur de populations victimes de catastrophes naturelles*) (p. 4747) - Adopté (p. 4748).

**Art. 4** (*bons de souscription de parts de créateur d'entreprise et report d'imposition des plus-values de cession pour les sociétés créées depuis moins de quinze ans*) (p. 4749) - Adopté.

Après l'art. 4 (p. 4749).

**Art. additionnel** (*mesure de défiscalisation outre-mer applicable aux investissements incorporels constitués par des prises de participation audiovisuelle cinématographique*) (p. 4749) - Adopté (p. 4751).

**Art. 4 bis** (*alourdissement de la fiscalité applicable aux contrats de capitalisation anonymes*) (p. 4751) - Adopté.

**Art. 5** (*extension du régime fiscal des micro-entreprises*) (p. 4752) - Supprimé (p. 4763).

Après l'art. 5 (p. 4763).

**Art. additionnel** (*augmentation de l'imposition forfaitaire des entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à cinquante millions de francs*) (p. 4764) - Adopté.

**Art. 6** (*aménagement du régime simplifié d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4767) - Adopté.

**Art. 6 bis** (*continuité du régime fiscal de TVA en cas de décès d'un exploitant agricole*) (p. 4768) - Adopté (p. 4769).

**Art. 7** (*relèvement de seuils de mise en recouvrement ou de perception*) (p. 4769) - Adopté.

Après l'art. 7 (p. 4771).

**Art. additionnel** (*régime fiscal des associations d'insertion*) (p. 4771) - Adopté.

**Art. 8** (augmentation du barème de l'imposition de solidarité sur la fortune) (p. 4774) - Adopté après modification (p. 4776).

**Art. 9** (limitation de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des biens professionnels de l'activité de loueur en meublé) (p. 4780) - Supprimé (p. 4782).

**Art. 10** (imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune des biens ou droits dont la propriété est démembrée) (p. 4783) - Supprimé (p. 4788).

**Art. 11** (aménagement des règles du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4788) - Adopté après modification (p. 4791).

**Art. 12** (modalités d'évaluation de la résidence principale en matière d'impôt de solidarité sur la fortune et de droits de mutation à titre gratuit) (p. 4791) - Adopté (p. 4794).

**Art. 13** (renforcement des obligations déclaratives relatives aux dettes déduites de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4794) - Adopté après modification (p. 4796).

**Art. 14** (modification des règles de territorialité en matière de droits de mutation à titre gratuit) (p. 4796) - Adopté après modification.

**Art. 14 bis** (relèvement de l'abattement pour la perception des droits de mutation à titre gratuit sur la part du conjoint survivant) (p. 4797) - Adopté.

**Art. 14 ter** (rétablissement des sanctions en cas de défaut de déclaration des successions en Corse) (p. 4798) - Adopté après modification (p. 4804).

Après l'art. 14 ter (p. 4804).

**Art. additionnel** (rapport du Gouvernement au Parlement sur les propositions de la commission créée par la loi du 13 mai 1991, au sujet du régime fiscal spécifique à la Corse) (p. 4804) - Adopté (p. 4805).

**Art. 15** (régime des titres ou droits de personnes morales ou organismes, détenant directement ou par personne interposée, des immeubles ou droits immobiliers sis en France) (p. 4805) - Adopté.

**Art. 16** (imposition des plus-values constatées et des plus-values en report d'imposition en cas de transfert du domicile hors de France) (p. 4805) - Adopté après modification (p. 4807).

**Art. 17** (gratuité de la délivrance des cartes nationales d'identité et du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire) (p. 4807) - Adopté.

**Art. 18** (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel et mise en oeuvre d'un remboursement de taxe intérieure sur les produits pétroliers aux transporteurs routiers) (p. 4807) - Adopté après modification (p. 4810).

**Art. 18 bis** (modification du régime fiscal de l'aquazole) (p. 4810) - Adopté (p. 4811).

**Art. 18 ter** (augmentation du volume de GPL défiscalisé pour les taxis) (p. 4811) - Adopté.

**Art. 19** (application du taux réduit de TVA aux abonnements souscrits pour la fourniture de gaz et d'électricité) (p. 4908) - Adopté (p. 4913).

**Art. 20** (application du taux réduit de TVA aux appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés) (p. 4913) - Adopté (p. 4914).

**Art. 21** (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectif des ordures ménagères) (p. 4946) - Adopté (p. 4950).

**Art. 22** (application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux travaux subventionnés par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 4950) - Adopté après modification (p. 4951).

**Art. 22 bis** (majoration du crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien afférentes à l'habitation principale) (p. 4951) - Adopté (p. 4952).

**Art. 22 ter** (assujettissement à la TVA des prestations fournies par les parcs résidentiels de tourisme) (p. 4954) - Adopté après modification.

Après l'art. 22 ter (p. 4954).

**Art. additionnel** (application de la TVA à 5,5 % sur les opérations de construction ou réhabilitation de casernes de gendarmerie réalisées par les collectivités locales) (p. 4970) - Adopté (p. 4973).

**Art. additionnel** (application du taux réduit de TVA aux installations sportives gérées par délégation d'une collectivité locale) (p. 4976) - Adopté (p. 4979).

**Art. additionnel** (rédaction d'un rapport sur l'application de la directive européenne de 1992 relative aux différents taux de TVA) (p. 4981) - Adopté (p. 4982).

**Art. 23** (augmentation des taux de réduction de droits sur les donations) (p. 4982) - Adopté après modification (p. 4986).

**Art. 24** (moralisation des avantages liés à la transmission des patrimoines par le biais de l'assurance vie) (p. 4988) - Adopté après modification (p. 4991); précédemment réservé p. 4982).

**Art. 25** (réduction de l'écart entre les minima de perception du droit de consommation sur les tabacs) (p. 4987) - Adopté.

**Art. 26** (aménagement de la taxe sur les locaux à usage de bureaux en Ile-de-France) (p. 4991) - Adopté après modification (p. 5008).

**Art. 27** (suppression de la taxe régionale sur les cessions d'immeubles et unification du régime d'imposition des cessions de locaux professionnels) (p. 4824) - Adopté après modification (p. 4838; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 27 bis** (exonération de TVA pour les achats de terrains à bâtir par des particuliers qui souhaitent y construire un immeuble affecté à leur usage privatif) (p. 4838) - Adopté après modification (p. 4852; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 28** (réduction du taux de l'avoir fiscal) (p. 5800) - Supprimé (p. 5012).

**Art. 28 bis** (assimilation à des apports des droits d'adhésion perçus par les sociétés d'assurance mutuelle) (p. 5012) - Adopté.

**Art. 28 ter** (réintégration d'une quote-part des frais et charges afférente aux dividendes versés par une société fille à sa mère) (p. 5012) - Supprimé (p. 5013).

**Art. 29** (réforme de la taxe professionnelle) (p. 4852) - Adopté après modification (p. 4881; priorité ordonnée p. 4732).

Après l'art. 29 (p. 4898).

**Art. additionnel** (exonération pour les bénéficiaires de minima sociaux de la taxe foncière sur les propriétés bâties) (p. 4904) - Adopté (p. 4905; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. additionnel** (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afin de favoriser la location des marais salants) (p. 4905) - Adopté (priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 30** (taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 5013) - Supprimé (p. 5021).

**Art. 31** (amortissement exceptionnel des véhicules fonctionnant en bicarburant et des accumulateurs nécessaires à leur fonctionnement) (p. 5021) - Adopté.

**Art. 32** (*suppression de diverses taxes*) (p. 5031) - Adopté (p. 5032).

**Art. 33** (*suppression de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) (p. 5033) - Adopté.

**Art. 34** (*suppression du prélèvement sur les bénéfices des entreprises exploitant des gisements d'hydrocarbures*) (p. 5033) - Adopté.

**Art. 35** (*suppression de la taxe perçue pour toute demande d'autorisation administrative d'exploitation d'eau minérale naturelle*) (p. 5033) - Adopté.

**Art. 35 bis** (*création de la taxe de l'aviation civile*) (p. 5033) - Supprimé (p. 5037).

#### C. Mesures diverses.

**Art. 36** (*prélèvement exceptionnel sur les caisses d'épargne*) (p. 5037) - Adopté après modification (p. 5040).

**Art. 36 bis** (*inclusion de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le champ d'application de la redevance sur les concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux*) (p. 5040) - Adopté après modification (p. 5042).

#### II Ressources affectées.

**Art. 37** (*dispositions relatives aux affectations*) (p. 5042) - Adopté.

**Art. 38** (*actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) (p. 5042) - Adopté.

**Art. 39** (*versement d'une contribution des organismes collecteurs du 1 % logement*) (p. 5042) - Adopté (p. 5043).

**Art. 40** (*enveloppe normée des concours de l'Etat aux collectivités territoriales*) (p. 4881) - Adopté après modification (p. 4890 ; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 40 bis** (*compensation intégrale des pertes de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, aux communes les moins favorisées*) (p. 4890) - Adopté après modification (p. 4893 ; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 41** (*majoration exceptionnelle de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 4893) - Adopté (priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 41 bis** (*élargissement des critères d'éligibilité au fonds de compensation pour la taxe à la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 4893) - Adopté après modification (p. 4895 ; priorité ordonnée p. 4732).

Après l'art. 41 bis (p. 4895).

**Art. additionnel** (*extension du bénéfice des attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA, aux syndicats mixtes composés exclusivement de collectivités elles-mêmes éligibles au FCTVA*) (p. 4895) - Adopté (p. 4896 ; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. additionnel** (*éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA, des dépenses des collectivités locales sur des biens de section au titre d'opérations de réhabilitation du patrimoine*) (p. 4896) - Adopté (p. 4898 ; priorité ordonnée p. 4732).

**Art. 42** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4924) - Adopté (p. 4945).

#### TITRE II.

##### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.

**Art. 43 et Etat A annexé** (*équilibre général du budget*) (p. 5043) - Adoptés après modification (p. 5060).

Seconde délibération en application de l'article 47 bis, alinéa 1, du règlement du Sénat (p. 5060, 5061).

**Art. 21** (*application du taux réduit de 5,5 % de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de collecte et de tri sélectif des ordures ménagères*) (p. 5061) - Adopté après modification.

**Art. 43 et Etat A annexé** (*équilibre général du budget*) (p. 5061) - Adoptés après modification (p. 5072).

**Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 5072, 5076 ; 5085, 5091) : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Jacques Bimbenet, Gérard Braun, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, président de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Nogrix, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Scrutin public de droit n° 14 (p. 5091).

Adoption de l'ensemble de la première partie de la loi de finances (26 novembre 1998) (p. 5091).

## DEUXIÈME PARTIE

### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

#### Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

#### Budgets

##### I. BUDGETS CIVILS

##### A. - Budget général :

Affaires étrangères et coopération :

I. - Affaires étrangères

II. - Coopération

Agriculture et pêche

Aménagement du territoire et environnement :

I. - Aménagement du territoire

II. - Environnement

Anciens combattants

Culture et communication

Culture

Communication audiovisuelle

Presse

Economie, finances et industrie :

I. - Charges communes

II. - Services communs et finances

III. - Industrie

IV. - Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

- Commerce extérieur

Education nationale, recherche et technologie :

I. - Enseignement scolaire

II. - Enseignement supérieur

III. - Recherche et technologie

Emploi et solidarité :

I. - Emploi

II. - Santé et solidarité

III. - Ville

Equipement, transports et logement :

I. - Services communs

II. - Urbanisme et logement

III.- Transports :

- Transports terrestres
- Routes
- Sécurité routière
- Transport aérien et météorologie

IV. - Mer :

- Marine marchande
- Ports maritimes

V. - Tourisme

Fonction publique et réforme de l'Etat.

Intérieur et décentralisation :

- Sécurité
- Décentralisation

Jeunesse et sports

Justice

Outre-mer

Services du Premier ministre :

- I. - Services généraux
- II. - Secrétariat général de la défense nationale
- III. - Conseil économique et social
- IV. - Plan

**B. Budgets annexes**

Aviation civile

Journaux officiels

Légion d'honneur - Ordre de la Libération

Monnaies et Médailles

Prestations sociales agricoles

## II. - DÉFENSE

- Exposé d'ensemble et dépenses en capital
- Dépenses ordinaires

## III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor

## AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION

### I - AFFAIRES ETRANGERES

**Discussion** (1er décembre 1998) (p. 5494, 5528) : *M. Jean-Michel Baylet, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances; Robert Del Picchia, André Dulait, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Hubert Durand-Chastel, André Ferrand, Jacques Legendre, Pierre Mauroy, Aymeri de Montesquiou, Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour les relations culturelles extérieures; Mme Danièle Pourtaud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les relations culturelles, scientifiques et techniques; MM. Gérard Roujas, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

**Examen des crédits** (1er décembre 1998) (p. 5527, 5528) : *M. Jacques Chaumont, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères.*

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la coopération.**

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5527) - Adoptés (2 décembre 1998) (p. 5651).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5528) - Adoptés (2 décembre 1998) (p. 5651).

## AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION

### II - COOPERATION (ET FRANCOPHONIE)

**Discussion** (2 décembre 1998) (p. 5629, 5654) : *M. Jean-Luc Bécart, Mmes Paulette Briseperrière, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances; André Ferrand, Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la francophonie; Lucien Neuwirth, Jacques Pelletier.*

**Examen des crédits** (2 décembre 1998) (p. 5650, 5654) : *MM. Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Lucien Neuwirth.*

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5650) - Adoptés (p. 5651).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5651) - Adoptés.

**Avant l'art. 75 A** (p. 5651).

**Art. additionnel** (approbation par le comité directeur du Fonds d'aide et de coopération des projets réalisés par l'Agence française de développement et financés sur les crédits qui lui sont délégués par ledit comité directeur) (p. 5651) - Adopté (p. 5654).

## AGRICULTURE ET PECHE

**Discussion** (27 novembre 1998) (p. 5158, 5203) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Marcel Bony, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Yolande Boyer, MM. Gérard César, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'agriculture; Gérard Cornu, Désiré Debavelaere, Marcel Deneux, Michel Doublet, Bernard Dussaut, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour les industries agricoles et alimentaires; Jean-Paul Emorine, en remplacement de M. Henri Revol, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour l'aménagement rural; Hilaire Flandre, Yann Gaillard, Alain Gérard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour la pêche; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Rémi Herment, Bernard Joly, Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, Serge Mathieu, Aymeri de Montesquiou, Jean-Marc Pastor, Bernard Piras, Henri de Richemont, René-Pierre Signé, Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement agricole.*

**Examen des crédits** (27 novembre 1998) (p. 5199, 5203) : *MM. Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard César, au nom de la commission des affaires économiques; Gérard Cornu, Hilaire Flandre, au nom de la commission des affaires économiques; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Marc Pastor, Albert Vecten.*

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5199) - Adoptés (p. 5201).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5201) - Adoptés (p. 5202).

**Art. 75 A** (conséquences de la réintégration au budget général des dépenses de fonctionnement du BAPSA) (p. 5202) - Adopté.

**Art. 75 B** (revalorisation des retraites agricoles) (p. 5202) - Adopté (p. 5203).

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

### I - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Discussion** (26 novembre 1998) (p. 5118, 5135) : *Mme Janine Bardou, MM. Roger Besse, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Cornu, Jean-Pierre Demerliat, Claude Haut, Daniel Hoeffel, Gérard Le Cam, Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

**Examen des crédits** (26 novembre 1998) (p. 5135, 5136).

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5135) - Adoptés (p. 5136).

**Etat C - TITRE VI** - (p. 5136) - Adopté.

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

## II - ENVIRONNEMENT

**Discussion** (3 décembre 1998) (p. 5726, 5752) : *MM. Jean Bizet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Daniel Eckenspieller, Mme Anne Heinis, MM. Bernard Joly, Gérard Le Cam, Serge Lepeltier, Aymeri de Montesquiou, Jacques Oudin, en remplacement de M. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Paul Raoult, Philippe Richert, René-Pierre Signé, Alain Vasselle, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

**Examen des crédits** (3 décembre 1998) (p. 5750, 5752) : *M. Jacques Oudin, en remplacement de M. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5750) - Adoptés après modification (p. 5751).

**Etat C - TITRE V** - (p. 5751) - Adopté.

- **TITRE VI** - (p. 5751) - Adopté après modification (p. 5752).

## ANCIENS COMBATTANTS

**Discussion** (30 novembre 1998) (p. 5416, 5444) : *MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Gilbert Chabroux, Marcel-Pierre Cléach, Guy Fischer, Philippe de Gaulle, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Bernard Joly, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Mme Nelly Olin, M. Michel Pelchat, Mme Gisèle Printz.*

**Examen des crédits** (30 novembre 1998) (p. 5436, 5444) : *M. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Raymond Courrière, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Guy Fischer, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Jean-Marc Pastor.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5436) - Adopté.

- **TITRE IV** - (p. 5436) - Adopté (p. 5437).

**Etat C - TITRE V** - (p. 5437) - Adopté.

**Art. 75** (attribution automatique de l'allocation de remplacement pour l'emploi aux salariés anciens combattants cessant leur activité) (p. 5437) - Adopté (p. 5441).

**Art. 76** (relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant) (p. 5441) - Adopté (p. 5442).

**Art. 76 bis** (assouplissement des conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant d'Afrique du Nord) (p. 5444) - Adopté.

**Art. 76 ter** (assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation à la préparation à la retraite) (p. 5444) - Adopté.

## CULTURE

**Discussion** (5 décembre 1998) (p. 5873, 5908) : *MM. Denis Badré, Louis de Broissia, Jean Clouet, Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Paul Hugot, Bernard Joly, André Maman, Philippe Nachbar, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, MM. Jean-Pierre Raffarin, Jack Ralite, Franck Sérusclat, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication; M. Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le cinéma et le théâtre dramatique.*

**Examen des crédits** (5 décembre 1998) (p. 5901, 5908) : *MM. Yann Gaillard, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5901) - Adopté après modification (p. 5905).

- **TITRE IV** - (p. 5905) - Adopté après modification (p. 5907).

**Etat C - TITRE V** - (p. 5907) - Adopté.

- **TITRE VI** - (p. 5908) - Adopté.

## COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

**Discussion** (5 décembre 1998) (p. 5908, 5933) : *MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances; Louis de Broissia, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la presse écrite; André Diligent, Paul Girod, Jean-Paul Hugot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la communication audiovisuelle; André Maman, Georges Othily, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, M. Ivan Renar, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.*

**Examen des crédits** (5 décembre 1998) (p. 5931, 5933).

**Ligne 44 de l'Etat E** (p. 5931) - Adoptée (p. 5932).

**Ligne 45 de l'Etat E** (p. 5932) - Adoptée.

**Art. 63** (répartition du produit de la redevance) (p. 5932) - Adopté.

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5933) - Adoptés.

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5933) - Adoptés.

## ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

### I - CHARGES COMMUNES ET COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Discussion** (28 novembre 1998) (p. 5254, 5272) : *Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Yves Fréville, Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1998) (p. 5266, 5272) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yves Fréville, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

**Charges communes.**

**Etat B - TITRE I** - (p. 5266) - Adopté après modification (p. 5267).

- **TITRE II** - (p. 5267) - Adopté.

- **TITRE III** - (p. 5267) - Adopté après modification.

- **TITRE IV** - (p. 5267) - Adopté après modification (p. 5268).

**Etat C - TITRE VI** - (p. 5268) - Adopté.

**Art. 77** (majoration légale de rentes viagères) (p. 5268) - Adopté (p. 5269).

**Art. 78** (mise à disposition de La Poste des fonds des comptes courants postaux) (p. 5269) - Adopté (p. 5270).

**Compte spéciaux du Trésor.**

**Art. 51** (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France" (FARIF)) (p. 5270) - Adopté.

**Art. 52** (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 intitulé "Fonds pour l'aménagement de l'Île-de-France" (FARIF)) (p. 5270) - Adopté après modification.

**Art. 53** (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété" et programmation de la clôture du compte) (p. 5270) - Adopté.

**Art. 53 bis** (modification du compte d'affectation spéciale "Fonds de péréquation des transports aériens") (p. 5270) - Supprimé (p. 5271).

**Art. 54** (comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Services votés) (p. 5271) - Adopté.

**Art. 55** (comptes d'affectation spéciale - Opérations définitives - Mesures nouvelles) (p. 5271) - Adopté (p. 5272).

**Art. 56** (comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés) (p. 5272) - Adopté.

**Art. 57** (comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles) (p. 5272) - Adopté.

**Art. 58** (comptes de prêts. Mesures nouvelles) (p. 5272) - Adopté.

## ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

### II - SERVICES COMMUNS ET FINANCES (ET CONSOMMATION)

**Discussion** (28 novembre 1998) (p. 5272, 5283) : *M. Bernard Angels, rapporteur spécial de la commission des finances pour les services communs et finances; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Jean-Jacques Robert, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Mme Odette Terrade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la consommation et la concurrence.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1998) (p. 5279, 5283) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Pierre Lefebvre, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.**

**Etat B - TITRE III** - (p. 5279) - Adopté après modification (p. 5333).

- **TITRE IV** - (p. 5282) - Adopté (p. 5333).

**Etat C - TITRE V** - (p. 5283) - Adopté (p. 5333).

**ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****III - INDUSTRIE (ET POSTE)**

**Discussion** (29 novembre 1998) (p. 5283, 5305) : *MM. Jean Besson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'énergie; Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Delfau, Francis Grignon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'industrie; Pierre Lefebvre, Daniel Percheron, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Pierre-Yvon Trémel, Henri Weber.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1998) (p. 5302, 5304) : *MM. Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Lefebvre, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Henri Weber.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5302) - Adopté après modification (p. 5303).

- **TITRE IV** - (p. 5303) - Adopté après modification.

**Etat C - TITRE V** - (p. 5303) - Adopté.

- **TITRE VI** - (p. 5303) - Adopté après modification (p. 5304).

**ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT**

**Discussion** (28 novembre 1998) (p. 5305, 5322) : *MM. René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances; Michel Bécot, Bernard Dussaut, Pierre Hérisson, Roland Huguet, Bernard Joly, André Jourdain, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Kléber Malécot, Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1998) (p. 5320, 5322) : *MM. René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances; Roland Huguet, André Jourdain, Mmes Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Odette Terrade.*

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5320) - Adoptés.

**Etat C - TITRE VI** - (p. 5320) - Adopté.

**Art. 79** (actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 5320) - Adopté (p. 5322).

**ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE****COMMERCE EXTERIEUR**

**Discussion** (28 novembre 1998) (p. 5322, 5333) : *MM. Pierre André, Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Hubert Durand-Chastel, Bernard Dussaut, André Ferrand, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances; Aymeri de Montesquiou, Michel Souplet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade.*

**Examen des crédits** (28 novembre 1998) (p. 5333).

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5333) - Adoptés.

**Etat C - TITRE V** - (p. 5333) - Adopté.

**EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**

**Discussion** (27 novembre 1998) (p. 5203, 5244) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean Bernadaux, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement scolaire; André Bohl, Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, Christian Demuynck, Pierre Hérisson, Jean-Philippe Lachenaud, en remplacement de M. Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances; Serge Lagache, Mme Hélène Luc, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; M. Georges Othily, Mme Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; MM. Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Alain Vasselle.*

**Examen des crédits** (27 novembre 1998) (p. 5240, 5244) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean-Louis Carrère, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jean-Philippe Lachenaud, en remplacement de M. Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances; Ivan Renar, Franck Sérusclat.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5240) - Adopté après modification (p. 5243).

- **TITRE IV** - (p. 5243) - Adopté après modification (p. 5244).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5244) - Adoptés.

**Art. 79 ter** (intégration dans la fonction publique des personnels de l'Ecole nationale des métiers du bâtiment) (p. 5244) - Adopté.

**EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

**Discussion** (30 novembre 1998) (p. 5378, 5400) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances, Pierre Laffitte, Jacques Legendre, André Maman, Georges Othily, Ivan Renar, Claude Saunier, Jacques Valade, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.*

**Examen des crédits** (30 novembre 1998) (p. 5394, 5400) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Guy Cabanel, Jean-Louis Carrère, Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Alain Lambert, président de la commission des finances; Jean-Louis Lorrain, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Ivan Renar.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5394) - Adopté après modification (p. 5398 ; scrutin public n° 28).

- **TITRE IV** - (p. 5398) - Adopté après modification (p. 5400 ; scrutin public n° 30).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5400) - Adoptés.

**EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE****III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**

**Discussion** (30 novembre 1998) (p. 5400, 5416) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Lucien Lanier, Jean-Louis Lorrain, Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Ivan Renar, Franck Sérusclat, René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances.*



**Examen des crédits** (30 novembre 1998) (p. 5413, 5416) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Philippe de Gaulle, Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Ivan Renar, Franck Sérusclat.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5413) - Adopté après modification (p. 5416 ; scrutin public n° 32).

- **TITRE IV** - (p. 5416) - Adopté.

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5416) - Adoptés.

## EMPLOI ET SOLIDARITE

### I - EMPLOI

**Discussion** (3 décembre 1998) (p. 5672, 5695) : *Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Annick Bocandé, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la formation professionnelle; MM. Jean Clouet, Guy Fischer, Alain Gournac, Roland Hugué, Bernard Joly, André Jourdain, Joseph Ostermann, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le travail et l'emploi.*

**Examen des crédits** (3 décembre 1998) (p. 5688, 5695) : *Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Annick Bocandé, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour la formation professionnelle; MM. Guy Fischer, Adrien Gouteyron, Roland Hugué, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Joseph Ostermann, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour le travail et l'emploi.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5688) - Adopté après modification.

- **TITRE IV** - (p. 5688) - Adopté après modification (p. 5691).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5691) - Adoptés.

**Art. 80** (*recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage*) (p. 5691) - Supprimé (p. 5693).

**Art. 81** (*suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales*) (p. 5693) - Adopté après modification (p. 5695).

## EMPLOI ET SOLIDARITE

### II - SANTE ET SOLIDARITE

**Discussion** (3 décembre 1998) (p. 5695, 5726) : *M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la santé; Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la solidarité; Philippe Darniche, Mme Anne Heinis, MM. Lucien Neuwirth, Georges Othily, Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Marcel Vidal.*

**Examen des crédits** (3 décembre 1998) (p. 5721, 5726) : *M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la solidarité; Guy Fischer, Michel Mercier, Jacques Oudin, rapporteur spécial; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle,*

*auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité, M. Alain Vasselle.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5721) - Adopté après modification.

- **TITRE IV** - (p. 5721) - Adopté après modification (p. 5722).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5722) - Adoptés.

**Art. 82** (*prise en charge par l'Etat du financement de l'allocation de parent isolé*) (p. 5722) - Adopté.

**Art. 83** (*limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocations relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale*) (p. 5723) - Supprimé (p. 5724).

Après l'art. 83 (p. 5724).

**Art. additionnel** (*extension aux établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'aide sociale des conseils généraux d'un dispositif de taux directeur opposable dans des conditions identiques à celles prévues dans le projet de loi de finances et dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale en faveur des établissements sociaux et médico-sociaux financés respectivement par le budget de l'Etat et par l'assurance maladie*) (p. 5724) - Adopté (p. 5725).

**Art. 84** (*encadrement des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'Etat*) (p. 5726) - Adopté.

## EMPLOI ET SOLIDARITE

### III - VILLE

**Discussion** (5 décembre 1998) (p. 5834, 5853) : *MM. Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Paul Blanc, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Gilbert Chabroux, Christian Demuynck, Guy Fischer, Alain Joyandet, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Larcher, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mmes Nelly Olin, Gisèle Printz.*

**Examen des crédits** (5 décembre 1998) (p. 5849, 5853) : *MM. Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Guy Fischer, Alain Joyandet, Alain Lambert, président de la commission des finances; Gérard Larcher, Mme Hélène Luc, M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5849) - Adopté après modification (p. 5852).

- **TITRE IV** - (p. 5852) - Adopté.

**Etat C - TITRE V** - (p. 5852) - Adopté après modification (p. 5853).

- **TITRE VI** - (p. 5853) - Adopté.

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****I - SERVICES COMMUNS - II - URBANISME ET LOGEMENT**

**Discussion** (4 décembre 1998) (p. 5770, 5797) : *MM. Jacques Bellanger, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'urbanisme; Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le logement social; Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Joseph Ostermann, Jacques Pelletier, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Piras, Jean-Pierre Placade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour le logement; Mme Odette Terrade, M. André Vézinhét.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1998) (p. 5790, 5797) : *MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Alain Lambert, président de la commission des finances; Pierre Lefebvre, Jacques Pelletier, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Odette Terrade, M. André Vézinhét.*

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.**

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5790) - Adoptés après modification (6 décembre 1998) (p. 5974).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5796) - Adoptés (6 décembre 1998) (p. 5974).

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****III - TRANSPORTS - 1. TRANSPORTS TERRESTRES - 2. ROUTES - 3. SECURITE ROUTIERE**

**Discussion** (4 décembre 1998) (p. 5797, 5825) : *MM. Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les transports terrestres; Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres; Léon Fatous, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; François Gerbaud, en remplacement de M. Georges Gruillot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables; Georges Gruillot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et voies navigables; Daniel Hoeffel, Alain Lambert, président de la commission des finances; Pierre Lefebvre, Gérard Miquel, rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes et la sécurité routière; Joseph Ostermann, Jean-Pierre Placade, Bernard Plasait.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1998) (p. 5823, 5825) : *MM. Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres; Jean-Pierre Demerliat, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Lefebvre.*

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.**

**Etat B - TITRE III** - (p. 5823) - Adopté après modification (6 décembre 1998) (p. 5972).

- **TITRE IV** - (p. 5823) - Adopté après modification (6 décembre 1998) (p. 5974).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5824) - Adoptés (6 décembre 1998) (p. 5974).

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****III - TRANSPORTS - 4. TRANSPORT AERIEN ET METEOROLOGIE - BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE**

**Discussion** (6 décembre 1998) (p. 5943, 5960) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'aviation civile; Jean-Jacques Robert, Mme Odette Terrade.*

**Examen des crédits** (6 décembre 1998) (p. 5954, 5960) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances.*

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.**

**Etat B - TITRE III** - (p. 5954) - Adopté après modification (p. 5972).

- **TITRE IV** - (p. 5955) - Adopté après modification (p. 5974).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5955) - Adoptés (p. 5974).

**Art. 85** (création d'une taxe d'aéroport; assiette; taux; recouvrement) (p. 5955) - Supprimé (p. 5960).

**Services votés inscrits à l'art. 49** (p. 5960) - Adoptés.

**Mesures nouvelles inscrites à l'art. 50** (p. 5960) - Adoptées.

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****IV - MER**

**Discussion** (6 décembre 1998) (p. 5960, 5975) : *Mme Anne Heinis, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand; Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances pour les ports maritimes et en remplacement de M. Claude Lise, rapporteur spécial de la commission des finances, pour la marine marchande; Henri Weber.*

**Examen des crédits** (6 décembre 1998) (p. 5971, 5975) : *MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Mme Odette Terrade, M. Henri Weber.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5971) - Adopté après modification (p. 5972).

- **TITRE IV** - (p. 5972) - Adopté après modification (p. 5974).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5974) - Adoptés.

**EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT****V - TOURISME**

**Discussion** (4 décembre 1998) (p. 5757, 5770) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur spécial de la commission des finances; M. Marcel Bony, Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; MM. Charles Ginesy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Bernard Joly, Joseph Ostermann, Bernard Piras, Bernard Plasait, Mme Odette Terrade.*

**Examen des crédits** (4 décembre 1998) (p. 5770).

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la mer.**

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 5770) - Adoptés après modification (6 décembre 1998) (p. 5974).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5770) - Adoptés (6 décembre 1998) (p. 5974).

## FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT

**Discussion** (26 novembre 1998) (p. 5106, 5118) : *MM. Gérard Braun, rapporteur spécial de la commission des finances; Daniel Eckenspieller, Thierry Foucaud, Jean-Jacques Hyest, Jacques Mahéas, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

**Examen des crédits** (26 novembre 1998) (p. 5116, 5118) : *MM. Gérard Braun, rapporteur spécial de la commission des finances; Thierry Foucaud, Jean-Jacques Hyest, Jacques Mahéas, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

**Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la communication.**

**Etat B - TITRE III** - (p. 5116) - Adopté après modification (5 décembre 1998) (p. 5933).

- **TITRE IV** - (p. 5116) - Adopté (5 décembre 1998) (p. 5933).

**Etat C - TITRE V** - (p. 5116) - Adopté après modification (5 décembre 1998) (p. 5933).

**Art. 79 bis** (*prorogation et extension du dispositif de congé de fin d'activité*) (p. 5116) - Adopté après modification (p. 5118 ; priorité ordonnée p. 5116).

## INTERIEUR ET DECENTRALISATION

### SECURITE

**Discussion** (30 novembre 1998) (p. 5355, 5378) : *MM. Christian Bonnet, Gérard Cornu, Jean-Patrick Courtois, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la police et la sécurité; Christian Demuynck, Michel Duffour, Jean-Jacques Hyest, René-Georges Laurin, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la sécurité civile; Mme Nelly Olin, MM. Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Jean-Jacques Robert, André Vallet, rapporteur spécial de la commission des finances.*

**Examen des crédits** (30 novembre 1998) (p. 5376, 5378) : *MM. Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5376) - Adopté (p. 5378).

- **TITRE IV** - (p. 5378) - Adopté après modification.

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5378) - Adoptés.

## INTERIEUR ET DECENTRALISATION

### DECENTRALISATION

**Discussion** (30 novembre 1998) (p. 5344, 5355) : *MM. Gérard Cornu, Michel Duffour, Daniel Hoefel, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jacques Legendre, Michel Mercier, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Claude Peyronnet, Jean-Jack Queyranne,*

*secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim.*

**Examen des crédits** (30 novembre 1998) (p. 5354, 5355) : *MM. Michel Mercier, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim.*

**Etat B - TITRE III** - (p. 5354) - Adopté (p. 5378).

- **TITRE IV** - (p. 5354) - Adopté après modification (p. 5378).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5355) - Adoptés (p. 5378).

## JEUNESSE ET SPORTS

**Discussion** (5 décembre 1998) (p. 5853, 5873) : *M. James Bordas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Rémi Herment, Bernard Joly, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Madrelle, André Maman, Joseph Ostermann, Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances; Franck Sérusclat.*

**Examen des crédits** (5 décembre 1998) (p. 5868, 5873) : *Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; M. Alain Lambert, président de la commission des finances; Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Joseph Ostermann, Franck Sérusclat.*

**Etat B - TITRE III et IV** - (p. 5868) - Adoptés après modification (p. 5873).

**Etat C - TITRES V et VI** - (p. 5873) - Adoptés.

## JUSTICE

**Discussion** (7 décembre 1998) (p. 5984, 6008) : *MM. Jean-Pierre Bel, Robert Bret, Guy Cabanel, Mme Dinah Derycke, rapporteur pour avis de la commission des lois, pour les services généraux; MM. Pierre Fauchon, Patrice Gélard, rapporteur pour avis de la commission des lois, pour la protection judiciaire de la jeunesse; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, rapporteur spécial de la commission des finances; Dominique Leclerc, Georges Othily, rapporteur pour avis de la commission des lois, pour l'administration pénitentiaire; Bernard Plasait.*

**Examen des crédits** (7 décembre 1998) (p. 6007, 6008) : *M. Pierre Fauchon, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Jean-Philippe Lachenaud.*

**Etat B - TITRES III et IV** - (p. 6007) - Adoptés.

**Etat C - TITRE V** - (p. 6007) - Adopté (p. 6008).

## OUTRE-MER

**Discussion** (1er décembre 1998) (p. 5457, 5494) : *MM. José Balarello, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Michel Duffour, Gaston Flosse, Marcel Henry, Jean Huchon, Jean-Jacques Hyest, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer; Dominique Larifla, Robert Laufoaulu, Edmond Lauret, Claude Lise, Jean-Louis Lorrain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Simon Loueckhote, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Georges Othily, Lylian Payet, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Victor Reux, Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances; Paul Vergès.*

**Examen des crédits** (1er décembre 1998) (p. 5492, 5494) : *MM. Michel Charasse, Guy Fischer, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5492) - Adoptés après modification (p. 5494).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5494) - Adoptés.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### I - SERVICES GENERAUX

Discussion (26 novembre 1998) (p. 5091, 5095) : *MM. Jean-Philippe Lachenaud, en remplacement de M. Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Examen des crédits (26 novembre 1998) (p. 5093, 5094) : *MM. Jean-Philippe Lachenaud, en remplacement de M. Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Mahéas, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la communication.

Etat B - TITRE III - (p. 5093) - Adopté après modification (5 décembre 1998) (p. 5933).

- TITRE IV - (p. 5094) - Adopté (5 décembre 1998) (p. 5933).

Etat C - TITRE V - (p. 5094) - Adopté après modification (5 décembre 1998) (p. 5933).

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### II - SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Discussion (26 novembre 1998) (p. 5095, 5099) : *MM. Denis Badré, Paul Girod, Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances ; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Alain Vasselle.*

Examen des crédits (26 novembre 1998) (p. 5099).

Etat B - TITRE III - (p. 5099) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 5099) - Adopté.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### III - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (26 novembre 1998) (p. 5099, 5101) : *MM. Claude Lise, rapporteur spécial de la commission des finances ; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Examen des crédits (26 novembre 1998) (p. 5101).

Etat B - TITRE III - (p. 5101) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 5101) - Adopté.

## SERVICES DU PREMIER MINISTRE

### IV - PLAN

Discussion (26 novembre 1998) (p. 5101, 5104) : *Mme Janine Bardou, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; MM. Claude Haut, rapporteur spécial de la commission des finances ; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Mme Odette Terrade.*

Examen des crédits (26 novembre 1998) (p. 5104).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5104) - Adoptés.

Etat C - TITRE VI - (p. 5104) - Adopté.

## JOURNAUX OFFICIELS (BUDGETS ANNEXES)

Discussion (26 novembre 1998) (p. 5104, 5106) : *MM. Thierry Foucaud, rapporteur spécial de la commission des finances ; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Examen des crédits (26 novembre 1998) (p. 5106).

Services votés inscrits à l'art. 49 (p. 5106) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 50 (p. 5106) - Adoptées.

## LEGION D'HONNEUR

### ORDRE DE LA LIBERATION (BUDGETS ANNEXES)

Discussion (7 décembre 1998) (p. 5982, 5984) : *M. Jean-Pierre Demerliat, rapporteur spécial de la commission des finances ; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Examen des crédits (7 décembre 1998) (p. 5983, 5984).

Légion d'honneur.

Services votés inscrits à l'article 49 (p. 5983) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 50 (p. 5984) - Adoptées.

Ordre de la Libération.

Services votés inscrits à l'article 49 (p. 5984) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 50 (p. 5984) - Adoptées.

### MONNAIES ET MEDAILLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (28 novembre 1998) (p. 5254, 5255) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances ; M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Examen des crédits (28 novembre 1998) (p. 5255).

Services votés inscrits à l'art. 49 (p. 5255) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 50 (p. 5255) - Adoptées.

### BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

Discussion (27 novembre 1998) (p. 5148, 5158) : *MM. Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances ; Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Yvon Collin, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche ; Rémi Herment, Gérard Le Cam, Bernard Piras.*

Examen des crédits (27 novembre 1998) (p. 5157, 5158) : *MM. Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche ; Gérard Le Cam.*

Services votés inscrits à l'art. 49 (p. 5157) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 50 (p. 5157) - Adoptées.

**DEFENSE**

**Discussion** (2 décembre 1998) (p. 5539, 5553 ; 5603, 5629) : *MM. Bertrand Auban, Jean-Luc Bécart, Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances pour l'exposé d'ensemble et les dépenses en capital ; André Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section marine ; Jean-Guy Branger, Bertrand Delanoë, Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour le nucléaire, l'espace et les services communs ; Jean-Claude Gaudin, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Air ; Philippe de Gaulle, Mme Anne Heinis, MM. Jacques Machet, Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Gendarmerie ; Jacques Peyrat, Bernard Plasait, Alain Richard, ministre de la défense ; François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances pour les dépenses ordinaires, André Vallet, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères, Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour la section Forces terrestres.*

**Examen des crédits** (2 décembre 1998) (p. 5628, 5629) : *M. Christian de La Malène.*

**Art. 47** (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires) (p. 5628) - Adopté.

**Art. 48** (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) (p. 5628) - Adopté (p. 5629).

**DEUXIEME PARTIE.****MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS).**

**Discussion** (7 décembre 1998) (p. 6008, 6388) (8 décembre 1998) (p. 6100, 6182) : *MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Amoudry, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Christian Bonnet, Robert Bret, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jean Chérioux, Roland Courteau, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales ; Jean-Pierre Demerliat, Daniel Eckenspieller, Gaston Flosse, Thierry Foucaud, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Yann Gaillard, Francis Grignon, Hubert Haenel, Pierre Hérisson, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Alain Lambert, président de la commission des finances ; Dominique Leclerc, Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances ; Marc Massion, Michel Mercier, Gérard Miquel, Joseph Ostermann, Georges Othily, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Jean-Pierre Plancade, Jean-Jacques Robert, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; Raymond Soucaret, Mme Odette Terrade, M. François Trucy.*

**TITRE I<sup>er</sup>.****DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1999.****I - Opérations à caractère définitif.****A - Budget général.**

**Art. 44** (budget général - services votés) (p. 6008) - Adopté (p. 6009).

**Art. 45 et Etat B** (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 6009) - Adoptés (p. 6011 ; scrutin public n° 45).

**Art. 46 et Etat C** (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 6012) - Adoptés.

**Art. 47** (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires) (p. 5628) - Adopté (2 décembre 1998).

**Art. 48** (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) (p. 5628) - Adopté (2 décembre 1998) (p. 5629).

**B - Budgets annexes.**

**Art. 49** (budgets annexes - services votés) (p. 6015) - Adopté.

**Art. 50** (budgets annexes - mesures nouvelles) (p. 6015) - Adopté.

**C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.**

**Art. 52** (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-22 "Fonds pour l'aménagement de l'île-de-France" (FARIF) (p. 5272) - Adopté après modification (28 novembre 1998).

**Art. 53** (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété" et programmation de la clôture du compte) (p. 5270) - Adopté (28 novembre 1998).

**Art. 53 bis** (modification du compte d'affectation spéciale "Fonds de péréquation des transports aériens") (p. 5270) - Supprimé (28 novembre 1998) (p. 5271).

**Art. 54** (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - services votés) (p. 5271) - Adopté (28 novembre 1998).

**Art. 55** (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles) (p. 5272) - Adopté (28 novembre 1998).

**II - Opérations à caractère temporaire.**

**Art. 56** (comptes spéciaux du Trésor - opérations à caractère temporaire - services votés) (p. 5272) - Adopté (28 novembre 1998).

**Art. 57** (comptes d'affectation spéciale - opérations à caractère temporaire - mesures nouvelles) (p. 5272) - Adopté (28 novembre 1998).

**Art. 58** (comptes de prêts - mesures nouvelles) (p. 5272) - Adopté (28 novembre 1998).

**III - Dispositions diverses.**

**Art. 59 et Etat E** (autorisation de perception des taxes parafiscales) (p. 6015) - Adoptés (p. 6026).

**Art. 60 et Etat F** (crédits évaluatifs) (p. 6026) - Adoptés (p. 6028).

**Art. 61 et Etat G** (crédits provisionnels) (p. 6028) - Adoptés (p. 6029).

**Art. 62 et Etat H** (reports de crédits) (p. 6029) - Adoptés (p. 6033).

**Art. 63** (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) (p. 5932) - Adopté (5 décembre 1998).

**TITRE II.****DISPOSITIONS PERMANENTES.****A - Mesures fiscales.**

**Avant l'art. 64 A** (p. 6033).

**Art. additionnel** (exonération de l'impôt sur le revenu des prestations versées à compter de 1999 aux femmes en congé maternité) (p. 6033) - Adopté (p. 6034).

**Art. additionnel** (abattement sur les pensions et retraites pour le calcul de l'imposition sur les revenus) (p. 6036) - Adopté (p. 6038).

**Art. additionnel** (*réduction progressive de l'impôt sur le revenu pour les années 1999, 2000, 2001 et 2002*) (p. 6038) - Adopté (p. 6045 ; scrutin public n° 46).

**Art. additionnel** (*rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application des dispositions relatives aux réductions d'impôt sur le revenu*) (p. 6045) - Adopté (p. 6046).

**Art. additionnel** (*chaque année, rapport de la Cour des comptes au Parlement sur l'évolution du produit des impôts affectés aux établissements publics et à diverses organismes*) (p. 6046) - Adopté (p. 6047).

**Art. 64 A** (*prorogation des incitations fiscales à l'investissement outre-mer*) (p. 6048) - Adopté après modification (p. 6050).

**Art. 64 B** (*extension de l'agrément prévu pour la déduction de l'investissement outre-mer des revenus ou des résultats imposables*) (p. 6050) - Adopté après modification (p. 6053).

**Art. 64 C** (*amélioration des incitations fiscales à l'investissement outre-mer pour les contribuables passibles de l'impôt sur les sociétés*) (p. 6053) - Adopté après modification (p. 6055).

**Art. 64** (*reconduction du crédit d'impôt recherche*) (p. 6055) - Adopté après modification (p. 6058).

Après l'art. 64 (p. 6058).

**Art. additionnel** (*application du taux d'imposition de droit commun de 16 % pour les plus-values réalisées grâce à des options de souscription ou d'achat d'actions*) (p. 6058) - Adopté (p. 6060 ; scrutin public n° 49).

**Art. 64 bis** (*éligibilité au crédit d'impôt recherche des opérations confiées aux stylistes extérieurs à l'entreprise*) (p. 6061) - Adopté.

**Art. 65** (*reconduction du crédit d'impôt pour dépenses de formation*) (p. 6061) - Adopté (p. 6062).

Après l'art. 65 (p. 6062).

**Art. additionnel** (*introduction de la formation des chefs d'entreprise dans la liste des dépenses de formation bénéficiant de crédits d'impôt au taux majoré*) (p. 6062) - Adopté (p. 6063).

**Art. 66** (*prorogation de la période d'application des réductions d'impôt accordées au titre des souscriptions au capital de sociétés non cotées ou des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation*) (p. 6063) - Adopté après modification (p. 6068).

**Art. 67** (*amélioration de dispositif de déduction du revenu global des pertes au capital de sociétés en cessation de paiements*) (p. 6071) - Adopté.

Après l'art. 67 (p. 6071).

**Art. additionnel** (*harmonisation à 1 % des droits exigibles en matière de cession de droits sociaux concernant des sociétés par actions ou des sociétés à responsabilité limitée*) (p. 6073) - Adopté (p. 6075).

**Art. 68** (*avantages fiscaux en faveur des bailleurs privés pour les locations de logements de caractère intermédiaire*) (p. 6075) - Adopté après modification (p. 6086).

**Art. 69** (*reconduction de mesures d'amortissement exceptionnel prévues en faveur de matériels destinés à améliorer la qualité de la vie ou à économiser l'énergie*) (p. 6086) - Adopté après modification (p. 6087).

Après l'art. 69 (p. 6087).

**Art. additionnel** (*insertion dans le code général des impôts de la possibilité d'inscrire en charge, dans l'exercice d'acquisition, les biens amortissables d'un montant inférieur à 5000 francs*) (p. 6087) - Adopté.

**Art. 69 bis** (*possibilité pour les communes et les groupements de communes à fiscalité propre de supprimer*

*l'exonération trentenaire de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains reboisés*) (p. 6100) - Supprimé (p. 6101).

**Art. 69 ter** (*faculté donnée aux conseils régionaux d'exonérer les véhicules "propres" de taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) (p. 6101) - Adopté (p. 6102).

**Art. 69 quater** (*taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial*) (p. 6102) - Supprimé (p. 6103).

**Art. 69 quinquies** (*rapport au Parlement sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 6103) - Adopté.

Après l'art. 69 quinquies (p. 6103).

**Art. additionnel** (*taxe professionnelle de France Télécom*) (p. 6103) - Adopté (p. 6112).

**Art. 70** (*gestion d'actifs hors de France dans des structures soumises à un régime fiscal privilégié constituées par des personnes physiques*) (p. 6112) - Supprimé (p. 6116).

**Art. 70 bis** (*réduction de 150 000 à 50 000 francs du seuil d'application de l'obligation de paiement par chèque pour les particuliers non commerçants*) (p. 6116) - Adopté après modification (p. 6117).

**Art. 70 ter** (*renforcement des contrôles en matière de TVA intracommunautaire*) (p. 6117) - Adopté.

**Art. 70 quater** (*possibilité pour les agents de la direction générale des douanes et droits indirects de se faire assister par des agents de la direction générale des impôts lors des contrôles à la circulation*) (p. 6117) - Adopté.

**Art. 70 quinquies** (*renforcement des échanges de renseignements entre la direction générale des impôts et la direction générale des douanes et droits indirects*) (p. 6117) - Adopté.

**Art. 70 sexies** (*communication à l'administration fiscale de tous les résultats des contrôles opérés en matière de cotisations sociales*) (p. 6117) - Adopté après modification (p. 6118).

**Art. 70 septies** (*utilisation par les administrations fiscales du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques*) (p. 6118) - Supprimé (p. 6124).

**Art. 70 octies** (*renforcement de l'information du Parlement sur les résultats du contrôle fiscal*) (p. 6128) - Adopté.

**Art. 70 nonies** (*modalités d'exercice du contrôle fiscal en matière d'impôts locaux*) (p. 6129) - Adopté.

Avant l'art. 71 (p. 6129).

**Art. additionnel** (*indexation du taux de l'intérêt de retard affectant les sommes réclamées aux contribuables*) (p. 6129) - Adopté (p. 6131).

**Art. 71** (*extension du champ d'application de la formalité fusionnée aux actes dits mixtes*) (p. 6131) - Adopté.

**Art. 72** (*composition de la commission départementale des impôts et taxes sur le chiffre d'affaires des associations*) (p. 6131) - Adopté.

Après l'art. 72 (p. 6131).

**Art. additionnel** (*application du taux réduit de TVA à certains produits chocolatés*) (p. 6133) - Adopté (p. 6135).

**Art. additionnel** (*application du taux réduit de TVA aux prestations de collecte, de tri et de traitement des déchets*) (p. 6139) - Adopté (p. 6140).

**Art. additionnel** (*éligibilité à la dotation globale d'équipement des groupements de communes de plus de 20 000 habitants exerçant la compétence voirie au nom de leurs communes membres*) (p. 6141) - Adopté (p. 6144).

**Art. 72 bis** (paiement de la TVA pour les acquisitions intracommunautaires de véhicules neufs) (p. 6144) - Adopté.

**Art. 73** (exonération facultative de taxe professionnelle des entreprises de spectacles) (p. 6144) - Adopté après modification (p. 6146).

**Art. 74** (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 6148) - Adopté après modification.

**Art. 74 bis** (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux) (p. 6148) - Adopté.

**Art. 74 ter** (modification de l'assiette de la taxe locale d'équipement) (p. 6150) - Adopté.

Après l'art. 74 ter (p. 6150).

**Art. additionnel** (dépôt d'un rapport annexé au projet de loi de finances sur les pensions de retraite) (p. 6152) - Adopté (p. 6153).

#### B - Autres mesures.

Avant l'art. 75 A (p. 6551).

**Art. additionnel** (approbation par le comité directeur du fonds d'aide et de coopération des projets réalisés par l'Agence française de développement et financés sur les crédits délégués par ledit comité directeur) (p. 5651) - Adopté (2 décembre 1998) (p. 5654).

**Art. 75 A** (conséquences de la réintégration au budget général des dépenses de fonctionnement du BAPSA) (p. 5202) - Adopté (27 novembre 1998).

**Art. 75 B** (revalorisation des petites retraites agricoles) (p. 5202) - Adopté (27 novembre 1998).

**Art. 75** (modification de l'article 2 de la loi n° 96-126 du 21 février 1996, en vue de rendre automatique le bénéfice de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) pour les salariés anciens combattants cessant leur activité) (p. 5437) - Adopté (30 novembre 1998) (p. 5441).

**Art. 76** (relèvement du plafond donnant lieu à majoration de la retraite mutualiste du combattant) (p. 5441) - Adopté (30 novembre 1998) (p. 5442).

**Art. 76 bis** (assouplissement des conditions d'attribution de la carte d'anciens combattants d'Afrique du Nord) (p. 5444) - Adopté (30 novembre 1998).

**Art. 76 ter** (assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation de préparation à la retraite pour les anciens combattants justifiant d'une durée d'assurance-vieillesse de 160 trimestres) (p. 5444) - Adopté (30 novembre 1998).

**Art. 77** (majoration légale des rentes viagères) (p. 5268) - Adopté (28 novembre 1998) (p. 5269).

**Art. 78** (mise à disposition de la Poste des fonds des comptes courants postaux) (p. 5269) - Adopté (28 novembre 1998) (p. 5270).

**Art. 79** (actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers) (p. 5320) - Adopté (28 novembre 1998) (p. 5322).

**Art. 79 bis** (prorogation du congé de fin d'activité des fonctionnaires) (p. 5116) - Adopté après modification (26 novembre 1998) (p. 5118).

**Art. 79 ter** (régularisation de la situation des personnels de l'Ecole nationale des métiers du bâtiment) (p. 5244) - Adopté (27 novembre 1998).

**Art. 80** (recentrage de l'aide à l'embauche de l'indemnité compensatrice forfaitaire à l'apprentissage) (p. 5691) - Supprimé (3 décembre 1998) (p. 5693).

**Art. 81** (suppression de l'exonération de cotisations d'allocations familiales) (p. 5693) - Adopté après modification (3 décembre 1998) (p. 5695).

**Art. 82** (prise en charge par l'Etat du financement de l'allocation de parent isolé) (p. 5722) - Adopté (3 décembre 1998) (p. 5723).

**Art. 83** (limitation à 60 ans de l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés pour les allocations relevant de l'article L. 821-2 du code de la sécurité sociale) (p. 5723) - Supprimé (3 décembre 1998) (p. 5724).

Après l'art. 83 (p. 5724).

**Art. additionnel** (extension aux établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'aide sociale des conseils généraux d'un dispositif de taux directeur opposable dans des conditions identiques à celles prévues dans le projet de loi de finances et dans le projet de financement de la sécurité sociale en faveur des établissements sociaux et médico-sociaux financés respectivement par le budget de l'Etat et par l'assurance maladie) (p. 5724) - Adopté (3 décembre 1998) (p. 5725).

**Art. 84** (encadrement des dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'Etat) (p. 5724) - Adopté (3 décembre 1998) (p. 5725).

**Art. 85** (création de la taxe d'aéroport) (p. 5955) - Supprimé (6 décembre 1998) (p. 5960).

**Seconde délibération, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat** (p. 6154) (p. 6155).

**Art. 45 et Etat B** (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 6155) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 6156).

**Art. 46 et Etat C** (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 6156) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 6158).

**Art. 55** (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles) (p. 6158) - Adopté après modification lors du vote unique.

**Art. 43 et Etat A annexé** (équilibre général du budget) (p. 6158) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 6160).

**Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances** (p. 6167, 6182) : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Jacques Bimbenet, Gérard Braun, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, président de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Nogrix, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Scrutin public à la tribune de droit n° 57** (p. 6182).

**Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1999** (8 décembre 1998) (p. 6182).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1998) (p. 6595, 6606).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 6595, 6604) : M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Philippe Lachenaud, Christian de La Malène, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Motion n°1** de la commission des finances tendant à opposer la question préalable (p. 6604).

**Adoption de la motion** (p. 6606 ; scrutin public n° 61).

**Rejet** (18 décembre 1998) (p. 6606).

## Lois de finances rectificatives

**I. - Projet de loi de finances rectificative pour 1998,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie (18 novembre 1998) [n° 1210 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Didier MIGAUD (25 novembre 1998) [n° 1224 (98-99)] - Avis de M. François LAMY (26 novembre 1998) [n° 1230 (98-99)] - Discussion (3 décembre 1998) - Adoption (3 décembre 1998) [n° 206].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 décembre 1998) [n° 97 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI [n° 116 (98-99)] - Discussion (14, 15 décembre 1998) - Adoption (15 décembre 1998) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1998) [n° 1272 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (16 décembre 1998) [n° 1274 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (16 décembre 1998) [n° 126 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 décembre 1998) [n° 1272 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (17 décembre 1998) [n° 1282 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 235].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 143 (98-99)] Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI [n° 144 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Rejet (22 décembre 1998) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1322 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (22 décembre 1998) [n° 1323 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 238].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-406 DC du 29 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1998) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1998).

### Discussion (première lecture)

(14 décembre 1998) (p. 6314, 6377) ; (15 décembre 1998) (p. 6411, 6439).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6314, 6325) : MM. Bernard Angels, René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Auguste Cazalet, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Oudin, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6325, 6377 ; 6411, 6437) : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Bohl, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jean Clouet, Jean-Paul Delevoye, Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Daniel Hoeffel, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, président de la commission des finances; Edmond Lauret, Paul Loridant, Jacques Machet, André Maman, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Michel Moreigne, Jacques Oudin, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de

*l'économie, des finances et de l'industrie; Michel Souplet, René Trégouët.*

### PREMIERE PARTIE.

#### CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

**Art. 1<sup>er</sup> A** (*relèvement de l'exonération de TIPP applicable aux esters d'huile végétale incorporés au fioul domestique et au gazole*) (p. 6325) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup> et Etat A** (*équilibre général*) (p. 6327) - Adopté après modification (p. 6333).

Scrutin public n° 110 (p. 6333).

Adoption de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances rectificative pour 1998.

### DEUXIEME PARTIE.

#### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

##### TITRE I<sup>er</sup>.

#### DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1998.

##### I. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF.

###### A. BUDGET GENERAL.

**Art. 2 et Etat B** (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 6333) - Adopté après modification (p. 6335).

**Art. 3 et Etat C** (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 6335) - Adopté après modification (p. 6338).

**Art. 4** (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 6338) - Adopté.

###### B. BUDGETS ANNEXES.

**Art. 5** (*budgets annexes - ouvertures*) (p. 6338) - Adopté.

##### C. - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE.

**Art. 6** (*comptes d'affectation spéciale - ouvertures*) (p. 6338) - Adopté.

##### II. - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE.

**Art. 7** (*comptes de prêts - ouvertures*) (p. 6338) - Adopté.

**Art. 8** (*comptes d'avance - ouvertures*) (p. 6338) - Adopté.

##### III. - AUTRES DISPOSITIONS.

**Art. 9** (*ratification des crédits ouverts par décrets d'avance*) (p. 6338) - Adopté.

**Art. 10** (*modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle*) (p. 6338) - Adopté (p. 6340).

### TITRE II

#### DISPOSITIONS PERMANENTES.

##### I. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITE.

**Art. 11** (*réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle*) (p. 6340) - Supprimé (p. 6349).

**Art. 11 bis** (*réduction d'impôt pour l'acquisition de logements neufs situés dans des résidences de tourisme dans des zones de revitalisation rurale et donnés en location pour 9 ans*) (p. 6349) - Adopté après modification (p. 6354).

**Art. 11 ter** (*réduction du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers pour la location ayant ouvert droit à la réduction d'impôt pour les résidences de tourisme classées*) (p. 6354) - Supprimé.

Après l'art. 11 ter (p. 6354).



**Art. additionnel** (exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens) (p. 6355) - Adopté (p. 6356).

**Art. 12** (relèvement du seuil de perception du droit de francisation et de navigation et du seuil de francisation d'un navire) (p. 6356) - Adopté.

Après l'art. 12 (p. 6357).

**Art. additionnel** (prolongation d'un an du délai ouvert pour la transformation des contrats multisupports) (p. 6357) - Adopté (p. 6358).

**Art. 13** (modification du taux limitant la déduction des intérêts servis aux associés) (p. 6358) - Adopté.

**Art. 14** (validation législative des impositions établies en matière d'impôts directs locaux) (p. 6365) - Adopté (p. 6366).

**Art. 14 bis** (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles appartenant aux établissements publics de coopération intercommunale, aux syndicats mixtes et aux ententes interdépartementales) (p. 6366) - Adopté.

**Art. 15** (validation des impôts et cotisations mis en recouvrement par la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 6367) - Adopté.

Après l'art. 15 (p. 6367).

**Art. additionnel** (intégration dans l'article 49-1-2 du code des débits de boissons des dispositions du décret de 1992 annulé par le Conseil d'Etat et fixant le régime des dérogations) (p. 6367) - Adopté après modification (p. 6370).

**Art. 15 bis** (régime fiscal des frais professionnels des journalistes et assimilés) (p. 6370) - Supprimé (p. 6373).

Après l'art. 15 bis (p. 6374).

**Art. additionnel** (introduction dans la loi de l'impossibilité de vérification par l'administration des impôts de l'utilisation de l'allocation pour frais d'emploi) (p. 6374) - Adopté.

**Art. 16** (obligation de déposer selon un procédé informatique la déclaration des revenus de capitaux mobiliers) (p. 6374) - Adopté.

**Art. 16 bis** (mise en conformité des modalités de fixation des taux de la redevance pour contrôle vétérinaire avec le droit communautaire) (p. 6375) - Adopté.

**Art. 16 ter** (mise en conformité du code général des impôts avec la loi de modernisation des activités financières) (p. 6375).

**Art. 16 quater** (simplification du régime d'imposition de la part des bénéfices des sociétés civiles de moyens revenant à des titulaires de bénéfices non commerciaux) (p. 6376).

**Art. 16 quinquies** (assujettissement à la TVA des villages de vacances classés ou agréés) (p. 6376) - Adopté.

**Art. 16 sexies** (extension de la redevance sanitaire de découpage au gibier sauvage, conformément au droit communautaire) (p. 6376) - Adopté.

**Art. 16 septies** (instauration de deux redevances sanitaires destinées à couvrir les frais de contrôle des produits de la pêche et de l'aquaculture) (p. 6376) - Adopté.

**Art. 16 octies** (instauration d'une redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus) (p. 6377) - Adopté.

**Art. 16 nonies** (relèvement des minima de perception du droit de consommation sur le tabac) (p. 6377).

**Art. 16 decies** (exonération de la taxe de publicité foncière pour les acquisitions et cessions d'immeubles réalisées par

les SAFER) (p. 6413) - Adopté après modification (p. 6417).

**Art. 16 undecies** (actualisation du tableau des valeurs de plancher hors oeuvre permettant le calcul de l'assiette de la taxe locale d'équipement) (p. 6417) - Adopté.

**Art. 16 duodecies** (création d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes) (p. 6417) - Adopté.

**Art. 16 terdecies** (exonération de redevables de la taxe d'habitation à faibles revenus du prélèvement sur fortes valeurs locatives) (p. 6417) - Adopté.

**Art. 16 quaterdecies** (fixation d'un plafond pour les taxes spéciales d'équipement perçues au profit des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et en Martinique) (p. 6417) - Adopté.

**Art. 16 quindecies** (maintien du prélèvement pour frais de recouvrement sur le produit de la CSG sur les revenus du patrimoine) (p. 6417) - Supprimé (p. 6418).

Après l'art. 16 quindecies (p. 6422).

**Art. additionnel** (possibilité pour les sociétés d'assurance de constituer des provisions de gestion) (p. 6422) - Adopté (p. 6423).

**Art. additionnel** (définition des titres éligibles à l'exception au principe de prise en compte des écarts de valeurs liquidatives) (p. 6426) - Adopté.

**Art. additionnel** (suppression du gage prévu au III de l'article 5 du projet de loi sur le financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 6427) - Adopté.

## II. - AUTRES DISPOSITIONS.

**Art. 17** (modification des recettes susceptibles d'alimenter le compte d'affectation spéciale n° 902-24 "compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés") (p. 6427) - Adopté (p. 6426).

Après l'art. 17 (p. 6428).

**Art. additionnel** (suppression de la ligne de reversements au budget général du compte n° 902-24) (p. 6428) - Adopté (p. 6429).

**Art. 18** (augmentation de la quote-part de la France au FMI et allocation exceptionnelle de droits de tirage spéciaux) (p. 6429).

**Art. 19** (compensation aux régions de la perte de recettes relative à la suppression des droits de mutation à titre onéreux sur les immeubles à usage d'habitation entre le 1er septembre et le 31 décembre 1998) (p. 6430) - Adopté.

**Art. 19 bis** (compensation des pertes de recettes des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) (p. 6430) - Adopté après modification (p. 6432).

Après l'art. 19 bis (p. 6432).

**Art. additionnel** (simplification de la gestion des communes en affirmant la compétence de l'assemblée délibérante pour décider de l'imputation en section d'investissement des dépenses portant sur des biens meubles non désignés comme tels par les textes et d'une valeur inférieure à un seuil déterminé) (p. 6432) - Adopté.

**Art. 20** (détermination des sommes dues par l'Etat aux organismes de gestion des établissements d'enseignement privé sous contrat au titre du principe de parité) (p. 6432) - Adopté.

**Art. 21** (octroi d'une garantie par l'Etat à l'occasion de la cession de la Société marseillaise de crédit) (p. 6433) - Adopté.

**Art. 22** (validation des taxes d'urbanisme) (p. 6433) - Adopté après modification (p. 6434).

**Art. 23** (*extension des conditions préférentielles accordées aux anciens agents de la direction générale des télécommunications souscrivant des actions France Télécom dans le cadre d'une offre à prix ferme aux offres à prix ouvert*) (p. 6434) - Adopté.

**Art. 24** (*transfert de la propriété de divers barrages de l'Etat au département du Haut-Rhin*) (p. 6434) - Adopté après modification.

**Art. 25** (*remise des créances d'aide publique au développement en faveur des Etats d'Amérique centrale touchés par le cyclone Mitch*) (p. 6434) - Adopté après modification (p. 6435).

Après l'art. 25 (p. 6435).

**Art. additionnel** (*application aux rentes constituées entre particuliers des taux de majoration applicables en 1999 aux majorations légales*) (p. 6435) - Adopté (p. 6437).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6437, 6439) : M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Philippe Lachenaud, Michel Mercier, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Scrutin public n° 54** (p. 6439).

**Adoption** (15 décembre 1998) (p. 6439).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6689, 6693).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 6689, 6693) : MM. Bernard Angels, René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Auguste Cazalet, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Oudin, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Motion n°3** de la commission des finances tendant à opposer la question préalable (p. 6693).

**Adoption de la motion** (p. 6693 ; scrutin public n° 62).

**Rejet** (22 décembre 1998) (p. 6693).

## Lois de programmation militaire

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Lois de règlement

**1. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1995**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (25 juin 1997) [n° 33 (96-97)] - Renvoi à la commission de la défense nationale - Rapport de M. François LAMY [n° 996 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 176].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (29 juin 1998) [n° 527 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI [n° 36 (98-99)] - Discussion (29 octobre 1998) - Adoption (29 octobre 1998) [n° 8].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (30 octobre 1998) [n° 1159 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD [n° 1225 (98-99)] - Discussion (3 décembre 1998) - Adoption (3 décembre 1998) [n° 204].

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)** (3 décembre 1998) [n° 96 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI

(17 décembre 1998) [n° 139 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 55].

**PROMULGATION** : loi n° 99-2 du 5 janvier 1999 (J. O. Lois et décrets du 6 janvier 1999).

#### Discussion (première lecture)

(29 octobre 1998) (p. 4100, 4120).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 4100, 4110) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 528 (97-98) - Lois de règlement) : M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Robert Del Picchia, Yves Fréville, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 4110, 4119) : MM. Michel Charasse, Yves Fréville, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Art. 1<sup>er</sup>** (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1995*) (p. 4111) - Adopté (p. 4112).

**Art. 2 et tableau A annexé** (*recettes du budget général*) (p. 4112) - Adoptés.

**Art. 3 et tableau B annexé** (*dépenses ordinaires civiles du budget général*) (p. 4112) - Adoptés (p. 4113).

**Art. 4 et tableau C annexé** (*dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 4113) - Adoptés.

**Art. 5 et tableau D annexé** (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) (p. 4113) - Adoptés.

**Art. 6 et tableau E annexé** (*dépenses militaires en capital du budget général*) (p. 4113) - Adoptés (p. 4114).

**Art. 7 et tableau F annexé** (*résultat du budget général de 1995*) (p. 4114) - Adoptés.

**Art. 8 et tableau G annexé** (*résultats des budgets annexes*) (p. 4114) - Adoptés.

**Art. 9 et tableau I annexé** (*comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1996*) (p. 4115) - Adoptés (p. 4116).

**Art. 10** (*pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) (p. 4116) - Adopté.

**Art. 11** (*pertes en trésorerie sur devises*) (p. 4116) - Adopté.

**Art. 12** (*remise de dettes consentie au Viêt-nam*) (p. 4116) - Adopté.

**Art. 13** (*abandon de créances détenues à l'encontre de l'ORTF*) (p. 4116) - Adopté.

**Art. 14** (*reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans des gestions de fait*) (p. 4116) - Adopté.

**Art. 15** (*apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT"*) (p. 4116) - Adopté après modification (p. 4118).

**Art. 16** (*transport aux découverts du Trésor*) (p. 4118) - Adopté (p. 4119).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4119, 4120) : M. François Trucy.

**Scrutin public de droit n° 3** (p. 4120).

**Adoption** (29 octobre 1998) (p. 4120).

#### Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6694, 6697).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6694, 6697) : *MM. Bernard Angels, Jean Arthuis, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Robert Del Picchia, Yves Fréville, Alain Lambert, Jacques Oudin, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6697).

**Art. 15** (*apurement du compte 427-9 "Ecart d'intégration des dépôts CCP de l'ex-budget annexe des PTT"*) (p. 6697) - Adopté.

**Scrutin public de droit n° 63** (p. 6697).

**Adoption** (22 décembre 1998) (p. 6697).

**2. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1996, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (17 décembre 1997) [n° 587 (97-98) - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Didier MIGAUD (27 mai 1998) [n° 934 (97-98) - Avis de M. François LAMY (18 juin 1998) [n° 997 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 177].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (29 juin 1998) [n° 528 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (27 octobre 1998) [n° 37 (98-99)] - Discussion (29 octobre 1998) - Adoption (29 octobre 1998) [n° 9].

**PROMULGATION** : loi n° 98-1010 du 9 novembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 10 novembre 1998).

#### **Discussion (première lecture)**

(29 octobre 1998) (p. 4100, 4127).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4100, 4110) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 527 (97-98) - Lois de règlement) : *M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Robert Del Picchia, Yves Fréville, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4120, 4127).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 1996*) (p. 4120) - Adopté (p. 4122).

**Art. 2 et tableau A annexé** (*recettes du budget général*) (p. 4122) - Adoptés.

**Art. 3 et tableau B annexé** (*dépenses ordinaires civiles du budget général*) (p. 4122) - Adoptés.

**Art. 4 et tableau C annexé** (*dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 4122) - Adoptés (p. 4123).

**Art. 5 et tableau D annexé** (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) (p. 4123) - Adoptés.

**Art. 6 et tableau E annexé** (*dépenses militaires en capital du budget général*) (p. 4123) - Adoptés.

**Art. 7 et tableau F annexé** (*résultat du budget général de 1996*) (p. 4124) - Adoptés.

**Art. 8 et tableau G annexé** (*résultats des budgets annexes*) (p. 4124) - Adoptés.

**Art. 9 et tableau I annexé** (*comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 1997*) (p. 4125) - Adoptés.

**Art. 10** (*pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) (p. 4126) - Adopté.

**Art. 11** (*apurement d'une partie du solde créditeur d'un compte spécial du Trésor*) (p. 4126) - Adopté.

**Art. 12** (*reconnaissance d'utilité publique de dépenses comprises dans des gestions de fait*) (p. 4126) - Adopté.

**Art. 13** (*transport aux découverts du Trésor*) (p. 4126) - Adopté (p. 4127).

**Scrutin public de droit n° 4** (p. 4127).

**Adoption** (29 octobre 1998) (p. 4127).

## **Lycées**

Voir *Allocutions et communications*

# M

## Macédoine

Voir *Traités et conventions*, 50

## Magistrats

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1  
*Justice*, 1; 2  
*Rapports du Gouvernement*

## Marins-pêcheurs

Voir *Rapports du Gouvernements*

## Maroc

Voir *Allocutions et communications*

## Mayotte

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 2  
*Pêche maritime et produits de la mer*, 1  
*Politique économique et sociale*, 2 Section 8

## Médecine et pharmacie vétérinaires

Voir *Santé*, 2

## Médecine sportive

Voir *Sports*, 2

## Médiateur de la République

Voir *Nationalité*, 2  
*Rapports au Parlement*

## Mer

Voir *Lois de finances*

## Mexique

Voir *Traités et conventions*, 32

## Mineurs (d'âge)

Voir *Droit pénal*, 1

## Ministères et secrétariats d'Etat

1. - Proposition de loi relative à la validation législative d'actes pris après avis du comité technique paritaire du

ministère des affaires étrangères, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. François LONCLE (17 novembre 1998) [n° 1205 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François LONCLE (25 novembre 1998) [n° 1218 (98-99)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 213].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1998) [n° 109 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Daniel GOULET (16 décembre 1998) [n° 128 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 34].

PROMULGATION : loi n° 98-1313 du 31 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 1999).

### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6629, 6631).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6629, 6630) : MM. Robert Del Picchia, en remplacement de M. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6630, 6631).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6630, 6631) : Mmes Danielle Bidard-Reydet, Monique Cerisier-ben Guiga.

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6631).

## Moldavie

Voir *Traités et conventions*, 14

## Mongolie

Voir *Allocutions et communications*  
*Traités et conventions*, 6

## Monnaie unique

Voir *Union européenne*, 1

## Motions (procédure parlementaire)

Voir *Allocutions et communications*

## Mutualité sociale agricole

1. - Proposition de loi visant à étendre aux centres de santé gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L.162-32 du code de la sécurité sociale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel MOREIGNE et plusieurs de ses collègues (22 octobre 1996) [n° 43 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport commun de M. Jacques BIMBENET avec celui de la proposition de loi n° 377 du 26 juin 1997 - Mutualité sociale agricole - (28 janvier 1998) [n° 257 (97-98)] - Discussion (5 mars 1998) - Adoption (5 mars 1998) [n° 90].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 mars 1998) [n° 766 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Marcel ROGEMONT (17 novembre 1998) [n° 1200 (98-99)] - Discussion (19 novembre 1998) - Adoption (19 novembre 1998) [n° 196].

PROMULGATION : loi n° 98-1067 du 27 novembre 1998  
(J. O. Lois et décrets du 28 novembre 1998).

**Discussion (première lecture)**

(5 mars 1998) (p. 1204, 1209).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1204, 1207) : *MM. Guy Fischer, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Georges Mouly, Bernard Seillier, en remplacement de M. Jacques Bimbenet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1207, 1208) : *MM. Guy Fischer, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Bernard Seillier, en remplacement de M. Jacques Bimbenet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*transposition, pour le régime agricole, des dispositions prévoyant le versement d'une subvention de l'assurance maladie aux centres de soins infirmiers*) (p. 1207) - Adopté.

**Art. 2** (*dispositions financières*) (p. 1207) - Retiré (p. 1208).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1208, 1209) : *MM. Philippe de Bourgoing, Guy Cabanel, William Chervy, Jacques Habert, André Jourdain, Jean Madelain.*

**Adoption** (5 mars 1998) (p. 1209).

## N

## Namibie

Voir *Traités et conventions*, 10; 27

## Nationalité

Voir *Allocutions et communications*

1. - **Projet de loi relatif à la nationalité**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (15 octobre 1997) [n° 328 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis MERMAZ (13 novembre 1997) [n° 443 (97-98)] - Urgence - Discussion (1er décembre 1997) - Adoption (1er décembre 1997) [n° 41].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 décembre 1997) [n° 145 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (10 décembre 1997) [n° 162 (97-98)] - Discussion (14 janvier 1998) - Adoption (14 janvier 1998) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 janvier 1998) [n° 633 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Louis MERMAZ (4 février 1998) [n° 675 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Christian BONNET (4 février 1998) [n° 269 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (15 janvier 1998) [n° 633 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis MERMAZ (5 février 1998) [n° 683 (97-98)] - Discussion (10 février 1998) - Adoption (10 février 1998) [n° 82].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (11 février 1998) [n° 287 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (12 février 1998) [n° 292 (97-98)] - Discussion (25 février 1998) - Rejet (25 février 1998) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (25 février 1998) [n° 734 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis MERMAZ [n° 753 (97-98)] - Discussion (4 mars 1998) - Adoption (4 mars 1998) [n° 100].

PROMULGATION : loi n° 98-170 du 16 mars 1998 (J. O. Lois et décrets du 17 mars 1998).

## Discussion (première lecture)

(13 janvier 1998) (p. 3, 58) ; (14 janvier 1998) (p. 75, 90 ; 103, 142).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 30, 58) : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Michel Caldaguès, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Jean Chérioux, Christian Demuynck, Michel Doublet, Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, M. Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hyst, Bernard Plasait, Henri de Raincourt.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 75, 90 ; 103, 142) : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Philippe de Bourgoing, Dominique Braye, Michel Caldaguès, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Jean Chérioux, Michel

Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. Claude Estier, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Robert Pagès, Guy Penne, Bernard Plasait.

## CHAPITRE 1

## Dispositions modifiant le code civil

## Section 1

## Dispositions modifiant les règles d'acquisition de la nationalité française

Art. 1<sup>er</sup> A (délai préalable à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage) (p. 75) - Supprimé (p. 78).

Art. 1<sup>er</sup> (acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France) (p. 83) - Supprimé (p. 90).

Après l'art. 1<sup>er</sup> (p. 103).

Art. additionnel (communication de l'information relative à la déclaration pour obtenir la nationalité française lors du recensement devant intervenir à la suite de la modification de la loi sur le service national) (p. 103) - Adopté (p. 105).

Art. additionnel (remise solennelle au cours d'une cérémonie publique à la mairie du lieu de résidence d'un certificat d'acquisition de la nationalité française) (p. 103) - Adopté (p. 106).

Art. 2 (faculté de décliner la qualité de Français) (p. 107) - Supprimé (p. 108).

Art. 3 (perte de la faculté de décliner la qualité de Français) (p. 109) - Supprimé.

Art. 4 (acquisition de la nationalité française par les enfants de diplomates étrangers, nés et résidant en France) (p. 110) - Supprimé.

Art. 5 (anticipation de l'acquisition de la nationalité française en raison de la naissance et de la résidence en France) (p. 110) - Supprimé (p. 112).

Art. 5 bis (acquisition de la nationalité française par un mineur ayant fait l'objet d'une adoption simple par un Français établi hors de France) (p. 112) - Adopté.

Après l'art. 5 bis (p. 118).

Art. additionnel (possibilité pour les personnes ayant perdu la nationalité française de la réclamer par simple déclaration à condition qu'elles prouvent qu'elles ont un parent ou un grand-parent français d'origine par filiation) (p. 118) - Adopté (p. 119).

Art. 6 (coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français - dispense de stage pour la naturalisation des réfugiés) (p. 120) - Supprimé (p. 121).

Art. 6 bis (coordination avec la réforme du service national) (p. 121) - Adopté.

Art. 7 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française) (p. 121) - Supprimé (p. 122).

Art. 8 (effet collectif de l'acquisition de la nationalité française) (p. 122) - Adopté après modification (p. 123).

Art. 9 (coordination avec la suppression de la manifestation de volonté d'être français) (p. 123) - Supprimé (p. 124).

## Section 2

## Dispositions modifiant les règles d'attribution de la nationalité française

**Art. 10** (*attribution par défaut de la nationalité française à l'enfant ne pouvant être rattaché à aucune autre nationalité*) (p. 124) - Adopté.

**Art. 11** (*non-application du double droit du sol aux enfants de diplomates étrangers*) (p. 124) - Supprimé (p. 125).

**Art. 11 bis** (*délai d'instruction des demandes de naturalisation*) (p. 125) - Supprimé (p. 126).

### Section 3

*Dispositions modifiant les règles de preuve de la nationalité française*

**Art. 12** (*mention de la première délivrance d'un certificat de nationalité française en marge de l'acte de naissance*) (p. 126) - Adopté.

**Art. 13** (*inscription des mentions relatives à la nationalité sur les extraits des actes de naissance et sur le livret de famille*) (p. 126) - Adopté.

Après l'art. 13 (p. 126).

**Art. additionnel** (*mention des grands-parents*) (p. 129) - Adopté.

### Section 4

*Dispositions modifiant les règles de perte de la nationalité française*

**Art. 14 A** (*perte de la faculté de répudier la qualité de Français*) (p. 129) - Supprimé.

**Art. 14 B** (*nécessité d'avoir satisfait les obligations du service national pour souscrire une déclaration en vue de la perte de la nationalité française*) (p. 129) - Adopté.

**Art. 14** (*perte de la nationalité française en cas de répudiation de la qualité de français acquise par effet collectif*) (p. 129) - Adopté.

**Art. 14 bis** (*nécessité d'avoir satisfait les obligations du code du service national pour répudier la nationalité française à raison du mariage avec un étranger*) (p. 130) - Adopté.

**Art. 14 ter** (*réintégration dans la nationalité française par déclaration*) (p. 130) - Adopté.

**Art. 14 quater** (*déchéance de la nationalité française*) (p. 130) - Supprimé.

## CHAPITRE 2

### Dispositions diverses et transitoires

Avant l'art. 15 A (p. 130).

**Art. additionnel** (*impossibilité de se prévaloir d'un statut civil attaché à une nationalité antérieure ou coexistante, si celui-ci est contraire aux dispositions de la loi française, notamment en matière de polygamie*) (p. 130) - Adopté (p. 132).

**Art. additionnel** (*preuve de la nationalité française des Alsaciens-Mosellans*) (p. 132) - Adopté (p. 133).

**Art. 15 A** (*application du double droit du sol aux enfants nés en France d'un parent né sur le territoire des anciens départements français d'Algérie*) (p. 133) - Supprimé.

**Art. 15 B** (*accès aux dossiers administratifs en matière de nationalité*) (p. 133) - Supprimé (p. 134).

**Art. 15 C** (*motivation des décisions administratives relatives à la nationalité*) (p. 134) - Supprimé.

**Art. 15** (*coordination avec le code du service national*) (p. 135) - Supprimé.

**Art. 15 bis** (*titre d'identité républicain*) (p. 135) - Supprimé (p. 136).

**Art. 15 ter** (*assimilation des obligations du service national dans l'Etat d'origine aux obligations imposées par le code du service national*) (p. 136) - Supprimé.

**Art. 15 quater** (*obligation de recensement imposée aux personnes qui n'ont pas exercé la faculté de répudier ou de décliner la nationalité française*) (p. 136) - Supprimé.

**Art. 16** (*régime juridique applicable aux manifestations de volonté déjà souscrites mais non encore enregistrées à la date d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 136) - Supprimé.

**Art. 17** (*régime transitoire d'acquisition de la nationalité française par certaines catégories de jeunes nés en France de parents étrangers*) (p. 137) - Supprimé.

**Art. 18** (*maintien de la dispense de stage pour la naturalisation des personnes nées en France de parents étrangers et âgées de plus de 21 ans à la date d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 137) - Supprimé (p. 138).

**Art. 19** (*application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 138) - Supprimé.

**Art. 20** (*date d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 138) - Supprimé.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 139, 142) : MM. Robert Badinter, Michel Caldaguès, Michel Duffour, Mmes Joëlle Dusseau, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Henri de Raincourt.

**Scrutin public n° 71** (p. 142).

**Adoption** (14 janvier 1988) (p. 142).

### Discussion (nouvelle lecture)

(25 février 1998) (p. 931, 941).

**1 - DISCUSSION GÉNÉRALE** : M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Mme Monique Cerisier-ben Guiga, M. Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, M. Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.

**Motion n°1** de la commission des lois tendant à opposer la question préalable (p. 938).

**Adoption de la motion** (p. 941 ; scrutin public n° 76).

**Rejet** (25 février 1998) (p. 941).

**2. - Projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (15 octobre 1997) [n° 327 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Gérard GOUZES (20 novembre 1997) [n° 451 (97-98)] - Avis de M. Jean-Yves LE DEAUT (18 décembre 1997) [n° 483 (97-98)] - Urgence - Discussion (4, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17 décembre 1997) - Adoption (17 décembre 1997) [n° 47].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (18 décembre 1997) [n° 188 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Paul MASSON (20 janvier 1998) [n° 224 (97-98)] - Avis de M. Alain VASSELE (15 janvier 1998) [n° 221 (97-98)] - Discussion (21, 22, 27, 28, 29 janvier 1998) - Adoption (29 janvier 1998) [n° 68].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (29 janvier 1998) [n° 659 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE)** - Rapport de M. Gérard GOUZES (12 février 1998) [n° 697 (97-98)].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. Paul MASSON (12 février 1998) [n° 294 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (29 janvier 1998) [n° 659 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gérard GOUZES (24 février 1998) [n° 701 (97-98)] - Discussion (25, 26 février, 3 mars 1998) - Adoption (3 mars 1998) [n° 97].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (4 mars 1998) [n° 324 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul MASSON (25 mars 1998) [n° 359 (97-98)] - Discussion (1er avril 1998) [n° 106] - Rejet (1er avril 1998) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (2 avril 1998) [n° 816 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gérard GOUZES (7 avril 1998) [n° 821 (97-98)] - Discussion (8 avril 1998) - Adoption (8 avril 1998) [n° 119].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : décision n° 98-399 DC du 5 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 12 mai 1998 qui déclare l'article 13 de la loi contraire à la Constitution).

PROMULGATION : loi n° 98-349 du 11 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 12 mai 1998).

#### Discussion (première lecture)

(21 janvier 1998) (p. 303, 341) ; (22 janvier 1998) (p. 362, 370) ; (27 janvier 1998) (p. 421, 454) ; (28 janvier 1998) (p. 460, 500) ; (29 janvier 1998) (p. 514, 568).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 303, 341 ; 362, 370 ; 421, 429) : MM. Guy Allouche, José Balarello, Christian Bonnet, Dominique Braye, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Claude Huriet, Pierre Laffitte, Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Lorient, André Maman, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Serge Mathieu, Charles Pasqua, Bernard Plasait, Jack Ralite, Alain Vasselle, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 429, 454 ; 460, 500 ; 514, 561) : MM. Guy Allouche, José Balarello, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Michel Caldaguès, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Jean Chérioux, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Patrice Gélard, François Gerbaud, Jacques Habert, Jacques Larché, président de la commission des lois; René-Georges Laurin, Paul Lorient, Philippe Marini, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Joseph Ostermann, Robert Pagès, Charles Pasqua, Franck Sérusclat, Alain Vasselle, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 45-2658 DU 2 NOVEMBRE 1945 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR DES ETRANGERS EN FRANCE

**Art. 1<sup>er</sup>** (motivation de refus de certains visas - suppression de l'obligation de visa pour les étrangers titulaires d'un titre de séjour ou d'un document de circulation) (p. 439) - Supprimé (p. 449).

**Art. 2** (aménagement du régime du certificat d'hébergement) (p. 449) - Supprimé (p. 454).

**Art. 2 bis** (séjour des ressortissants communautaires) (p. 465) - Adopté après modification (p. 466).

**Art. 3** (création des cartes de séjour temporaire "scientifique" et "profession artistique et culturelle" - remplacement de la carte de séjour "membre de famille") (p. 466) - Supprimé (p. 472).

**Art. 4** (délivrance de plein droit de la carte de séjour temporaire "vie privée et familiale") (p. 475) - Supprimé (p. 479).

**Art. 5** (attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire aux bénéficiaires de l'asile territorial) (p. 479) - Supprimé (p. 480).

**Art. 5 bis** (rétablissement de la commission du titre de séjour) (p. 480) - Supprimé (p. 485).

**Art. 6** (modification des conditions d'attribution de plein droit de la carte de résident) (p. 485) - Supprimé (p. 486).

**Art. 7** (durée de validité, renouvellement et retrait de la carte de résident) (p. 487) - Supprimé (p. 488).

**Art. 8** (carte de séjour "retraité") (p. 548) - Adopté après modification (p. 552 ; précédemment réservé p. 488).

**Art. 9** (délit d'entrée et de séjour irréguliers en France) (p. 489) - Adopté.

**Art. 10** (aménagement du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière) (p. 490) - Adopté après modification (p. 491).

**Art. 10 bis** (non application du régime des infractions d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour d'étrangers en situation irrégulière à certaines associations) (p. 492) - Supprimé (p. 493).

**Art. 11** (suppression de la reconduite à la frontière en cas de non respect de la procédure de déclaration prévue par la convention de Schengen - suppression de l'interdiction administrative du territoire dans le cadre d'une reconduite à la frontière) (p. 493) - Supprimé (p. 494).

**Art. 12** (modalités de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière) (p. 494) - Supprimé (p. 495).

**Art. 13** (catégories d'étrangers protégés contre une mesure d'éloignement) (p. 495) - Adopté.

**Art. 13 bis** (coordination) (p. 495) - Supprimé (p. 496).

**Art. 14** (aménagement de la définition du délit d'obstacle à l'éloignement) (p. 496) - Adopté.

**Art. 15** (assignation à résidence d'étrangers faisant l'objet d'une proposition d'expulsion) (p. 496) - Supprimé (p. 497).

**Art. 16** (modalités d'exercice des demandes d'abrogation d'un arrêté de reconduite à la frontière) (p. 497) - Supprimé.

**Art. 17** (le regroupement familial) (p. 498) - Supprimé (p. 500).

**Art. 18** (coordination) (p. 500) - Supprimé.

**Art. 19** (modification du régime de la rétention administrative) (p. 514) - Adopté après modification (p. 524).

**Art. 20** (dispositions transitoires relatives à l'outre-mer) (p. 524) - Adopté.

**Art. 21** (abrogations) (p. 524) - Adopté après modification (p. 525).

#### TITRE II

##### DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT D'ASILE

**Art. 22** (intitulé de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides) (p. 525) - Supprimé.

**Art. 23** (création d'un titre 1er dans la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 précitée) (p. 525) - Supprimé.

**Art. 24** (l'asile constitutionnel) (p. 525) - Supprimé (p. 527).



**Art. 25** (*coordination avec les articles 22 et 23 précités*) (p. 527) - Supprimé.

**Art. 26** (*saisine du ministre de l'intérieur par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou la Commission des recours des réfugiés*) (p. 527) - Supprimé (p. 528).

**Art. 27** (*coordination*) (p. 528) - Adopté après modification.

**Art. 28** (*coordination*) (p. 528) - Supprimé.

**Art. 29** (*coordination*) (p. 528) - Supprimé.

**Art. 30** (*modification du champ de la procédure prioritaire d'examen de la demande de statut de réfugié*) (p. 529) - Adopté.

**Art. 31** (*l'asile territorial*) (p. 529) - Supprimé (p. 531).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 32** (*mariage de complaisance*) (p. 532) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

**Art. 33** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français*) (p. 532) - Adopté après modification (p. 535).

**Art. 34** (*dossier individuel d'identification des étrangers incarcérés*) (p. 546) - Supprimé (p. 548).

**Art. 34 bis** (*prestations en nature de l'assurance maladie pour les titulaires de la carte de séjour "retraité" et prélèvement d'une cotisation d'assurance maladie sur les pensions*) (p. 552) - Adopté après modification (p. 553).

**Art. 34 ter** (*inscription dans la loi de financement pour la sécurité sociale pour 1998 de la cotisation d'assurance maladie*) (p. 553) - Supprimé.

**Art. 35** (*bénéfice des prestations d'assurance vieillesse pour les étrangers séjournant régulièrement en France*) (p. 553) - Adopté après modification (p. 554).

**Art. 36** (*suppression de la condition de nationalité pour le bénéfice du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 554) - Adopté après modification (p. 559).

**Art. 37** (*suppression de la dérogation pour les visas à l'obligation de motivation*) (p. 559) - Supprimé.

**Art. 38** (*suppression de la rétention judiciaire*) (p. 559) - Adopté après modification (p. 560).

**Art. 39** (*application outre-mer*) (p. 560) - Adopté après modification.

**Art. 40** (*rapport au Parlement*) (p. 560) - Supprimé.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 561, 568) : *MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, Dominique Braye, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jacques Habert, Serge Vinçon.*

**Adoption** (29 janvier 1998) (p. 568).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(1er avril 1998) (p. 1395, 1419).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** : *MM. Guy Allouche, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Christian Demuyneck, André Diligent, Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois.*

**Motion n°1** de la commission des lois tendant à opposer la question préalable (p. 1416).

**Adoption de la motion** (p. 1419 ; scrutin public n° 82).

**Rejet** (1er avril 1998) (p. 1419).

## Norvège

Voir *Traités et conventions*, 39; 40

## Nouvelle-Calédonie

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1; 4

## Nouvelle-Zélande

Voir *Allocutions et communications*

# O

## Oiseaux migrateurs

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Ordonnances

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1*

## Ordre de la Libération

Voir *Lois de finances*

## Ordre du jour du Sénat

Voir *Rappels au règlement*

**Modification de l'ordre du jour :** demande par le Gouvernement en accord avec la commission des finances, de la poursuite de la discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier en séance du soir (6 mai 1998) (p. 2071) - *MM. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

**Modification de l'ordre du jour :** demande par le Gouvernement du report de la discussion sur le projet de loi relatif au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers de l'Assemblée de Corse (9 décembre 1998) (p. 6227, 6228) - *MM. Jean Arthuis, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance ; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

## Ordre public

Voir *Nationalité, 2*

## Ouzbékistan

Voir *Traités et conventions, 42*

# P

## Pakistan

Voir *Allocutions et communications*

## Paris

Voir *Police, 1*

## Parlement européen

Voir *Elections et référendums, 5*

## Participation des salariés

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Patrimoine

Voir *Rapports du Gouvernement*

## Patrimoine naturel

Voir *Environnement, 1*

## Pêche maritime et produits de la mer

**1. - Proposition de loi visant à la création d'un office des produits de la mer et de l'aquaculture et étendant à la collectivité territoriale de Mayotte les offices d'intervention prévus au livre VI du code rural,** PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par MM. Jean-Marc AYRAULT et Dominique DUPILET (17 septembre 1998) [n° 1080 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Dominique DUPILET [n° 1101 (98-99)] - Discussion (8 octobre 1998) - Adoption (8 octobre 1998) [n° 189].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 octobre 1998) [n° 12 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Josselin de ROHAN (14 octobre 1998) [n° 13 (98-99)] - Discussion (21 octobre 1998) - Adoption (21 octobre 1998) [n° 2].

PROMULGATION : loi n° 98-984 du 3 novembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 4 novembre 1998).

### Discussion (première lecture)

(21 octobre 1998) (p. 3935, 3937).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3935, 3936) : MM. Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Lylian Payet, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 3936).

**Art. 1<sup>er</sup>** (création de l'office des produits de la mer) (p. 3936) - Adopté.

**Art. 2** (coordination) (p. 3936) - Adopté.

**Art. 3** (intervention des offices dans la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 3936) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3936, 3937) : MM. Marcel Henry, Jean-Luc Miraux, Mme Odette Terrade.

**Adoption** (21 octobre 1998) (p. 3937).

## Permis de conduire

Voir *Sécurité routière, 1*

## Plan

Voir *Lois de finances*

## Police

Voir *Allocutions et communications*

**1. - Projet de loi relatif aux polices municipales,** PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (1er avril 1998) [n° 815 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (23 avril 1998) [n° 857 (97-98)] - Discussion (30 avril 1998) - Adoption (30 avril 1998) [n° 129].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 mai 1998) [n° 414 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (27 mai 1998) [n° 455 (97-98)] - Discussion (2, 3 juin 1998) - Adoption (3 juin 1998) [n° 148].

### Discussion (première lecture)

(2 juin 1998) (p. 2640, 2668) ; (3 juin 1998) (p. 2675, 2717).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2640, 2648) : MM. Jean-Paul Amoudry, José Balareello, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois; Christian Demuynck, Michel Duffour, Daniel Eckenspieller, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet, Philippe Richert, André Vallet.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2675, 2715) : MM. Nicolas About, Jean-Paul Amoudry, Christian Bonnet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean Chérioux, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois; Christian Demuynck, Michel Duffour, Daniel Eckenspieller, Patrice Gélard, Hubert Haenel, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Maurice Lombard, Philippe Marini, Georges Othily, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Seillier, François Trucy, Alex Türk.

### TITRE I<sup>er</sup>

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LE CODE DES COMMUNES

**Art. 1<sup>er</sup>** (compétences des agents de police municipale) (p. 2675) - Adopté après modification (p. 2676).

**Art. 2** (élaboration d'un règlement de coordination) (p. 2676) - Adopté après modification (p. 2683).

**Art. 3** (institution d'une commission consultative des polices municipales) (p. 2683) - Adopté après modification (p. 2686).

**Art. 4** (vérification des services de police municipale) (p. 2686) - Adopté après modification (p. 2688).

**Art. 5** (mise en commun occasionnelle des services de police municipale) (p. 2688) - Adopté après modification (p. 2690).

Après l'art. 5 (p. 2690).

**Art. additionnel** (introduction de dispositions concernant la suspension ou la révocation de gardes champêtres) (p. 2692) - Adopté.

**Art. additionnel** (possibilité pour certains personnels de la ville de Paris de constater certaines infractions dans les espaces verts et les cimetières) (p. 2693) - Adopté (p. 2694).

**Art. 6** (principes généraux du statut et agrément des agents de police municipale) (p. 2694) - Adopté après modification (p. 2696).

**Art. 7** (armement des agents de police municipale) (p. 2697) - Adopté après modification (p. 2699).

**Art. 8** (identification et équipement des agents de police municipale) (p. 2699) - Adopté après modification (p. 2701).

**Art. 8 bis** (dotation exceptionnelle de premier équipement) (p. 2701) - Supprimé.

**Art. 9** (code de déontologie) (p. 2701) - Adopté après modification (p. 2702).

**Art. 10** (application du projet de loi en Alsace-Moselle) (p. 2702) - Adopté après modification (p. 2703).

**Art. 11** (abrogations) (p. 2703) - Adopté après modification (p. 2704).

## TITRE II

### DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCEDURE PENALE

**Art. 12** (compétences judiciaires des agents de police municipale) (p. 2704) - Adopté après modification (p. 2705).

Après l'art. 12 (p. 2705).

**Art. additionnel** (possibilité pour les fonctionnaires municipaux et l'ensemble des fonctionnaires chargés de fonctions de police judiciaire d'être domiciliés au siège de leur service) (p. 2705) - Adopté (p. 2706).

**Art. 13** (modification d'intitulé) (p. 2706) - Adopté.

**Art. 14** (procédure de relevé d'identité par les agents de police municipale) (p. 2706) - Adopté après modification (p. 2709).

## TITRE III

### DISPOSITIONS STATUTAIRES

**Art. 15** (formation continue) (p. 2710) - Adopté après modification (p. 2711).

**Art. 15 bis** (compétences du Conseil national de la fonction publique territoriale) (p. 2711) - Adopté.

**Art. 16** (pension de réversion et rente viagère d'invalidité à taux plein aux ayants cause) (p. 2711) - Adopté après modification (p. 2712).

Après l'art. 16 (p. 2712).

**Art. additionnel** (alignement du régime des policiers municipaux et des gardes champêtres sous certaines conditions sur celui des sapeurs-pompiers professionnels en matière de pensions de retraite) (p. 2712) - Adopté.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**Art. 17** (police de la conservation du domaine public) (p. 2713) - Adopté.

**Art. 18** (délai d'édiction d'un règlement de coordination à compter de la réglementation du règlement type) (p. 2713) - Adopté après modification.

**Art. 19** (délai d'uniformisation de l'identification et de l'équipement des polices municipales) (p. 2713) - Adopté après modification (p. 2714).

**Art. 20** (nouvel agrément des agents de police municipale) (p. 2714) - Supprimé (p. 2715).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2715, 2717) : MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Duffour, Daniel Eckenspieller, Jean-Jacques Hyst, Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet, François Trucy, Alex Türk.

Adoption (23 juin 1998) (p. 2717).

**2. - Proposition de loi portant extension de la qualification d'officier de police judiciaire au corps de maîtrise et d'application de la police nationale, PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, par M. François HUWART (9 juin 1998) [n° 969 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christophe CARESCHE (25 juin 1998) [n° 1021 (97-98)] - Discussion (30 juin 1998) - Adoption (30 juin 1998) [n° 181].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 1998) [n° 532 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jean-Jacques HYEST avec celui de la proposition de loi n° 485 (97-98) du 9 juin 1998 - Police - (28 octobre 1998) [n° 42 (98-99)] - Discussion (4 novembre 1998) - Adoption (4 novembre 1998) [n° 10].

PROMULGATION : loi n° 98-1035 du 18 novembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 19 novembre 1998).

### Discussion (première lecture)

(4 novembre 1998) (p. 4200, 4211).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4201, 4210) : M. Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, rapporteur de la commission des lois; Paul Loridant.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4208) : M. Michel Charasse, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Paul Loridant.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4210, 4211) : MM. Pierre Fauchon, Jean-Claude Peyronnet.

Adoption (4 novembre 1998) (p. 4211).

## Politique économique et sociale

**1. - Proposition de loi visant à élargir les possibilités d'utilisation des crédits obligatoires d'insertion des départements, PRESENTEE AU SENAT**, par M. Jean DELANEAU et plusieurs de ses collègues (27 janvier 1998) [n° 250 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard SEILLIER (24 février 1998) [n° 303 (97-98)] - Discussion (5 mars 1998) - Adoption (5 mars 1998) [n° 91].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 mars 1998) [n° 767 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

### Discussion (première lecture)

(5 mars 1998) (p. 1209, 1220).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1209, 1218) : M. Jean Delaneau, Mme Dinah Derycke, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1218, 1219) : MM. Guy Fischer, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1219, 1220) : MM. James Bordas, Guy Fischer, André Jourdain, Jean Madelain.

Adoption (5 mars 1998) (p. 1220).

2. - **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (25 février 1998) [n° 727 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (25 mars 1998) [n° 781 (97-98)] - Urgence - Discussion (31 mars 1998) - Adoption (2 avril 1998) [n° 115].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1998) [n° 373 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de MM. Alain LAMBERT et Philippe MARINI (29 avril 1998) [n° 413 (97-98)] - Avis de M. André JOURDAIN (28 avril 1998) [n° 408 (97-98)] - Discussion (6 mai 1998) - Adoption (7 mai 1998) [n° 128].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (11 mai 1998) [n° 880 (97-98)] Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (13 mai 1998) [n° 884 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de MM. Alain LAMBERT et Philippe MARINI (13 mai 1998) [n° 427 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 mai 1998) [n° 880 (97-98)] Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD [n° 903 (97-98)] - Discussion (19, 20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 137].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (26 mai 1998) [n° 444 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de MM. Alain LAMBERT et Philippe MARINI (26 mai 1998) [n° 449 (97-98)] - Discussion (27 mai 1998) - Adoption (27 mai 1998) [n° 146].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (28 mai 1998) [n° 938 rect (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (3 juin 1998) [n° 953 (97-98)] - Discussion (3 juin 1998) - Adoption (3 juin 1998) [n° 144].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-402 DC du 25 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 3 juillet 1998) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1998).

#### Discussion (première lecture)

(6 mai 1998) (p. 2044, 2112); (7 mai 1998) (p. 2122, 2251).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2044, 2071) : M. Philippe Arnaud, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Camoin, Bernard Joly, André Jourdain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Pierre Lefebvre, François Lesein, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances pour le titre II; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean-Pierre Raffarin, René Régnault, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Albert Vecten.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2071, 2112; 2122, 2249) : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, José Balarello, Mmes Janine Bardou, Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Bimbenet, André Bohl, Mme Nicole Borvo, MM. Joël Bourdin, Jean-Pierre Camoin, Michel Charasse, Jean Chérioux, Roland Courteau, Jean-Patrick Courtois, Mmes Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Ambroise Dupont, André Egu, Hubert Falco, Guy Fischer, Yann Gaillard, Alain Gérard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Francis Grignon, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, André Jourdain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Philippe Labeyrie, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Edmond Lauret, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, François Lesein, Maurice Lombard, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Jacques Mahéas, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances pour le titre II; René Marquès, Marc Massion, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Michel Mercier, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jean-Claude Peyronnet, Alain Pluchet, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Pourchet, René Régnault, Victor Reux, Philippe Richert, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Bernard Seillier, Mme Odette Terrade, MM. René Tréguoët, Alain Vasselle, Albert Vecten.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS RELATIVES A LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

**Art. 1<sup>er</sup>** (harmonisation de l'assiette des contributions dues par les employeurs au titre de la formation professionnelle continue) (p. 2071) - Adopté (p. 2072).

Après l'art. 1<sup>er</sup> (p. 2072).

**Art. additionnel** (augmentation de l'abattement des cotisations patronales de sécurité sociale sur les rémunérations des aides à domicile employés par les associations agréées) (p. 2072) - Adopté (p. 2075).

**Art. additionnel** (suspension au profit des associations d'aide à domicile de l'alignement de l'assiette des cotisations au titre de la formation professionnelle sur celle des cotisations de sécurité sociale) (p. 2075) - Adopté (p. 2076).

**Art. 2** (suppression de l'autorisation préalable en matière de télétransmission de factures) (p. 2077) - Adopté.

**Art. 3** (harmonisation des dates de dépôt des principales déclarations professionnelles) (p. 2077) - Adopté.

**Art. 3 bis** (harmonisation des délais concernant les obligations fiscales liées à la cession ou à la cessation d'activité) (p. 2077) - Adopté.

**Art. 4** (simplification des dispositions relatives au régime d'imposition) (p. 2077) - Adopté.

**Art. 5** (simplification de la gestion des emplois occasionnels) (p. 2078) - Adopté après modification (p. 2081).

**Art. 6** (suppression de la déclaration d'embauche et de licenciement aux caisses primaires d'assurance-maladie) (p. 2083) - Adopté.

**Art. 7** (suppression de l'obligation de tenue du livre de paie et simplification du bulletin de paie) (p. 2083) - Adopté après modification.

**Art. 8** (aménagement des règles de prescription applicables aux majorations de retard) (p. 2083) - Adopté.

**Art. 9** (*délai d'inscription des créances sociales au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance*) (p. 2084) - Adopté.

**Art. 10** (*autorisation d'exercer une activité commerciale dans un local d'habitation*) (p. 2084) - Adopté (p. 2085).

**Art. 11** (*modification du mécanisme de la déduction en cascade de la TVA en cas d'autoliquidation*) (p. 2085) - Adopté.

Après l'art. 11 (p. 2085).

**Art. additionnel** (*droit d'option des collectivités locales pour l'assujettissement à la TVA au titre des déchetteries*) (p. 2085) - Adopté (p. 2086).

**Art. additionnel** (*exonération de cotisations sociales pour les indemnités des élus des chambres consulaires*) (p. 2087) - Adopté (p. 2088).

**Art. 11 bis** (*prorogation temporaire du régime de l'amortissement des logements neufs donnés en location*) (p. 2091) - Adopté après modification (p. 2093).

**Art. 11 ter** (*application du taux réduit de TVA aux achats de terrains à bâtir destinés à la construction sociale*) (p. 2094) - Adopté.

## TITRE II

### DISPOSITIONS RELATIVES A L'ADAPTATION DE LA LEGISLATION FRANCAISE ET A LA MODERNISATION DES ACTIVITES FINANCIERES EN VUE DE LA TROISIEME PHASE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

#### Section 1

##### Dispositions comptables

**Art. 12** (*dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en euros*) (p. 2097) - Adopté (p. 2098).

#### Section 2

*Dispositions relatives à la conversion du capital social des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés coopératives*

**Art. 13** (*dispositions relatives à la conversion du capital social des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée*) (p. 2098) - Adopté.

#### Section 3

##### Dispositions relatives aux dettes publiques et privées

**Art. 14** (*conversion en euros des dettes publiques et privées*) (p. 2098) - Adopté après modification (p. 2099).

**Art. 15** (*émission d'instruments financiers indexés sur le niveau général des prix*) (p. 2099) - Adopté (p. 2102).

#### Section 4

##### Utilisation de l'euro par les marchés financiers

**Art. 16** (*utilisation de l'euro par les marchés gérés par une entreprise de marché*) (p. 2102) - Adopté.

**Art. 17** (*passage à l'euro des systèmes de paiement et de règlement contre livraison de titres*) (p. 2102) - Adopté.

**Art. 18** (*sécurité juridique des systèmes de paiement et de règlement contre livraison de titres*) (p. 2102) - Adopté après modification (p. 2105).

**Art. 19** (*droit de propriété dans les systèmes de règlement contre livraison de titres*) (p. 2105) - Adopté.

#### Section 5

##### Continuité des relations contractuelles

**Art. 20** (*continuité des taux et indices contractuels*) (p. 2105) - Adopté.

**Art. 21** (*garantie en cas de double conversion des dettes et créances*) (p. 2105) - Adopté.

#### Section 6

##### Dispositions fiscales

**Art. 22** (*harmonisation des règles d'arrondissement en matière fiscale*) (p. 2105) - Adopté.

**Art. 23** (*création d'un droit d'option pour la souscription des déclarations fiscales en euros*) (p. 2105) - Adopté.

**Art. 24** (*aménagement de la détermination des écarts de conversion de change lié à l'introduction de l'euro*) (p. 2105) - Adopté.

Après l'art. 24 (p. 2105).

**Art. additionnel** (*calcul arrondi à l'euro le plus approché pour les assiettes et les cotisations de sécurité sociale*) (p. 2105) - Adopté (p. 2106).

#### Section 7

##### Dispositions relatives à l'épargne et à l'investissement

**Art. 25** (*définition de l'appel public à l'épargne*) (p. 2106) - Adopté après modification (p. 2110).

**Art. 26** (*passage à l'euro de la comptabilité des organismes de placement collectif en valeurs mobilières*) (p. 2110) - Adopté.

**Art. 27** (*création des organismes de placement collectif en valeurs mobilières à compartiments*) (p. 2110) - Adopté.

Après l'art. 27 (p. 2111).

**Art. additionnel** (*mobilisation de parts de fonds communs de créances non cotées auprès de la Banque de France et d'autres établissements bancaires*) (p. 2111) - Adopté.

**Art. 28** (*création d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières bénéficiant d'une procédure allégée*) (p. 2111) - Adopté.

**Art. 29** (*création des organismes de placement collectif en valeurs mobilières maîtres et nourriciers*) (p. 2111) - Adopté.

Après l'art. 29 (p. 2122).

**Art. additionnel** (*alignement du régime fiscal des entreprises d'investissement sur celui des établissements de crédit pour les transactions sur titres*) (p. 2122) - Adopté (p. 2123).

**Art. additionnel** (*assouplissement des contraintes relatives à l'émission des bons d'option et des warrants*) (p. 2123) - Adopté.

**Art. additionnel** (*séparation renforcée des responsabilités entre gestionnaires et dépositaires*) (p. 2123) - Adopté (p. 2124).

**Art. additionnel** (*dispositif transitoire pour les titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières investis principalement en actions*) (p. 2124) - Adopté.

**Art. 29 bis** (*modification de la dénomination et de la composition du Conseil de discipline des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, OPCVM*) (p. 2125) - Adopté après modification (p. 2130).

**Art. 30** (*rachat par une société de ses propres actions*) (p. 2130) - Adopté (p. 2131).

Après l'art. 30 (p. 2131).

**Art. additionnel** (*sortie des associés minoritaires dans une société non cotée*) (p. 2133) - Adopté.

#### Section 8

##### Dispositions relatives à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon

**Art. 31** (*dispositions relatives à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2133) - Adopté (p. 2134).

**Art. 31 bis** (*dépôt d'un rapport du Gouvernement relatif aux garanties de prêts en faveur du logement locatif à Mayotte*) (p. 2134) - Adopté.

Après l'art. 31 bis (p. 2134).

**Art. additionnel** (*extension de la garantie directe de l'Etat à la Caisse des dépôts et consignations ou à l'Agence française de développement, en faveur du logement locatif à Mayotte*) (p. 2134) - Adopté.

#### Section 9

##### Autres dispositions

**Art. 32** (*fonctionnement du Conseil des marchés financiers*) (p. 2134) - Adopté (p. 2135).

Après l'art. 32 (p. 2135).

**Art. additionnel** (*précision relative à l'émission des instruments financiers*) (p. 2135) - Adopté.

**Art. additionnel** (*substitution à la référence du taux du marché obligataire, TMO, d'un taux plus représentatif du marché*) (p. 2135) - Adopté (p. 2136).

**Art. 33** (*retrait des certificats d'investissements cotés*) (p. 2136) - Adopté après modification (p. 2137).

**Art. 33 bis** (*légalisation de la déclaration d'intention en cas de franchissement de seuil pour les sociétés cotées*) (p. 2137) - Adopté après modification (p. 2139).

Après l'art. 33 bis (p. 2139).

**Art. additionnel** (*notion de contrôle de fait d'une société en prenant en compte les actions de concert*) (p. 2139) - Adopté (p. 2140).

#### Section 10

##### Entrée en vigueur

**Art. 34** (*entrée en vigueur de certaines dispositions du titre II*) (p. 2140) - Adopté après modification (p. 2141).

#### TITRE III

##### DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR PUBLIC ET AUX PROCEDURES PUBLIQUES

**Art. 35** (*schéma directeur de desserte gazière*) (p. 2142) - Adopté après modification (p. 2151).

**Art. 36** (*ouverture du capital et actionariat salarié de la Compagnie nationale Air France*) (p. 2154) - Supprimé (p. 2160).

**Art. 37** (*régime des actifs de la Société nationale des poudres et explosifs*) (p. 2160) - Adopté (p. 2161).

**Art. 38** (*modification des règles d'attribution du versement transport en Ile-de-France*) (p. 2161) - Adopté après modification (p. 2163).

**Art. 38 bis** (*extension du champ de compétence de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat*) (p. 2165) - Adopté.

**Art. 38 ter** (*alignement des compétences des sociétés anonymes coopératives d'HLM sur celles des sociétés anonymes d'HLM*) (p. 2166) - Adopté après modification.

**Art. 38 quater** (*simplification de la procédure de transformation des sociétés anonymes coopératives de location-attribution d'HLM en sociétés anonymes coopératives de production d'HLM*) (p. 2166) - Adopté (p. 2167).

**Art. 38 quinquiés** (*extension aux sociétés d'économie mixte de l'exonération de taxe départementale de publicité foncière ou de droits départementaux d'enregistrement pour les cessions de logements réalisées au profit de leurs locataires*) (p. 2167) - Adopté.

Après l'art. 38 quinquiés (p. 2167).

**Art. additionnel** (*autorisation donnée à un centre de gestion de la fonction publique territoriale en matière de licenciements d'agents publics*) (p. 2167) - Adopté (p. 2169).

**Art. additionnel** (*maintien des avantages de rémunération collectivement acquis pour les agents des collectivités locales et leurs établissements publics*) (p. 2169) - Adopté (p. 2171).

**Art. additionnel** (*exonération des bâtiments occupés par les centres de gestion de la fonction publique territoriale, du paiement de la taxe foncière*) (p. 2174) - Adopté (p. 2175).

#### TITRE IV

##### DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES RELATIVES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET A LA SANTE PUBLIQUE

**Art. 39** (*modification des modalités d'évaluation de la puissance administrative de certaines catégories de véhicules*) (p. 2176) - Adopté (p. 2178).

**Art. 40** (*adaptation du régime de responsabilité civile et de l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures*) (p. 2180) - Adopté.

**Art. 41** (*financement de l'élimination de farines animales non conformes aux normes communautaires*) (p. 2180) - Adopté après modification (p. 2186).

**Art. 41 bis** (*modification des missions du fonds de gestion de l'espace rural*) (p. 2186) - Adopté.

#### TITRE V

##### DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 42 A (p. 2186).

**Art. additionnel** (*rapport de solvabilité parallèlement au rapport de gestion établi par le conseil d'administration d'une entreprise d'assurance*) (p. 2193) - Adopté.

**Art. additionnel** (*renforcement du contenu des rapports annuels remis par l'organisme assureur à l'entreprise ayant souscrit un contrat de prévoyance complémentaire*) (p. 2193) - Adopté (p. 2194).

**Art. 42 A** (*extension du régime de la transmission universelle des biens aux actifs apportés par une Caisse de crédit municipal à une société anonyme*) (p. 2194) - Adopté.

**Art. 42** (*aménagement des modalités de paiement des impôts par virement ou prélèvement automatique*) (p. 2194) - Adopté.

**Art. 43** (*modalités de recensement des bénéficiaires de l'accord entre la France et la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances apparues antérieurement au 9 mai 1945*) (p. 2195) - Adopté.

**Art. 44** (*gestion administrative et financière de l'Institut d'études politiques de Paris*) (p. 2195) - Adopté.

**Art. 45** (*prélèvement sur l'Association de gestion du fonds des formations en alternance, AGEFAL*) (p. 2195) - Supprimé (p. 2197).

**Art. 46** (*limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes*) (p. 2198) - Adopté après modification (p. 2205).

**Art. 46 bis** (*institution d'une taxe communale sur les pylônes et antennes de téléphonie mobile*) (p. 2205) - Supprimé (p. 2207).

**Art. 47** (*abaissement du seuil d'autorisation des cinémas multiplexes*) (p. 2207) - Adopté.

Après l'art. 47 (p. 2208).

**Art. additionnel** (maintien du versement de l'indemnité communale aux instituteurs par le Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 2208) - Adopté.

**Art. additionnel** (dispositif financier relatif aux casinos de la région parisienne) (p. 2208) - Adopté.

Avant l'art. 48 (p. 2214).

**Art. additionnel** (possibilité pour les services départementaux d'incendie et de secours de bénéficier des attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, en lieu et place des communes) (p. 2215) - Adopté (p. 2216).

**Art. 48** (faculté de dérogation à l'obligation d'établissement d'un budget annexe pour les services d'eau et d'assainissement des petites communes) (p. 2216) - Supprimé (p. 2217).

Après l'art. 48 (p. 2218).

**Art. additionnel** (possibilité d'inscrire au budget annexe des pompes funèbres le produit des taxes sur les convois, inhumation, et crémations) (p. 2218) - Adopté.

**Art. 49** (extension du champ de la publicité en faveur des boissons contenant de l'alcool) (p. 2228) - Adopté.

**Art. 50** (extension de la taxe à l'essieu aux véhicules de plus de douze tonnes et suppression du droit de timbre sur les contrats de transport) (p. 2228) - Adopté (p. 2229).

**Art. 51** (régime fiscal transitoire concernant l'imposition des activités accessoires des exploitants agricoles soumis à un régime réel ou au régime transitoire) (p. 2229) - Adopté.

**Art. 52** (harmonisation du code général des impôts corrélative à la loi du 7 mars 1998 relative au fonctionnement des conseils régionaux) (p. 2229) - Adopté.

Après l'art. 52 (p. 2229).

**Art. additionnel** (inscription dans la loi des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse des espèces de gibier d'eau) (p. 2229) (p. 2235).

**Art. additionnel** (extension aux conseils généraux et régionaux des dispositions relatives aux indemnités de fonction en vigueur pour les communes depuis 1884) (p. 2235) - Adopté (p. 2236).

**Art. 53** (dispositif de sortie des prorogations du délai accordé pour construire les terrains à bâtir avant le 31 décembre 1993) (p. 2239) - Adopté.

**Art. 54** (création d'assistants spécialisés auprès d'une ou plusieurs cours d'appel ou d'un ou plusieurs tribunaux) (p. 2239) - Adopté.

**Art. 55** (exonération de cotisations sociales pour les options de souscription ou d'achat d'actions déjà attribuées par les sociétés de moins de quinze ans) (p. 2240) - Adopté après modification.

Après l'art. 55 (p. 2240).

**Art. additionnel** (consolidation de l'information sur les plans d'options et interdiction des attributions d'option pendant la période suivant la publication des comptes de l'entreprise) (p. 2240) - Adopté (p. 2241).

**Art. additionnel** (octroi d'une base légale à la fonction de coordination confiée à la Cour des comptes à l'égard des comités administratifs chargés de vérifier les comptes des organismes locaux de sécurité sociale) (p. 2241) - Adopté.

**Art. 56** (possibilité de transférer la propriété des édifices des cultes aux établissements publics de coopération intercommunale) (p. 2241) - Adopté.

**Art. 57** (mesures de promotion ou de nomination applicables aux agents des douanes) (p. 2241) - Adopté.

**Art. 58** (modification du financement de la Chambre nationale de la batellerie artisanale) (p. 2241) - Adopté.

**Art. 59** (renforcement de la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic des stupéfiants) (p. 2241) - Adopté.

Après l'art. 59 (p. 2242).

**Art. additionnel** (précision rédactionnelle apportée à la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux) (p. 2242) - Adopté.

**Art. additionnel** (adaptation de la loi n° 90-614 du 12 juillet 1990 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux) (p. 2242) - Adopté.

**Art. 60** (prolongation du dispositif de mise à la disposition de fonctionnaires de l'Etat auprès de la CNP Assurances SA) (p. 2243) - Adopté.

**Art. 61** (date d'entrée en vigueur du relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour frais de long séjour hospitalier ou de cure thermale) (p. 2243) - Adopté.

**Art. 62** (validation des opérations de recapitalisation de la Compagnie BTP) (p. 2243) - Adopté (p. 2244).

Après l'art. 62 (p. 2244).

**Art. additionnel** (autorisation pour les services de l'Etat et les collectivités territoriales de céder gratuitement les matériels informatiques inemployés aux associations de parents d'élèves et de soutien scolaire) (p. 2244) - Adopté (p. 2245).

**Art. additionnel** (transformation du crédit d'impôt-recherche en une créance inaliénable et incessible) (p. 2246) - Adopté.

**Art. additionnel** (élargissement des possibilités des paris transfrontaliers par l'intermédiaire du PMU) (p. 2246) - Adopté (p. 2247).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2249, 2251) : MM. Bernard Angels, Alain Gérard, Mme Anne Heinis, MM. Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Paul Loridant, Jacques Machet, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Adoption** (7 mai 1998) (p. 2251).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(27 mai 1998) (p. 2478, 2561).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2478, 2494) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Jourdain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances pour le titre II; Michel Mercier, Christian Poncet, président de la commission des finances; René Régnault, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Albert Vecten.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2494, 2560) : MM. Louis Althapé, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, M. Michel Barnier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Bernard, André Bohl, Jean-Pierre Camoin, Michel Charasse, André Diligent, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gérard, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Jean Huchon, Bernard Joly, André Jourdain, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Jean-François Le Grand, Paul Loridant, Jacques Machet, Marc Massion, Pierre Mauroy, Michel Mercier, Christian Poncet, président de la commission des finances; Henri de Raincourt, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Mme Odette Terrade, MM. Alex Türk, Alain Vasselle, Albert Vecten.



TITRE I<sup>er</sup>

## DISPOSITIONS RELATIVES A LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (*réduction de cotisations sociales pour les associations d'aide à domicile*) (p. 2494) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 2495).

**Art. 1<sup>er</sup> ter** (*réduction de cotisations sociales pour les associations d'aide à domicile*) (p. 2495) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

**Art. 5** (*simplification de la gestion des emplois occasionnels*) (p. 2495) - Adopté après modification (p. 2497).

**Art. 7** (*suppression de l'obligation de tenue du livre de paie et simplification du bulletin de paie*) (p. 2497) - Adopté après modification.

**Art. 11 bis A** (*droit d'option des collectivités locales pour l'assujettissement à la TVA au titre des déchetteries*) (p. 2497) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

**Art. 11 bis B** (*régime des indemnités des élus des chambres consulaires au regard des cotisations sociales*) (p. 2498) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 2501).

**Art. 11 bis** (*prolongation du régime d'amortissement des logements locatifs neufs*) (p. 2501) - Adopté après modification.

## TITRE II

## DISPOSITIONS RELATIVES A L'ADAPTATION DE LA LEGISLATION FRANCAISE ET A LA MODERNISATION DES ACTIVITES FINANCIERES EN VUE DE LA TROISIEME PHASE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

**Art. 14** (*conversion en euros des dettes publiques et privées*) (p. 2501) - Adopté.

**Art. 24 bis** (*arrondi à l'euro le plus proche pour les cotisations et assiettes sociales*) (p. 2501) - Adopté.

**Art. 25** (*définition de l'appel public à l'épargne*) (p. 2501) - Adopté après modification (p. 2503).

**Art. 27 ter** (*assouplissement des conditions de fonctionnement des Fonds communs de créances*) (p. 2503) - Adopté.

**Art. 29 bis C** (*responsabilité du dépositaire d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières*) (p. 2503) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

**Art. 29 bis D** (*instauration d'une période transitoire pour les OPCVM détenus par les entreprises d'assurance visées par l'article 8 de la loi de finances pour 1998*) (p. 2503) - Adopté.

**Art. 29 bis** (*création d'un Conseil de la gestion financière*) (p. 2503) - Adopté.

**Art. 30 bis** (*rachat d'actions et exclusion des associés minoritaires dans les sociétés non cotées*) (p. 2503) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

**Art. 31 ter** (*garantie de prêts au logement à Mayotte*) (p. 2503) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Après l'art. 32 (p. 2503).

**Art. additionnel** (*modalités du contrôle effectué par le conseil des marchés financiers avec possibilité de réaliser des contrôles sur place et sur pièces*) (p. 2503) - Adopté (p. 2504).

**Art. 32 ter** (*modification du taux de référence pour le plafonnement de la déductibilité des intérêts des comptes courants d'associés*) (p. 2504) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

**Art. 33** (*retrait des certificats d'investissement cotés*) (p. 2504) - Adopté.

**Art. 33 bis** (*déclaration d'intention en cas de franchissement de seuil pour les sociétés cotées*) (p. 2504) - Adopté (p. 2505).

**Art. 33 ter** (*définition de la notion de contrôle de fait d'une société par une autre*) (p. 2505) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

## TITRE III

## DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR PUBLIC ET AUX PROCEDURES PUBLIQUES

**Art. 35** (*schéma directeur de desserte gazière*) (p. 2505) - Adopté après modification (p. 2508).

**Art. 36** (*ouverture du capital et actionnariat salarié de la Compagnie nationale Air France*) (p. 2508) - Supprimé (p. 2512).

**Art. 38 ter** (*alignement des compétences des sociétés anonymes coopératives d'HLM sur celles des sociétés anonymes d'HLM*) (p. 2512) - Adopté.

**Art. 38 quater A** (*conditions d'octroi de l'agrément locatif aux sociétés anonymes coopératives de production d'HLM*) (p. 2512) - Adopté.

**Art. 38 octies** (*exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties des bâtiments occupés par les centres de gestion de la fonction publique territoriale*) (p. 2514) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 2516).

**Art. 38 nonies** (*taxe communale facultative sur les activités saisonnières à caractère commercial*) (p. 2516) - Supprimé (p. 2517).

## TITRE IV

## DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES RELATIVES A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET A LA SANTE PUBLIQUE

**Art. 39 bis** (*définition de critères de localisation pour l'immatriculation de certaines catégories de véhicules*) (p. 2517) - Adopté.

**Art. 40** (*adaptation du régime de responsabilité civile et de l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures*) (p. 2518) - Adopté.

**Art. 41** (*financement de l'élimination de farines animales non conformes aux normes communautaires*) (p. 2518) - Adopté après modification (p. 2521).

## TITRE V

## DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 42 AA** (*rapport annuel de solvabilité pour les entreprises d'assurance*) (p. 2521) - Adopté après modification (p. 2522).

**Art. 42 AC** (*contribution des entreprises exploitant des engins de remontée mécanique à un "fonds neige"*) (p. 2522) - Supprimé (p. 2525).

**Art. 42 bis** (*validation des protocoles d'accord et des conventions signées par l'Etablissement public pour l'aménagement de la Défense*) (p. 2525) - Supprimé (p. 2527).

**Art. 45** (*prélèvement sur l'Association de gestion du fonds des formations en alternance*) (p. 2527) - Adopté (p. 2528).

**Art. 45 bis** (*suspension provisoire des poursuites engagées à la suite d'une situation d'endettement à l'encontre des rapatriés réinstallés*) (p. 2528) - Adopté.

**Art. 46** (*limitation de l'amortissement des biens donnés en location par une société de personnes*) (p. 2528) - Adopté après modification (p. 2530).

**Art. 46 bis A** (*modification des règles d'imposition des revenus des parts de sociétés de personnes en cas de démembrement de la propriété*) (p. 2530) - Adopté.

**Art. 47 bis A** (*assouplissement des dispositions d'assurance-décès en cas de décès volontaire et conscient*) (p. 2531) - Adopté (p. 2532).

**Art. 47 ter** (*modification des règles applicables aux casinos des stations thermales situées à moins de cent kilomètres de Paris*) (p. 2532) - Adopté.

**Art. 47 quater** (*attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée aux services départementaux d'incendie et de secours*) (p. 2533) - Adopté.

**Art. 48** (*faculté de dérogation à l'obligation d'établissement d'un budget annexe pour les services d'eau et d'assainissement des petites communes*) (p. 2533) - Adopté (p. 2534).

**Art. 52 bis** (*modification du régime des dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs*) (p. 2535) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 2541).

**Art. 52 ter** (*répartition d'une partie des indemnités de fonction des présidents des conseils régionaux et des conseils généraux*) (p. 2541) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 2542).

**Art. 55** (*exonération de cotisations sociales pour les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées antérieurement au 1er janvier 1997 par les sociétés de moins de quinze ans*) (p. 2542) - Adopté après modification (p. 2543).

**Art. 55 bis** (*définition de périodes d'interdiction d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions pour les sociétés cotées*) (p. 2543) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 2544).

**Art. 57 bis** (*élargissement des possibilités de création de casinos par les grandes villes touristiques*) (p. 2544) - Adopté.

Après l'art. 62 (p. 2544).

**Art. additionnel** (*validation législative du régime indemnitaire des conseillers des communautés urbaines de plus de quatre cent mille habitants*) (p. 2544) - Adopté (p. 2545).

**Art. 63** (*cession à titre gratuit de matériels informatiques aux associations de parents d'élèves*) (p. 2545) - Adopté (p. 2546).

**Art. 64** (*création d'une créance mobilisable de crédit d'impôt-recherche*) (p. 2546) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction.

**Art. 66** (*validation du régime de prévoyance et de retraite complémentaires des personnels de l'Agence Nationale pour l'Emploi*) (p. 2546) - Supprimé (p. 2547).

**Art. 67** (*subordination des allègements d'impôts dans les zones à fiscalité privilégiée au respect des règles déclaratives en matière de TVA*) (p. 2547) - Adopté.

**Art. 68** (*substitution du compte de gestion au compte administratif pour la mise en oeuvre de certaines procédures financières*) (p. 2547) - Adopté après modification.

**Art. 69** (*allègement de la taxe professionnelle en faveur des entreprises utilisant des autocars*) (p. 2547) - Adopté après modification (p. 2548).

**Art. 70** (*extension du taux réduit de TVA aux logements-foyers*) (p. 2548) - Adopté.

**Art. 71** (*extension aux inspecteurs du travail des compétences exercées par les inspecteurs de la formation professionnelle*) (p. 2548) - Adopté après modification.

**Art. 72** (*report de la réforme de la tarification applicable aux établissements accueillant des personnes âgées dépendantes*) (p. 2548) - Supprimé (p. 2556).

**Art. 73** (*fixation de minima réglementaires pour les montants de la prestation spécifique dépendance*) (p. 2556) - Supprimé (p. 2559).

**Art. 74** (*recrutement exceptionnel d'inspecteurs du travail*) (p. 2559) - Adopté.

**Art. 75** (*validation des taux des redevances aéroportuaires et des titres de perception émis au titre de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne*) (p. 2559) - Supprimé (p. 2560).

**Explications de vote sur l'ensemble** : MM. Jean-Pierre Camoin, Paul Loridant, Jacques Machet, Marc Massion, Alex Türk.

Adoption (27 mai 1998) (p. 2561).

**3. - Projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (25 mars 1998) [n° 780 (97-98)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean LE GARREC (23 avril 1998) [n° 856 (97-98) t I, II, III (logement), IV (surendettement)] - Urgence - Discussion (6, 7, 12, 13, 14, 18, 19, 20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 136].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 mai 1998) [n° 445 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Bernard SEILLIER (27 mai 1998) [n° 450 (97-98)] - Avis de M. Gérard BRAUN (3 juin 1998) [n° 471 (97-98)] - Avis de M. Philippe RICHERT (3 juin 1998) [n° 472 (97-98)] - Avis de M. Paul GIROD (3 juin 1998) [n° 473 (97-98)] - Avis de M. Jacques OUDIN (4 juin 1998) [n° 478 (97-98)] - Discussion (9, 10, 11, 12, 16 juin 1998) - Adoption (16 juin 1998) [n° 154].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 juin 1998) [n° 981 (97-98)] - Renvoi à la commission spéciale.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean LE GARREC (18 juin 1998) [n° 992 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Bernard SEILLIER (17 juin 1998) [n° 510 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (16 juin 1998) [n° 981 (97-98)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean LE GARREC (24 juin 1998) [n° 1002 (97-98) tI, II (logement), III (surendettement)] - Discussion (30 juin, 1er juillet 1998) - Adoption (1er juillet 1998) [n° 182].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (3 juillet 1998) [n° 542 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Bernard SEILLIER (7 juillet 1998) [n° 544 (97-98)] - Discussion (8 juillet 1998) - Adoption (8 juillet 1998) [n° 163].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (9 juillet 1998) [n° 1055 (97-98)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Jean LE GARREC (9 juillet 1998) [n° 1057 (97-98)] - Adoption (9 juillet 1998) [n° 184].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-403 DC du 29 juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 31 juillet 1998) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 31 juillet 1998).

#### Discussion (première lecture)

(9 juin 1998) (p. 2788, 2847); (10 juin 1998) (p. 2859, 2932); (11 juin 1998) (p. 2943, 2972; 2985, 3045); (12 juin 1998) (p. 3060, 3192); (16 juin 1998) (p. 3207, 3262).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2788, 2847; 2859, 2865) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. François Autain, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Mme Nicole Borvo, MM. Gérard Braun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Philippe Darniche, Mme Dinah Derycke, M. Charles Descours, Mme Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois; Alain Gournac, Roland Hugué, Bernard Joly, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Paul Loricant, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Michel Mercier, Georges Mouly, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Lylian Payet, Bernard Plasait, Philippe Richert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales; Franck Sérusclat, Mme Odette Terrade, MM. Basile Tui, Alain Vasselle, André Vézinhét.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2865, 2932; 2943, 2972; 2985, 3045; 3060, 3192; 3207, 3253) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. François Autain, Mmes Janine Bardou, Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Luc Bécart, Claude Belot, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Maurice Blin, André Bohl, James Bordas, Mme Nicole Borvo, M. Gérard Braun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mmes Paulette Brisepierre, Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Michel Charasse, Michel Charzat, Jean Chérioux, Jean Clouet, Philippe Darniche, Jean-Paul Delevoye, Mme Dinah Derycke, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Doublet, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales; Philippe de Gaulle, Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois; Alain Gournac, Jacques Habert, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyest, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Serge Lagauche, Dominique Larifla, Edmond Lauret, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Claude Lise, Paul Loricant, rapporteur pour avis de la commission des finances; Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, André Maman, Philippe Marini, Michel Mercier, en remplacement de M. Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Daniel Millaud, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Au nom de la commission des finances; Charles Pasqua, Mmes Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, auprès du ministre de*

*l'emploi et de la solidarité; Danièle Pourtaud, Gisèle Printz, MM. Henri de Raincourt, Jack Ralite, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales; Franck Sérusclat, Mme Odette Terrade, MM. Basile Tui, Alain Vasselle, Paul Vergès, André Vézinhét, Serge Vinçon.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions) (p. 2865) - Adopté après modification (p. 2875).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (représentation des associations d'insertion et de lutte contre l'exclusion) (p. 2875) - Adopté après modification (p. 2876).

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### DE L'ACCES AUX DROITS

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

#### Accès à l'emploi

**Art. 2 A** (information de l'administration sur l'exécution des plans sociaux - Art. L. 321-4 du code du travail) (p. 2876) - Supprimé (p. 2878).

**Art. 2 B** (droit à un accueil, un bilan et une orientation pour les jeunes et adultes chômeurs de longue durée) (p. 2878) - Adopté.

**Art. 2** (accompagnement personnalisé vers l'emploi - programme TRACE, trajet d'accès à l'emploi) (p. 2878) - Adopté après modification (p. 2888).

**Art. 3** (catégories de bénéficiaires des stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE - Art. L. 322-4-1 du code du travail) (p. 2888) - Adopté après modification (p. 2889).

**Art. 4** (recentrage du contrat emploi-solidarité, CES, sur les personnes en difficulté - Art. L. 322-4-7, L. 322-4-12, L. 322-4-15 et L. 980-2 du code du travail) (p. 2889) - Adopté après modification (p. 2896).

**Art. 5** (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés, CEC - Art. L. 322-4-8-1 du code du travail) (p. 2896) - Adopté après modification (p. 2898).

Après l'art. 5 (p. 2898).

**Art. additionnel** (possibilité pour les collectivités locales d'embaucher des titulaires de l'allocation de solidarité spécifique) (p. 2898) (p. 2899).

**Art. 5 bis** (cumul des minima sociaux avec des revenus d'activité professionnelle - Art. L. 351-20 du code du travail, L. 524-1 du code de la sécurité sociale, 9 et 9-1 nouveau de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988) (p. 2900) - Adopté après modification (p. 2904).

Après l'art. 5 bis (p. 2904).

**Art. additionnel** (convention de revenu minimum d'activité) (p. 2904) - Adopté (p. 2905).

**Art. additionnel** (exonération de charges sociales pour le recrutement des titulaires de minima sociaux, depuis deux ans) (p. 2905) - Adopté (p. 2906).

**Art. additionnel** (avis du maire avant l'attribution du RMI) (p. 2907) - Adopté (p. 2911).

**Art. 5 ter** (exercice d'une activité bénévole par un demandeur d'emploi - Art. L. 351-16-1 nouveau du code du travail) (p. 2911) - Adopté après modification.

**Art. 6** (définition de l'insertion par l'activité économique - Art. L. 322-4-16 du code du travail) (p. 2912) - Adopté après modification (p. 2915).

**Art. 7** (régime des contrats conclus par les entreprises d'insertion et entreprises de travail temporaire d'insertion - Art. L. 322-4-16-1 et L. 322-4-16-2 du code du travail) (p. 2915) - Adopté (p. 2916).

**Art. 8** (*associations intermédiaires - Art. L. 322-4-16-3 du code du travail*) (p. 2917) - Adopté après modification (p. 2919).

Après l'art. 8 (p. 2920).

**Art. additionnel** (*maintien des dérogations prévues en faveur des associations intermédiaires dans le cadre de l'application de la loi relative au développement des emplois de service aux particuliers*) (p. 2920) - Adopté.

**Art. 9** (*conseil départemental d'insertion par l'activité économique, fonds départemental pour l'insertion et plans locaux pour l'insertion et l'emploi*) (p. 2920).

**Art. L. 322-4-16-4** du code du travail (*création du conseil départemental de l'insertion par l'activité économique*) (p. 2920) - Adopté après modification.

**Art. L. 322-4-16-5** du code du travail (*création d'un fonds départemental pour l'insertion*) (p. 2922) - Adopté.

**Art. L. 322-4-16-6** du code du travail (*plans locaux pour l'insertion et l'emploi*) (p. 2922) - Adopté après modification.

**Adoption de l'article 9 modifié** (p. 2923).

Après l'art. 9 (p. 2923).

**Art. additionnel** (*autorisation pour les centres d'hébergement et de réadaptation sociale à conclure des conventions avec l'Etat*) (p. 2923) - Adopté.

**Art. additionnels** (*réforme du statut des agences départementales d'insertion - 3 articles additionnels*) (p. 2924) - Adoptés (p. 2927).

**Art. 10** (*exonérations de cotisations sociales patronales applicables à l'insertion par l'activité économique - Art. L. 241-11 et L. 241-12 du code de la sécurité sociale*) (p. 2927) - Adopté.

**Art. 11** (*aide à la création d'entreprises pour les bénéficiaires de minima sociaux - Art. L. 351-24 du code du travail*) (p. 2927) - Adopté.

**Art. 11 bis** (*coordination rédactionnelle des dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux créateurs d'entreprises - Art. L. 161-1 et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 2927) - Adopté après modification.

**Art. 12** (*lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle - Art. L. 900-6 et 900-7-1 du code du travail*) (p. 2927) - Adopté après modification (p. 2928).

**Art. 13** (*ouverture des contrats de qualification aux demandeurs d'emploi âgés de vingt-six ans et plus*) (p. 2928) - Adopté (p. 2930).

**Art. 13 bis** (*rapport du Gouvernement au Parlement sur l'allocation de formation en reclassement*) (p. 2930) - Adopté après modification.

**Art. 14** (*accès des bénéficiaires de contrats d'insertion par l'activité (CIA) dans les départements d'outre-mer aux emplois-jeunes - Art. L. 322-4-19 du code du travail*) (p. 2930) - Adopté.

**Art. 15** (*aide de l'Etat aux contrats d'accès à l'emploi dans les départements d'outre-mer - Art. L. 832-2 du code du travail*) (p. 2931) - Supprimé.

## Chapitre 2

### Accès au logement

#### Section 1

##### Mise en oeuvre du droit au logement

**Art. 16 A** (*mise à jour de l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement*) (p. 2944) - Adopté.

**Art. 16 B** (*consultation des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement*) (p. 2944) - Adopté après modification (p. 2945).

**Art. 16** (*élaboration du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées*) (p. 2946) - Adopté après modification (p. 2948).

**Art. 17** (*contenu et mise en oeuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées*) (p. 2948) - Adopté après modification (p. 2953).

Après l'art. 17 (p. 2953).

**Art. additionnel** (*participation des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement à l'élaboration du plan départemental et à sa mise en oeuvre*) (p. 2954) - Adopté (p. 2955).

**Art. 18** (*conventions de mise en oeuvre du plan départemental*) (p. 2955) - Supprimé.

**Art. 19** (*Fonds de solidarité pour le logement*) (p. 2957) - Adopté après modification (p. 2961).

**Art. 20** (*constitution du fonds de solidarité pour le logement, FSL, en groupement d'intérêt public*) (p. 2961) - Adopté après modification (p. 2962).

**Art. 21** (*fonds constitués sous une autre forme que le groupement d'intérêt public, GIP*) (p. 2962) - Adopté après modification (p. 2964).

**Art. 22** (*décrets d'application relatifs aux fonds de solidarité pour le logement*) (p. 2965) - Adopté après modification (p. 2966).

**Art. 23** (*aide à la médiation locative en faveur des personnes défavorisées*) (p. 2966) - Adopté après modification (p. 2967).

**Art. 24** (*extension des compétences de certains organismes d'HLM*) (p. 2967) - Adopté après modification (p. 2969).

**Art. 25** (*exonération de taxe d'habitation pour certains logements en sous-location*) (p. 2985) - Adopté après modification (p. 2987).

**Art. 25 bis** (*exonération de taxe d'habitation des locaux loués par des organismes logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 2987) - Supprimé.

**Art. 26** (*exonération de droits de bail pour les sous-locations consenties à des personnes défavorisées*) (p. 2987) - Adopté (p. 2988).

**Art. 27** (*modification des règles relatives aux conditions de versement de l'aide personnalisée au logement*) (p. 2988) - Adopté.

Après l'art. 27 (p. 2988).

**Art. additionnel** (*suppression du délai de carence pour le versement de l'allocation logement familial et de l'allocation logement pour les personnes logées par un organisme bénéficiant de l'ALP*) (p. 2989) - Adopté (p. 2990).

## Section 2

### Accroissement de l'offre de logement

**Art. 28** (*mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées*) (p. 2990) - Adopté après modification (p. 2994).

Après l'art. 28 (par priorité) (p. 2969).

**Art. additionnels** (*mise en oeuvre des schémas départementaux par l'obligation faite aux communes et aux groupements d'y concourir par des terrains aménagés en vue du passage et du séjour des gens du voyage par le biais d'une convention conclue entre l'Etat, le département, la commune d'accueil et la région et éventuellement les établissements publics de coopération intercommunale*) - 3 **Art. additionnels** (p. 2969) - Adoptés par priorité (p. 2972).

**Art. 28 bis** (*dissociation de la location du logement de celle de l'aire de stationnement*) (p. 2994) - Supprimé (p. 2995).

**Art. 28 ter** (*exonération de l'impôt sur le revenu des travaux réalisés par l'organisme titulaire d'un bail à réhabilitation*) (p. 2995) - Adopté après modification.

**Art. 29** (*modification des conditions d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties*) (p. 2995) - Adopté après modification (p. 2998).

**Art. 30** (*création d'une taxe sur les logements vacants*) (p. 2998) - Supprimé (p. 3006).

Après l'art. 30 (p. 3006).

**Art. additionnel** (*transformation des primes d'assurance versées au titre de la garantie du risque de loyers impayés en un crédit d'impôt déductible de l'impôt sur le revenu*) (p. 3006) - Adopté (p. 3007).

**Art. additionnel** (*simplification des obligations déclaratives des revenus des propriétaires fonciers lorsque ceux-ci n'excèdent pas 60 000 francs par an*) (p. 3007) - Adopté.

**Art. 31** (*création d'un régime de réquisition avec attributaire*) (p. 3008).

Art. L. 642-1 du code de la construction et de l'habitation (*procédure de réquisition locative*) (p. 3010) - Adopté après modification (p. 3014).

Art. L. 642-2 du code de la construction et de l'habitation (*attributaires de la réquisition*) (p. 3014) - Adopté après modification.

Art. L. 642-3 du code de la construction et de l'habitation (*convention régissant les rapports entre l'Etat et les attributaires*) (p. 3014) - Adopté après modification (p. 3016).

Art. L. 642-4 du code de la construction et de l'habitation (*définition des personnes éligibles au bénéfice d'un logement réquisitionné*) (p. 3016) - Adopté.

Art. L. 642-5 du code de la construction et de l'habitation (*durée de la réquisition*) (p. 3016) - Supprimé.

Art. L. 642-6 du code de la construction et de l'habitation (*exercice d'un droit de reprise par le titulaire du droit d'usage sur les locaux réquisitionnés*) (p. 3016) - Adopté après modification.

Art. L. 642-7 du code de la construction et de l'habitation (*assistance du préfet dans la procédure de réquisition par des agents assermentés*) (p. 3016) - Adopté après modification (p. 3017).

Art. L. 642-8 du code de la construction et de l'habitation (*informations nominatives sur les locaux vacants données par les services fiscaux aux préfets*) (p. 3017) - Adopté.

Art. L. 642-9 du code de la construction et de l'habitation (*notification par le préfet de son intention de procéder à une réquisition*) (p. 3017) - Adopté après modification.

Art. L. 642-10 du code de la construction et de l'habitation (*délai accordé au titulaire du droit d'usage pour faire connaître sa réponse au préfet*) (p. 3017) - Adopté après modification (p. 3018).

Art. L. 642-11 du code de la construction et de l'habitation (*notification de sa décision par le préfet au titulaire du droit d'usage*) (p. 3018) - Adopté après modification.

Art. L. 642-12 du code de la construction et de l'habitation (*obligation pour le titulaire du droit d'usage qui s'est engagé à mettre fin à la vacance dans un délai de trois mois de justifier de l'exécution de son engagement à la demande du préfet*) (p. 3018) - Adopté.

Art. L. 642-13 du code de la construction et de l'habitation (*condition de recours à la force publique pour entrer dans les lieux*) (p. 3018) - Adopté après modification (p. 3019).

Art. L. 642-14 du code de la construction et de l'habitation (*application du code civil à titre subsidiaire aux relations entre le titulaire du droit d'usage et l'attributaire*) (p. 3019) - Adopté.

Art. L. 642-15 du code de la construction et de l'habitation (*versement par l'attributaire d'une indemnité mensuelle au titulaire du droit d'usage*) (p. 3019) - Adopté après modification (p. 3020).

Art. L. 642-16 du code de la construction et de l'habitation (*incompétence du juge judiciaire pour connaître du contentieux aux fins d'indemnisation du fait du préjudice causé par la mise en oeuvre de la réquisition*) (p. 3021) - Adopté.

Art. L. 642-17 du code de la construction et de l'habitation (*absence d'effet de la cession des locaux concernés sur la réquisition*) (p. 3021) - Adopté.

Art. L. 642-18 du code de la construction et de l'habitation (*conditions d'exercice du droit de reprise ouvert aux titulaires du droit d'usage au bout de 9 ans*) (p. 3021) - Adopté.

Art. L. 642-19 du code de la construction et de l'habitation (*compétence du juge judiciaire pour connaître du contentieux des relations entre le titulaire du droit d'usage et l'attributaire*) (p. 3021) - Adopté.

Art. L. 642-20 du code de la construction et de l'habitation (*décret en Conseil d'Etat*) (p. 3021) - Adopté.

Art. L. 642-21 du code de la construction et de l'habitation (*application de la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs aux relations entre l'attributaire et le bénéficiaire sous réserve de dispositions spécifiques*) (p. 3021) - Adopté.

Après l'art. 642-21 du code de la construction et de l'habitation (p. 3021).

Art. additionnel (*définition du caractère du contrat de location en tête des dispositions*) (p. 3021) - Adopté.

Art. L. 642-22 du code de la construction et de l'habitation (*modalités de détermination, de révision et de paiement du loyer dû par le bénéficiaire à l'attributaire*) (p. 3021) - Adopté.

Après l'art. L. 642-22 du code de la construction et de l'habitation (p. 3021).

Art. additionnels (*définition des droits du bénéficiaire en tête des dispositions*) - 2 articles additionnels (p. 3021) - Adoptés.

Art. L. 642-23 du code de la construction et de l'habitation (*définition du caractère du contrat de location*) (p. 3021) - Adopté après modification (p. 3022).

Art. L. 642-24 du code de la construction et de l'habitation (*droits du bénéficiaire du contrat de location*) (p. 3022) - Supprimé.

Art. L. 642-25 du code de la construction et de l'habitation (*droit du bénéficiaire du contrat de location*) (p. 3022) - Supprimé.

Art. L. 642-26 du code de la construction et de l'habitation (*proposition de relogement au bénéficiaire du contrat de location trois mois avant la fin de la réquisition*) (p. 3022) - Adopté après modification (p. 3023).

Art. L. 642-27 du code de la construction et de l'habitation (*possibilité pour le juge de faire exécuter les travaux de remise en état aux frais du condamné*) (p. 3023) - Adopté.

Adoption de l'article 31 modifié (p. 3023).

Après l'art. 31 (p. 3023).

Art. additionnel (*réquisition des locaux possibles jusqu'au 31 décembre 2003 et présentation à cette date par le Gouvernement d'un rapport d'évaluation*) (p. 3023) - Adopté (p. 3027).

**Art. 32** (*extension aux centres communaux d'action sociale, CCAS, de l'aide aux organismes logeant à titre temporaire des personnes défavorisées*) (p. 3027) - Adopté.

### Section 3

#### Régime des attributions de logements locatifs sociaux

**Art. 33 A** (*prise en compte des charges intercommunales du logement dans les programmes locaux de l'habitat*) (p. 3027) - Adopté.

**Art. 33 B** (*principes généraux de la construction, de l'aménagement, de l'attribution et de la gestion de logements locatifs sociaux*) (p. 3027) - Adopté après modification (p. 3028).

**Art. 33** (*réforme des attributions de logements locatifs sociaux*) (p. 3028).

**Art. L. 441** du code de la construction et de l'habitation (*principes régissant l'attribution des logements sociaux*) (p. 3032) - Adopté après modification.

**Art. L. 441-1** du code de la construction et de l'habitation (*contenu du décret régissant les attributions*) (p. 3032) - Adopté après modification.

**Art. L. 441-1-1** du code de la construction et de l'habitation (*règlement départemental des attributions*) (p. 3032) - Adopté après modification (p. 3033).

**Art. L. 441-1-2** du code de la construction et de l'habitation (*accords collectifs relatifs aux attributions*) (p. 3033) - Adopté après modification.

**Art. L. 441-1-3** du code de la construction et de l'habitation (*sanctions attachées à l'accord collectif départemental*) (p. 3033) - Adopté.

**Art. L. 441-1-4** du code de la construction et de l'habitation (*création des conférences intercommunales du logement*) (p. 3033) - Adopté après modification (p. 3039).

**Art. L. 441-1-5** du code de la construction et de l'habitation (*rôle des conférences intercommunales du logement*) (p. 3039) - Adopté après modification (p. 3042).

Après l'**art. L. 441-1-5** du code de la construction et de l'habitation (p. 3042).

**Art. additionnel** (*reprise du dispositif prévu par le pacte de relance pour la ville pour autoriser la création d'une conférence communale du logement dans les communes dotées d'une zone urbaine sensible*) (p. 3042) - Adopté.

**Art. L. 441-1-6** du code de la construction et de l'habitation (*dispositif applicable dans la région d'Île-de-France*) (p. 3042) - Adopté après modification (p. 3043).

**Art. L. 441-2** du code de la construction et de l'habitation (*commission d'attribution*) (p. 3043) - Adopté après modification (p. 3044).

**Art. L. 141-2-1** du code de la construction et de l'habitation (*traitement des demandes d'attribution des logements locatifs sociaux*) (p. 3120) - Adopté après modification (p. 3121).

**Art. 441-2-1-1** du code de la construction et de l'habitation (*notification par écrit des refus d'attribution*) (p. 3121) - Supprimé.

**Art. 441-2-2** du code de la construction et de l'habitation (*commission de médiation*) (p. 3121) - Adopté après modification (p. 3123).

**Art. 441-2-3** du code de la construction et de l'habitation (*audition du maire*) (p. 3123) - Adopté.

**Art. 441-2-4** du code de la construction et de l'habitation (*informations sur l'attribution des logements locatifs sociaux*) (p. 3123) - Adopté après modification (p. 3125).

**Art. 441-2-5** du code de la construction et de l'habitation (*renvoi à un décret d'application*) (p. 3125) - Adopté.

**Adoption de l'article 33 modifié** (p. 3125) (p. 3126).

Après l'**art. 33** (p. 3126).

**Art. additionnel** (*extension aux sociétés d'économie mixte, SEM, des dispositions de l'article 302 bis ZC du code général des impôts*) (p. 3126) - Adopté.

**Art. 33 bis** (*gratuité de la demande d'attribution d'un logement social*) (p. 3129) - Adopté.

**Art. 33 ter** (*délai de préavis applicable en cas de changement de logement au sein du parc d'HLM*) (p. 3129) - Adopté (p. 3130).

Après l'**art. 33 ter** (p. 3130).

**Art. additionnel** (*prise en compte d'un plafond de ressources pour le calcul des surloyers des ILM 28 supérieur de 50 % à celui en vigueur pour les HLM*) (p. 3130) - Adopté (p. 3132).

**Art. additionnel** (*élection des représentants des locataires aux conseils d'administration des organismes d'HLM sur des listes de candidats présentés par des associations oeuvrant dans le domaine du logement et dont les intérêts ne seraient pas en contradiction avec les objectifs du logement social*) (p. 3132) - Adopté.

**Art. 34** (*extinction du mécanisme des protocoles d'occupation du patrimoine social, POPS*) (p. 3133) - Adopté.

**Art. 34 bis** (*logements sociaux pris en compte pour l'obligation triennale de construction prévue par la loi d'orientation pour la ville*) (p. 3133) - Supprimé (p. 3134).

**Art. 34 ter** (*seuil démographique applicable aux communes pour l'obligation triennale de construction prévue par la loi d'orientation pour la ville*) (p. 3134) - Supprimé (p. 3135).

### Section 4

#### Mesures relatives aux départements d'outre-mer

**Art. 35** (*extension aux sociétés mixtes des DOM des dispositions relatives aux attributions de logements*) (p. 3135) - Adopté après modification.

### Chapitre 3

#### Accès aux soins

Avant l'**art. 36** (p. 3165).

**Art. additionnel** (*couverture maladie universelle*) (p. 3160) - Adopté (p. 3161).

**Art. 36** (*caractère prioritaire de la politique d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies*) (p. 3161) - Adopté (p. 3162).

**Art. 36 bis** (*fixation des objectifs de la lutte contre l'exclusion dans les conventions d'objectifs et de gestion*) (p. 3164) - Adopté.

**Art. 36 ter** (*cas de la convention d'objectifs et de gestion de la CNAMTS*) (p. 3164) - Supprimé.

**Art. 36 quater** (*médecine scolaire*) (p. 3064) - Adopté après modification (p. 3067).

**Art. 37** (*programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins*) (p. 3067) - Adopté après modification (p. 3069).

**Art. 37 bis** (*centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie*) (p. 3069) - Adopté après modification (p. 3070).

Avant l'**art. 38** (p. 3070).

**Art. additionnel** (*établissement dans les postes diplomatiques français à l'étranger d'un programme local pour l'accès aux soins et la prévention sanitaire des personnes les plus démunies*) (p. 3070) - Adopté (p. 3072).

**Art. 38** (*participation du service public hospitalier à la lutte contre l'exclusion*) (p. 3072) - Adopté (p. 3073).

**Art. 38 bis** (protection maternelle et infantile) (p. 3173) - Adopté.

**Art. 38 ter** (action du Fonds national d'action sociale et du Fonds national de prévention, d'éducation et d'information sanitaires) (p. 3073) - Adopté.

**Art. 39** (permanences d'accès aux soins consacrées aux personnes en situation de précarité) (p. 3074) - Adopté après modification (p. 3076).

**Art. 39 bis** (transfert à l'Etat de compétences sanitaires des départements) (p. 3076) - Adopté après modification (p. 3077).

#### Chapitre 4

##### Exercice de la citoyenneté

**Art. 40 A** (conditions d'adhésion des demandeurs d'emploi aux organisations syndicales) (p. 3077) - Adopté.

**Art. 40 B** (accès des demandeurs d'emploi à la formation syndicale) (p. 3077) - Adopté.

**Art. 40 C** (exonération du timbre fiscal exigé pour la délivrance d'une carte d'identité) (p. 3078) - Adopté après modification (p. 3079).

**Art. 40** (droit de vote des personnes sans domicile fixe) (p. 3079) - Adopté après modification (p. 3081).

**Art. 41** (aide juridictionnelle des personnes sans domicile fixe) (p. 3083) - Adopté.

**Art. 41 bis** (information des prisonniers durant l'exécution d'une peine d'emprisonnement) (p. 3083) - Adopté (p. 3084).

#### TITRE II

#### DE LA PREVENTION DES EXCLUSIONS

##### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### Procédure de traitement des situations de surendettement

Avant l'**art. 42** (p. 3167).

**Art. additionnel** (impossibilité pour toute personne qui assistera un débiteur devant la commission de surendettement de se faire payer) (p. 3167) - Adopté.

**Art. 42** (modification de la composition de la commission de surendettement des particuliers) (p. 3169) - Adopté après modification (p. 3172).

**Art. 43** (définition par la commission des ressources minimales nécessaires aux dépenses courantes du ménage) (p. 3172) - Adopté après modification (p. 3173).

**Art. 43 bis** (définition d'un minimum insaisissable sur les rémunérations des salariés) (p. 3173) - Supprimé.

Avant l'**art. 44** (p. 3173).

**Art. additionnel** (interdiction pour tout débiteur ayant déjà saisi la commission de surendettement et ayant refusé le plan déposé de redéposer un dossier dans un délai de trois ans sans changement significatif de sa situation) (p. 3173) - Adopté (p. 3174).

**Art. 44** (modification de la procédure applicable devant la commission) (p. 3174) - Adopté après modification (p. 3176).

**Art. 45** (saisine du juge de l'exécution pour vérification des créances) (p. 3177) - Adopté (p. 3178).

**Art. 46** (saisine du juge, en cas d'urgence, afin de suspendre les procédures d'exécution) (p. 3178) - Adopté après modification.

**Art. 47** (modification des pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation) (p. 3179) - Adopté après modification (p. 3180).

**Art. 48** (institution d'une possibilité de moratoire et d'effacement des dettes en cas d'échec de la phase de conciliation) (p. 3180) - Adopté après modification (p. 3185).

Après l'**art. 48** (p. 3185).

**Art. additionnel** (renforcement du lien entre les recommandations des commissions de surendettement et les accords de remises consenties par les directeurs des services fiscaux) (p. 3185) - Adopté (p. 3186).

**Art. 49** (pouvoirs du juge en cas de contestation des recommandations de la commission) (p. 3186) - Adopté après modification.

**Art. 50** (effets de l'effacement d'une créance) (p. 3186) - Adopté.

**Art. 51** (inscription au fichier des incidents de crédits aux particuliers) (p. 3186) - Adopté après modification (p. 3189).

**Art. 51 bis** (adaptation des frais d'huissiers aux cas de surendettement) (p. 3189) - Supprimé.

**Art. 51 ter** (suppression de la taxe forfaitaire sur les actes des huissiers de justice) (p. 3189) - Supprimé (p. 3190).

**Art. 52** (conditions d'entrée en vigueur du présent chapitre) (p. 3190) - Adopté.

**Art. 52 bis** (information de la caution par la commission de surendettement) (p. 3190) - Adopté.

**Art. 52 ter** (modification du contenu du contrat de cautionnement) (p. 3190) - Adopté après modification (p. 3191).

**Art. 52 quater** (garantie d'un minimum de ressources pour les cautions) (p. 3191) - Adopté après modification (p. 3192).

##### Chapitre 2

##### Saisie immobilière et interdiction bancaire

**Art. 53 A** (suppression de la procédure de saisie spéciale de saisie immobilière des sociétés de crédit foncier) (p. 3136) - Adopté après modification (p. 3137).

**Art. 53** (conditions de remise en vente du bien immobilier après fixation de la mise à prix par le juge) (p. 3137) - Supprimé (p. 3138).

Après l'**art. 53** (p. 3139).

**Art. additionnel** (institution d'un droit de préemption spécifique au profit des communes qui pourraient le déléguer à un office d'HLM) (p. 3139) - Adopté.

**Art. 54** (possibilité pour l'adjudicataire d'office de trouver un autre acquéreur) (p. 3139) - Supprimé (p. 3140).

**Art. 55** (publication du jugement d'adjudication) (p. 3140) - Supprimé.

**Art. 56** (fixation par décret de l'ensemble des règles relatives à la publicité des opérations d'adjudication) (p. 3140) - Adopté après modification.

**Art. 57** (levée de l'interdiction d'émettre des chèques) (p. 3141) - Adopté après modification.

**Art. 57 bis** (interdiction d'offrir un prêt ou un crédit personnalisé à un mineur non émancipé) (p. 3141) - Supprimé (p. 3142).

##### Chapitre 3

##### Mesures relatives au maintien dans le logement

##### Section 1

##### Prévention des expulsions

**Art. 58** (modification de la procédure de résiliation de plein droit des baux d'habilitation) (p. 3142) - Adopté (p. 3145).

**Art. 59** (*obligations spécifiques aux bailleurs sociaux*) (p. 3145) - Adopté après modification (p. 3147).

**Art. 60** (*versement en tiers payant de l'allocation de logement familial pour le parc social non conventionné*) (p. 3148) - Adopté (p. 3149).

**Art. 61** (*information du préfet sur les décisions d'expulsion et les délais accordés pour leur exécution*) (p. 3151) - Adopté après modification (p. 3152).

**Art. 61 bis** (*saisine directe du juge de l'exécution pour engager la procédure d'expulsion*) (p. 3152) - Supprimé.

**Art. 62** (*conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion*) (p. 3152) - Adopté après modification (p. 3155).

**Art. 62 bis** (*non-application des articles 20 et 21 de la loi du 9 juillet 1991, qui définissent les conditions d'intervention des huissiers de justice en matière d'expulsion*) (p. 3156) - Adopté après modification (p. 3157).

**Art. 63** (*institution de chartes pour la prévention des expulsions dans les départements*) (p. 3157) - Adopté.

**Art. 63 bis** (*trouble de voisinage dans le parc locatif social*) (p. 3157) - Adopté après modification (p. 3158).

#### Section 2

##### Amélioration des conditions de vie et d'habitat

**Art. 64** (*mesures d'urgence contre le saturnisme*) (p. 3158) - Adopté après modification (p. 3162).

**Art. 65** (*création d'une peine de confiscation du commerce applicable aux marchands de sommeil*) (p. 3164) - Adopté après modification.

**Art. 66** (*clarification du statut des sous-locataires*) (p. 3164) - Adopté après modification (p. 3166).

**Art. 67** (*protection des occupants des hôtels meublés*) (p. 3166) - Adopté après modification (p. 3167).

#### Chapitre 4

##### Moyens d'existence

**Art. 68 A** (*caractère incessible et insaisissable de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique*) (p. 3207) - Adopté.

**Art. 68** (*fixation d'un seuil minimal insaisissable pour les prestations familiales*) (p. 3207) - Adopté (p. 3209).

**Art. 69** (*indexation sur les prix de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique*) (p. 3211) - Adopté (p. 3212).

Après l'art. 69 (p. 3212).

**Art. additionnel** (*mise en place d'un régime de préretraite permanent pour les chefs d'exploitation agricole âgés de 55 ans au moins en cas de difficultés économiques ou de graves problèmes de santé*) (p. 3212) - Adopté (p. 3213).

**Art. 69 bis** (*mise en oeuvre du droit au transport pour les chômeurs en fin de droits et les demandeurs d'emploi de moins de vingt-six ans*) (p. 3213) - Adopté.

**Art. 70** (*intéressement des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé à l'exercice d'une activité professionnelle*) (p. 3213) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 71** (*droit à la vie familiale des personnes hébergées dans les centres d'accueil*) (p. 3213) - Adopté.

Après l'art. 71 (p. 3213).

**Art. additionnel** (*possibilité pour le juge d'indiquer que le lieu de placement de l'enfant doit faciliter l'exercice du droit de visite par le ou les parents*) (p. 3213) - Adopté (p. 3214).

**Art. 72** (*fournitures minimum d'énergie, d'eau et de téléphone*) (p. 3215) - Adopté après modification (p. 3219).

Après l'art. 72 (p. 3220).

**Art. additionnel** (*exclusion de l'allocation pour jeune enfant de la base de ressource du RMI*) (p. 3220) - Adopté.

**Art. 73** (*droit au compte bancaire*) (p. 3223) - Adopté après modification (p. 3225).

**Art. 73 bis** (*chèques d'accompagnement personnalisé*) (p. 3225) - Adopté après modification (p. 3227).

Après l'art. 73 bis (p. 3227).

**Art. additionnel** (*report de deux ans après la date de publication du décret sur la tarification du délai limite pour la passation de conventions entre les départements et les caisses primaires d'assurance maladie en vue d'assurer les conditions d'une prise en charge des personnes âgées, et, fixation par décret des montants maximum et minimum de la prestation spécifique dépendance*) (p. 3227) - Adopté (p. 3236).

#### Chapitre 5

##### Droit à l'égalité des chances par l'éducation et la culture

**Art. 74** (*accès à la culture, au sport, aux vacances et aux loisirs*) (p. 3084) - Adopté après modification (p. 3092).

Après l'art. 74 (p. 3093).

**Art. additionnel** (*prise en compte, dans le code de la famille et de l'aide sociale, de la nécessité d'accueillir dans les schémas communaux ou intercommunaux de développement des services d'accueil des enfants de moins de six ans, les enfants dont les parents rencontrent des difficultés liées à leurs conditions de vie ou de travail*) (p. 3193) - Adopté.

**Art. 75** (*reconnaissance du principe de discrimination collective en matière d'éducation*) (p. 3193) - Adopté après modification (p. 3197).

Après l'art. 75 (p. 3197).

**Art. additionnel** (*participation des enseignants aux actions d'insertion professionnelle des jeunes à l'issue de la scolarité obligatoire et à une politique d'éducation permanente*) (p. 3199) - Adopté (p. 3201).

**Art. 75 bis** (*missions du comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté*) (p. 3101) - Adopté après modification (p. 3103).

Après l'art. 75 bis (p. 3103).

**Art. additionnel** (*financement de l'Agence pour l'enseignement des Français à l'étranger*) (p. 3103) - Adopté (p. 3105).

**Art. 76** (*suppression de l'aide à la scolarité*) (p. 3105) - Supprimé (p. 3108).

**Art. 77** (*rétablissement des bourses nationales de collègue*) (p. 3108) - Supprimé.

Après l'art. 77 (p. 3108).

**Art. additionnel** (*extension du bénéfice de l'aide à la scolarité aux élèves de plus de seize ans inscrits au collège*) (p. 3108) - Adopté (p. 3109).

**Art. additionnel** (*versement en trois fois de l'aide à la scolarité*) (p. 3109) - Adopté.

**Art. additionnel** (*présentation au Parlement avant le 1er septembre 1999 d'un rapport sur la fréquentation des cantines scolaires de 1993*) (p. 3109) - Adopté (p. 3110).

**Art. 78** (*modulation des tarifs des services publics*) (p. 3112) - Adopté (p. 3113).

Avant l'art. 78 bis (p. 3114).

**Art. additionnel** (*possibilité pour les personnes momentanément privées d'emploi d'accéder aux fonctions de chargé d'enseignement*) (p. 3114) - Adopté.



**Art. 78 bis** (élévation de la lutte contre l'illettrisme au rang de priorité nationale) (p. 3114) - Adopté après modification (p. 3116).

### TITRE III

#### DES INSTITUTIONS SOCIALES

**Art. 79 A** (représentation des associations de lutte contre les exclusions aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale) (p. 3236) - Adopté.

Avant l'art. 79 (p. 3236).

**Art. additionnel** (possibilité de financer les dépenses consacrées à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et les actions en faveur des chômeurs de longue durée sur les crédits départementaux d'insertion pendant une période de cinq ans à compter de l'exercice 1998) (p. 3236) - Adopté (p. 3237).

**Art. 79** (formation des professions sociales) (p. 3238) - Adopté après modification (p. 3239).

**Art. 80** (Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale) (p. 3239) - Adopté après modification (p. 3240).

**Art. 80 bis** (commission départementale de l'action sociale d'urgence) (p. 3240) - Adopté après modification (p. 3241).

**Art. 80 ter** (comité départemental de coordination des politiques de prévention et de lutte contre les exclusions) (p. 3242) - Supprimé (p. 3245).

**Art. 80 quater** (conventions locale de coordination des interventions dans la lutte contre les exclusions) (p. 3245) - Supprimé (p. 3246).

**Art. 81** (institutions sociales et médico-sociales) (p. 3246) - Adopté (p. 3248).

Avant l'art. 82 (p. 3249).

**Art. additionnel** (présentation d'un rapport du Gouvernement sur la situation matérielle des Français de l'étranger confrontés à l'exclusion) (p. 3249) - Adopté.

**Art. 82** (rapport d'évaluation au Parlement) (p. 3249) - Adopté après modification (p. 3251).

Seconde délibération ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 3, alinéa 4 du règlement du Sénat (p. 3252).

**Art. 5 bis A** (p. 3252) - Supprimé (p. 3253).

**Art. 72 bis** (p. 3253) - Supprimé (p. 3254).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3254, 3262) : Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. James Bordas, Mmes Dinah Derycke, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Hilaire Flandre, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jacques Habert, Jacques Machet, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Scrutin public n° 108 (p. 3262).

Adoption (16 juin 1998) (p. 3262).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(8 juillet 1998) (p. 3669, 3740).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3669, 3681) : Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Nicole Borvo, M. Gérard Braun, Mme Dinah Derycke, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Girod, Jacques Machet, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 3681, 3735) : Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Claude Belot, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du

logement; Mme Nicole Borvo, MM. Philippe Darniche, Jean Delaneau, Mme Dinah Derycke, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Serge Franchis, Paul Girod, Alain Gournac, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Bernard Joly, Edmond Lauret, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. Claude Lise, Jacques Machet, André Maman, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales, Mme Odette Terrade, M. Alain Vasselle.

**Art. 1<sup>er</sup>** (affirmation du caractère prioritaire de la lutte contre les exclusions) (p. 3681) - Adopté (p. 3682).

**Art. 2 A** (information de l'administration sur l'exécution des plans sociaux) (p. 3682) - Adopté.

**Art. 2** (accompagnement personnalisé vers l'emploi, programme TRACE) (p. 3682) - Adopté après modification (p. 3683).

**Art. 3** (catégories de bénéficiaires des stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE) (p. 3683) - Adopté.

**Art. 4** (recentrage du contrat emploi solidarité sur les personnes en difficulté) (p. 3683) - Adopté.

**Art. 5** (élargissement des possibilités d'accès aux contrats emplois consolidés) (p. 3683) - Adopté après modification (p. 3684).

**Art. 5 bis** (cumul des minima sociaux avec des revenus d'activité professionnelle) (p. 3685) - Adopté.

**Art. 5 ter A** (convention de revenu minimum d'activité) (p. 3685) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 5 ter B** (exonération de charges sociales pour le recrutement du titulaire du RMI, de l'allocation de solidarité spécifique, ASS, ou de l'allocation de parents isolés, API) (p. 3685) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat (p. 3686).

**Art. 5 ter C** (consultation du maire pour l'attribution du RMI) (p. 3686) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 6** (définition de l'insertion par l'activité économique) (p. 3687) - Adopté.

**Art. 8** (associations intermédiaires) (p. 3687) - Adopté après modification (p. 3688).

**Art. 8 bis A** (coordination rédactionnelle entre le code rural et le code du travail) (p. 3688) - Adopté.

**Art. 8 bis** (activité des associations intermédiaires dans les secteurs des services aux particuliers) (p. 3688) - Adopté.

**Art. 9 bis A** (introduction de l'objectif d'insertion professionnelle dans les marchés publics de travaux) (p. 3689) - Adopté.

**Art. 9 bis** (conventions d'insertion par l'activité économique avec des organismes habilités au titre de l'aide sociale à l'hébergement) (p. 3689) - Adopté (p. 3690).

**Art. 9 ter** (transformation des Agences départementales d'insertion, ADI, en établissements publics locaux) (p. 3690) - Adopté après modification (p. 3692).

**Art. 9 quater** (recrutement des allocataires du RMI ayant souscrit un contrat d'insertion par l'activité) (p. 3692) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 9 quinquies** (abrogation des modalités d'adaptation du RMI dans les départements d'outre-mer) (p. 3692) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 11 bis A** (attribution de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, ACCRE, par des organismes habilités) (p. 3692) - Adopté.

**Art. 12** (lutte contre l'illettrisme dans le cadre de la formation professionnelle) (p. 3692) - Adopté (p. 3693).

**Art. 13 bis** (*rapport du Gouvernement au Parlement sur l'allocation de formation en reclassement, AFR*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 15** (*aide de l'Etat aux contrats d'accès à l'emploi dans les départements d'outre-mer*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 15 bis** (*repos compensateur pour les salariés agricoles*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 16 B** (*consultation des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 16** (*abrogation du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 17** (*contenu et mise en oeuvre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 18** (*conventions de mise en oeuvre du plan départemental*) (p. 3693) - Adopté.

**Art. 19** (*Fonds de solidarité pour le logement*) (p. 3693) - Adopté (p. 3694).

**Art. 20** (*constitution du Fonds de solidarité pour le logement, FSL, en groupement d'intérêt public*) (p. 3694) - Adopté après modification.

**Art. 21** (*fonds constitués sous une autre forme que le GIP*) (p. 3694) - Adopté.

**Art. 22** (*décrets d'application relatif aux Fonds de solidarité pour le logement*) (p. 3694) - Adopté après modification (p. 3695).

**Art. 23** (*aide à la médiation locative en faveur des personnes défavorisées*) (p. 3695) - Adopté.

**Art. 25** (*exonération de taxe d'habitation pour certains logements en sous-location*) (p. 3695) - Adopté.

**Art. 28** (*mesures visant à faciliter la réalisation de logements destinés aux personnes défavorisées*) (p. 3695) - Adopté.

**Art. 28 bis A** (*modalités de mise en oeuvre des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage*) (p. 3695) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 28 bis B** (*création d'une commission consultative départementale des gens du voyage*) (p. 3695) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 28 bis C** (*pouvoir des maires en matière de stationnement des gens du voyage*) (p. 3695) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 28 bis** (*dissociation de l'allocation du logement de l'aire de stationnement*) (p. 3695) - Adopté.

**Art. 28 ter A** (*augmentation parallèle du loyer du logement principal et des locaux annexes*) (p. 3695) - Adopté.

**Art. 28 ter** (*exonération de l'impôt sur le revenu des travaux réalisés par l'organisme titulaire d'un bail à réhabilitation*) (p. 3696) - Adopté.

**Art. 29** (*modification des conditions d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties*) (p. 3696) - Adopté.

**Art. 30** (*création d'une taxe sur les logements vacants*) (p. 3696) - Supprimé (p. 3698).

**Art. 30 bis** (*crédit d'impôt au titre des primes d'assurance pour garantie du risque de loyers impayés - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 3698) - Adopté après modification.

**Art. 30 ter** (*simplification des déclarations de revenus fonciers pour les logements mis en location après deux ans de vacance*) (p. 3698) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 31** (*création d'un régime de réquisition avec attributaire*) (p. 3698) - Adopté (p. 3699).

**Art. 31 bis** (*limitation à une durée de cinq ans de la validité du régime de la réquisition avec attributaire et rapport au Parlement*) (p. 3699) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3700).

**Art. 33 B** (*principes généraux de la construction, de l'aménagement, de l'attribution et de la gestion des logements locatifs sociaux*) (p. 3700) - Adopté après modification.

**Art. 33** (*réforme des attributions de logements locatifs sociaux*) (p. 3700).

Paragraphe 1 de l'art. L. 441 du code de la construction et de l'habitation (*nouvelle rédaction*) (p. 3705) - Adopté après modification.

Art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation (*contenu du décret régissant les attributions*) (p. 3705) - Adoptés.

Art. L. 441-1-1 du code de la construction et de l'habitation (*règlement départemental des attributions*) (p. 3705) - Adopté.

Art. L. 441-1-2 du code de la construction et de l'habitation (*accords collectifs relatifs aux attributions*) (p. 3705) - Adopté.

Art. L. 441-1-4 du code de la construction et de l'habitation (*création des conférences intercommunales des logements*) (p. 3705) - Adopté après modification (p. 3706).

Art. L. 441-1-5 du code de la construction et de l'habitation (*rôle des conférences intercommunales du logement*) (p. 3706) - Adopté après modification (p. 3707).

Art. L. 441-1-5-1 du code de la construction et de l'habitation (*conférence communale du logement*) (p. 3707) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3708).

Art. L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation (*dispositif applicable dans la région d'Île-de-France*) (p. 3708) - Adopté.

Art. L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation (*commission d'attribution*) (p. 3708) - Adopté après modification.

Art. L. 441-2-1 du code de la construction et de l'habitation (*traitement des demandes d'attribution des logements locatifs sociaux*) (p. 3708) - Adopté.

Art. L. 441-2-1-1 du code de la construction et de l'habitation (*notification par écrit des refus d'attribution*) (p. 3708) - Supprimé (p. 3709).

Art. L. 441-2-2 du code de la construction et de l'habitation (*commission de médiation*) (p. 3709) - Adopté.

Après le paragraphe 2 ter de l'article 33 (p. 3709).

Art. additionnel (*report de l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux surloyers au 1er janvier 1999*) (p. 3709) - Adopté.

Adoption de l'article 33 modifié (p. 3709).

**Art. 33 ter** (*délai de préavis applicable en cas de changement de logement au sein du parc d'HLM*) (p. 3709) - Adopté.

**Art. 34 bis A** (*extinction des chartes communales ou intercommunales existantes*) (p. 3710) - Adopté.

**Art. 34 bis B** (*extension du champ d'application des plans de sauvegarde des copropriétés dégradées*) (p. 3710) - Supprimé.

**Art. 34 bis** (*logements sociaux pris en compte pour l'obligation triennale de construction prévue par la loi d'orientation pour la ville*) (p. 3710) - Supprimé.

**Art. 34 ter** (*seuil démographique applicable aux communes pour l'obligation triennale de construction prévue par la loi d'orientation pour la ville*) (p. 3710) - Supprimé (p. 3711).

**Art. 36 A** (*couverture maladie universelle*) (p. 3711) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

**Art. 36 ter** (*convention d'objectifs et de gestion de la CNAMTS*) (p. 3712) - Adopté.

**Art. 36 quater** (*médecine scolaire*) (p. 3712) - Adopté après modification.

**Art. 37** (*programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins*) (p. 3712) - Adopté (p. 3713).

**Art. 38 A** (*amélioration de l'accès aux soins des Français vivant à l'étranger*) (p. 3713) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 39 bis** (*transfert à l'Etat de compétences sanitaires des départements*) (p. 3713) - Adopté après modification.

**Art. 40** (*droit de vote des personnes sans domicile fixe*) (p. 3713) - Adopté.

**Art. 42 AA** (*renforcement des règles encadrant la publicité sur les offres de crédit*) (p. 3713) - Adopté.

**Art. 42 A** (*nullité des conventions conclues entre un débiteur et un intermédiaire pour les besoins de la procédure de surendettement*) (p. 3713) - Adopté.

**Art. 42** (*modification de la composition de la commission de surendettement des particuliers*) (p. 3713) - Adopté (p. 3714).

**Art. 43** (*définition par la commission des ressources minimales nécessaires aux dépenses courantes du ménage*) (p. 3714) - Adopté après modification.

**Art. 43 bis** (*définition d'un minimum insaisissable sur les rémunérations des salariés*) (p. 3714) - Supprimé.

**Art. 44 A** (*interdiction faite au débiteur surendetté ayant refusé un plan conventionnel de déposer un nouveau dossier au cours des trois années suivantes*) (p. 3714) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3715).

**Art. 44** (*modification de la procédure applicable devant la commission*) (p. 3715) - Adopté.

**Art. 46** (*saisine du juge, en cas d'urgence, afin de suspendre les procédures d'exécution*) (p. 3715) - Adopté après modification.

**Art. 47** (*modification des pouvoirs de la commission en cas d'échec de la conciliation*) (p. 3715) - Adopté après modification (p. 3716).

**Art. 48** (*institution d'une possibilité de moratoire et d'effacement des dettes en cas d'échec de la phase de conciliation*) (p. 3716) - Adopté après modification (p. 3717).

**Art. 48 bis** (*remises de dettes fiscales en cas de surendettement*) (p. 3717) - Adopté.

**Art. 49** (*pouvoirs du juge en cas de contestation des recommandations de la commission*) (p. 3717) - Adopté après modification.

**Art. 51 bis** (*adaptation des frais d'huissiers aux cas de surendettement*) (p. 3717) - Adopté.

**Art. 52 ter A** (*obligation d'information annuelle de la caution*) (p. 3717) - Supprimé (p. 3718).

**Art. 52 quater A** (*garantie d'un minimum de ressources pour les cautions*) (p. 3718) - Supprimé.

**Art. 53 A** (*suppression de la procédure de saisie spéciale de saisie immobilière des sociétés de crédit foncier*) (p. 3718) - Adopté.

**Art. 53 B** (*augmentation du délai d'adjudication sur remise*) (p. 3718) - Adopté.

**Art. 53** (*créancier poursuivant déclaré adjudicataire d'office à la mise à prix fixée par le juge en l'absence d'enchères*) (p. 3718) - Supprimé (p. 3719).

**Art. 54** (*créancier poursuivant déclaré adjudicataire d'office à la mise à prix fixée par le juge en l'absence d'enchères*) (p. 3719) - Supprimé.

**Art. 55** (*créancier poursuivant déclaré adjudicataire d'office à la mise à prix fixée par le juge en l'absence d'enchères*) (p. 3719) - Supprimé.

**Art. 56** (*fixation par décret de l'ensemble des règles relatives à la publicité des adjudications*) (p. 3719) - Adopté après modification (p. 3720).

**Art. 57 bis** (*interdiction d'offrir un prêt ou un crédit personnalisé à un mineur non émancipé*) (p. 3720) - Adopté après modification.

**Art. 59** (*obligations spécifiques aux bailleurs sociaux*) (p. 3720) - Adopté.

**Art. 61 bis** (*saisine directe du juge de l'exécution en cas de décision d'expulsion*) (p. 3720) - Adopté après modification (p. 3721).

**Art. 62** (*conditions d'octroi du concours de la force publique en cas d'expulsion*) (p. 3721) - Adopté.

**Art. 62 bis** (*conditions d'intervention des huissiers de justice*) (p. 3721) - Adopté.

**Art. 63 bis** (*attribution d'un nouveau logement au locataire ne respectant pas l'obligation d'usage paisible des locaux*) (p. 3721) - Adopté (p. 3722).

**Art. 64** (*mesures d'urgence contre le saturnisme*) (p. 3722) - Adopté après modification (p. 3723).

**Art. 68 B** (*coordination au sein du code du travail*) (p. 3723) - Adopté.

**Art. 68 bis** (*caractère incessible et insaisissable des prestations maladie*) (p. 3723) - Adopté.

**Art. 72** (*fourniture minimum d'énergie, d'eau et de téléphone*) (p. 3724) - Adopté.

**Art. 73** (*droit au compte bancaire*) (p. 3724) - Adopté après modification (p. 3725).

**Art. 73 bis** (*chèques d'accompagnement personnalisé*) (p. 3725) - Adopté.

**Art. 73 ter** (*modifications de la loi du 24 janvier 1997 instituant la prestation spécifique dépendance, PSD*) (p. 3725) - Adopté (p. 3726).

**Art. 74** (*accès à la culture, au sport, aux vacances et aux loisirs*) (p. 3726) - Adopté après modification (p. 3727).

**Art. 75** (*reconnaissance du principe de discrimination positive en matière d'éducation*) (p. 3727) - Adopté.

**Art. 75 bis A** (*participation des enseignants aux actions d'insertion des jeunes et à l'éducation permanente*) (p. 3727) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 75 bis** (*comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté*) (p. 3727) - Adopté.

**Art. 75 ter** (*moyens accordés à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger*) (p. 3727) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 76** (*suppression de l'aide à la scolarité*) (p. 3727) - Supprimé (p. 3728).

**Art. 77** (*rétablissement des bourses nationales de collège*) (p. 3728) - Supprimé.

**Art. 77 bis** (*extension du bénéfice de l'aide à la scolarité aux élèves de plus de seize ans inscrits au collège*) (p. 3728) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3729).

**Art. 77 ter** (*nouvelles modalités de versement de l'aide à la scolarité*) (p. 3729) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

**Art. 78 bis** (*élévation de la lutte contre l'illettrisme au rang de priorité nationale*) (p. 3729) - Adopté après modification (p. 3730).

**Art. 79 B** (*élargissement des possibilités d'utilisation des crédits obligatoires d'insertion des départements*) (p. 3730) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 79** (*formation des professions sociales*) (p. 3730) - Adopté (p. 3731).

**Art. 79 bis** (*conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, CERC*) (p. 3731) - Supprimé (p. 3732).

**Art. 80** (*Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*) (p. 3732) - Adopté après modification.

**Art. 80 bis** (*commission départementale de l'action sociale d'urgence*) (p. 3732) - Adopté après modification (p. 3733).

**Art. 80 ter** (*comité départemental de coordination des politiques de prévention et de lutte contre les exclusions*) (p. 3733) - Supprimé (p. 3734).

**Art. 80 quater** (*conventions locales de coordination des interventions dans la lutte contre les exclusions*) (p. 3734) - Supprimé.

**Art. 82** (*rapport d'évaluation au Parlement*) (p. 3734) - Adopté après modification (p. 3735).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3735, 3740) : *M. Jean Delaneau, Mme Dinah Derycke, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Girod, Alain Gournac, Mmes Anne Heinis, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; MM. André Maman, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales, Basile Tui.*

Adoption (8 juillet 1998) (p. 3740).

## Politique monétaire et financière

Voir *Banques et établissements financiers, 1*

## Pollutions et nuisances

Voir *Lois de finances*  
*Santé, 1*

## Pologne

Voir *Traités et conventions, 18*

## Presse

Voir *Lois de finances*

## Prestation compensatoire (divorce)

Voir *Divorce, 1*

## Prestations familiales

Voir *Sécurité sociale, 2; 2 TITRE III*

## Prestations sociales agricoles

Voir *Lois de finances*

## Prix

Voir *Politique économique et sociale, 2*

## Procédure pénale

Voir *Justice, 3*

**1. - Proposition de loi tendant à préciser le mode de calcul de la durée maximale de détention provisoire autorisée par le code de procédure pénale, PRESENTÉE AU SENAT**, par M. Michel DREYFUS-SCHMIDT et plusieurs de ses collègues (28 octobre 1997) [n° 55 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel DREYFUS-SCHMIDT (25 février 1998) [n° 312 (97-98)] - Discussion (23 avril 1998) - Adoption (23 avril 1998) [n° 119].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 avril 1998) [n° 859 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

### Discussion (première lecture)

(23 avril 1998) (p. 1832, 1837).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1832, 1837) : *M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur de la commission des lois; Mmes Joëlle Dusseau, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Robert Pagès.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1837).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*article 141-2 du code de procédure pénale*) (p. 1837) - Adopté.

**Art. 2** (*article 145-1 du code de procédure pénale*) (p. 1837) - Adopté.

**Art. 3** (*article 11 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante*) (p. 1837) - Adopté.

Adoption (23 avril 1998) (p. 1837).

**2. - Projet de loi relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale, PRESENTÉE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (14 mai 1998) [n° 434 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Pierre FAUCHON avec celui de la proposition de loi n° 270 (97-98) du 4 février 1998 - Justice - (10 juin 1998) [n° 486 (97-98)] - Discussion (17, 18 juin 1998) - Rejet (18 juin 1998) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1998) [n° 998 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

### Discussion (première lecture)

(17 juin 1998) (p. 3301, 3339) ; (18 juin 1998) (p. 3344, 3380).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3301, 3316) : *MM. Robert Badinter, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyest, Robert Pagès.*

Motion n° 25 de M. Daniel Millaud tendant à opposer la question préalable (p. 3316).

Rejet de la motion (p. 3318).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3319, 3339 ; 3357, 3380) : MM. Robert Badinter, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Robert Pagès, Jean-Jacques Robert.

### Chapitre 1<sup>er</sup>

Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites et à la compensation judiciaire

Nouvel intitulé (*Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites et à la composition pénale*) (p. 3360) - Adopté (p. 3360 précédemment réservé le 17 juin 1998 p. 3320).

Art. 1<sup>er</sup> (*alternatives aux poursuites et compensation judiciaire*) (p. 3320).

Art. 41-1 du code de procédure pénale (*inscription de mesures de réparation, de régularisation, d'orientation ou de rappel à la loi*) (p. 3320) - Supprimé (p. 3324).

Art. 41-2 du code de procédure pénale (*compensation judiciaire*) (p. 3336) - Adopté après modification (p. 3339).

Adoption de l'article 1er modifié (p. 3359).

Art. 2 (*mesure de coordination*) (p. 3359) - Supprimé (p. 3360).

### Chapitre 2

Dispositions relatives à la compétence du juge unique en matière correctionnelle

Art. 3 (*compétence du juge unique en matière correctionnelle*) (p. 3360) - Adopté après modification (p. 3361).

### Chapitre 3

Dispositions relatives au jugement des contraventions

Art. 4 (*procédure simplifiée en matière de contraventions de police*) (p. 3362) - Adopté.

Art. 5 (*procédure de l'amende forfaitaire*) (p. 3362) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 3363).

Art. additionnel (*appel des jugements de police*) (p. 3363) - Adopté.

### Chapitre 4

Dispositions concernant le déroulement des procédures pénales

#### Section 1

*Dispositions concernant les enquêtes*

Art. 6 (*limitation de la durée de l'enquête de flagrance*) (p. 3363) - Adopté.

Art. 7 (*examens techniques et scientifiques réalisés dans le cadre des enquêtes*) (p. 3363) - Adopté après modification.

Art. 8 (*transport du juge d'instruction sur les lieux d'un crime ou d'un flagrant délit*) (p. 3363) - Adopté après modification (p. 3364).

#### Section 2

*Dispositions concernant le déroulement de l'instruction*

Art. 9 (*faits nouveaux en cours d'instruction*) (p. 3364) - Adopté après modification.

Art. 10 (*procédure de renvoi partiel*) (p. 3364) - Adopté (p. 3365).

Art. 11 (*limitation des comparutions devant la chambre d'accusation en matière de demandes de mise en liberté*) (p. 3365) - Adopté après modification.

Art. 12 (*constat des nullités des procédures par le tribunal correctionnel*) (p. 3365) - Adopté après modification (p. 3366).

#### Section 3

*Dispositions concernant la comparution des parties à l'audience*

Art. 13 (*dispositions concernant la comparution des parties à l'audience*) (p. 3366) - Adopté après modification.

Art. 14 (*recevabilité du pourvoi en cassation d'une personne qui ne se met pas en état*) (p. 3367) - Adopté.

Art. 15 (*recevabilité du pourvoi formé par une personne jugée en son absence*) (p. 3368) - Adopté.

#### Section 4

*Dispositions concernant la conservation des scellés*

Art. 16 (*durée de conservation des scellés*) (p. 3368) - Adopté après modification.

Art. 17 (*destruction ou aliénation des biens meubles saisis*) (p. 3368) - Adopté (p. 3370).

Art. 18 (*destruction de substances stupéfiants saisis*) (p. 3370) - Adopté.

#### Section 5

*Dispositions diverses*

Avant l'art. 19 (p. 3371).

Art. additionnel (*indemnisation des personnes condamnées et innocentées*) (p. 3371) - Adopté (p. 3373).

Art. additionnel (*réparation intégrale du préjudice en cas de détention provisoire abusive*) (p. 3373) - Adopté (p. 3374).

Art. 19 (*simplification de la procédure de renvoi d'une juridiction à une autre*) (p. 3375) - Supprimé (p. 3376).

Art. 20 (*notification aux avocats par télécopie*) (p. 3377) - Adopté après modification (p. 3378).

### Chapitre 5

Dispositions relatives à l'entraide judiciaire internationale

Art. 21 (*articles 694, 695 et 696 nouveaux du code de procédure pénale : entraide judiciaire internationale*) (p. 3379) - Adopté après modification.

Art. 22 (*application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 3379) - Adopté (p. 3380).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3380) : MM. Robert Badinter, Robert Pagès, Jean-Jacques Robert, Michel Souplet.

Adoption (18 juin 1998) (p. 3380).

#### Discussion (première lecture)

(17 juin 1998) (p. 3301, 3339) ; (18 juin 1998) (p. 3344, 3380).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3301, 3316).

Motion n° 25 de M. Daniel Millaud tendant à opposer la question préalable (p. 3316).

Rejet de la motion (p. 3318).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3319, 3339 ; 3357, 3380).

### Chapitre 1<sup>er</sup>

### Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites et à la compensation judiciaire

**Nouvel intitulé** (*Dispositions relatives aux alternatives aux poursuites et à la composition pénale*) (p. 3360) - Adopté (p. 3360 précédemment réservé le 17 juin 1998 p. 3320).

**Art. 1<sup>er</sup>** (*alternatives aux poursuites et compensation judiciaire*) (p. 3320).

**Art. 41-1** du code de procédure pénale (*inscription de mesures de réparation, de régularisation, d'orientation ou de rappel à la loi*) (p. 3320) - Supprimé (p. 3324).

**Art. 41-2** du code de procédure pénale (*compensation judiciaire*) (p. 3336) - Adopté après modification (p. 3339).

Adoption de l'article 1er modifié (p. 3359).

**Art. 2** (*mesure de coordination*) (p. 3359) - Supprimé (p. 3360).

### Chapitre 2

#### Dispositions relatives à la compétence du juge unique en matière correctionnelle

**Art. 3** (*compétence du juge unique en matière correctionnelle*) (p. 3360) - Adopté après modification (p. 3361).

### Chapitre 3

#### Dispositions relatives au jugement des contraventions

**Art. 4** (*procédure simplifiée en matière de contraventions de police*) (p. 3362) - Adopté.

**Art. 5** (*procédure de l'amende forfaitaire*) (p. 3362) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 3363).

**Art. additionnel** (*appel des jugements de police*) (p. 3363) - Adopté.

### Chapitre 4

#### Dispositions concernant le déroulement des procédures pénales

##### Section 1

##### Dispositions concernant les enquêtes

**Art. 6** (*limitation de la durée de l'enquête de flagrance*) (p. 3363) - Adopté.

**Art. 7** (*examens techniques et scientifiques réalisés dans le cadre des enquêtes*) (p. 3363) - Adopté après modification.

**Art. 8** (*transport du juge d'instruction sur les lieux d'un crime ou d'un flagrant délit*) (p. 3363) - Adopté après modification (p. 3364).

##### Section 2

##### Dispositions concernant le déroulement de l'instruction

**Art. 9** (*faits nouveaux en cours d'instruction*) (p. 3364) - Adopté après modification.

**Art. 10** (*procédure de renvoi partiel*) (p. 3364) - Adopté (p. 3365).

**Art. 11** (*limitation des comparutions devant la chambre d'accusation en matière de demandes de mise en liberté*) (p. 3365) - Adopté après modification.

**Art. 12** (*constat des nullités des procédures par le tribunal correctionnel*) (p. 3365) - Adopté après modification (p. 3366).

##### Section 3

##### Dispositions concernant la comparution des parties à l'audience

**Art. 13** (*dispositions concernant la comparution des parties à l'audience*) (p. 3366) - Adopté après modification.

**Art. 14** (*recevabilité du pourvoi en cassation d'une personne qui ne se met pas en état*) (p. 3367) - Adopté.

**Art. 15** (*recevabilité du pourvoi formé par une personne jugée en son absence*) (p. 3368) - Adopté.

#### Section 4

##### Dispositions concernant la conservation des scellés

**Art. 16** (*durée de conservation des scellés*) (p. 3368) - Adopté après modification.

**Art. 17** (*destruction ou aliénation des biens meubles saisis*) (p. 3368) - Adopté (p. 3370).

**Art. 18** (*destruction de substances stupéfiantes saisies*) (p. 3370) - Adopté.

#### Section 5

##### Dispositions diverses

Avant l'art. 19 (p. 3371).

**Art. additionnel** (*indemnisation des personnes condamnées et innocentées*) (p. 3371) - Adopté (p. 3373).

**Art. additionnel** (*réparation intégrale du préjudice en cas de détention provisoire abusive*) (p. 3373) - Adopté (p. 3374).

**Art. 19** (*simplification de la procédure de renvoi d'une juridiction à une autre*) (p. 3375) - Supprimé (p. 3376).

**Art. 20** (*notification aux avocats par télécopie*) (p. 3377) - Adopté après modification (p. 3378).

### Chapitre 5

#### Dispositions relatives à l'entraide judiciaire internationale

**Art. 21** (*articles 694, 695 et 696 nouveaux du code de procédure pénale : entraide judiciaire internationale*) (p. 3379) - Adopté après modification.

**Art. 22** (*application dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 3379) - Adopté (p. 3380).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3380) : MM. Robert Badinter, Robert Pagès, Jean-Jacques Robert, Michel Souplet.

Adoption (18 juin 1998) (p. 3380).

## Produits agricoles et alimentaires

Voir *Santé*, 2

## Produits chimiques et parachimiques

Voir *Traités et conventions*, 7

## Produits défectueux

Voir *Responsabilité civile*, 1

## Propriété intellectuelle

**1. - Projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle de la directive 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil, en date du 11 mars 1996, concernant la protection juridique des bases de données, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Catherine TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement (22 octobre 1997) [n° 383 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gérard GOUZES (12 février 1998) [n° 696 (97-98)] - Discussion (5 mars 1998) - Adoption (5 mars 1998) [n° 105].**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 mars 1998) [n° 344 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles JOLIBOIS (22 avril 1998) [n° 395 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (29 avril 1998) [n° 122].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 avril 1998) [n° 866 rect. (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gérard GOUZES (27 mai 1998) [n° 927 (97-98)] - Discussion (16 juin 1998) - Adoption (16 juin 1998) [n° 161].**

**PROMULGATION : loi n° 98-536 du 1er juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 2 juillet 1998).**

### Discussion (première lecture)

(29 avril 1998) (p. 1963, 1970).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1963, 1967) : MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Ivan Renar, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.**

**II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1967, 1970) : M. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.**

### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT D'AUTEUR

**Art. 1<sup>er</sup> (objet de la protection) (p. 1967) - Adopté.**

**Art. 2 (divulgarion des bases de données) (p. 1967) - Adopté.**

**Art. 3 (droits de l'utilisateur légitime d'une base de données) (p. 1967) - Adopté.**

### TITRE II

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS DES PRODUCTEURS DE BASES DE DONNEES

**Art. 4 (intitulé du livre III du code de la propriété intellectuelle) (p. 1967) - Adopté.**

**Art. 5 (titre IV du code de la propriété intellectuelle - droits des producteurs des bases de données) (p. 1967) - Adopté après modification (p. 1969).**

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**Art. 6 (exception aux droits du producteur - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 1969) - Rétabli dans une nouvelle rédaction.**

**Art. 7 (saisie des bases de données) (p. 1969) - Adopté (p. 1970).**

**Art. 8 (application de la protection dans le temps) (p. 1970) - Adopté après modification.**

**Art. 9 (application dans les TOM et à Mayotte) (p. 1970) - Adopté.**

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 1970) : M. Daniel Hoeffel, Mme Danièle Pourtaud.**

**Adoption (29 avril 1998) (p. 1970).**

## Publicité

Voir *Lois de finances*

**Q****Qatar**

Voir *Traités et conventions*, 21

**Question préalable (procédure parlementaire)**

Voir *Elections et référendums*, 3  
*Nationalité*, 2  
*Procédure pénale*, 2



# R

## Rappels au règlement

**De Mme Marie-Madeleine Dieulangard** : organisation des travaux du Sénat - Concomitance des travaux des commissions permanentes, des séances publiques et des multiples commissions d'enquête créées dernièrement (13 janvier 1998) (p. 30).

**De M. Patrice Gélard** : caractère personnel de l'interprétation de l'article 11 de la Constitution donnée par Mme le ministre de la justice (14 janvier 1998) (p. 75).

**De M. Charles Descours** : confirmation par le Gouvernement de la fermeture de Superphénix. Regrette la supériorité des considérations de politique politicienne sur l'intérêt national (3 février 1998) (p. 597) - *MM. Charles Descours, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé.*

**De M. Jean-Pierre Fourcade** : se déclare choqué par la pétition d'intellectuels de haut niveau reconnaissant avoir consommé de la drogue. Demande au Gouvernement un débat sur le problème de la toxicomanie, ainsi que ses intentions en matière législative dans ce domaine. Souhaite connaître le fonctionnement de la mission interministérielle sur la répression de la toxicomanie (26 février 1998) (p. 971, 972) - *MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé.*

**De M. Michel Charasse** : souhaite que M. le président du Sénat mène une action contre une éventuelle pression sur le pouvoir exécutif et législatif par le syndicat de la magistrature afin d'accélérer la réforme de la justice (26 février 1998) (p. 991).

**De Mme Hélène Luc** : demande l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi du groupe communiste, républicain et citoyen, tendant à améliorer la représentation parlementaire au sein de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (9 juin 1998) (p. 2787).

**De M. André Egu** : scandale avéré du fonctionnement de la billetterie de la Coupe du monde de football qui ternit l'image de la France (16 juin 1998) (p. 3242) - *Mme Martiné Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité.*

**De M. Jean-Jacques Robert** : n'a pas apprécié que la commission des lois, par la voix de son président et la majorité de ses membres, demande en séance publique une interruption de travaux dans la discussion du texte sur la procédure pénale, contrairement à l'ordre du jour (18 juin 1998) (p. 3357).

**De M. Philippe François** : art. 36, alinéa 3, du règlement du Sénat. Demande l'intervention de M. le Président du Sénat auprès du Premier ministre afin d'obtenir une explication sur les récentes déclarations de Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement à l'issue de l'examen par l'Assemblée nationale de la proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs (24 juin 1998) (p. 3457).

**De Mme Hélène Luc** : élection des vice-présidents et des questeurs du Sénat ; attribution d'un poste au groupe communiste, républicain et citoyen (6 octobre 1998) (p. 3769, 3770) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

**De M. Claude Estier** : élection des vice-présidents et des questeurs du Sénat ; modification du Règlement pour une répartition plus équitable des responsabilités (6 octobre 1998) (p. 3770) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

**De M. Emmanuel Hamel** : concomitance des réunions de commissions avec la séance publique (22 octobre 1998) (p. 3959).

**De M. Michel Dreyfus-Schmidt** : concomitance des réunions de commissions et de la séance publique (8 novembre 1998) (p.4571) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

**De Mme Danielle Bidard-Reydet** : article 36 du règlement du Sénat : demande d'information sur la situation en Irak et sur la position de la France (12 novembre 1998) (p. 4351) - *Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

**De M. Alain Vasselle** : article 36 du règlement du Sénat : difficulté de dialoguer avec le ministre de l'éducation nationale. Emplois-jeunes (27 novembre 1998) (p. 5236, 5238) - *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale ; Alain Vasselle*

**De M. Patrice Gélard** : proteste contre les propos de M. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement déclarant que l'Assemblée nationale applique de manière anticipée la réforme constitutionnelle portant sur l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions (9 décembre 1998) (p. 6216).

**De Mme Hélène Luc** : article 36 du règlement du Sénat : demande d'information au sujet des frappes américaines en Irak. Protestations solennelles (16 décembre 1998) (p. 6509 ; 6512) - *Mme Hélène Luc, M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes*

## Rapports au Parlement

**Dépôt du rapport annuel du médiateur de la République** (4 février 1998) (p. 626).

**Dépôt par le président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations du rapport établi sur les opérations de cet établissement en 1997, en application de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816** (17 juin 1998) (p. 3301).

**Dépôt par le premier président de la Cour des comptes d'un rapport sur l'exécution des lois de finances pour 1997** (6 octobre 1998) (p. 3775).

**Dépôt par le premier président de la Cour des comptes du rapport du Conseil national du crédit pour l'année 1997 établi en application de l'article 24 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** (6 octobre 1998) (p. 3775).

**Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes sur la sécurité sociale** (14 octobre 1998) (p. 3801)

**Dépôt par le président du conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales d'un avis, établi en application de l'article 228-1 du code de la sécurité sociale, sur l'exécution de la convention d'objectifs et de gestion signée le 14 mai 1997** (10 novembre 1998) (p. 4278).

## Rapports d'information

1. - **Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur une révision de l'article 88-4 de la Constitution, établi par M. Lucien LANIER, sénateur** (10 février 1998) [n° 281 (97-98)].

2. - **Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la situation des ports maritimes français au regard des ports du Benelux, établi par M. Marc MASSION, sénateur (Rattaché pour ordre à la séance du 12 février 1998 - 13 février 1998 [n° 295 (97-98)].**

**3. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur les relations franco-espagnoles dans le secteur des fruits et légumes à la suite d'un déplacement en Espagne du 1er au 6 février 1998, établi par MM. Jean HUCHON et Louis MINETTI, sénateurs (4 mars 1998) [n° 323 (97-98)].

**4. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des Finances, sur les conséquences des nouvelles technologies de l'information sur la société française à l'aube du XXIème siècle, établi par M. René TREGOUËT, sénateur (4 mars 1998) [n° 331 (97-98)].

**5. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Cameroun et au Congo du 15 au 20 février 1998, établi par M. Xavier de VILLEPIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (7 avril 1998) [n° 376 (97-98)].

**6. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée au Kazakstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan du 20 au 30 septembre 1997, chargée d'étudier la situation de l'économie de ces pays ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France, établi par M. Jean FRANÇOIS-PONCET, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 avril 1998) [n° 412 (97-98)].

**7. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la gestion des espaces périurbains, établi par M. Gérard LARCHER, sénateur (5 mai 1998) [n° 415 (97-98)].

**8. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'union européenne sur les conditions de la ratification du traité d'Amsterdam, établi par M. Pierre FAUCHON, sénateur (14 mai 1998) [n° 432 (97-98)].

**9. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur les organismes génétiquement modifiés, établi par M. Jean BIZET, sénateur (20 mai 1998) [n° 440 (97-98)].

**10. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur le colloque organisé le 2 avril 1998, sur les perspectives à moyen terme de l'économie mondiale, établi par M. René REGNAULT, sénateur (20 mai 1998) [n° 443 (97-98)].

**11. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur l'avenir de l'audiovisuel à l'ère du numérique, établi par M. Jean CLUZEL, sénateur (27 mai 1998) [n° 456 (97-98)].

**12. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Indonésie du 11 au 18 avril 1998, établi par M. Xavier de Villepin, sénateur et plusieurs de ses collègues (27 mai 1998) [n° 457 (97-98)].

**13. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la politique industrielle et commerciale de l'Union européenne face à la mondialisation de l'économie, établi par M. Jacques OUDIN, sénateur (28 mai 1998) [n° 462 (97-98)].

**14. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur la mission de contrôle relative à la situation de l'enseignement maritime en France, établi par M. René REGNAULT, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1998 - 1er juillet 1998) [n° 536 (97-98)].

**15. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques par la mission d'information chargée, en application de l'article 21 du Règlement, d'étudier l'avenir de la réforme de la Politique agricole commune, établi par MM. Marcel DENEUX et Jean-Paul EMORINE, sénateurs (2 juin 1998) [n° 466 (97-98)].

**16. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois sur l'évolution du droit de la famille, établi par M. Jacques LARCHÉ, sénateur (9 juin 1998) [n° 481 (97-98)].

**17. - Rapport d'information**, fait au nom des députés élus par le Sénat sur les travaux de la Délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours des 42ème et 43ème sessions ordinaires (décembre 1996 - décembre 1997), adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, établi par M. Pierre JEAMBRUN, sénateur (9 juin 1998) [n° 483 (97-98)].

**18. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les bases légales nécessaires pour l'exécution des crédits inscrits au budget européen, établi par M. Denis BADRE, sénateur (11 juin 1998) [n° 489 (97-98)].

**19. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur le débat d'orientation budgétaire pour 1999, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (17 juin 1998) [n° 506 (97-98)].

**20. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la mission de contrôle sur les crédits de l'enseignement scolaire effectuée à Saint-Pierre et Miquelon du 11 au 14 mai 1997, établi par M. Jacques-Richard DELONG, sénateur (17 juin 1998) [n° 507 (97-98)].

**21. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères relatif aux dispositions du traité d'Amsterdam, établi par M. Xavier de VILLEPIN, sénateur (17 juin 1998) [n° 508 (97-98)].

**22. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur le classement sans suite, établi par M. Hubert HAENEL, sénateur (18 juin 1998) [n° 513 (97-98)].

**23. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances et de la commission des lois, par le groupe de travail sur les chambres régionales des comptes, établi par M. Jacques OUDIN, sénateur (23 juin 1998) [n° 520 (97-98)].

**24. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, par la mission d'information chargée d'étudier le suivi, par les ministères intéressés, du processus européen de coopération policière, établi par M. Alex TÜRK, sénateur (25 juin 1998) [n° 523 (97-98)].

**25. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur le financement et l'organisation de la politique de lutte contre le cancer, établi par M. Jacques OUDIN, sénateur (21 octobre 1998) [n° 31 (98-99)].

**26. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles sur la communication audiovisuelle, établi par M. Jean-Paul HUGOT, sénateur (27 octobre 1998) [n° 38 (98-99)].

**27. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la situation et les perspectives du secteur des assurances en France, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (29 octobre 1998) [n° 45 (98-99)].

**28. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la situation des bibliothèques universitaires françaises, établi par M. Jean-Philippe LACHENAUD, sénateur (12 novembre 1998) [n° 59 (98-99)].

**29. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation pour la planification sur les perspectives macroéconomiques à moyen terme (1998-2003), établi par M. Joël BOURDIN, sénateur (16 novembre 1998) [n° 63 (98-99)].

**30. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union européenne, établi par M. Paul MASSON, sénateur (9 décembre 1998) [n° 99 (97-98)].

**31. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques sur l'avenir des agences de l'eau, établi par M. Jacques OUDIN, sénateur (10 décembre 1998) [n° 112 (97-98)].

**32. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le futur cadre financier de l' Union européenne, établi par M. Denis BADRE, sénateur (17 décembre 1998) [n° 136 (97-98)].**

## Rapports du Gouvernement

**Dépôt par le Gouvernement du rapport sur les mesures d'aide et de soutien à l'exportation des matériels de défense, établi en application de l'article 6 de la loi du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire (13 janvier 1998) (p. 4).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport établi en application de l'article 6 de la loi de programme du 6 janvier 1995 relative à la justice (13 janvier 1998) (p. 4).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport sur l'application du supplément de loyer de solidarité, établi conformément aux dispositions de l'article L. 441-10 du code de la construction et de l'habitation (20 janvier 1998) (p. 232).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel pour 1996 de l'Observatoire interministériel sur les sectes (29 janvier 1998) (p. 546).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport sur les modalités de calcul de la puissance fiscale des véhicules automobiles, établi en application de l'article 117 de la loi de finances pour 1997 (3 février 1998) (p. 578).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport relatif à l'expérimentation des schémas de développement commercial en 1997, établi en application de l'article 4 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (12 février 1998) (p. 849).**

**Dépôt par le Gouvernement du vingt-sixième rapport sur la situation démographique de la France établi en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régularisation des naissances (25 février 1998) (p. 941).**

**Dépôt par le Gouvernement du sixième rapport sur les mesures prises dans la fonction publique de l'Etat pour assurer l'application du principe d'égalité entre les sexes, établi en application de l'article 21 de la loi n° 84-16 du 24 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (3 mars 1998) (p. 1075).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport relatif au bilan des dispositions concernant le recrutement de magistrats exerçant à titre temporaire, établi en application de l'article 2 de la loi organique n° 95-64 du 19 janvier 1995 (24 mars 1998) (p. 1238).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport d'évaluation relatif à la protection et aux droits des malades, établi en application de l'article 4 de la loi n° 90-527 du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation (24 mars 1998) (p. 1238).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport relatif à l'exécution de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (24 mars 1998) (p. 1238).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport sur les conditions d'application de la loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 relative au prix des fermages (24 mars 1998) (p. 1238).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport présentant un bilan de l'application de la loi n° 94-638 du 25 juillet 1994 tendant à favoriser l'emploi, l'insertion et les activités économiques dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte (24 mars 1998) (p. 1239).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel d'information sur la protection et le contrôle des**

**matières nucléaires pour l'année 1996, établi en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 (7 avril 1998) (p. 1505).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport d'activité du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles pour l'année 1997 (28 avril 1998) (p. 1901).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport annuel pour 1997 de l'Observatoire interministériel sur les sectes (26 mai 1998) (p. 2448).**

**Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances, du rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques, accompagné du rapport pour le débat d'orientation budgétaire (3 juin 1998) (p. 2675).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport pour 1997, établi par le comité du contentieux fiscal, douanier et des changes, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédures aux contribuables en matière fiscale et douanière (9 juin 1998) (p. 2788).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport sur le contrôle *a posteriori* des actes des collectivités locales, établi en application des articles L. 2131-7 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales (9 juin 1988) (p. 2788).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport d'application de la loi n° 94-591 du 15 juillet 1994 fixant les dates de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs (16 juin 1998) (p. 3242).**

**Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, du rapport de l'inspection générale des affaires sociales pour 1997 (25 juin 1998) (p. 3481).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport sur les conclusions d'une étude relative à la mise en oeuvre d'un régime d'indemnisation des marins-pêcheurs contre les risques de chômage, établi en application de l'article 52 de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines (6 octobre 1998) (p. 3775).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport pour 1997 relatif aux conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer, établi en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992 (6 octobre 1998) (p. 3775).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport analysant les conséquences sur le financement de la sécurité sociale et sur la situation des entreprises d'une modification de l'assiette des cotisations sociales à la charge des employeurs, établi en application de l'article 6 de la loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 (6 octobre 1998) (p. 3775).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport du Conseil national des assurances pour 1997, établi en application de l'article L.411-2 du code des assurances (6 octobre 1998) (p. 3775).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport établi en application de l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1997, présentant les raisons du dépassement des limites prévues au 5° du I de l'article L.O.111.3 du code de la sécurité sociale (6 octobre 1998) (p. 3775).**

**Dépôt par le Gouvernement du rapport établi en application de l'article 22 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, sur l'application de cette loi (6 octobre 1998) (p. 3775).**

**Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur la gestion en 1997 des crédits du **Fonds national pour le développement du sport**, établi en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980 (6 octobre 1998) (p. 3775).

**Dépôt par le Gouvernement** du rapport pour 1997 sur l'exécution de la loi de programme n° 93-1437 relative au patrimoine monumental (6 octobre 1998) (p. 3775).

**Dépôt par le Gouvernement** du rapport sur le mode de fonctionnement des radio-télécommunications mobiles (14 octobre 1998) (p.3801)

**Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 4 de la loi n° 96-589 du 2 juillet 1996, du rapport sur l'exécution de la loi de programmation militaire pour les années 1997-2002 (20 octobre 1998) (p. 3907)

**Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 83 de la loi de finances pour 1995, du rapport décrivant les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat au titre de l'exercice 1996-1998 (10 novembre 1998) (p. 4278).

**Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 99 de la loi de finances pour 1998, du rapport sur l'application du crédit d'impôt recherche (12 novembre 1998) (p. 4401).

**Dépôt par le Gouvernement** du rapport annuel du Conseil supérieur de la participation pour 1997, établi en application de la loi n° 94-640 du 25 juillet 1994 relative à l'amélioration et à la participation des salariés (27 novembre 1998) (p. 5210)

**Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 77 de la loi n° 96-134 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, du rapport sur le recouvrement des cotisations dues aux régimes bénéficiaires de la contribution sociale de solidarité (30 novembre 1998) (p. 5406).

**Dépôt par le Gouvernement**, en application de l'article 105 de la loi de finances pour 1998, du rapport sur le rôle et l'évolution des moyens de la commission nationale du débat public (5 décembre 1998) (p. 5934).

## Recherche scientifique et technique

Voir *Fonctionnaires et agents publics*, 1  
*Lois de finances*  
*Traités et conventions*, 46

## Redevance de radiodiffusion télévision

Voir *Lois de finances*

## Régions

Voir *Allocutions et communications*

## République tchèque

Voir *Traités et conventions*, 19

## Réseau routier et autoroutier

Voir *Lois de finances*

## Responsabilité civile

**1. - Proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Nicole CATALA (13 juillet 1993) [n° 469 (92-93)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Xavier BECK (6 mars 1997) [n° 3411 (96-97)] - Discussion (13 mars 1997) - Adoption (13 mars 1997) [n° 674].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 mars 1997) [n° 260 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (21 janvier 1998) [n° 226 (97-98)] - Discussion (5 février 1998) - Adoption (5 février 1998) [n° 78].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 février 1998) [n° 688 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raymond FORNI (4 mars 1998) [n° 755 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 113].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 mars 1998) [n° 360 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (7 avril 1998) [n° 377 (97-98)] - Discussion (21 avril 1998) - Adoption (21 avril 1998) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (21 avril 1998) [n° 852 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Raymond FORNI (28 avril 1998) [n° 860 (97-98)] - Discussion (30 avril 1998) - Adoption (30 avril 1998) [n° 130 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Pierre FAUCHON (28 avril 1998) [n° 407 (97-98)] - Discussion (5 mai 1998) - Adoption (5 mai 1998) [n° 127 (97-98)].

PROMULGATION : loi n° 98-389 du 19 mai 1998 (J. O. Lois et décrets du 21 mai 1998).

### Discussion (première lecture)

(5 février 1998) (p. 670, 731).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 670, 683) : *MM. Robert Calmejane, Marcel Charmant, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Claude Huriet, Georges Othily, Mme Odette Terrade.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 683, 730) : *MM. Robert Calmejane, Marcel Charmant, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Jean-Marie Girault, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Claude Huriet, Jean-Jacques Hyest, Jean-Louis Lorrain, Philippe Marini, Mme Odette Terrade.*

**Art. 1** (insertion dans le code civil d'un titre consacré à la responsabilité du fait des produits défectueux) (p. 683) - Adopté.

**Art. 2** (responsabilité du producteur - Art. 1386-1 du code civil) (p. 683) - Adopté après modification (p. 684).

**Art. 3** (dommage réparable) (p. 684) - Adopté.

**Art. 4** (définition du produit - Art. 1386-3 du code civil) (p. 684) - Adopté après modification (p. 685).

**Art. 5** (définition du défaut de sécurité) (p. 685) - Adopté.

**Art. 6** (définition de la mise en circulation - Art. 1386-7 du code civil) (p. 685) - Adopté après modification (p. 686).

**Art. 7** (définition du producteur - Art. 1386-7 du code civil) (p. 686) - Adopté après modification (p. 687).

**Art. 8** (responsabilité du vendeur, du loueur ou de tout autre fournisseur - Art. 1386-7 du code civil) (p. 687) - Adopté après modification (p. 690).

**Art. 9** (*dommage causé par le défaut d'un produit incorporé*) (p. 690) - Adopté.

**Art. 10** (*charge de la preuve - Art. 1386-9 du code civil*) (p. 690) - Adopté (p. 692).

**Art. 11** (*circonstances ne supprimant pas la responsabilité du producteur*) (p. 709) - Adopté.

**Art. 12** (*cause d'exonération - Art. 1386-11 du code civil*) (p. 709) - Adopté après modification (p. 723).

**Art. 12 bis** (*obligation de suivi des produits - Art. 1386-11-1 du code civil*) (p. 723) - Adopté après modification (p. 725).

**Art. 13** (*réduction ou suppression de la responsabilité du producteur en cas de faute de la victime - Art. 1386-12 du code civil*) (p. 725) - Adopté après modification (p. 726).

**Art. 14** (*incidence de l'intervention d'un tiers dans la réalisation du dommage*) (p. 726) - Adopté.

**Art. 15** (*obligation de suivi des produits*) (p. 726) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 16** (*prohibition des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité - Art. 1386-15 du code civil*) (p. 726) - Adopté après modification (p. 727).

**Art. 17** (*extinction de la responsabilité du fait des produits défectueux - Art. 1386-16 du code civil*) (p. 727) - Adopté.

**Art. 18** (*prescription de l'action en réparation*) (p. 727) - Adopté.

**Art. 19** (*cumul de la responsabilité du fait des produits défectueux avec les régimes de responsabilité existants - Art. 1386-18 du code civil*) (p. 727) - Adopté après modification (p. 728).

**Art. 20** (*application dans le temps du régime de responsabilité du fait des produits défectueux*) (p. 728) - Adopté après modification.

**Art. 21** (*preuve du défaut caché de la chose vendue - Art. 1641-1 du code civil*) (p. 728) - Supprimé (p. 729).

**Art. 22** (*modalités de réparation du préjudice - Art. 1644-1 du code civil*) (p. 729) - Supprimé (p. 730).

**Art. 23** (*délai pour agir - Art. 1648 du code civil*) (p. 730) - Supprimé.

**Art. 24** (*exclusion de la garantie du vendeur dans les ventes imposées par une décision de justice - Art. 1649 du code civil*) (p. 730) - Supprimé.

**Art. 25** (*application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 730) - Adopté.

**Art. 26** (*application au territoire de la Nouvelle-Calédonie, des îles Wallis-et-Futuna et à la collectivité territoriale de Mayotte du régime des garanties immobilières*) (p. 730) - Supprimé (p. 731).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 731) : *Mme Odette Terrade.*

**Adoption** (5 février 1998) (p. 731).

#### Discussion (deuxième lecture)

(21 avril 1998) (p. 1687, 1714).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1687, 1701) : *MM. Jacques Bimbenet, Guy Cabanel, Marcel Charmant, Charles Descours, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Claude Huriet, Robert Pagès.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1701, 1713) : *MM. François Autain, Guy Cabanel, Marcel Charmant, Charles Descours, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre*

*Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean Huchon, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyest, Jacques Machet.*

**Art. 6** (*définition de la mise en circulation*) (p. 1701) - Adopté après modification (p. 1702).

**Art. 7** (*définition du producteur*) (p. 1702) - Adopté (p. 1703).

**Art. 12 bis** (*obligation de suivi des produits et régime spécifique applicable aux produits de santé*) (p. 1703) - Adopté après modification (p. 1712).

**Après l'art. 12 bis** (p. 1712).

**Art. additionnel** (*rapport du Gouvernement sur le droit de la responsabilité et l'indemnisation applicable à l'aléa thérapeutique*) (p. 1712) - Adopté (p. 1713).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1713, 1714) : *MM. André Boyer, Guy Cabanel, Jean-Louis Lorrain, Robert Pagès.*

**Adoption** (21 avril 1998) (p. 1714).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(5 mai 1998) (p. 2027, 2033).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2027, 2029) : *M. Pierre Fauchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2029, 2031) : *MM. François Autain, Pierre Fauchon, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Claude Huriet.*

**Art. 6, 12 bis et 12 ter** (p. 2029).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2031, 2032) : *MM. Pierre Fauchon, Jean-Jacques Hyest, Robert Pagès.*

**Adoption** (5 mai 1998) (p. 2033).

## Retraites

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre, 1*

**1. - Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs de 55 ans ou plus ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, par M. Alain BOCQUET (17 décembre 1997) [n° 583 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Mugette JACQUAIN (7 janvier 1998) [n° 608 (97-98)] - Discussion (14 janvier 1998) - Adoption (14 janvier 1998) [n° 71].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à une allocation spécifique aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisations d'assurance vieillesse**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE)** (14 janvier 1998) [n° 220 rect. (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean MADELAIN (28 janvier 1998) [n° 256 (97-98)] - Discussion (3 février 1998) - Adoption (3 février 1998) [n° 69].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE)** (4 février 1998) [n° 673 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Mugette JACQUAIN (4 mars 1998) [n° 754 (97-98)] - Discussion (5 mars 1998) - Adoption (5 mars 1998) [n° 103].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 mars 1998) [n° 341 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean MADELAIN (1er avril 1998) [n° 366 (97-98)] - Discussion (9 avril 1998) - Adoption (9 avril 1998) [n° 111].

PROMULGATION : loi n° 98-285 du 17 avril 1998 (J.O. Lois et décrets du 18 avril 1998).

#### Discussion (première lecture)

(3 février 1998) (p. 600, 616).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 600, 609) : *M. Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 609, 615) : *MM. Roland Courteau, Philippe Darniche, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Estier, Jacques Habert, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Louis Souvet.*

**Art. unique** (art. L. 351-10-1 du code du travail - ouverture du droit à une allocation spécifique aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisation d'assurance-vieillesse) (p. 609) - Adopté après modification (p. 615).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 615, 616) : *MM. Jacques Bimbenet, Louis Boyer, Guy Fischer, Jacques Habert, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jacques Machet, Louis Souvet.*

**Adoption** (3 février 1998) (p. 616).

#### Discussion (deuxième lecture)

(9 avril 1998) (p. 1635, 1641).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1635, 1638) : *MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean Madelain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1638) (art. L. 351-10-1 du code du travail - ouverture du droit à une allocation spécifique aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant quarante annuités de cotisation d'assurance-vieillesse).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1639, 1641) : *M. Philippe Darniche, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Edmond Lauret, Jacques Machet.*

**Adoption** (9 avril 1998) (p. 1641).

## Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Lois de finances*  
*Politique économique et sociale, 1; 3*

## Risques naturels

**1. - Proposition de loi (n° 23, 96-97) de M. Jean-Marc Pastor déposée avec plusieurs de ses collègues et proposition de loi (n° 142, 96-97) de M. Jean-Pierre Camoin déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à organiser la lutte contre les termites, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Marc PASTOR (9 octobre 1996) [n° 23 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard CESAR [n° 184 (96-97)] - Discussion (28 janvier 1997) - Adoption (28 janvier**

**1997) [n° 65]. - (voir table thématique 1997 - Risques naturels 1).**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 janvier 1997) [n° 3319 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Léonce DEPRESZ [n° 3458 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 688].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages.**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 mars 1997) [n° 294 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard CESAR [n° 428 (97-98)] - Discussion (26 mai 1998) - Adoption (26 mai 1998) [n° 145].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 mai 1998) [n° 923 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production.

#### Discussion (deuxième lecture)

(26 mai 1998) (p. 2452, 2462).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2452, 2457) : *MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-Pierre Camoin, Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Marc Pastor.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2457, 2462) : *MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement; Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques, Jean-Marc Pastor.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (objet de la loi) (p. 2457) - Adopté.

**Art. 2** (déclaration obligatoire des foyers d'infestation) (p. 2457) - Adopté après modification.

**Art. 3** (délimitation des zones contaminées) (p. 2457) - Adopté après modification (p. 2458).

**Art. 4** (publicité de l'acte de délimitation) (p. 2458) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 4 bis** (mesures d'application et sanctions) (p. 2458) - Adopté.

**Art. 5** (pouvoir d'exécution d'office) (p. 2458) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 5 bis** (pouvoir d'intervention du maire dans les périmètres délimités par le conseil municipal) (p. 2458) - Adopté après modification (p. 2459).

**Art. 5 ter** (compétences des associations syndicales) (p. 2459) - Adopté après modification (p. 2460).

**Art. 6** (prescriptions en matière de règles de constructions) (p. 2460) - Adopté.

**Art. 7** (possibilité d'exonération de la garantie du vice caché en cas de fourniture d'un état parasitaire) (p. 2460) - Adopté après modification (p. 2461).

**Art. 8** (incompatibilité entre les fonctions d'expertise et les autres activités de lutte contre les termites) (p. 2461) - Adopté après modification.

**Art. 9** (réductions d'impôt sur le revenu en cas de traitements contre les termites ou les autres insectes xylophages) (p. 2461) - Adopté après modification (p. 2462).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2462) : *M. Charles Descours.*

**Adoption** (26 mai 1998) (p. 2462).

**Russie**

Voir *Allocutions et communications*  
*Traités et conventions, 25; 26; 51*

## S

**Saint-Pierre-et-Miquelon**

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Section 8

**Saisies**

Voir *Créances*, 1

**Salaires minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)**

Voir *Travail*, 1

**Salaires, traitements et indemnités**

Voir *Travail*, 1

**1. - Proposition de loi tendant à alléger les charges sur les bas salaires**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Christian PONCELET et plusieurs de ses collègues (7 avril 1998) [n° 372 (97-98) rect.] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain GOURNAC [n° 500 (97-98)] - Discussion (29 juin 1998) - Adoption (29 juin 1998) [n° 159].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juin 1998) [n° 1029 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**Discussion (première lecture)**

(29 juin 1998) (p. 3552, 3570).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 3552, 3566) : *MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Christian Poncelet, Mme Gisèle Printz.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 3566, 3568) : *M. Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (conventions cadres relatives à l'emploi et allègement supplémentaire de charges sociales sur les bas salaires) (p. 3566) - Adopté (p. 3567).

**Art. 2** (généralisation partielle du nouveau régime d'exonération de charges sociales) (p. 3567) - Adopté (p. 3568).

**Art. 3** (généralisation de l'extension de l'allègement des charges sociales sur les bas salaires) (p. 3568) - Adopté.

**Art. 4** (financement de l'extension de l'allègement des charges sur les bas salaires) (p. 3568) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3568, 3569) : *Mme Janine Bardou, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Lucien Neuwirth, Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.*

**Scrutin public n° 111** (p. 3570).

**Adoption** (29 juin 1998) (p. 3570).

**Santé**

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 2  
*Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 2  
*Lois de finances*  
*Mutualité sociale agricole*, 1  
*Politique économique et sociale*, 2 TITRE IV  
*Rapports du Gouvernement*  
*Responsabilité civile*, 1  
*Sécurité sociale*, 2  
*Sports*, 2

**1. - Proposition de loi tendant à diminuer les risques de lésions auditives lors de l'écoute de baladeurs et de la fréquentation des discothèques**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Louis SOUVET et plusieurs de ses collègues (28 janvier 1997) [n° 194 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (17 décembre 1997) [n° 187 (97-98)] - Discussion (15 janvier 1998) - Adoption (15 janvier 1998) [n° 63].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à diminuer les risques sanitaires liés à l'exposition à la musique amplifiée**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 janvier 1998) [n° 637 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**Discussion (première lecture)**

(15 janvier 1998) (p. 193, 200).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 193, 198) : *M. Jean-Luc Bécart, Mme Dinah Derycke, MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 198, 199) : *MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (prévention des risques sanitaires liés à l'exposition à un niveau sonore élevé) (p. 198) - Adopté.

**Art. 2** (limitation de la puissance sonore des jouets musicaux) (p. 198) - Adopté.

**Art. 3** (limitation du niveau sonore dans les lieux de production et de diffusion de musique amplifiée) (p. 198) - Adopté après modification (p. 199).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 199, 200) : *M. Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.*

**Adoption** (15 janvier 1998) (p. 200).

**2. - Proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles DESCOURS et plusieurs de ses collègues (28 avril 1997) [n° 329 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Claude HURIET (10 septembre 1997) [n° 413 (96-97)] - Avis de M. Gérard CÉSAR (17 septembre 1997) [n° 418 (96-97)] - Discussion (24, 25 septembre 1997) - Adoption (25 septembre 1997) [n° 110]. - (voir table thématique 1997 - Santé publique, 1.)

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 septembre 1997) [n° 236 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alain CALMAT (17 décembre 1997) [n° 591 (97-98)] - Avis de M. Daniel CHEVALLIER (10 décembre 1997) [n° 516 (96-97)] - Discussion (8, 13, 14 janvier 1998) - Adoption (14 janvier 1998) [n° 72].



TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 janvier 1998) [n° 222 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Claude HURIET (4 février 1998) [n° 263 (97-98)] - Discussion (26 février 1998) - Adoption (26 février 1998) [n° 88].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (26 février 1998) [n° 743 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alain CALMAT (1er avril 1998) [n° 814 (97-98)] - Discussion (8 avril 1998) - Adoption (8 avril 1998) [n° 120].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (9 avril 1998) [n° 387 (97-98) rect.] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Claude HURIET (12 mai 1998 [n° 426 (97-98)] - Discussion (4 juin 1998) - Adoption (4 juin 1998) [n° 153].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Alain CALMAT (12 mai 1998) [n° 882 (97-98)] - Discussion (18 juin 1998) - Adoption (18 juin 1998) [n° 163].

PROMULGATION : loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 (J. O. Lois et décrets du 2 juillet 1998).

#### Discussion (deuxième lecture)

(26 février 1998) (p. 972, 991 ; 1002, 1052).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 972, 991) : MM. François Autain, Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Charles Descours, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; M. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1002, 1050) : M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Charles Descours, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Dominique Leclerc, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### VEILLE ET ALERTE SANITAIRES

**Art. 1<sup>er</sup> A** (comité central de la sécurité sanitaire - Chapitre IX nouveau du livre VIII, art. L. 796-1 nouveau du code de la santé publique) (p. 1018) - Adopté après modification (p. 1020).

**Art. 1<sup>er</sup>** (missions, prérogatives, organisation et fonctionnement de l'Institut de veille sanitaire) (p. 1020) - Adopté (p. 1021).

**Art. 1<sup>er</sup> bis** (rapport du Gouvernement sur les structures de veille sanitaire) (p. 1021) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup> ter** (lutte contre les infections nosocomiales - art. L. 711-1 et L. 711-2-2 nouveau du code de la santé publique) (p. 1021) - Adopté après modification (p. 1023).

**Art. 1<sup>er</sup> quater** (diffusion de messages d'alerte sanitaire) (p. 1023) - Adopté.

#### TITRE II

##### AGENCE FRANCAISE DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS DE SANTE

**Art. 2** (missions et organisation de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé - Chapitre VI nouveau du livre VIII et art. L. 793-1 à L. 793-9 nouveaux du code de la

santé publique) (p. 1023) - Adopté après modification (p. 1027).

**Art. 3** (conséquences de la création de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) (p. 1027) - Adopté.

#### TITRE III

##### AGENCE FRANCAISE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

**Art. 4 (par priorité)** (missions et organisation de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments) (p. 1003).

Art. L. 794-1 du code de la santé publique (statut juridique et missions de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments) (p. 1005) - Adopté après modification (p. 1009).

Art. L. 794-2 du code de la santé publique (moyens juridiques mis à la disposition de l'Agence pour assumer ses missions) (p. 1009) - Adopté après modification (p. 1012).

Art. L. 794-4 du code de la santé publique (administration de l'Agence) (p. 1012) - Adopté après modification.

Art. L. 794-7 du code de la santé publique (possibilité pour l'Agence de recourir aux grands corps de l'Etat) (p. 1012) - Adopté après modification (p. 1013).

Adoption de l'article 4 modifié (p. 1013).

**Art. 4 bis (par priorité)** (rationalisation du système d'expertise dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments) (p. 1014) - Adopté (p. 1014 ; priorité ordonnée p. 1003).

**Art. 5 (par priorité)** (participation de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments à l'élaboration des textes et des décisions de police sanitaire) (p. 1014) - Adopté après modification (p. 1016 ; priorité ordonnée p. 1003).

**Art. 6 (par priorité)** (conséquences de la création de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments dans le code de la santé publique) (p. 1016) - Adopté (p. 1018 ; priorité ordonnée p. 1003).

#### TITRE III BIS

##### AGENCE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ENVIRONNEMENT

**Art. 6 bis** (rapport sur la création d'une agence de sécurité sanitaire de l'environnement) (p. 1028) - Adopté.

#### TITRE IV

##### CONSEIL NATIONAL DE SECURITE SANITAIRE

**Art. 7** (Conseil national de la sécurité sanitaire) (p. 1028) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

#### TITRE V

##### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 8** (sécurité sanitaire des dispositifs médicaux) (p. 1028) - Adopté (p. 1029).

**Art. 8 bis** (fabrication des réactifs destinés aux laboratoires d'analyse de biologie médicale) (p. 1029) - Adopté.

Après l'art. 8 bis (p. 1029).

**Art. additionnel** (date de l'application obligatoire des dispositions du livre V bis à tous les dispositifs médicaux) (p. 1029) - Adopté (p. 1030).

**Art. 9** (organisation et sécurité sanitaire de la transfusion sanguine - art. L. 666-8 à L. 666-12, L. 667-1 à L. 667-13, L. 668-1 à L. 668-5, L. 668-7 et L. 668-8, L. 669-1 et L. 669-2, L. 669-4 et L. 670-2, L. 711-1 et L. 711-2-2 nouveau du code de la santé publique) (p. 1030) - Adopté après modification (p. 1036).

**Art. 10** (*sécurité sanitaire des produits biologiques - Art. L. 665-15-1, L. 665-16, L. 672-1, L. 672-10, L. 672-15 et L. 674-9 nouveaux, L. 673-8, L. 673-9-1 nouveau, L. 673-10 et L. 673-11, L. 674-1, L. 674-8, L. 676-2 et L. 676-3, L. 676-5, L. 209-18-3 nouveau du code de la santé publique, art. L. 511-8 et L. 511-8-1 nouveau du code pénal*) (p. 1036) - Adopté après modification (p. 1042).

**Art. 11** (*sécurité sanitaire des produits thérapeutiques annexes*) (p. 1042) - Adopté.

**Art. 11 bis** (*sous-traitance des préparations hospitalières - Art. L. 511-1, L. 511-3, L. 511-4 nouveau et L. 595-7 du code de la santé publique*) (p. 1042) - Adopté après modification (p. 1044).

**Art. 11 ter** (*aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales*) (p. 1044) - Adopté.

**Art. 11 quater** (*matières premières à usage pharmaceutique - Chapitre X nouveau du livre V - Art. L. 658-13 à L. 658-16 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1044) - Adopté (p. 1047).

**Art. 12** (*inspection - Chapitre VIII nouveau du livre VIII - Art. L. 795-1 à L. 795-5 nouveaux, L. 562 et L. 562-1 nouveau du code de la santé publique*) (p. 1047) - Adopté après modification (p. 1049).

**Art. 12 bis** (*fonctionnaires habilités à constater les infractions au code de la consommation*) (p. 1049) - Adopté.

**Art. 12 ter** (*personnels de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé*) (p. 1049) - Adopté.

**Art. 12 quater** (*exercice de la médecine du travail par des médecins non titulaires des diplômes spécifiques requis*) (p. 1049) - Adopté (p. 1050).

**Art. 13** (*entrée en vigueur*) (p. 1050) - Adopté.

**Art. 14** (*évaluation de la loi et nouvel examen par le Parlement*) (p. 1050) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1050, 1052) : M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Emmanuel Hamel, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.

**Scrutin public n° 78** (p. 1052).

**Adoption** (26 février 1998) (p. 1052).

#### Discussion (commission mixte paritaire)

(4 juin 1998) (p. 2761, 2778).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2761, 2764) : MM. Claude Huriet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité.

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2764, 2776).

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### VEILLE ET ALERTE SANITAIRES

**Art. 1<sup>er</sup> A, 1<sup>er</sup> ter** (p. 2764).

#### TITRE II

##### AGENCE FRANCAISE DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS DE SANTE

**Art. 2** (p. 2764).

**Art. 3** (p. 2769).

#### TITRE III

##### AGENCE FRANCAISE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

**Art. 4** (p. 2770).

**Art. 5 et 6** (p. 2772).

#### TITRE III bis

##### AGENCE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ENVIRONNEMENT

#### TITRE V

##### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 8 bis A et 9** (p. 2773).

**Art. 11 bis et 11 quinquies** (p. 2776).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2776, 2778) : M. François Autain, Mme Nicole Borvo, M. Philippe de Bourgoing.

**Scrutin public n° 93** (p. 2778).

**Adoption** (4 juin 1998) (p. 2778).

#### Sapeurs pompiers

Voir *Politique économique et sociale, 2* Avant l'art. 48 *Sécurité civile, 1*

#### Secrétariat général de la défense nationale (SGDN)

Voir *Lois de finances*

#### Sectes

Voir *Rapports du Gouvernement*

#### Secteur public

Voir *Politique économique et sociale, 2* TITRE III

#### Sécurité

Voir *Rapports du Gouvernement*

#### Sécurité civile

Voir *Politique économique et sociale, 2*

**1. - Proposition de loi portant modification de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Claude ESTIER et les membres du groupe socialiste et apparentés (14 octobre 1998) [n° 19 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René-Georges LAURIN (25 novembre 1998) [n° 85 (98-99)] - Discussion (10 décembre 1998) - Adoption (10 décembre 1998) [n° 27].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1998) [n° 1259 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.**

#### Discussion (première lecture)

(10 décembre 1998) (p. 6293, 6308).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 6293, 6301) : MM. Jacques Bimbenet, Robert Bret, Mme Dinah Derycke, MM. Yves Fréville, Jean-Jacques Hyst, René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6301, 6308) : MM. Jacques Bimbenet, Robert Bret, Mme Dinah Derycke, MM. René-Georges Laurin, rapporteur de la commission des lois; Pierre Mauroy, Joseph Ostermann, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim.

**Art. 1<sup>er</sup>** (conditions d'attribution de l'allocation de vétérance) (p. 6301) - Adopté (p. 6302).

**Art. 2** (allocation de vétérance de réversion) (p. 6302) - Adopté après modification.

**Art. 3** (financement de l'allocation de vétérance) (p. 6302) - Adopté (p. 6303).

**Art. 4** (aménagement d'une disposition transitoire) (p. 6303) - Adopté après modification (p. 6304).

Après l'art. 4 (p. 6304).

**Art. additionnel** (procédure en cas d'empêchement du président ou du vice-président du conseil d'administration des SDIS) (p. 6304) - Adopté.

Adoption (10 décembre 1998) (p. 6308).

## Sécurité publique

Voir *Lois de finances*

## Sécurité routière

Voir *Lois de finances*  
*Politique économique et sociale, 2*

**I. - Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (19 février 1998) [n° 302 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (25 mars 1998) [n° 358 (97-98)] - Discussion (7 avril 1998) - Adoption (7 avril 1998) [n° 109].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (8 avril 1998) [n° 825 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (28 octobre 1998) [n° 1153 (98-99)] - Discussion (10 décembre 1998) [n° 222 (98-99)].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1998) [n° 118 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

### Discussion (première lecture)

(7 avril 1998).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1522, 1546) : Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bimbenet, Jean-Pierre Cantegrit, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Pierre Lefebvre, Jacques Mahéas, Jacques Oudin, Bernard Plasait.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1546, 1579) : M. Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bimbenet, Jean-Pierre Cantegrit, Mme Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Daniel Hoëffel, Lucien Lanier, François Lesein, Jacques Mahéas, Louis Moinard, Jean Pépin, Bernard Plasait, Franck Sérusclat.

### Section 1

Disposition relative à la formation des conducteurs novices auteurs d'infractions graves

**Nouvel intitulé** (disposition relative à la formation des conducteurs novices auteurs d'infractions) (p. 1546) - Adopté.

**Art. 1<sup>er</sup>** (obligation de suivre une formation spécifique en cas d'infraction grave) (p. 1546) - Adopté après modification (p. 1549).

### Section 2

Dispositions relatives à l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière

**Art. 2** (enseignement et établissements d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière) (p. 1549).

**Art. L. 29** du code de la route (enseignement à titre onéreux subordonné à une autorisation administrative) (p. 1552) - Adopté.

**Art. L. 29-1** du code de la route (dispositions réglementaires fixant les conditions pour être autorisé à enseigner à titre onéreux la conduite des véhicules terrestres à moteur) (p. 1552) - Adopté après modification.

**Art. L. 29-2** du code de la route (mesure de suspension provisoire de l'autorisation d'enseignement) (p. 1552) - Adopté.

**Art. L. 29-3** du code de la route (sanctions pénales encourues par la personne qui enseignerait la conduite des véhicules terrestres à moteur sans être titulaire d'une autorisation) (p. 1552) - Adopté après modification (p. 1553).

**Art. L. 29-4** du code de la route (décret en Conseil d'Etat) (p. 1553) - Adopté.

**Art. L. 29-5** du code de la route (principe d'un agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite des véhicules terrestres et de la sécurité routière) (p. 1555) - Adopté après modification (précédemment réservé p. 1555).

**Art. L. 29-6** du code de la route (obligation d'un contrat écrit entre les candidats et les établissements d'enseignement de la conduite) (p. 1554) - Adopté après modification.

**Art. L. 29-7** du code de la route (conditions auxquelles doivent satisfaire les personnes souhaitant exploiter un établissement d'enseignement de la conduite ou un établissement de formation à la profession d'enseignant) (p. 1554) - Adopté après modification (p. 1555).

**Art. L. 29-8** du code de la route (conformité de l'enseignement au programme de formation) (p. 1555) - Adopté.

**Art. L. 29-9** du code de la route (retrait et suspension de l'agrément) (p. 1555) - Adopté après modification (p. 1556).

**Art. L. 29-10** du code de la route (sanctions pénales encourues par les personnes qui exploiteraient un établissement d'enseignement de la conduite sans agrément) (p. 1556) - Adopté après modification.

**Art. L. 29-11** du code de la route (décret en Conseil d'Etat) (p. 1556) - Adopté après modification (p. 1557).

Adoption de l'art. 2 modifié (p. 1557).

**Art. 3** (définition des tiers au sens de l'article L. 211-1 du code des assurances) (p. 1557) - Adopté.

### Section 3

Dispositions relatives à la responsabilité des propriétaires de véhicules

**Art. 4** (élargissement de la responsabilité des propriétaires de véhicules) (p. 1557) - Adopté après modification (p. 1561).

### Section 4

*Dispositions relatives à la création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse maximale autorisée, égal ou supérieur à cinquante kilomètres/heure*

**Art. 5** (création d'un délit en cas de récidive de dépassement de la vitesse maximale autorisée, égal ou supérieur à cinquante kilomètres à l'heure) (p. 1562) - Adopté après modification (p. 1567).

**Art. 6** (extension de la liste des infractions donnant lieu à une réduction du nombre de points affectés au permis de conduire) (p. 1567) - Adopté après modification.

#### Section 5

*Dispositions relatives à l'instauration d'un dépistage systématique des stupéfiants, pour les conducteurs impliqués dans un accident mortel*

**Art. 7** (instauration d'un dépistage systématique des stupéfiants pour les conducteurs impliqués dans un accident mortel) (p. 1568) - Adopté après modification (p. 1576).

#### Section 6

##### Dispositions diverses

**Art. 8** (modification de l'énumération des infractions donnant lieu à suspension du permis de conduire) (p. 1576) - Adopté (p. 1577).

Après l'art. 8 (p. 1577).

**Art. additionnel** (extension aux transports routiers de personnes du dispositif de sanctions administratives applicable aux transports routiers de marchandises) (p. 1578) - Adopté.

**Art. additionnel** (mise en conformité de la sanction prévue pour le délit d'absence de limiteur de vitesse avec celle prévue pour le débridage de ce dispositif) (p. 1578) - Adopté (p. 1579).

**Art. additionnel** (mise en conformité de la sanction prévue pour le délit d'absence de chronotachygraphe avec celle prévue pour la falsification de ce dispositif) (p. 1578) - Adopté (p. 1579).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1579, 1581) : M. Bernard Barraux, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Alain Gérard, Pierre Hérisson, Pierre Lefebvre, François Lesein, Jacques Machet, Jacques Mahéas.

Adoption (7 avril 1998) (p. 1580).

## Sécurité sociale

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Après l'art. 55; 2 Après l'art. 62  
Rapports au Parlement  
Rapports du Gouvernement

**1. - Proposition de loi relative au régime local d'assurance-maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle**, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel HOEFFEL et plusieurs de ses collègues (4 septembre 1997) [n° 410 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (15 octobre 1997) [n° 33 (97-98)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 23] (voir table thématique 1997 - Sécurité sociale, 2).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1997) [n° 382 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Gérard TERRIER (15 janvier 1998) [n° 634 (97-98)] - Discussion (21 janvier 1998) - Adoption (21 janvier 1998) [n° 76].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 janvier 1998) [n° 236 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-

Louis LORRAIN (25 mars 1998) [n° 352 (97-98)] - Discussion (2 avril 1998) - Adoption (2 avril 1998) [n° 107].

PROMULGATION : loi n° 98-278 du 14 avril 1998 (J.O. Lois et décrets du 16 avril 1998).

#### Discussion (deuxième lecture)

(2 avril 1998) (p. 1427, 1434).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1427, 1431) : MM. Guy Fischer, Daniel Hoeffel, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Gisèle Printz.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1431, 1432).

**Art. 1<sup>er</sup>** (champ des régimes locaux de protection sociale - Art. L. 181-1 du code de la sécurité sociale) (p. 1431) - Adopté.

**Art. 2** (tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles - Art. L. 242-7-1 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 1431) - Adopté.

**Art. 3** (assiette des cotisations d'assurance maladie du régime local - Art. L. 242-13 du code de la sécurité sociale) (p. 1431) - Adopté.

**Art. 4** (régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire - Art. L. 325-1 et L. 325-2 nouveaux du code de la sécurité sociale) (p. 1431) - Adopté.

**Art. 4 bis** (décret en Conseil d'Etat et régime des salariés agricoles) (p. 1432) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1432, 1434) : MM. André Bohl, Daniel Eckenspieller, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jacques Machet.

Adoption (2 avril 1998) (p. 1434).

**2. - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1999**, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (7 octobre 1998) [n° 1106 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de MM. Alfred RECOURS (T.I), Claude EVIN (T.II), Denis JACQUAT (T.III), Dominique GILLOT (T.IV) (22 octobre 1998) [n° 1148 (98-99)] - Avis de M. Jérôme CAHUZAC (22 octobre 1998) [n° 1147 (98-99)] - Discussion (27, 28, 29, 30 octobre 1998) - Adoption (3 novembre 1998) [n° 192].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 novembre 1998) [n° 50 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Charles DESCOURS et plusieurs de ses collègues (10 novembre 1998) [n° 58 (98-99)] - Avis de M. Jacques OUDIN (4 novembre 1998) [n° 56 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (17 novembre 1998) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 novembre 1998) [n° 1208 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Charles DESCOURS (19 novembre 1998) [n° 74 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Alfred RECOURS (19 novembre 1998) [n° 1213 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 novembre 1998) [n° 1208 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alfred RECOURS et plusieurs de ses collègues (24 novembre 1998) [n° 1215 (98-99)] - Discussion (26 novembre 1998) - Adoption (1er décembre 1998) [n° 202].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (1er décembre 1998) [n° 89 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Charles DESCOURS (1er décembre 1998) [n° 90 (98-99)] - Discussion (2 décembre 1998) - Adoption (2 décembre 1998) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (2 décembre 1998) [n° 1245 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alfred RECOURS et plusieurs de ses collègues (3 décembre 1998) [n° 1246 (98-99)] - Discussion (3 décembre 1998) - Adoption (3 décembre 1998) [n° 205].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 98-404 DC du 18 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 27 décembre 1998) qui déclare contraires à la Constitution les articles 10, 26, 27, le I de l'article 28, l'article 32 et le second alinéa de l'article 43 de la loi.

PROMULGATION : loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 27 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(12 novembre 1998) (p. 4364, 4419) ; (16 novembre 1998) (p. 4427, 4503) ; (17 novembre 1998) (p. 4508, 4560).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4364, 4418) : *Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Nicole Borvo, MM. Gilbert Chabroux, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Charles Descours, rapporteur pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Claude Huriet, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Gérard Larcher, Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4427, 4503 ; 4508, 4560) : *MM. Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. François Autain, Jacques Baudot, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean Bernard, Mme Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Guy Fischer, Yann Gaillard, Claude Huriet, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances, Mme Gisèle Printz, MM. René Trégouët, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse.*

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE

**Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé** (*approbation du rapport*) (p. 4539) - Adoptés après modification ; précédemment réservés p. 4418 (p. 4551).

#### TITRE II

##### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

**Art. 2** (*affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, au Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et création, au sein du FSV d'un fonds de réserve pour les retraites*) (p. 4432) - Adopté après modification (p. 4441).

**Art. 2 bis** (*assujettissement aux cotisations d'assurance maladie des agents de certains organismes internationaux*) (p. 4443) - Adopté (p. 4445).

**Art. 3** (*versement exceptionnel du FSV à la CNAVTS au titre de la validation des périodes de chômage dans les départements d'outre-mer en 1994, 1995 et 1996*) (p. 4445) - Adopté.

**Art. 3 bis** (*modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile*) (p. 4445) - Supprimé (p. 4449).

**Art. 3 ter** (*exonération totale de cotisations sociales patronales pour les rémunérations des aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes*) (p. 4449) - Adopté après modification (p. 4452).

**Art. 4** (*prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du premier salarié*) (p. 4453) - Adopté après modification (p. 4455).

**Art. 5** (*possibilité de requalification en revenus professionnels des revenus de la location-gérance d'un fonds de commerce par un travailleur indépendant et basculement dans le champ fiscal du recouvrement de cotisations sociales sur certains types de revenus*) (p. 4455) - Adopté (p. 4456).

Après l'art. 5 (p. 4456).

**Art. additionnel** (*suppression du prélèvement des services fiscaux sur certaines contributions perçues au profit des organismes de sécurité sociale*) (p. 4456) - Adopté.

**Art. 6** (*obligation pour les entreprises redevables de plus de six millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement*) (p. 4457) - Adopté après modification (p. 4458).

**Art. 7** (*suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique - art. 12 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996*) (p. 4458) - Supprimé (p. 4459).

**Art. 8** (*suppression du droit de fabrication applicable aux produits de parfumerie et à certains alcools dans les recettes du Fonds de solidarité vieillesse - art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 4459) - Adopté.

**Art. 9** (*taxation des boissons dites "premix" - art. 29 de la loi n° 96-1106 du 27 décembre 1996*) (p. 4460) - Adopté après modification.

**Art. 10** (*assujettissement des personnes qui acquittent la contribution sociale généralisée sur un revenu d'activité ou de remplacement à la cotisation d'assurance maladie sur les primes d'assurance automobile*) (p. 4462) - Adopté.

**Art. 11** (*application dérogatoire d'une comptabilité de caisse pour la répartition, au titre de l'exercice 1998, de la contribution sociale de solidarité sur les sociétés, CSSS, ainsi que de la CSG et des droits des alcools affectés à l'assurance maladie*) (p. 4462) - Adopté (p. 4463).

**Art. 11 bis** (*majoration des droits sur le tabac*) (p. 4463) - Adopté après modification (p. 4465).

**Art. 11 ter** (*situation des collaborateurs occasionnels des services publics au regard des régimes de sécurité sociale*) (p. 4465) - Adopté après modification (p. 4467).

**Art. 11 quater** (prélèvement sur le Fonds de compensation des cessations progressives d'activité, FCCPA, et le fonds pour l'emploi hospitalier, FEH, pour financer le congé de fin d'activité pour la fonction publique territoriale et hospitalière) (p. 4467) - Supprimé (p. 4468).

Avant l'art. 12 (p. 4468).

**Art. additionnel** (compensation intégrale des exonérations de charges résultant de l'application de la loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail) (p. 4468) - Adopté.

**Art. 12** (prévisions de recettes) (p. 4468) - Adopté après modification.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES ET A LA TRESORERIE

##### Section 1

###### Branche famille

**Art. 13** (suppression de la condition de ressources pour l'attribution des allocations familiales) (p. 4470) - Adopté (p. 4472).

Après l'art. 13 (p. 4472).

**Art. additionnel** (maintien à dix ans et à quinze ans des majorations des allocations familiales) (p. 4472) - Adopté (p. 4473).

**Art. 14** (extension du bénéfice de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant) (p. 4474) - Adopté (p. 4475).

##### Section 2

###### Branche maladie

**Art. 15** (dépistage organisé des maladies aux conséquences mortelles évitables - art. L. 321-1, L. 322-3, L. 615-14 et L. 615-18 du code de la sécurité sociale, art. L. 55 nouveau du code de la santé publique) (p. 4477) - Adopté (p. 4478).

**Art. 16** (création d'un système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie - art. L. 161-28-1 à L. 161-28-4 nouveaux, L. 161-29 et L. 161-30 du code de la sécurité sociale) (p. 4478) - Adopté après modification (p. 4480).

**Art. 17** (extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins - art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale) (p. 4481) - Supprimé (p. 4483).

**Art. 18** (élargissement des missions des unions des médecins exerçant à titre libéral - art. 8 de la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993, art. L. 791-2 du code de la santé publique) (p. 4483) - Adopté après modification (p. 4485).

**Art. 19** (critères de mise en place du mécanisme d'incitation à la cessation d'activité des médecins, MICA, et des aides à leur reconversion - art. 4 de la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988, art. L. 162-5 du code de la santé publique) (p. 4485) - Adopté après modification (p. 4487).

**Art. 20** (fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 4487) - Adopté après modification (p. 4488).

**Art. 21** (lettres-clés flottantes et reversements collectifs à la charge des médecins libéraux - art. L. 162-5, L. 162-5-2, L. 162-5-3 et L. 162-5-4 du code de la sécurité sociale) (p. 4488) - Adopté après modification (p. 4494).

**Art. 22** (sanctions financières pour les médecins au titre de 1998) (p. 4494) - Supprimé (p. 4495).

**Art. 22 bis** (facturation détaillée des fournitures utilisées par les professionnels de santé - art. L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale) (p. 4495) - Adopté après modification (p. 4498).

**Art. 23** (création d'un droit de substitution au profit du pharmacien - art. L. 512-3 nouveau et L. 601-6 du code de la santé publique, art. L. 707-10 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale) (p. 4498) - Adopté après modification (p. 4503).

**Art. 24** (contenu des conventions passées entre le comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques - art. L. 162-16-1 et L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale) (p. 4508) - Adopté après modification (p. 4510).

**Art. 25** (institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique - art. L. 138-10 à L. 138-19 nouveaux du code de la sécurité sociale) (p. 4510) - Adopté après modification (p. 4517).

**Art. 26 bis** (relations entre les agences régionales de l'hospitalisation et les cliniques privées à but lucratif - art. L. 712-12-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4517) - Supprimé.

**Art. 27** (régulation des dépenses des établissements des services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie - art. 11-1, 27-1 à 27-5 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 et art. L. 174-7 du code de la sécurité sociale) (p. 4517) - Adopté après modification (p. 4521).

**Art. 27 bis** (exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux - art. 27-6 nouveau de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975) (p. 4521) - Supprimé.

**Art. 27 ter** (modalités de financement des centres d'hygiène alimentaire et d'alcoologie - art. L. 355-1 du code de la santé publique et L. 322-3 du code de la sécurité sociale) (p. 4521) - Adopté.

**Art. 28** (extension du bénéfice du capital-décès) (p. 4521) - Adopté.

##### Section 3

###### Branche vieillesse

**Art. 29** (revalorisation des pensions de retraite et d'invalidité) (p. 4521) - Adopté (p. 4523).

**Art. 29 bis** (modification du régime de l'assurance veuvage) (p. 4523) - Adopté après modification (p. 4527).

**Art. 30** (prorogation d'un an des limitations aux possibilités de cumul d'un emploi et d'une retraite) (p. 4527) - Adopté.

##### Section 4

###### Branche accidents du travail

**Art. 31** (amélioration des conditions de prise en charge des maladies professionnelles) (p. 4527) - Adopté (p. 4529).

##### Section 5

###### Objectifs de dépenses par branche

**Art. 32** (fixation des objectifs de dépenses par branche) (p. 4529) - Adopté après modification (p. 4530).

##### Section 6

###### Objectif national de dépenses d'assurance maladie

**Art. 33** (objectif national de dépenses d'assurance maladie, ONDAM) (p. 4530) - Adopté après modification (p. 4533).

##### Section 7

###### Mesures relatives à la trésorerie

**Art. 34** (ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général) (p. 4535) - Supprimé (p. 4536).

**Art. 35** (remise à l'équilibre de la trésorerie des différentes branches du régime général dans le cadre de la reprise de la dette de ce régime) (p. 4536) - Adopté.

**Art. 35 bis** (*gestion des excédents de trésorerie*) (p. 4536) - Supprimé (p. 4537).

**Art. 36** (*plafonnement des ressources non permanentes*) (p. 4537) - Adopté après modification (p. 4539).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4551, 4559) : *MM. François Autain, Jacques Bimbenet, Louis Boyer, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet.*

**Scrutin public n° 5** (p. 4559).

**Adoption** (17 novembre 1998) (p. 4559).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(2 décembre 1998) (p. 5554, 5603).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 5554, 5560) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. François Autain, Mme Nicole Borvo, M. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 5561, 5603) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. François Autain, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Claudé Domeizel, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Francis Giraud, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Bernard Murat, Jacques Udin.*

**Art. 1<sup>er</sup> et rapport annexé** (*approbation du rapport*) (p. 5594) - Adoptés après modification; précédemment réservés p. 5561 (p. 5601).

**Art. 2** (*affectation des excédents de la contribution sociale de solidarité des sociétés, CSSS, au Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et création, au sein du FSV d'un fonds de réserve pour les retraites*) (p. 5561) - Adopté après modification (p. 5563).

**Art. 3 bis** (*modification des conditions d'exonération de cotisations sociales patronales pour l'emploi d'une aide à domicile*) (p. 5563) - Adopté après modification (p. 5565).

**Art. 3 ter** (*exonération totale de cotisations sociales patronales pour les rémunérations des aides à domicile employées par des associations prestataires de services aux personnes*) (p. 5565) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

**Art. 3 quater** (*extension aux associations prestataires d'aide à domicile relevant du régime agricole de l'exonération totale de cotisations patronales prévue par le code de la sécurité sociale*) (p. 5565) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat (p. 5566).

**Art. 4** (*prorogation pendant trois ans et plafonnement du dispositif d'exonération de cotisations patronales de sécurité sociale pour l'embauche du premier salarié*) (p. 5566) - Adopté après modification.

**Art. 6** (*obligation pour les entreprises redevables de plus de 6 millions de francs de cotisations de régler les sommes dues par virement*) (p. 5567) - Adopté.

**Art. 7** (*suppression de la déductibilité des dépenses de recherche de l'assiette d'un prélèvement à la charge de l'industrie pharmaceutique - Art. 12 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996*) (p. 5568) - Supprimé.

**Art. 11 bis** (*majoration des droits sur le tabac*) (p. 5568) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat (p. 5570).

**Art. 12 A** (*compensation intégrale des exonérations de charges sociales accordées dans le cadre de la loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail*) (p. 5570) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat.

**Art. 12** (*prévisions de recettes*) (p. 5571) - Adopté après modification.

**Art. 13 bis** (*maintien à dix ans et à quinze ans d'une majoration pour âge des allocations familiales - Art. L. 521-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 5571) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat.

**Art. 16** (*création d'un système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie et d'un conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance maladie - Art. L. 161-28-1 à L. 161-28-4 nouveaux, art. L. 161-29 et L. 161-30 du code de la sécurité sociale*) (p. 5571) - Adopté après modification (p. 5573).

**Art. 17** (*extension du champ de la négociation conventionnelle avec les médecins - Art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale*) (p. 5573) - Supprimé.

**Art. 18** (*élargissement des missions des unions des médecins exerçant à titre libéral - Art. 8 de la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993, art. L. 791-2 du code de la santé publique*) (p. 5574) - Adopté après modification (p. 5575).

**Art. 19** (*critères de mise en place du mécanisme d'incitation à la cessation d'activité des médecins, MICA, et des aides à leur reconversion - Art. 4 de la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988, art. L. 162-5 du code de la santé publique*) (p. 5575) - Adopté après modification (p. 5576).

**Art. 20** (*fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 5576) - Adopté après modification (p. 5577).

**Art. 21** (*lettres-clés flottantes et reversements collectifs à la charge des médecins libéraux - Art. L. 162-5, L. 165-5-2, L. 162-5-3 et L. 162-5-4 du code de la sécurité sociale*) (p. 5577) - Adopté après modification (p. 5580).

**Art. 22** (*sanctions financières pour les médecins au titre de 1998*) (p. 5580) - Supprimé (p. 5581).

**Art. 22 bis** (*facturation détaillée des fournitures utilisées par les professionnels de santé - Art. L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale*) (p. 5581) - Adopté après modification (p. 5582).

**Art. 23** (*création d'un droit de substitution au profit du pharmacien - Art. L. 512-3 nouveau et L. 601-6 du code de la santé publique, art. L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle, art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale*) (p. 5582) - Adopté après modification (p. 5585).

**Art. 24** (*contenu des conventions passées entre le Comité économique du médicament et les entreprises pharmaceutiques - Art. L. 162-16-1 et L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale*) (p. 5585) - Adopté après modification (p. 5586).

**Art. 25** (*institution d'une clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique - Art. L. 138-10 à L. 138-19 nouveaux du code de la sécurité sociale*) (p. 5586) - Adopté après modification (p. 5588).

**Art. 26 bis** (*relations entre les agences régionales de l'hospitalisation et les cliniques privées à but lucratif - Art. L. 712-12-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 5588) - Supprimé (p. 5589).

**Art. 27** (*régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financées par l'assurance maladie - Art. 11-1, 27-1 à 27-5 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 et art. L. 174-7 du code de la sécurité sociale*) (p. 5589) - Adopté après modification (p. 5590).

**Art. 27 bis** (*exercice de la médecine dans les établissements sociaux et médico-sociaux - Art. 27-6 nouveau de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975*) (p. 5590) - Supprimé.

**Art. 29 bis** (*modification du régime de l'assurance veuvage*) (p. 5590) - Adopté après modification (p. 5591).

**Art. 31 bis** (*mise en place d'un dispositif de cessation anticipée d'activité pour les travailleurs de l'amiante*) (p. 5591) - Adopté (p. 5592).

**Art. 32** (*fixation des objectifs de dépenses par branche*) (p. 5592) - Adopté après modification.

**Art. 33** (*objectif national de dépenses d'assurance maladie, ONDAM*) (p. 5592) - Adopté après modification (p. 5593).

**Art. 34** (*ratification du relèvement du plafond des ressources non permanentes applicables au régime général*) (p. 5593) - Supprimé.

**Art. 35 bis** (*gestion des excédents de trésorerie*) (p. 5593) - Supprimé.

**Art. 36** (*plafonnement des ressources non permanentes*) (p. 5593) - Adopté après modification (p. 5594).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5601, 5603) : *M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet.*

**Adoption** (2 décembre 1998) (p. 5603).

## Sénat

Voir *Elections et référendums*, 3  
*Justice*, 3 Après l'art. 16

## Service national

Voir *Justice*, 3 Après l'art. 16  
*Lois de finances*

## Services du Premier ministre

Voir *Lois de finances*

## Sessions parlementaires extraordinaires

Voir *Allocutions et communications*

## Sessions parlementaires ordinaires

Voir *Allocutions et communications*

## Spectacles

Voir *Culture*, 1

## Sports

**1. - Proposition de loi portant diverses mesures urgentes relatives à la sécurité et à la promotion d'activités sportives, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, par M. Didier MIGAUD (18 décembre 1997) [n° 599 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Urgence - Rapport de M. Henri NAYROU (15 janvier 1998) [n° 635 rect. (97-98)] - Discussion (22 janvier 1998) - Adoption (22 janvier 1998) [n° 77].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (22 janvier 1998) [n° 243 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. François LESEIN (28 janvier 1998) [n° 255 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 70].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (4 février 1998) [n° 680 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE)** - Rapport de M. Henri NAYROU (5 février 1998) [n° 686 (97-98)].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. François LESEIN (5 février 1998) [n° 276 (97-98)].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE)** (4 février 1998) [n° 680 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Henri NAYROU [n° 692 (97-98)] - Discussion (12 février 1998) - Adoption (12 février 1998) [n° 85].

**NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la sécurité et à la promotion d'activités sportives**

**TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE)** (13 février 1998) [n° 296 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. François LESEIN [n° 299 (97-98)] - Discussion (24 février 1998) - Adoption (24 février 1998) [n° 85].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE)** (25 février 1998) [n° 718 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Henri NAYROU (25 février 1998) [n° 720 (97-98)] - Discussion (25 février 1998) - Adoption (25 février 1998) [n° 95].

**PROMULGATION : loi n° 98-146 du 6 mars 1998 (J.O. Lois et décrets du 10 mars 1998).**

### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 626, 647).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 626, 635) : *M. James Bordas, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Marcel Charmant, François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Hélène Luc.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 635, 644) : *M. Michel Barnier, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Marcel Charmant, Jean Faure, François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Ivan Renar, René-Pierre Signé.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*modification des dispositions relatives aux conditions d'homologation*) (p. 635) - Adopté après modification (p. 636).

**Art. 2** (*extension du champ d'application de la peine complémentaire d'interdiction de stade*) (p. 636) - Adopté après modification (p. 637).

**Art. 3** (*conditions d'exercice de la liberté de prestation de services d'éducateur sportif*) (p. 637) - Adopté après modification (p. 642).

**Art. 4** (*limitation du droit de citation et du droit d'accès des journalistes aux enceintes sportives*) (p. 642) - Supprimé (p. 645).

**Nouvel intitulé** ("*Proposition de loi modifiant la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives*") (p. 644) - Adopté (p. 645).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 645, 647) : *M. Michel Barnier, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Jean Faure, Jacques Habert, Jacques Legendre, François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles, Michel Mercier.*

**Adoption** (4 février 1998) (p. 647).



**Discussion (nouvelle lecture)**

(24 février 1998) (p. 908, 918).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE :** *Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Marcel Charmant, Jean Dérian, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. François Lesein, rapporteur.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES :** *Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Marcel Charmant, Jean Cluzel, Charles Descours, Jean Faure, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*modification des dispositions relatives aux conditions d'homologation*) (p. 912) - Adopté après modification.

**Art. 2** (*extension du champ d'application de la peine complémentaire d'interdiction de stade*) (p. 912) - Adopté après modification (p. 913).

**Art. 3** (*conditions d'exercice de la liberté de prestation de services d'éducateur sportif*) (p. 913) - Adopté après modification (p. 915).

**Art. 4** (*limitation du droit de citation et du droit d'accès des journalistes aux enceintes sportives*) (p. 915) - Supprimé (p. 917).

**Explications de vote sur l'ensemble :** *MM. James Bordas, Marcel Charmant, Jean Faure, Guy Fischer.*

**Adoption** (24 février 1998) (p. 918).

**2. - Projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage, PRESENTE AU SENAT,** au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Marie-George BUFFET, ministre de la jeunesse et des sports (5 mai 1998) [n° 416 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. François LESEIN (20 mai 1998) [n° 442 (97-98)] - Discussion (28 mai 1998) - Adoption (28 mai 1998) [n° 147].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (29 mai 1998) [n° 941 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Alain NERI (10 mai 1998) [n° 1188 (98-99)] - Discussion (18, 19 novembre 1998) - Adoption (19 novembre 1998) [n° 195].

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)** (20 novembre 1998) [n° 75 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. James BORDAS (2 décembre 1998) [n° 94 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 53].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (22 décembre 1998) [n° 1324 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**Discussion (première lecture)**

(28 mai 1998) (p.2570, 2577 ; 2587, 2621).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2570, 2577 ; 2587, 2594) : *M. James Bordas, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. André Egu, Dominique Leclerc, François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Hélène Luc, M. Franck Sérusclat.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2594, 2619) : *M. Jean-Luc Bécart, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Claude Estier, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Dominique Leclerc, François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Hélène Luc, M. Franck Sérusclat.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*politique de prévention du dopage*) (p. 2594) - Adopté.

**TITRE I<sup>er</sup>****DE LA SURVEILLANCE MEDICALE DES SPORTIFS**

**Art. 2** (*contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives*) (p. 2594) - Adopté après modification (p. 2596).

**Art. 3** (*contrôle médical préalable aux compétitions*) (p. 2597) - Adopté après modification.

**Art. 4** (*contribution des fédérations sportives à la politique de prévention du dopage*) (p. 2597) - Adopté après modification (p. 2599).

**Art. 5** (*prescription de produits dopants*) (p. 2599) - Adopté après modification (p. 2600).

**Art. 6** (*suivi médical des sportifs de haut niveau*) (p. 2600) - Adopté après modification (p. 2601).

**Art. 7** (*livret individuel des sportifs de haut niveau*) (p. 2601) - Adopté.

**TITRE II****DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LE DOPAGE****Section 1***Du conseil de prévention et de lutte contre le dopage*

**Art. 8** (*Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 2601) - Adopté après modification (p. 2603).

**Art. 9** (*compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 2603) - Adopté après modification (p. 2609).

**Art. 10** (*régime financier et moyens en personnel du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 2609) - Adopté après modification.

**Section 2***Des agissements interdits*

**Art. 11** (*définition et prohibition du dopage*) (p. 2609) - Adopté après modification (p. 2610).

**Art. 12** (*interdiction de la fourniture à des sportifs de produits dopants et de l'entrave aux contrôles*) (p. 2610) - Adopté après modification.

**Section 3***Du contrôle*

**Art. 13** (*personnes habilitées à procéder aux enquêtes et contrôles - initiative des contrôles*) (p. 2610) - Adopté après modification (p. 2611).

**Art. 14** (*contrôles anti-dopage*) (p. 2611) - Adopté.

**Art. 15** (*perquisitions*) (p. 2611) - Adopté.

**Art. 16** (*saisies*) (p. 2611) - Adopté.

**Section 4***Des sanctions administratives*

**Art. 17** (*exercice par les fédérations de leur compétence disciplinaire*) (p. 2612) - Adopté après modification (p. 2613).

**Art. 18** (*pouvoirs de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 2613) - Adopté après modification (p. 2615).

**Section 5***Des sanctions pénales*

**Art. 19** (*sanctions pénales*) (p. 2615) - Adopté après modification.

**Art. 20** (*exercice par le Comité national olympique et sportif français et les fédérations des droits reconnus à la partie civile*) (p. 2615) - Adopté (p. 2616).

### TITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES

**Art. 21** (*modalités d'application*) (p. 2616) - Adopté après modification.

**Art. 22** (*restriction du champ d'application de la loi du 28 juin 1989 à la lutte contre le dopage des animaux*) (p. 2616) - Adopté après modification (p. 2618).

**Art. 23** (*abrogation de l'article 35 de la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives*) (p. 2618) - Adopté après modification (p. 2619).

Après l'art. 23 (p. 2619).

**Art. additionnel** (*déclaration préalable des manifestations publiques de sports de combat ou d'arts martiaux ne relevant pas d'une fédération sportive agréée*) (p. 2619) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2619, 2621) : *MM. Jean Bernard, Jacques Habert, François Lesein, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Hélène Luc, M. Franck Sérusclat.*

**Adoption** (28 mai 1998) (p. 2621).

#### Discussion (deuxième lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6652, 6688).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 6652, 6661) : *M. James Bordas, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Serge Lagache, Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, M. Franck Sérusclat.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 6661, 6686) : *MM. Jacques Bimbenet, James Bordas, rapporteur de la commission des affaires culturelles, Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Michel Dreyfus-Schmidt, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Serge Lagache, Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, MM. Franck Sérusclat, André Vallet.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*politique de prévention du dopage*) (p. 6661) - Adopté après modification.

Après l'art. 1<sup>er</sup> (p. 6661).

**Art. additionnel** (*organisation d'antennes médicales de lutte contre le dopage*) (p. 6661) - Adopté (p. 6663).

**Art 1<sup>er</sup> bis** (*définition du terme de fédération au sens du projet de loi*) (p. 6663) - Supprimé.

**Art 1<sup>er</sup> ter** (*introduction dans le cahier des charges des services publics de radiodiffusion sonore et de télévision de dispositions relatives à la promotion de la protection de la santé des sportifs et de la lutte contre le dopage*) (p. 6663) - Supprimé.

**Art 1<sup>er</sup> quater** (*charte de bonne conduite des partenaires officiels des événements sportifs et des sportifs*) (p. 6663) - Supprimé.

**Art 2** (*contrôle médical préalable à la délivrance des licences sportives*) (p. 6664) - Adopté après modification (p. 6665).

**Art. 3** (*contrôle médical préalable aux compétitions*) (p. 6665) - Adopté après modification.

**Art. 3 bis** (*déclaration nominale obligatoire des cas présumés de dopage*) (p. 6665) - Adopté après modification (p. 6671).

**Art. 3 ter** (*sanction disciplinaire du défaut de déclaration nominale des présomptions de dopage*) (p. 6671) - Supprimé (p. 6672).

**Art. 4** (*contribution des fédérations sportives à la prévention du dopage*) (p. 6672) - Adopté après modification (p. 6673).

Avant l'art. 5 (p. 6673).

**Art. additionnel** (*devoirs des médecins à l'égard des patients ayant recours au dopage*) (p. 6673) - Adopté.

**Art. 5** (*prescription de produits dopants*) (p. 6673) - Adopté après modification (p. 6674).

Avant l'art. 6 (p. 6674).

**Art. additionnel** (*application de la loi sur la veille sanitaire au dopage*) (p. 6674) - Adopté.

**Art. 7** (*livret individuel des sportifs de haut niveau*) (p. 6675) - Adopté après modification.

**Art. 8** (*Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 6675) - Adopté après modification (p. 6676).

**Art. 9** (*compétences du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 6676) - Adopté après modification (p. 6678).

**Art. 14** (*contrôle antidopage*) (p. 6678) - Adopté après modification (p. 6680).

**Art. 15** (*droit de perquisition*) (p. 6680) - Adopté après modification (p. 6681).

**Art. 16** (*saisies*) (p. 6681) - Adopté après modification (p. 6682).

**Art. 16 bis** (*coopération entre les services participant à la répression du trafic de produits dopants*) (p. 6682) - Adopté.

**Art. 17** (*exercice par les fédérations sportives de leurs compétences disciplinaires*) (p. 6682) - Adopté après modification (p. 6683).

**Art. 18** (*pouvoir de sanction du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 6683) - Adopté après modification (p. 6684).

**Art. 21** (*modalités d'application*) (p. 6684) - Adopté.

**Art. 22** (*restriction du champ d'application de la loi du 28 juin 1989 à la lutte contre le dopage des animaux*) (p. 6685) - Adopté.

**Art. 23** (*abrogation de l'article 35 de la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives*) (p. 6685) - Adopté après modification.

**Art. 24** (*déclaration préalable des manifestations publiques de sports de combat ou d'arts martiaux ne relevant pas d'une fédération sportive agréée - art. 49-1-A de la loi du 16 juillet 1984*) (p. 6685) - Adopté après modification (p. 6686).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6686, 6688) : *Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. Jean Delaneau, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Serge Lagache, Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc.*

**Adoption** (22 décembre 1998) (p. 6688).

## Structures agricoles

Voir *Rapports du Gouvernement*

**Stupéfiants (trafic)**

Voir *Politique économique et sociale*, 2 Art. 59

**Suède**

Voir *Traités et conventions*, 37

**Suisse**

Voir *Traités et conventions*, 9; 49

# T

## Taxe professionnelle

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4

## Télécommunications

Voir *Politique économique et sociale*, 2  
*Rapports du Gouvernement*

## Télévision (chaînes)

Voir *Lois de finances*

## Terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

Voir *Pêche maritime et produits de la mer*, 1

## Terrorisme

Voir *Traités et conventions*, 33

## Togo

Voir *Traités et conventions*, 47

## Tourisme et loisir

Voir *Logement*, 2  
*Lois de finances*

## Toxicomanie

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 2  
*Sécurité routière*, 1  
*Rappels au règlement*

## Traité d'Amsterdam

Voir *Constitution*, 1

## Traités et conventions

Voir *Armes*, 1

1. - **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (13 juin 1997) [n° 6 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de Mme Nicole PERY avec ceux des projets de loi n° 4 (96-97) et n° 5 (96-97) - Traités et conventions - (26 novembre 1997) [n° 484 (97-98)] -

Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 56].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (19 décembre 1997) [n° 199 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de Mme Paulette BRISEPIERRE, avec ceux des projets de loi n° 197 (97-98) et n° 198 (97-98) du 19 décembre 1997 - Traités et conventions - (14 janvier 1998) [n° 219 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 71].

**PROMULGATION** : loi n° 98-76 du 11 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 13 février 1998).

### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 648, 653).

I - **DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 648, 653) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 198 et n° 197 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; MM. Jacques Habert, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Pierre Mauroy.*

II - **DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE** (p. 653) : *Mme Danielle Bidard-Reydet.*

**Adoption** (4 février 1998) (p. 653).

2. - **Projet de loi autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (13 juin 1997) [n° 5 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de Mme Nicole PERY avec ceux des projets de loi n° 4 (96-97) et n° 6 (96-97) - Traités et conventions - (26 novembre 1997) [n° 484 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 57].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (19 décembre 1997) [n° 198 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de Mme Paulette BRISEPIERRE, avec ceux des projets de loi n° 197 (97-98) et n° 199 (97-98) du 19 décembre 1997 - Traités et conventions - (14 janvier 1998) [n° 219 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 72].

**PROMULGATION** : loi n° 98-77 du 11 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 13 février 1998).

### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 648, 653).

I - **DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 648, 653) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 199 et n° 197 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; MM. Jacques Habert, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Pierre Mauroy.*

II - **DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE** (p. 653).

**Adoption** (4 février 1998) (p. 653).

**3. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (13 juin 1997) [n° 4 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de Mme Nicole PERY avec ceux des projets de loi n° 5 (96-97) et n° 6 (96-97) - Traités et conventions - (26 novembre 1997) [n° 484 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 58].**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1997) [n° 197 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE, commun avec ceux des projets de loi n° 198 (97-98) et n° 199 (97-98) - Traités et conventions - (14 janvier 1998) [n° 219 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 73].**

**PROMULGATION : loi n° 98-78 du 11 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 13 février 1998).**

#### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 648, 654).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 648, 653) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 199 et n° 198 (97-98) - Traités et conventions : Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; MM. Jacques Habert, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Pierre Mauroy.**

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 654).**

**Adoption (4 février 1998) (p. 654).**

**4. - Projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Albanie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (7 août 1996) [n° 2978 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude-Gérard MARCUS (18 décembre 1996) [n° 3247 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 646].**

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 1997) [n° 202 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (17 décembre 1997) [n° 182 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 74].**

**PROMULGATION : loi n° 98-75 du 11 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 13 février 1998).**

#### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 654, 657).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 654, 657) : MM. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.**

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 657).**

**Adoption (4 février 1998) (p. 657).**

**5. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant**

**du 16 janvier 1987, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (9 janvier 1997) [n° 172 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Emmanuel HAMEL (27 janvier 1998) [n° 252 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 75].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 février 1998) [n° 681 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François LONCLE (6 mai 1998) [n° 877 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 152].**

**PROMULGATION : loi n° 98-470 du 17 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 19 juin 1998).**

#### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 657, 660).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 657, 660) : MM. Jacques Habert, Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.**

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 660).**

**Adoption (4 février 1998) (p. 660).**

**6. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 juillet 1997) [n° 396 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (27 janvier 1998) [n° 251 (97-98)] - Discussion (4 février 1998) - Adoption (4 février 1998) [n° 76].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (5 février 1998) [n° 682 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Martine AURILLAC (6 mai 1998) [n° 876 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 151].**

**PROMULGATION : loi n° 98-471 du 17 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 19 juin 1998).**

#### Discussion (première lecture)

(4 février 1998) (p. 661, 662).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 660, 662) : MM. Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.**

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 662).**

**Adoption (4 février 1998) (p. 662).**

**7. - Projet de loi relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Franck BOROTRA, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications (26 mars 1997) [n° 291 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Francis GRIGNON (28 janvier 1998) [n° 253 (97-98)] - Avis de M. Jean-Paul AMOUDRY (28 janvier 1998) [n° 254 (97-98)] - Avis de M. Guy PENNE (4 février 1998) [n° 268 (97-98)] - Discussion (11 février 1998) - Adoption (11 février 1998) [n° 81].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 février 1998) [n° 698 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. André VAUCHEZ (7 avril 1998) [n° 823 (97-98)] - Discussion (23 avril 1998) - Adoption (23 avril 1998) [n° 126].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (28 avril 1998) [n° 405 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Francis GRIGNON (28 mai 1998) [n° 461 (97-98)] - Discussion (4 juin 1998) - Adoption (4 juin 1998) [n° 151].

PROMULGATION : loi n° 98-467 du 17 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 18 juin 1998).

#### Discussion (première lecture)

(11 février 1998) (p. 787, 831).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 787, 796) : M. Jean-Paul Amoudry, rapporteur pour avis de la commission des lois; Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Francis Grignon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; André Rouvière, en remplacement de M. Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 796, 828) : M. Jean-Paul Amoudry, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Francis Grignon, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; André Rouvière.

Art. 1 (terminologie et définitions) (p. 796) - Adopté après modification.

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### ARMES CHIMIQUES

Nouvel intitulé (Suppression des armes chimiques) (p. 796) - Adopté.

#### Chapitre 1

##### Interdictions

Art. 2 (interdiction des armes chimiques) (p. 796) - Adopté après modification.

Art. 3 (interdiction des installations de fabrication d'armes chimiques et du transfert de matériel ou d'information) (p. 796) - Adopté après modification (p. 797).

#### Chapitre 2

##### Déclarations

Art. 4 (déclaration des armes chimiques et de leurs installations) (p. 797) - Adopté après modification (p. 798).

#### Chapitre 3

##### Destruction

Art. 5 (destruction des armes chimiques) (p. 798) - Adopté après modification.

Art. 6 (destruction des installations de fabrication d'armes chimiques et du matériel) (p. 798) - Adopté après modification (p. 799).

#### TITRE II

#### CONTRÔLE DE CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES

#### Chapitre 1<sup>er</sup>

##### Produits chimiques du tableau 1 et leurs installations

##### Section 1

##### Produits chimiques

Art. 7 (régime d'autorisation des utilisations licites des produits chimiques du tableau 1) (p. 799) - Adopté après modification (p. 800).

Art. 8 (déclaration des quantités de produits du tableau 1 manipulés annuellement) (p. 800) - Adopté après modification (p. 801).

#### Section 2

##### Installations

Art. 9 (autorisation des installations de fabrication des produits chimiques inscrits au tableau 1) (p. 801) - Adopté après modification.

Art. 10 (déclaration des installations de traitement et de consommation des produits chimiques du tableau 1) (p. 801) - Adopté.

#### Chapitre 2

##### Produits chimiques du tableau 2 et leurs installations

##### Section 1

##### Produits chimiques

Art. 11 (déclaration de fabrication, traitement et consommation des produits du tableau 2) (p. 801) - Adopté (p. 802).

Art. 12 (commerce des produits du tableau 2 avec des Etats non parties à la convention) (p. 802) - Adopté après modification.

#### Section 2

##### Installations

Art. 13 (déclaration des installations de produits du tableau 2) (p. 802) - Adopté.

#### Chapitre 3

##### Produits chimiques du tableau 3 et leurs installations

##### Section 1

##### Produits chimiques

Art. 14 (déclaration de la fabrication des produits du tableau 3) (p. 802) - Adopté.

Art. 15 (commerce international des produits du tableau 3) (p. 802) - Adopté après modification.

#### Section 2

##### Installations

Art. 16 (Installation de fabrication des produits chimiques du tableau 3) (p. 802) - Adopté.

#### Chapitre 4

##### Installations de fabrication par synthèse de produits chimiques organiques définis

Art. 17 (déclaration des installations fabriquant des produits chimiques organiques définis) (p. 802) - Adopté après modification (p. 803).

#### Chapitre 5

##### Dispositions communes

Art. 18 (déclaration des importations et des exportations réalisées annuellement) (p. 803) - Adopté.

Art. 19 (révocabilité des autorisations d'importation et d'exportation) (p. 803) - Adopté.

Art. 20 (décrets d'application) (p. 803) - Adopté après modification.

#### TITRE III

#### VERIFICATION INTERNATIONALE

#### Chapitre 1

##### Inspecteurs et accompagnateurs

Art. 21 (mission des inspecteurs et des accompagnateurs) (p. 803) - Adopté après modification (p. 804).

**Art. 22** (conditions de désignation de l'équipe d'accompagnement et mission de son chef) (p. 804) - Adopté après modification.

**Art. 23** (attributions spécifiques du chef de l'équipe d'accompagnement) (p. 804) - Adopté.

**Art. 24** (contrôle de l'accès aux relevés par le chef de l'équipe d'accompagnement et protection de la vie privée des personnes) (p. 804) - Adopté après modification (p. 805).

Après l'art. 24 (p. 805).

**Art. additionnel** (mission de protection de la vie privée des personnes confiée au chef de l'équipe d'accompagnement) (p. 805) - Adopté.

**Art. 25** (entretien avec les membres du personnel d'installation) (p. 805) - Adopté.

**Art. 26** (photographie des installations) (p. 805) - Adopté (p. 806).

**Art. 27** (prélèvement et analyse des échantillons) (p. 806) - Adopté après modification (p. 808).

**Art. 28** (demandes d'éclaircissement) (p. 809) - Adopté.

## Chapitre 2

### Exécution de la vérification internationale

#### Section 1

##### Règles générales

**Art. 29** (objet de la vérification internationale) (p. 809) - Adopté après modification.

**Art. 30** (notification de l'inspection) (p. 809) - Adopté après modification (p. 811).

Après l'art. 30 (p. 811).

**Art. additionnel** (activité de l'équipe d'inspection de nature à gêner ou retarder abusivement le fonctionnement de l'installation) (p. 811) - Adopté après modification.

**Art. 31** (opérations liées au fonctionnement des installations et respect des règles de sécurité en vigueur sur le site) (p. 811) - Adopté après modification (p. 812).

**Art. 32** (droit d'observation et prolongation de l'inspection) (p. 812) - Adopté après modification.

#### Section 2

##### Vérification internationale autre que par mise en demeure des installations déclarées ou autorisées

**Nouvel intitulé** (vérification internationale, autre que l'inspection par mise en demeure, des installations déclarées ou autorisées) (p. 812) - Adopté.

**Art. 33** (surveillance de la vérification systématique) (p. 812) - Adopté après modification (p. 813).

#### Section 3

##### Vérification par mise en demeure

**Nouvel intitulé** (inspection par mise en demeure) (p. 813) - Adopté.

**Art. 34** (périmètre et plan détaillé de l'inspection) (p. 813) - Adopté après modification.

**Art. 35** (verrouillage du site) (p. 813) - Adopté après modification (p. 814).

**Art. 36** (accès de l'observateur au site d'inspection) (p. 814) - Adopté (p. 815).

## Chapitre 3

### Droit d'accès

#### Section 1

#### Inspection par mise en demeure

**Art. 37** (autorisation d'accès) (p. 815) - Adopté.

**Art. 38** (contrôle du mandat d'inspection par le président du tribunal de grande instance) (p. 815) - Adopté après modification (p. 816).

**Art. 39** (ordonnance du président du tribunal de grande instance) (p. 816) - Adopté après modification (p. 817).

**Art. 40** (notification de l'ordonnance) (p. 817) - Adopté après modification.

**Art. 41** (observation des opérations par un officier de police judiciaire) (p. 817) - Adopté après modification.

**Art. 42** (limitation de l'accès aux installations) (p. 817) - Adopté après modification (p. 818).

#### Section 2

##### Autres vérifications

**Art. 43** (droit d'accès en dehors des inspections par mise en demeure) (p. 818) - Adopté après modification.

**Art. 44** (demande d'éclaircissement portant sur une installation de fabrication de produits chimiques du tableau 3) (p. 818) - Adopté après modification (p. 819).

#### Section 3

##### Dispositions communes

**Art. 45** (respect de la confidentialité ou du secret) (p. 819) - Adopté après modification.

**Art. 46** (respect de la confidentialité ou du secret) (p. 819) - Adopté.

**Art. 47** (mesures de substitution) (p. 819) - Adopté.

## TITRE IV

### INVESTIGATIONS NATIONALES

**Art. 48** (attribution de l'autorité administrative) (p. 819) - Adopté.

**Art. 49** (contrôle par l'Etat des obligations prévues par la présente loi) (p. 819) - Adopté.

**Art. 50** (conditions d'application de l'article 49) (p. 820) - Adopté.

**Art. 51** (procès verbaux des contrôles effectués par les agents assermentés) (p. 820) - Adopté.

## TITRE V

### SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

#### Chapitre 1

##### Sanctions administratives

**Art. 52** (sanction administrative en cas d'obstruction au pouvoir de contrôle de l'autorité administrative) (p. 820) - Adopté.

**Art. 53** (sanction administrative en cas de manquement aux obligations de déclaration) (p. 820) - Adopté après modification.

**Art. 54** (prescription des faits donnant lieu aux amendes et aux astreintes) (p. 820) - Adopté.

#### Chapitre 2

##### Sanctions pénales

#### Section 1

##### Armes chimiques et leurs installations

**Nouvel intitulé** (dispositions relatives aux armes chimiques) (p. 820) - Adopté (p. 821).

**Art. 55** (infractions de nature criminelle) (p. 821) - Adopté après modification.

**Art. 56** (*infractions de nature criminelle*) (p. 821) - Adopté après modification.

**Art. 57** (*infractions de nature criminelle*) (p. 821) - Adopté après modification (p. 822).

**Art. 58** (*infractions de nature criminelle*) (p. 822) - Adopté après modification.

**Art. 59** (*provocation à commettre certaines infractions*) (p. 822) - Adopté après modification (p. 823).

**Art. 60** (*sanction du transfert d'une arme chimique ancienne ou abandonnée*) (p. 823) - Adopté.

**Art. 61** (*possibilité de stockage provisoire par l'Etat des armes chimiques*) (p. 823) - Adopté après modification (p. 824).

**Art. 62** (*opposition à la saisie par l'autorité administrative d'une arme chimique*) (p. 824) - Adopté après modification.

**Art. 63** (*défaut de déclaration*) (p. 824) - Adopté après modification (p. 825).

**Art. 64** (*défaut de déclaration*) (p. 825) - Adopté après modification.

**Art. 65** (*notification du fonctionnement des équipements de surveillance*) (p. 825) - Adopté.

### Section 2

#### *Produits chimiques et leurs installations*

**Nouvel intitulé** (*dispositions relatives aux produits chimiques*) (p. 825) - Adopté.

**Art. 66** (*infractions relatives aux produits chimiques inscrits au tableau I et fabriqués à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection*) (p. 825) - Adopté.

**Art. 67** (*infractions relatives aux produits chimiques inscrits au tableau I et fabriqués à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection*) (p. 825) - Adopté après modification (p. 826).

**Art. 68** (*sanction des défauts de déclaration*) (p. 826) - Adopté après modification.

**Art. 69** (*sanction du commerce et du courtage des produits chimiques*) (p. 826) - Adopté.

### Section 3

#### *Dispositions communes*

**Art. 70** (*sanction de la tentative de certains délits*) (p. 826) - Adopté.

**Art. 71** (*assimilation d'infractions au regard de la récidive*) (p. 826) - Adopté après modification.

**Art. 72** (*sanction de l'obstruction aux vérifications internationales*) (p. 826) - Adopté.

**Art. 73** (*exemption de peine*) (p. 827) - Adopté.

**Art. 74** (*réduction de peine*) (p. 827) - Adopté.

**Art. 75** (*peines complémentaires*) (p. 827) - Adopté.

**Art. 76** (*responsabilité pénale de personnes morales*) (p. 827) - Adopté après modification.

**Art. 77** (*divulgaration sans autorisation de documents provenant de vérifications internationales*) (p. 827) - Adopté après modification (p. 828).

**Art. 78** (*confiscation des armes chimiques et des produits chimiques du tableau I*) (p. 828) - Adopté.

**Art. 79** (*dérogation au principe de territorialité de la loi pénale*) (p. 828) - Adopté.

**Art. 80** (*fonctionnaires habilités à constater les infractions aux prescriptions de la loi ainsi qu'aux dispositions*

*réglementaires prises pour son application*) (p. 828) - Adopté.

### Section 4

#### *Modification du code pénal*

**Art. 81** (*adaptation de l'article 421 du code pénal*) (p. 828) - Adopté.

### TITRE VI

#### APPLICATION A L'OUTRE-MER

**Art. 82** (*applicabilité aux territoires d'outre-mer*) (p. 828) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 828, 831) : *M. Jean Bernard, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Habert, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Henri de Raincourt, André Rouvière.*

**Adoption** (11 février 1998) (p. 831).

#### Discussion (deuxième lecture)

(4 juin 1998) (p. 2747, 2753).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2747, 2749) : *MM. Francis Grignon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 2749, 2752).

**Art. 2** (*interdiction des armes chimiques*) (p. 2749) - Adopté.

**Art. 3** (*interdiction des installations de fabrication d'armes chimiques et du transfert de matériel ou d'information*) (p. 2749) - Adopté (p. 2750).

**Art. 5** (*destruction des armes chimiques*) (p. 2750) - Adopté.

**Art. 7** (*régime d'autorisation des utilisations licites des produits chimiques du tableau I*) (p. 2750) - Adopté.

**Art. 9** (*autorisation des installations de fabrication des produits chimiques*) (p. 2750) - Adopté.

**Art. 10** (*déclaration des installations de traitement et de consommation des produits chimiques du tableau I*) - Adopté.

**Art. 16** (*installation de fabrication des produits chimiques du tableau 3*) (p. 2750) - Adopté.

**Art. 20** (*décret d'application*) (p. 2750) - Adopté.

**Art. 24** (*contrôle de l'accès des inspecteurs au relevé par le chef de l'équipe d'accompagnement*) (p. 2750) - Adopté.

**Art. 26** (*photographie des installations*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 27** (*prélèvement et analyse des échantillons*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 30 bis** (*gêne apportée au fonctionnement de l'installation par l'inspection*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 38** (*contrôle du mandat d'inspection par le président du tribunal de grande instance*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 40** (*notification de l'ordonnance*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 41** (*observation des opérations par un officier de police judiciaire*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 44** (*demande d'éclaircissement portant sur une installation de fabrication de produits chimiques du tableau 3*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 51 bis** (*communication au comité d'établissement de la liste des produits inscrits à l'ordre des trois tableaux*) (p. 2751) - Adopté.

**Art. 58** (*fabrication, détention et trafic d'armes chimiques*) (p. 2751) - Adopté.



**Art. 62** (*opposition à la saisie par l'autorité administrative d'une arme chimique*) (p. 2752) - Adopté.

**Art. 64** (*défaut de déclaration des armes chimiques*) (p. 2752) - Adopté.

**Art. 65** (*notification du fonctionnement des équipements de surveillance*) (p. 2752) - Adopté.

**Art. 66** (*violation du régime d'autorisation des produits chimiques inscrits au tableau I et fabriqués à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection*) (p. 2752) - Adopté.

**Art. 67** (*violation du régime d'autorisation des produits chimiques inscrit au tableau I et fabriqués à des fins médicales, pharmaceutiques, de recherche ou de protection*) (p. 2752) - Adopté.

**Art. 68** (*sanction des défauts de déclaration*) (p. 2752) - Adopté.

**Art. 79** (*dérogation au principe de territorialité de la loi pénale*) (p. 2752) - Adopté.

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2752, 2753) : *MM. Jean-Luc Bécart, Guy Penne, François Trucy.*

**Adoption** (4 juin 1998) (p. 2753).

**8. - Projet de loi autorisant la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 janvier 1998) [n° 650 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission de la défense - Rapport de M. Henri BERTHOLET (11 février 1998) [n° 693 (97-98)] - Avis de M. Pierre-Claude LANFRANCA (13 février 1998) [n° 699 (97-98)] - Discussion (24 février 1998) - Adoption (24 février 1998) [n° 92].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (25 février 1998) [n° 304 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean FAURE (4 mars 1998) [n° 330 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 96].

**PROMULGATION** : loi n° 98-217 du 27 mars 1998 (J.O. Lois et décrets du 28 mars 1998).

#### Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1281, 1288).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1281, 1288) : *MM. Jean-Luc Bécart, Bertrand Delanoë, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Xavier de Villepin, en remplacement de M. Jean Faure, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE** (p. 1288).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1288) : *MM. Jacques Habert, Emmanuel Hamel.*

**Adoption** (25 mars 1998) (p. 1288).

**9. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 9 septembre 1966 et modifiée par l'avenant du 3 décembre 1969, et au protocole final annexé à la convention entre la République française et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions signée le 31 décembre 1953, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (8 janvier 1998) [n° 205 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (24 mars 1998) [n° 351 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 97].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (26 mars 1998) [n° 783 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François GUILLAUME (6 mai 1998) [n° 878 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 149].

**PROMULGATION** : loi n° 98-474 du 17 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 19 juin 1998).

#### Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1289, 1291).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1289, 1291) : *MM. Emmanuel Hamel, en remplacement de M. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE** (p. 1291).

**Adoption** (25 mars 1998) (p. 1291).

**10. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur la coopération culturelle, scientifique et technique, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (2 janvier 1998) [n° 203 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE (4 février 1998) [n° 266 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 98].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (26 mars 1998) [n° 785 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René MANGIN (25 novembre 1998) [n° 1221 (97-98)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 211].

**PROMULGATION** : loi n° 98-1145 du 16 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 17 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1291, 1293).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1291, 1293) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE** (p. 1293).

**Adoption** (25 mars 1998) (p. 1293).

**11. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (8 janvier 1998) [n° 204 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (25 février 1998) [n° 313 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 99].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE)** (26 mars 1998) [n° 784 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1293, 1295).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1293, 1295) : *MM. Jacques Habert, en remplacement de M. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1295).

Adoption (25 mars 1998) (p. 1295).

12. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Inde sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 janvier 1998) [n° 231 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (25 février 1998) [n° 314 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mars 1998) [n° 788 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

## Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1295, 1297).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1295, 1297) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1297).

Adoption (25 mars 1998) (p. 1297).

13. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (28 janvier 1998) [n° 258 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (25 février 1998) [n° 315 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mars 1998) [n° 786 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

## Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1297, 1298).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1297, 1298) : *MM. Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1298).

Adoption (25 mars 1998) (p. 1298).

14. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 janvier 1998) [n° 230 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (4 mars 1998) [n° 328 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 102].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mars 1998) [n° 782 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

## Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1298, 1299).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1298, 1299) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires*

*étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1299).

Adoption (25 mars 1998) (p. 1299).

15. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 janvier 1998) [n° 232 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (4 mars 1998) [n° 329 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 mars 1998) [n° 787 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

## Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1299, 1300).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1298, 1300) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Alain Gournac, Emmanuel Hamel, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1300).

Adoption (25 mars 1998) (p. 1300).

16. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1995 sur le caoutchouc naturel (ensemble trois annexes)**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (1er octobre 1997) [n° 289 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Jacques GUILLET (21 janvier 1998) [n° 642 (97-98)] - Discussion (24 février 1998) - Adoption (24 février 1998) [n° 91].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 février 1998) [n° 305 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BIARNES (25 février 1998) [n° 316 (97-98)] - Discussion (25 mars 1998) - Adoption (25 mars 1998) [n° 104].

PROMULGATION : loi n° 98-238 du 1er avril 1998 (J.O. Lois et décrets du 3 avril 1998).

## Discussion (première lecture)

(25 mars 1998) (p. 1300, 1302).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1300, 1302) : *MM. Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; André Rouvière, en remplacement de M. Pierre Biarnès, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

## II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1302).

Adoption (25 mars 1998) (p. 1302).

17. - **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Hongrie**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (8 avril 1998) [n° 384 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT, commun avec ceux des projets de loi n° 385 (97-98) et n° 386 (97-98) - Traités et conventions - (13 mai 1998) [n° 430 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 133].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 MAI 1998) [n° 913 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. André BOREL (27 mai 1998) [n° 935 (97-98)] - Avis de M. Arthur PAECHT (29 mai 1998) [n° 942 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 153].

PROMULGATION : loi n° 98-475 du 17 juin 1998 (J. O. lois et décrets du 19 juin 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2415, 2432).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2415, 2432) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 385 et n° 386 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, Jean-Luc Bécart, Jacques Chaumont, André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Claude Estier, Daniel Hoeffel, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Alain Richard, ministre de la défense; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2432) : *MM. Jacques Habert, Christian de La Malène.*

Scrutin public n° 91 (p. 2432).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2432).

**18. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Pologne, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (8 avril 1998) [n° 385 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT, commun avec ceux des projets de loi n° 384 (97-98) et n° 386 (97-98) - Traités et conventions - (13 mai 1998) [n° 430 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 134].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 912 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. André BOREL (27 mai 1998) [n° 935 (97-98)] - Avis de M. Arthur PAECHT (29 mai 1998) [n° 942 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 154].

PROMULGATION : loi n° 98-476 du 17 juin 1998 (J. O. lois et décrets du 19 juin 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2415, 2432).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2415, 2432) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 384 et n° 386 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, Jean-Luc Bécart, Jacques Chaumont, André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Claude Estier, Daniel Hoeffel, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Alain Richard, ministre de la défense; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2432).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2432).

**19. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République tchèque, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (8 avril 1998) [n° 386 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT, commun avec**

celui des projets de loi n° 384 (97-98) et n° 385 (97-98) du 8 avril 1998 - Traités et conventions - (13 mai 1998) [n° 430 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 135].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 922 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. André BOREL (27 mai 1998) [n° 935 (97-98)] - Avis de M. Arthur PAECHT (29 mai 1998) [n° 942 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 155].

PROMULGATION : loi n° 98-477 du 17 juin 1998 (J. O. lois et décrets du 19 juin 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2415, 2432).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2415, 2432) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 384 et n° 385 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, Jean-Luc Bécart, Jacques Chaumont, André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Claude Estier, Daniel Hoeffel, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Alain Richard, ministre de la défense; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2432).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2432).

**20. - Projet de loi autorisant la ratification du traité d'amitié, d'entente et de coopération entre la République française et la République d'Azerbaïdjan, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (19 mars 1998) [n° 349 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT (6 mai 1998) [n° 420 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 136].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 916 (97-98)] - renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René ANDRE (18 juin 1998) [n° 991 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 174].

PROMULGATION : loi n° 98-539 du 1er juillet 1998 (J. O. lois et décrets du 2 juillet 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2432, 2434).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2433, 2434) : *MM. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Emmanuel Hamel, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2434).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2434).

**21. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (12 février 1998) [n° 289 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Daniel GOULET (25 mars 1998) [n° 355 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 137].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 915 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2434, 2435).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2434, 2435) : *MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2435).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2435).

**22. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part (ensemble une annexe), PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (28 janvier 1998) [n° 259 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Daniel GOULET (25 mars 1998) [n° 354 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 138].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 914 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Henri de SICRE (18 juin 1998) [n° 988 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 170].

PROMULGATION : loi n° 98-540 du 1er juillet 1998 (J. O. lois et décrets du 2 juillet 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2435, 2436).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2435, 2436) : *MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2436).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2436).

**23. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (12 février 1998) [n° 288 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (25 mars 1998) [n° 356 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 139].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (22 mai 1998) [n° 917 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2436, 2437).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2436, 2437) : *MM. Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2437).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2437).

**24. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des**

**investissements (ensemble un échange de lettres), PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (19 mars 1998) [n° 348 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bertrand DELANOË (6 mai 1998) [n° 419 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 140].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 918 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Etienne PINTE (25 novembre 1998) [n° 1220 (98-99)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 210].

PROMULGATION : loi n° 98-1147 du 16 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 17 décembre 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2437, 2438).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2437, 2438) : *MM. Bertrand Delanoë, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2438).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2438).

**25. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques (ensemble une annexe), PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (22 avril 1998) [n° 398 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude ESTIER (6 mai 1998) [n° 421 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 141].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 919 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Marc REYMANN (18 juin 1998) [n° 989 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 169].

PROMULGATION : loi n° 98-541 du 1er juillet 1998 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1998).

**Discussion (première lecture)**

(20 mai 1998) (p. 2438, 2439).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2438, 2439) : *MM. Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2439).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2439).

**26. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE (21 janvier 1998) [n° 233 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT [n° 340 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 143].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 920 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BRANA (25 novembre 1998) [n° 1219 (98-99)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 209].

PROMULGATION : loi n° 98-1146 du 16 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 17 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(20 mai 1998) (p. 2439, 2441).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2439, 2441) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 202 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Chaumont, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2441).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2441).

**27. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (2 janvier 1998) [n° 202 (97-98) - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (5 mars 1998) [n° 339 (97-98)] - Discussion (20 mai 1998) - Adoption (20 mai 1998) [n° 142].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 mai 1998) [n° 921 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René MANGIN (25 novembre 1998) [n° 1221 (98-99)] - Discussion (9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 212].

PROMULGATION : loi n° 98-1144 du 16 décembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 17 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(20 mai 1998) (p. 2439, 2441).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2439, 2441) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 233 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Chaumont, Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2441).

Adoption (20 mai 1998) (p. 2441).

**28. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (6 mai 1998) [n° 424 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Daniel GOULET (27 mai 1998) [n° 454 (97-98)] - Discussion (4 juin 1998) - Adoption (4 juin 1998) [n° 149].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (4 juin 1998) [n° 964 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de Mme Christiane TAUBIRA-DELANNON (18 juin 1998) [n° 990 (97-98)] - Avis de M. Robert GAÏA (18 juin 1998) [n° 995 (97-98)] - Discussion (25 juin 1998) - Adoption (25 juin 1998) [n° 171].

PROMULGATION : loi n° 98-542 du 1er juillet 1998 (J.O. Lois et décrets du 2 juillet 1998).

#### Discussion (première lecture)

(4 juin 1998) (p. 2724, 2736).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2724, 2736) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 410 (97-98) - Armes) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Claude Huriet, Guy Penne, Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2736)

Adoption (4 juin 1998) (p. 2736).

**29. - Projet de loi autorisant la ratification du sixième protocole additionnel à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 août 1998) [n° 1076 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul DHAILLE (1er octobre 1998) [n° 1103 (98-99)] - Discussion (7 octobre 1998) - Adoption (7 octobre 1998) [n° 187].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1998) [n° 9 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André BOYER avec le projet de loi n° 1075 (97-98) du 26 août 1998 - Traités et conventions - (14 octobre 1998) [n° 21 (98-99)] - Discussion (29 octobre 1998) - Adoption (29 octobre 1998) [n° 6].

PROMULGATION : loi n° 98-992 du 5 novembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 6 novembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(29 octobre 1998) (p. 4097, 4100).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4097, 4100) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 10 (98-99) - Union européenne) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Daniel Hoeffel, Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4100).

Adoption (29 octobre 1998) (p. 4100).

**30. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 août 1998) [n° 1075 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Paul DHAILLE (1er octobre 1998) [n° 1103 (98-99)] - Discussion (7 octobre 1998) - Adoption (7 octobre 1998) [n° 188].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 1998) [n° 10 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André BOYER avec le projet de loi n° 1076 (97-98) du 26 août 1998 - Traités et conventions - (14 octobre 1998) [n° 21 (98-99)] - Discussion (29 octobre 1998) - Adoption (29 octobre 1998) [n° 7].

PROMULGATION : loi n° 98-993 du 5 novembre 1998 (J.O. Lois et décrets du 6 novembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(29 octobre 1998) (p. 4097, 4100).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4097, 4100) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 9 (98-99) - Union européenne) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Daniel Hoeffel, Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4100).

Adoption (29 octobre 1998) (p. 4100).

**31. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 juillet 1997) [n° 395 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude ESTIER (14 octobre 1998) [n° 14 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 16].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1198 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

**Discussion (première lecture)**

(12 novembre 1998) (p. 4351, 4354).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4351, 4354) :** *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4354).**

**Adoption (12 novembre 1998) (p. 4354).**

**32. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les États-Unis du Mexique, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (7 octobre 1998) [n° 3 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (4 novembre 1998) [n° 55 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 17].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1194 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

**Discussion (première lecture)**

(12 novembre 1998) (p. 4354, 4357).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4354, 4357) :** *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Estier, en remplacement de M. André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4357).**

**Adoption (12 novembre 1998) (p. 4357).**

**33. - Projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (7 octobre 1998) [n° 4 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (4 novembre 1998) [n° 54 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 18].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1193 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

**Discussion (première lecture)**

(12 novembre 1998) (p. 4357, 4359).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4357, 4359) :** *MM. Claude Estier, en remplacement de M. André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4359).**

**Adoption (12 novembre 1998) (p. 4359).**

**34. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la liberté de circulation, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 août 1998) [n° 559 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Daniel GOULET (21 octobre 1998) [n° 28 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 19].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1197 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

**Discussion (première lecture)**

(12 novembre 1998) (p. 4359, 4360).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4359, 4360) :** *MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4360).**

**Adoption (12 novembre 1998) (p. 4360).**

**35. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (15 juillet 1998) [n° 552 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Michel CALDAGUES avec celui du projet de loi n° 553 (97-98) du 15 juillet 1998 - Traités et conventions - (21 octobre 1998) [n° 27 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 20].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1196 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

**Discussion (première lecture)**

(12 novembre 1998) (p. 4360, 4363).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4360, 4362) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 553 (97-98) - Traités et conventions) :** *MM. Michel Caldagues, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Georges Othily.*

**II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4363).**

**Adoption (12 novembre 1998) (p. 4363).**

**36. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (15 juillet 1998) [n° 553 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Michel CALDAGUES avec celui du projet de loi n° 552 (97-98) du 15 juillet 1998 - Traités et conventions - (21 octobre 1998) [n° 27 (98-99)] - Discussion (12 novembre 1998) - Adoption (12 novembre 1998) [n° 21].**

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1998) [n° 1195 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.**

**Discussion (première lecture)**

(12 novembre 1998) (p. 4360, 4363).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4360, 4362) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 552 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Michel Caldaguès, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères; Georges Othily.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4363).

Adoption (12 novembre 1998) (p. 4363).

**37. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Suède à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 septembre 1998) [n° 571 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Paul MASSON avec ceux des projets de loi n° 568, n° 569, n° 570 (98-99) du 24 septembre 1998 - Traités et conventions - (9 décembre 1998) [n° 104 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 35].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1309 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**Discussion (première lecture)**

(22 décembre 1998) (p. 6631, 6634).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6631, 6634) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 570 (97-98), n° 569 (97-98), n° 568 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6634).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6634).

**38. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République de Finlande à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 septembre 1998) [n° 570 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Paul MASSON avec ceux des projets de loi n° 568, n° 569, n° 571 (98-99) du 24 septembre 1998 - Traités et conventions - (9 décembre 1998) [n° 104 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 36].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1310 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**Discussion (première lecture)**

(22 décembre 1998) (p. 6631, 6634).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6631, 6634) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 571 (97-98), n° 569 (97-98), n° 568 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6634).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6634).

**39. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume de Danemark à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 septembre 1998) [n° 569 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Paul MASSON avec ceux des projets de loi n° 568, n° 570, n° 571 (98-99) du 24 septembre 1998 - Traités et conventions - (9 décembre 1998) [n° 104 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 37].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1311 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**Discussion (première lecture)**

(22 décembre 1998) (p. 6631, 6634).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6631, 6634) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 571 (97-98), n° 570 (97-98), n° 568 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6634).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6634).

**40. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République italienne, le Royaume d'Espagne, la République portugaise, la République hellénique, la République d'Autriche, le Royaume de Danemark, la République de Finlande, le Royaume de Suède, parties contractantes à l'accord et à la convention de Schengen, et la République d'Islande et le Royaume de Norvège, relatif à la suppression des contrôles de personnes aux frontières communes, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 septembre 1998) [n° 568 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Paul MASSON avec ceux des projets de loi n° 569, n° 570, n° 571 (98-99) du 24 septembre 1998 - Traités et conventions - (9 décembre 1998) [n° 104 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 38].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1304 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**Discussion (première lecture)**

(22 décembre 1998) (p. 6631, 6635).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6631, 6634) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 571 (97-98), n° 570 (97-98), n° 569 (97-98) - Traités et conventions) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Paul Masson, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6634).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6635).

**41. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (2 septembre 1998) [n° 561 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT avec les projets de loi n° 562, n° 563, n° 564 (97-98) du 2 septembre 1998 - Traités et conventions - (16 décembre 1998) (n° 127 (98-99)) - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 39].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1315 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6635, 6637).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6635, 6637) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 562 (97-98), n° 563 (97-98), n° 564 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6637).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6637).

**42. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (2 septembre 1998) [n° 562 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT avec les projets de loi n° 561, n° 563, n° 564 (97-98) du 2 septembre 1998 - Traités et conventions - (16 décembre 1998) [n° 127 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 40].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1316 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6635, 6638).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6635, 6637) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 561 (97-98), n° 563 (97-98), n° 564 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6637, 6638).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6638).

**43. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE (2 septembre 1998) [n° 563 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT avec les projets de loi n° 561, n° 562, n° 564 (97-98) du 2 septembre 1998 - Traités et conventions - (16 décembre 1998) [n° 127 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 41].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1314 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6635, 6638).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6635, 6637) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 561 (97-98), n° 562 (97-98), n° 564 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6638).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6638).

**44. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (2 septembre 1998) [n° 564 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT avec les projets de loi n° 561, 562, 563 (97-98) du 2 septembre 1998 - Traités et conventions - (16 décembre 1998) [n° 127 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 42].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1313 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6635, 6638).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6635, 6637) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 561 (97-98), n° 562 (97-98), n° 563 (97-98) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6638).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6638).

**45. - Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Géorgie, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Géorgie, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (22 avril 1998) [n° 399 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (27 mai 1998) [n° 453 (97-98)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 43].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1320 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6638, 6640).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6638, 6639) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Alain Gournac.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6639).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6639, 6640) : *M. Alain Gournac.*

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6640).



46. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max-von-Laue-Paul-Langevin**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 mai 1998) [n° 446 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean FAURE (14 octobre 1998) [n° 16 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1319 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6642, 6643).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6642, 6643). *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6643).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6643).

47. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 juin 1998) [n° 560 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy PENNE (14 octobre 1998) [n° 15 (97-98)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 46].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1317 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6643, 6645).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6644, 6645) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6645).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6645).

48. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Hong Kong**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (1er avril 1998) [n° 371 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (27 mai 1998) [n° 452 (97-98)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1305 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6645, 6646).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6645, 6646) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6646).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6646).

49. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (2 juillet 1998) [n° 537 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (21 octobre 1998) [n° 26 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1318 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6646, 6647).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6646, 6647) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6647).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6647).

50. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement français et le Gouvernement macédonien pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 octobre 1998) [n° 32 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (9 décembre 1998) [n° 105 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 49].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1308 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6647, 6648).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6647, 6648) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6648).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6648).

51. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 octobre 1998) [n° 33 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (9 décembre 1998) [n° 106 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1307 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6648, 6649).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6648, 6649) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6649).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6649).

52. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hongroise**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 octobre 1998) [n° 34 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (9 décembre 1998) [n° 107 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 51].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1306 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6649, 6650).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6649, 6650) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6650).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6650).

53. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 août 1998) [n° 558 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (14 décembre 1998) [n° 117 (98-99)] - Discussion (22 décembre 1998) - Adoption (22 décembre 1998) [n° 52].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 1312 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

#### Discussion (première lecture)

(22 décembre 1998) (p. 6650, 6651).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6650, 6651) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6651).

Adoption (22 décembre 1998) (p. 6651).

## Transports

Voir *Lois de finances*

*Politique économique et sociale*, 2 Art. 38; 2 Art. 50

1. - **Proposition de loi tendant à sanctionner de peines aggravées les infractions commises sur les agents des compagnies de transport collectif de voyageurs en contact avec le public**, PRESENTEE AU SENAT, par M. Christian BONNET et les membres du groupe des Républicains et Indépendants (20 octobre 1998) [n° 24 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M.

Christian BONNET (25 novembre 1998) [n° 86 (98-99)] - Discussion (10 décembre 1998) - Adoption (10 décembre 1998) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 décembre 1998) [n° 1258 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

#### Discussion (première lecture)

(10 décembre 1998) (p. 6287, 6293).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6287, 6292) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6292) : *MM. Christian Bonnet, Robert Bret, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim; Simon Sutour.*

Après l'art. unique (p. 6292).

**Art. additionnel (énumération des personnes concernées par l'application de l'article 433-5 du code pénal)** (p. 6292) - Adopté (p. 6293).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6293) : *Mme Dinah Derycke, M. Joseph Ostermann.*

Adoption (10 décembre 1998) (p. 6293).

## Transports aériens

Voir *Lois de finances*

1. - **Projet de loi relatif à l'organisation de certains services au transport aérien**, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (8 octobre 1998) [n° 7 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (4 novembre 1998) [n° 53 (98-99)] - Avis de M. Yvon COLLIN (29 octobre 1998) [n° 44 (98-99)] - Discussion (10 novembre 1998) - Adoption (10 novembre 1998) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 novembre 1998) [n° 1186 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Jacques FILLEUL (25 novembre 1998) [n° 1216 (98-99)] - Discussion (10 décembre 1998) - Adoption (10 décembre 1998) [n° 221].

PROMULGATION : loi n° 98-1171 du 18 décembre 1998 (JO lois et décrets du 23 décembre 1998).

#### Discussion (première lecture)

(10 novembre 1998) (p. 4279, 4288).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4279, 4287) : *MM. Yvon Collin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Léon Fatous, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4287, 4288) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (exécution par les gestionnaires d'aérodromes de certains services de sécurité aéroportuaire) (p. 4287) - Adopté.

**Art. 2** (validation législative) (p. 4287) - Adopté après modification (p. 4288).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4288) : *M. Gérard Cornu*.

Adoption (10 novembre 1998) (p. 4288).

## Transports routiers

Voir *Sécurité routière*, 1

**1. - Projet de loi tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier,** PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (12 novembre 1997) [n° 427 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Michel VAXES (2 décembre 1997) [n° 495 (97-98)] - Urgence - Discussion (8 décembre 1997) - Adoption (8 décembre 1997) [n° 45].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1997) [n° 161 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (16 décembre 1997) [n° 176 (97-98)] - Avis de M. Lucien LANIER (13 janvier 1998) [n° 215 (97-98)] - Discussion (20 janvier 1998) - Adoption (20 janvier 1998) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 janvier 1998) [n° 649 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Michel VAXES (21 janvier 1998) [n° 651 (97-98)] - Discussion (22 janvier 1998) - Adoption (22 janvier 1998) [n° 78 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (21 janvier 1998) [n° 227 (97-98)] - Discussion (29 janvier 1998) - Adoption (29 janvier 1998) [n° 67 (97-98)].

PROMULGATION : loi n° 98-69 du 7 février 1998 (J.O. Lois et décrets du 7 février 1998).

### Discussion (première lecture)

(20 janvier 1998) (p. 252, 291).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 252, 273) : *MM. Jacques Bellanger, Guy Cabanel, Charles Descours, Jean-Paul Emin, Léon Fatous, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois; Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Joseph Ostermann.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 273, 289) : *MM. Jacques Bellanger, Charles Descours, Jean-Paul Emin, Léon Fatous, Guy Fischer, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Lucien Lanier, rapporteur pour avis de la commission des lois; Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Raffarin.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (généralisation de l'obligation de formation professionnelle à l'ensemble des conducteurs de véhicules de transport routier) (p. 273) - Adopté après modification (p. 274).

**Art. 2** (modification du régime d'autorisation applicable en matière de transports routiers) (p. 275) - Adopté après modification (p. 278).

**Art. 3** (création d'une sanction administrative d'immobilisation du véhicule) (p. 278) - Adopté après modification (p. 279).

**Art. 3 bis** (coordination de l'article 17 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982) (p. 279) - Adopté après modification (p. 280).

**Art. 3 ter** (immobilisation immédiate des véhicules en cas d'absence à bord du document de suivi) (p. 280) - Adopté après modification (p. 282).

**Art. 3 quater** (extension aux transporteurs du privilège des commissionnaires) (p. 282) - Adopté après modification (p. 283).

**Art. 3 quinquies** (immobilisation immédiate des véhicules en cas d'infraction à l'article 223-1 du code pénal) (p. 283) - Supprimé (p. 286).

**Art. 3 sexies** (délit de rupture d'immobilisation) (p. 286) - Adopté après modification.

**Art. 4** (institution d'une commission des sanctions administratives en région Ile-de-France) (p. 286) - Adopté.

**Art. 5** (renforcement des pouvoirs de constatation des contrôleurs des transports terrestres ainsi que des sanctions) (p. 286) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 287).

**Art. additionnel** (application aux transports routiers de la loi sur la sous-traitance) (p. 288) - Adopté.

**Art. 6** (renforcement des pouvoirs d'investigation des contrôleurs des transports terrestres en matière de contrôle des prix) (p. 289) - Adopté.

**Art. 6 bis** (identification des véhicules arrivant à proximité de l'aire de chargement ou de déchargement) (p. 289) - Adopté après modification.

**Art. 7** (bilan présenté au Parlement sur les conditions d'exercice de la profession) (p. 289) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 289, 291) : *MM. Jacques Bellanger, Jean Bizet, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Hérisson, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Adoption (20 janvier 1998) (p. 291).

### Discussion (commission mixte paritaire)

(29 janvier 1998) (p. 507, 514).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 507, 509) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 509, 511).

**Art. 1<sup>er</sup>, 2** (p. 509).

**Art. 3, 3 bis, 3 ter** (p. 510).

**Art. 3 quater A** (calcul des temps de conduite et de repos comprenant ceux effectués à l'étranger, en cas de délit ou de contravention sur le territoire national) (p. 510).

**Art. 3 quater** (p. 510).

**Art. 3 quinquies** (p. 510) - Supprimé par le Sénat - Suppression maintenue.

**Art. 3 sexies** (p. 510) - Supprimé par la CMP.

**Art. 5 bis A** (insertion du destinataire dans la liste des garants du paiement du prix du transport figurant à l'article 101 du code de commerce) (p. 510).

**Art. 5 bis** (application aux transports routiers de la loi sur la sous-traitance) (p. 511).

**Art. 5 ter** (prise en compte du contrat de location de véhicules industriels avec conducteur dans les dispositions de la loi d'orientation des transports intérieurs) (p. 511).

**Art. 6 bis** (p. 511).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 511, 514) : *MM. Jacques Bellanger, Guy Cabanel, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jacques Habert, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jacques Oudin.*

**Adoption** (29 janvier 1998) (p. 514).

## Travail

Voir *Lois de finances*

**1. - Projet de loi d'orientation et d'incitation relatif à la réduction du temps de travail**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (10 décembre 1997) [n° 512 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean LE GARREC (22 janvier 1998) [n° 652 (97-98)] - Discussion (27, 28, 29 janvier ; 3, 4, 5, 6, 10 février 1998) - Adoption (10 février 1998) [n° 81].

**TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE)** (11 février 1998) [n° 286 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (25 février 1998) [n° 306 (97-98)] - Discussion (3 et 4 mars 1998) - Adoption (4 mars 1998) [n° 89].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE)** (5 mars 1998) [n° 765 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean LE GARREC (18 mars 1998) [n° 774 (97-98)] - Discussion (24, 25, 31 mars 1998) - Adoption (31 mars 1998) [n° 114].

**TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)** (31 mars 1998) [n° 363 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (1er avril 1998) [n° 365 (97-98)] - Discussion (8 avril 1998) - Adoption (8 avril 1998) [n° 110].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE)** (9 avril 1998) [n° 829 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE)** - Rapport de M. Jean LE GARREC (21 avril 1998) [n° 837 (97-98)].

**COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT)** - Rapport de M. Louis SOUVET (21 avril 1998) [n° 392 (97-98)].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE)** (9 avril 1998) [n° 829 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean LE GARREC (23 avril 1998) [n° 855 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (5 mai 1998) [n° 132].

**TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE)** (6 mai 1998) [n° 418 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (6 mai 1998) [n° 423 (97-98)] - Discussion (12 mai 1998) - Rejet (12 mai 1998) [n° 129].

**TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE)** (13 mai 1998) [n° 897 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean LE GARREC (13 mai 1998) [n° 898 (97-98)] - Discussion (19 mai 1998) - Adoption (19 mai 1998) [n° 135].

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL** : Décision n° 98-401 DC du 10 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 14 juin 1998) qui déclare les articles 1er, 2, 3 et 13 de la loi conformes à la Constitution.

**PROMULGATION** : loi n° 98-461 du 13 juin 1998 (J. O. Lois et décrets du 14 juin 1998).

### Discussion (première lecture)

(3 mars 1998) (p. 1075, 1128) ; (4 mars 1998) (p. 1134, 1193).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1075, 1128) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. José Balareello, Mme Dinah Derycke, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. André Egu, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Girod, Alain Gournac, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Bernard Joly, Gérard Larcher, Pierre Mauroy, Bernard Plasait, Jean-Jacques Robert, Bernard Seillier, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Henri Weber.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1134, 1188) : *M. Jean Arthuis, Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Danielle Bidard-Reydet, Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Robert Calmejane, Jean Chérioux, Mmes Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, Paul Girod, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Bernard Joly, André Jourdain, Pierre Laffitte, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, Joseph Ostermann, Henri de Raincourt, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Odette Terrade, M. Jacques Valade.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (*réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés - art. L. 212-1 bis nouveau du code du travail*) (p. 1134) - Supprimé (p. 1143).

**Art. 2** (*incitation des partenaires sociaux à négocier la réduction du temps de travail avant la mise en oeuvre de la nouvelle durée légale*) (p. 1145) - Adopté après modification (p. 1149).

**Art. 3** (*aide financière à la réduction du travail à 35 heures au plus et abrogation de la loi Robien*) (p. 1152) - Adopté après modification (p. 1166).

Après l'art. 3 (p. 1166).

**Art. additionnel** (*compensation par l'Etat des exonérations de charges sociales*) (p. 1166) - Adopté (p. 1167).

**Art. additionnel** (*attribution des aides de la loi Robien aux caisses de congés payés*) (p. 1167) - Adopté (p. 1168).

**Art. 4** (*organisation de la réduction du temps de travail sous forme de jours de repos et utilisation du compte épargne-temps*) (p. 1170) - Adopté (p. 1171).

**Art. 4 bis** (*définition du temps de travail effectif - Art. L. 212-4 du code du travail*) (p. 1172) - Adopté après modification (p. 1174).

**Art. 4 ter** (*repos quotidien*) (p. 1174) - Adopté.

**Art. 5** (*seuil de déclenchement du repos compensateur - Art. 212-5-1 du code du travail et art. 993 du code rural*) (p. 1174) - Supprimé (p. 1176).

**Art. 6** (*modification du régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel - Art. L. 322-12 du code du travail*) (p. 1178) - Adopté après modification (p. 1181).

**Art. 7** (*limitation des possibilités pour l'entrepreneur de recourir au temps partiel - Art. L. 212-4-3 du code du travail*) (p. 1181) - Adopté après modification (p. 1183).

**Art. 7 bis** (*bilan du travail à temps partiel dans l'entreprise*) (p. 1183) - Adopté.

**Art. 8** (maintien de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse en cas de passage à temps partiel - Art. 43 VIII de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, art. L. 241-3-1 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 1183) - Adopté après modification (p. 1184).

**Art. 9** (bilan remis au Parlement au plus tard le 30 septembre 1999) (p. 1184) - Adopté après modification (p. 1186).

**Art. 10** (rapport sur le bilan et les perspectives de la réduction du temps de travail pour les agents de la fonction publique) (p. 1186) - Adopté après modification (p. 1188).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1188, 1193) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jacques Habert, Mme Anne Heinis, MM. André Jourdain, Jean Madelain, Bernard Seillier, Louis Souvet, rapporteur.*

**Scrutin public n° 81** (p. 1193).

**Adoption** (4 mars 1998) (p. 1193).

#### Discussion (deuxième lecture)

(8 avril 1998) (p. 1589, 1628).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 1589, 1610) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Jean-Michel Baylet, Jacques Bimbenet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, Philippe Marini, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Henri Weber.*

**II - DISCUSSION DES ARTICLES** (p. 1610, 1625) : *Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Nicole Borvo, Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**Art. 1<sup>er</sup>** (réduction à 35 heures de la durée légale hebdomadaire du travail effectif des salariés - art. L. 212-1 bis nouveau du code du travail) (p. 1610) - Supprimé (p. 1611).

**Après l'art. 1<sup>er</sup>** (p. 1611).

**Art. additionnel** (rapport sur les conséquences de la réduction du temps de travail sur le SMIC) (p. 1611) - Adopté (p. 1613).

**Art. 2** (incitation des partenaires sociaux à négocier la réduction du temps de travail avant la mise en oeuvre de la nouvelle durée légale) (p. 1613) - Adopté après modification (p. 1614).

**Art. 3** (aide financière à la réduction de la durée du travail à 35 heures au plus et abrogation de la loi Robien) (p. 1614) - Adopté après modification (p. 1618).

**Art. 3 bis** (compensation par l'Etat des exonérations de charges sociales) (p. 1618) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

**Art. 3 ter** (application de la loi Robien aux entreprises du bâtiment et des travaux publics - art. 39 et 39-1 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation) (p. 1619) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

**Art. 4 bis** (définition de la durée du travail effectif - art. L. 212-4 du code du travail) (p. 1619) - Adopté après modification (p. 1620).

**Après l'art. 4 ter** (p. 1620).

**Art. additionnel** (champ d'application des articles 4 bis et 4 ter) (p. 1620) - Adopté (p. 1621).

**Art. 5** (seuil de déclenchement du repos compensateur) (p. 1621) - Supprimé.

**Art. 6** (modification du régime de l'abattement de cotisations sociales patronales applicable au travail à temps partiel - art. L. 322-12 du code du travail) (p. 1621) - Adopté après modification (p. 1623).

**Art. 7** (limitation des possibilités pour l'entrepreneur de recourir au temps partiel - art. L. 212-4-3 du code du travail) (p. 1623) - Adopté après modification (p. 1624).

**Art. 9** (bilan remis au Parlement au plus tard le 30 septembre 1999) (p. 1624) - Adopté après modification.

**Art. 10** (rapport sur le bilan et les perspectives de la réduction du temps de travail pour les agents de la fonction publique) (p. 1624) - Adopté après modification (p. 1625).

**Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1625, 1628) : *Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer, Mme Anne Heinis, MM. Jacques Machet, Joseph Ostermann.*

**Adoption** (8 avril 1998) (p. 1628).

#### Discussion (nouvelle lecture)

(12 mai 1998) (p. 2255, 2270).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE** (p. 2255, 2264) : *MM. Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer, Mme Anne Heinis, M. Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

**Motion n° 1** de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 2264).

**Adoption de la motion et rejet du projet de loi** (12 mai 1998) (p. 2270).

## Travailleurs sociaux

Voir *Politique économique et sociale, 3*

## Tunisie

Voir *Traités et conventions, 24*

# U

## Ukraine

Voir *Traités et conventions*, 53

## Union européenne

Voir *Banques et établissements financiers*, 1  
*Constitution*, 1

**1. - Résolution adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la recommandation de la Commission en vue d'une recommandation au Conseil relative au rapport sur l'état de la convergence et à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (Partie 1 : Recommandation - Partie 2 : Rapport) (n° E 1045), PRESENTÉE AU SENAT par M. Alain LAMBERT, sénateur (23 avril 1998) [n° 401 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport commun de M. Alain LAMBERT avec les propositions de résolution n° 362 (97-98) du 31 mars 1998 ; n° 370 (97-98) du 1er avril 1998 - n° 378 (97-98) du 7 avril 1998 - Union européenne - 8 avril 1998) [n° 382 (97-98)] - Adoption (23 avril 1998) [n° 120]**

### Discussion

(23 avril 1998) (p.1847, 1890).

**I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1847, 1880) :** MM. Bernard Angels, Denis Badré, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, Yann Gaillard, Jacques Genton, Au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne; Christian de La Malène, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Mme Hélène Luc, MM. Pierre Moscovici, ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes; Charles Pasqua, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Xavier de Villepin.

**II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 1880, 1887) :** MM. Bernard Angels, Michel Barnier, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard-Reydet, MM. Emmanuel Hamel, Jean-Philippe Lachenaud, Christian de La Malène, Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**Explications de vote sur l'ensemble (p. 1887, 1890) :** MM. Bernard Angels, Jacques Genton, Jacques Habert, Jean-Philippe Lachenaud, Paul Loridant, Lucien Neuwirth, Charles Pasqua, Xavier de Villepin.

**Adoption (23 avril 1998) (p. 1890).**

## Université française du Pacifique

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

## Urbanisme

Voir *Lois de finances*

# V

## **Validation législative**

Voir *Ministères et secrétariats d'Etat, 1*

## **Vignette automobile**

Voir *Politique économique et sociale, 2 Art. 39*

## **Villes**

Voir *Lois de finances*

## CONGRES DU PARLEMENT

6 JUILLET 1998

1 - **Constitution du Parlement en Congrès - Lecture par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, président du Congrès du Parlement, du décret de convocation du Congrès (p. 3 et 4).**

2 - **Règlement du Congrès (p. 4).**

3 - **Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie (p. 4 à 20)**

*Intervention de M. Lionel Jospin, Premier ministre*

**Explications de vote :** *MM. Georges Othily, sénateur ; Jean-Jacques Hyst, sénateur ; Jean-Marie Girault, sénateur ; José Rossi, député ; Guy Allouche, sénateur ; Michel Crépeau, député ; Robert Pagès, sénateur ; Mme Catherine Tasca, députée ; MM. Henry Jean-Baptiste, député ; Jean-Louis Debré, député ; Simon Loueckhote, sénateur ; Jacques Bruhnes, député.*

**Scrutin public à la tribune (p. 19 à 20 ; liste des votants p. 21 à 23)**

**Adoption (p. 20)**

4 - **Clôture de la session du Parlement en Congrès (p. 20)**